

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 NOVEMBRE 1924.

Projet de loi **relatif aux statuts** **de la Société anonyme belge des entrepôts frigorifiques**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le 16 juillet dernier, le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale annonçait à la Chambre des Représentants que, pour des raisons amplement développées au cours de son exposé, il était décidé « à abandonner à l'initiative privée le soin d'exploiter commercialement nos installations frigorifiques, » mais à assurer à l'État, qui ne ferait plus le commerce, la certitude que » l'exploitation, dirigée par des particuliers, se ferait cependant au profit de ses » finances ». Il prévoyait, en même temps « la constitution d'une société dont le » capital serait formé par l'apport, pour leur valeur réelle, des installations frigorifiques et par l'argent à fournir par des particuliers » et, poursuivant son discours, il se disait prêt à « faire appel à la concurrence ».

Cette déclaration avait recueilli les marques d'approbation de la majorité de l'Assemblée, désireuse de voir enfin résoudre cette question, conformément aux vœux qu'elle-même avait, à plusieurs reprises, exprimés.

L'appel à la concurrence a eu lieu : une large publicité a sollicité des offres qui, aux termes du cahier des charges, devaient « consister en un projet complet, » formulé article par article, dans la forme ordinaire des actes de l'espèce, » des statuts de la Société envisagée », ces offres devant tendre, d'ailleurs, « à la » création, avec l'aide de l'État apporateur, d'une Société d'exploitation des entrepôts frigorifiques actuellement possédés par l'État, des fabriques de glace » artificielle qui y sont annexées et de leurs moyens de transport isothermique ».

Le 11 octobre dernier, deux projets ont été déposés que vous trouverez reproduits intégralement en annexes, en même temps que les soumissions de leurs auteurs; ils émanent : l'un de la Banque d'Outremer et consorts, l'autre, de l'Armement Ostendais et consorts.

Ils ont été soumis à l'examen d'une Commission composée de fonctionnaires des Départements de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale et des Finances. Ce Collège a émis l'avis unanime que le projet de la Banque d'Outremer, est, des deux, le plus avantageux pour l'État et qu'il offre toutes les garanties d'une bonne exploitation. Vous trouverez également ce rapport en annexe.

Le Gouvernement, adoptant les conclusions de la Commission, vous invite, Messieurs, à l'autoriser à participer à la création de la Société projetée par la Banque d'Outremer et consorts.

Les statuts de cette Société présentent des avantages intrinsèques mis en lumière dans le rapport de la Commission. Ils assurent à l'État un revenu qui, en tablant sur les résultats de l'exercice en cours, atteindrait 10,5 p. c. du coût total des installations cédées, environ 30.000.000 de francs.

Ils lui assurent aussi la main haute sur l'exploitation des frigorifères actuels, condition que le Gouvernement estime nécessaire pour la sauvegarde de l'intérêt public.

Cette dernière garantie lui est conférée, non seulement en raison de l'importance de ses apports et des droits afférents aux actions qu'il détiendra de ce chef, mais encore, par un droit de veto, que pourront exercer les quatre administrateurs qui représenteront l'État au sein même du Conseil d'Administration de la Société.

Si vous voulez bien prendre connaissance du rapport et des conclusions de la Commission interministérielle, vous constaterez que le projet auquel le Gouvernement s'est rallié, transporte dans le domaine des faits la formule la plus heureuse.

D'une part, l'État remet à l'initiative privée le soin d'exploiter commercialement une affaire qui demande à être dirigée sans les entraves administratives qui en alourdissent le fonctionnement et il profitera, dans la plus large mesure, des avantages financiers que ce mode d'exploitation ne manquera pas de produire.

D'autre part, l'intérêt du public est sauvegardé par le droit de contrôle et, éventuellement, le droit de veto que pourront exercer les mandataires de l'État au sein du Conseil d'administration.

Grâce à cette surveillance et à cette autorité des pouvoirs publics, tout danger de monopole disparaît et toute concession de privilèges à des particuliers est écartée.

Si les Chambres adoptent le projet de loi, le savoir faire d'hommes d'affaires spécialement compétents sera mis au service de l'intérêt de tous.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PAUL TSCHOFFEN.

ANNEXES

CAHIER DES CHARGES.

**relatif à la participation à une Société d'exploitation
des installations frigorifiques de l'État.**

ARTICLE PREMIER. -- L'adjudication a pour objet de recueillir des offres tendant à la création, avec l'aide de l'État appporteur, d'une Société d'exploitation des entrepôts frigorifiques actuellement possédés par l'État, des fabriques de glace artificielle qui y sont annexées et leur moyens de transport isothermique.

ART. 2. — Ces offres devront consister en un projet complet, formulé article par article, dans la formule ordinaire des actes de l'espèce, des statuts de la Société envisagée. Ce projet fixera, notamment, l'importance du capital, sa décomposition, sa représentation et sa rémunération éventuelle.

ART. 3. — Tout en se réservant une absolue liberté d'appréciation et de conclusion, le Gouvernement entend que ces statuts satisfassent aux conditions essentielles énumérés ci-après :

a) la Société s'interdira toutes opérations d'achat ou de vente des marchandises habituellement conservées par le froid ;

b) la Société ne pourra s'intéresser dans d'autres entreprises, associations ou sociétés faisant l'achat ou la vente de marchandises habituellement conservées par le froid, que ce soit directement ou indirectement ;

c) la Société restera libre, en dehors des obligations imposées par le présent cahier des charges, d'entreprendre toute opération industrielle et commerciale concernant la manutention, l'entreposage, le transport, l'expédition ou la distribution de denrées ou de matériel intéressant l'industrie du froid ;

d) les entrepôts frigorifiques dont l'État fera apport pourront être utilisés, sur un pied d'égalité, par toutes les personnes qui se conforment aux règlements et tarifs ;

e) à l'égal d'une affaire privée, dont l'État entend d'ailleurs qu'elle acquière le caractère et les pratiques, la Société prendra annuellement en charge les amortissements et réserves suffisants pour assurer à son domaine la permanence et le développement de ses qualités techniques, garantes du rendement que l'État en attend pour le Trésor public et pour l'économie générale du Pays ;

f) sans vouloir s'immiscer dans la gestion journalière de l'entreprise, qu'il veut laisser à des hommes d'affaires, l'État aura la main haute sur son orientation ; ce pouvoir lui sera conféré non seulement de par la puissance relative de ses rapports et des droits y afférents, mais par un droit de veto, réservé à ses représentants au

sein du Conseil d'Administration, droit suspensif de toute décision qui leur paraîtrait contraire aux intérêts de la collectivité belge.

Art. 4. — L'État fait apport, à la Société, des installations frigorifiques, entrepôts et matériel de toute nature, qu'il possède actuellement. Cet apport est défini et précisé à l'annexe I du présent cahier des charges, en des termes qui devront être reproduits littéralement par les soumissionnaires dans le projet de statuts incorporé dans leur soumission.

Art. 5. — La valeur d'achat (valeur initiale) de l'apport de l'État se chiffrera, au 31 décembre 1924, à fr. 29.945.000 environ se répartissant comme suit :

Terrains et construction	fr.	16.350.000
Gros matériel		8.420.000
Petit matériel		265.000
Mobilier.		395.000
Wagons isothermes :		
36 wagons américains (25 t.)	fr.	1.247.000
25 wagons type État belge (15 t.)		608.000
20 wagons neufs type W. D. (15 t.)		510.000
		2.365.000
Camions-autos (2 Berna).		134.000
Auto-tracteur		15.000
Approvisionnements divers		713.000
Approvisionnements glace		5.000
Frais premier établissement		1.283.000
Total.	fr.	29.945.000

Art. 6. — A titre d'indication, il est déclaré par l'État que pour l'exercice 1923, les résultats de l'exploitation accusèrent les chiffres suivants :

Recettes d'exploitation	fr.	4,846,175
Dépenses d'exploitation		2,302,896

Ces dépenses comprennent tous traitements, salaires, consommations diverses, frais généraux sans amortissements.

Les résultats acquis, pour l'exercice 1924, jusqu'au 30 juin, fournissent les chiffres :

Recettes d'exploitation	fr.	3,317,252
Dépenses d'exploitation		1,032,064

Art. 7. — La constitution même de la Société devant être soumise à l'approbation des Chambres, après le choix, par le Gouvernement, d'un co-contractant, il faut envisager que l'entreprise ne pourra débiter qu'au 1^{er} janvier 1925 au plus tôt.

Art. 8. — Chaque projet soumis à l'appréciation du Gouvernement sera accompagné de l'engagement écrit de souscrire le capital-espèces nécessaire à la

bonne marche de la Société. Cet engagement devra être pris ensemble ou séparément, par un nombre de personnes physiques ou morales, de nationalité belge, suffisant pour constituer valablement, avec l'État, la Société dont il est question à l'article 1.

Toute cession partielle ou totale du bénéfice de l'adjudication ne pourra avoir lieu, sous peine de retrait de ce bénéfice, sans une autorisation expresse du Gouvernement.

ART. 9. — Les soumissions devront parvenir, dans la forme indiquée à l'annexe II, et au plus tard le onze octobre 1924, à dix heures, à M. Préaux, Directeur à l'Administration des Domaines, rue d'Arenberg (Deutsche Bank, 2^e étage, n° 97). Celles qui auraient été déposées à la poste devront être adressées sous pli recommandé.

Elles seront placées sous deux enveloppes; l'enveloppe extérieure indiquera l'adresse de M. Préaux, l'enveloppe intérieure portera la suscription: « Projet de Société remis conformément au cahier des charges relatif à la participation à une Société d'exploitation des installations frigorifiques de l'État, par M. . . . nom et prénoms) ou par (firme) ».

Les soumissions seront ouvertes publiquement le onze octobre 1924, à onze heures, par M. Préaux, en son bureau (rue d'Arenberg), en présence d'un délégué de M. le Ministre des Finances et d'un délégué de M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

Il sera dressé procès-verbal de l'ouverture, cette opération ayant seulement pour but d'acter la réception régulière des offres parvenues à M. Préaux.

ANNEXE I AU CAHIER DES CHARGES.

Description des apports de l'État.

ARTICLE... — L'État belge, représenté par M. le Ministre des Finances et par M. le Ministre de l'Industrie et du Travail, fait à la Société présentement constituée, l'apport total et sans réserve des entrepôts frigorifiques par lui actuellement exploités en Belgique, dans les Villes et Communes de :

Anvers, Arlon, Audenarde, Bressoux, Bruxelles, Gand, Marcinelle, Namur, Péruwelz et Ypres, dans les termes et conditions où il les possède ou occupe lui-même à ce jour, contenant et contenu, sans nulle exception ni réserve et sans autre limitation que celle des droits de toute nature de l'État lui-même.

Au sujet de ces apports, l'État belge, ainsi représenté, fait les déclarations et indications suivantes qui sont données à titre seulement énonciatif et non limitatif;

I.

Entrepôt frigorifique d'Anvers.

L'apport consiste en les choses, biens et droits suivants :

L'entrepôt est situé sous le hangar 81 du bassin-canal et sur le terrain limi-

trophe. On y a accès par le bassin-canal (navires) et par la grande voirie (autos-camions), et il est raccordé aux voies du chemin de fer de l'État.

Il comprend notamment :

L'entrepôt proprement dit, couvrant une superficie de 1.125 mètres carrés. Sept salles froides indépendantes, un sas de transition, un quai de chargement refroidi, deux bacs congélateurs alimentés par la distribution d'eau de la ville d'Anvers.

Salle des machines couvrant une superficie de 820 mètres carrés raccordée en haute tension à la Société d'Électricité de l'Escaut : 3 compresseurs d'ammoniaque actionnés par 3 moteurs électriques, circulation d'eau des condenseurs prise au bassin-canal.

Garage, installation inexplosible d'essence, appareil pour emmagasiner l'huile.

Réfectoire et local pour chaudières du chauffage central.

Bâtiment d'habitation et bureaux à étages. Deux bureaux, sept places d'habitation.

Il existe des contrats et conventions pour l'occupation d'une partie des locaux composant l'entrepôt frigorifique apporté :

Un contrat à court terme passé avec le Ministère de la Défense Nationale pour une location de 6,000 mètres cubes à raison de 10 francs le mètre cube par mois.

Un local à usage de bureau est loué pour 75 francs par mois à partir du 15 février 1923 pour une durée d'un an avec tacite reconduction.

Un autre local à usage de bureau, loué dans les mêmes conditions à partir du 1^{er} mai 1923.

Un local à usage de garage est loué à raison de 250 francs par mois à partir du 1^{er} novembre 1923, pour une durée de trois mois avec tacite reconduction.

Deux petits locaux à usage de bureau sont loués pour une durée de trois mois à partir du 1^{er} juin 1924, à raison de 150 francs par mois, avec tacite reconduction.

Un local à usage de bureau est loué dans les mêmes conditions à raison de 125 francs par mois.

Un local à usage de bureau est loué dans les mêmes conditions à raison de 75 francs par mois à partir du 15 juin 1924.

Un local à usage de bureau est loué à raison de 250 francs par mois depuis le 22 novembre 1922 pour une durée de six mois avec tacite reconduction.

Et un local à usage de bureau est loué dans les mêmes conditions de terme, à partir du 15 juillet 1924, moyennant 150 francs par mois.

L'entrepôt frigorifique avec toutes ses installations a été établi par l'État apporteur et à ses frais.

La propriété de l'assiette du hangar dans lequel est établi l'entrepôt avec dépendances, de même que du terrain qui en dépend, ensemble avec la propriété d'autres terrains englobés dans les travaux du bassin canal et des deuxième et troisième darses, a fait l'objet entre l'État et la Ville d'Anvers, de certains projets d'arrangement antérieurement arrêtés.

Tous droits saufs de part et d'autre, quant à ce, il est intervenu entre l'État apporteur et la Ville d'Anvers, le 29 août 1924, une convention, enregistrée, dont les termes doivent être considérés comme étant ici littéralement reproduits, et aux termes de laquelle convention, notamment :

La Ville d'Anvers reconnaît à l'État apporteur le droit d'occupation et d'explo-

tation de l'entrepôt frigorifique ci-dessus mentionné pour une durée qui doit expirer le 31 décembre 1934, l'État étant autorisé à faire à ses frais exclusifs tels changements qu'il jugera utiles ou nécessaires à la bonne marche des affaires, mais à condition de conserver à l'immeuble sa destination actuelle d'entrepôt frigorifique, le dit immeuble devant être remis tel et avec cette destination à l'expiration du terme.

Il doit être versé à la Caisse communale de la Ville d'Anvers, une redevance annuelle de fr. 86.763,40, payable par trimestre et par anticipation. Toutes contributions et taxes sont à charge de l'État de même que tous travaux d'entretien et de grosses réparations pendant toute la durée de la convention.

Il est stipulé que si, à l'expiration du contrat, la Ville d'Anvers décidait de continuer l'occupation et l'exploitation de l'entrepôt à un tiers, l'État belge aura un droit de préférence, toutes conditions étant égales, pour de nouveaux termes successifs de trente ans, le montant de la redevance annuelle pouvant toutefois être révisé d'accord entre parties en tenant compte des circonstances.

A l'expiration du contrat du 29 août 1924 ou du contrat prorogé, la Ville d'Anvers prendra possession des bâtiments de l'entrepôt tels qu'ils existeront à ce moment, rien excepté ni réservé, contenant et contenu, la Ville d'Anvers se réservant toutefois la faculté d'exiger l'évacuation complète des lieux et leur remise dans leur état primitif aux frais, risques et périls de l'État.

L'État belge apporteur est autorisé à céder le bénéfice du contrat avec ses charges et obligations, par voie d'apport ou autrement.

En résumé, le présent apport réside donc dans la propriété des installations de l'entrepôt frigorifique dans les termes et conditions ci-dessus précisées, et dans le bénéfice de la convention du 29 août 1924, étant entendu que la Société présentement constituée est substituée à l'État apporteur tant vis-à-vis de la Ville d'Anvers que de tous autres qu'il appartiendra, dans tous les droits, avantages, charges et conditions résultant pour lui de la susdite convention, sans nulle exception ni réserve.

La Société présentement constituée est subrogée expressément à l'État apporteur relativement à tous recours de ce dernier, contre tous constructeurs et autres personnes qu'il appartiendra, du chef de tous vices quelconques, spécialement de tous vices de construction affectant les installations de l'entrepôt frigorifique présentement apporté.

La Société fera chose sienne de l'exercice de ces éventuels recours, à ses frais, risques et périls, et à son avantage exclusif, le tout sans aucune intervention de l'État rapporteur.

II.

Entrepôt frigorifique d'Arlon.

L'apport consiste en les choses, biens et droits suivants :

1° La propriété des bâtiments de l'entrepôt proprement dit, situé dans les dépendances de la gare du chemin de fer à Arlon; il est raccordé au chemin de l'État, et l'on y a accès par l'entrée de la gare de marchandises.

Ces bâtiments couvrent une superficie de 180 mètres carrés; ils ont été érigés,

aux frais de l'Etat, sur un terrain qui a fait partie de parcelles anciennement cadastrées section A, numéros 1545 et 1546; le dit terrain a été remis à ces fins à l'Etat apporteur par M. le Ministre des Finances de Belgique, Administration des Domaines, selon procès-verbal en date du 15 novembre 1921, à titre temporaire, sans fixation de délai et à charge de verser annuellement, à l'échéance du 15 novembre, une somme de 15 francs.

Ce terrain avait été acquis de M. Désiré-Joseph Marchal, à Bruxelles, suivant acte du notaire Maréchal, à Rochefort, en date du 17 novembre 1858, et remis, ensuite, à l'Administration des Domaines, le 21 juin 1920.

2° La jouissance d'une salle des machines avec annexes, laquelle, établie au sous-sol du bâtiment des douanes dans trois des cinq caves composant l'entrepôt public de la Ville d'Arlon. Cette jouissance a été concédée à l'Etat apporteur à titre gratuit, par la Ville d'Arlon, par lettre en date du 28 avril 1920, suivie de l'approbation de M. le Ministre des Finances, donnée par sa lettre en date du 1^{er} juillet 1921.

Les constructions et installations actuelles ont été établies par l'apporteur, à ses frais, et comprennent notamment :

L'entrepôt proprement dit, bâtiment avec rez-de-chaussée et étage sous combles;
Salle pour machines motrices, garage, magasin, atelier, bureaux.

Deux moteurs électriques, courroies, deux compresseurs Lebrun, monte-charge électrique.

Raccordement en basse tension à la centrale de la gare d'Arlon et au secteur Seraing-Extension.

L'entrepôt frigorifique a été donné en location à la Société anonyme J. Lambert, ayant son siège social à Libramont, en état de complet équipement et en ordre de marche, pour un terme de neuf années consécutives ayant pris cours le 1^{er} mai 1923 pour finir de plein droit, et sans congé, le 1^{er} mai 1932, avec faculté pour le preneur de résilier à l'expiration des 3^e et 6^e années, et au loyer annuel de :

5,000 francs pour la première année,

8,000 francs pour la deuxième année,

et 12,000 francs pour les années suivantes, payables par trimestre et par anticipation, outre tous impôts, contributions, taxes ou charges quelconques.

Une somme de 3,000 francs a été versée entre les mains de l'apporteur à titre de garantie.

Cette garantie sera remise à la Société sous telles obligations que de droit.

Le bail ci-dessus a été fait en la forme privée et a été enregistré selon relation conçue comme suit.....

III.

Entrepôt frigorifique d'Audenarde.

L'apport consiste dans la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt frigorifique, lequel est situé à Audenarde, rue du Marais (à proximité de la gare du chemin de fer), avec toutes ses dépendances, l'ensemble couvrant une superficie d'environ 878 mètres carrés, une partie des biens ici apportés ayant été cadastrés section A, n° 138.

L'État apporteur est propriétaire des biens immeubles apportés, savoir :

Le terrain avait été concédé à titre de bail emphytéotique par les Hospices civils d'Audenarde, à M. Paul Devos, industriel à Audenarde, pour un terme de vingt-sept années consécutives ayant pris cours le 1^{er} janvier 1914, moyennant une redevance annuelle de fr. 148.54, aux termes d'un acte reçu par M^e De Temmerman, notaire à Audenarde, le 27 mars 1915, transcrit au Bureau des Hypothèques d'Audenarde le 28 avril 1915, livre 2076, n° 29.

Suivant acte reçu par M^e De Temmerman, notaire prénommé, le 10 mars 1920, transcrit au Bureau des Hypothèques d'Audenarde le 13 avril 1920, livre 2382, n° 34, M. Devos a cédé à l'État apporteur, la propriété des bâtiments qu'il avait édifiés sur le terrain prédécrit, ensemble avec tous ses droits au bail emphytéotique dont il s'agit.

Et la propriété du terrain a été acquise par l'État, apporteur, des Hospices civils d'Audenarde, ainsi qu'il résulte des lettres des Hospices en date du 1^{er} mars 1924 et du 11 mars 1924, et de l'accord du Ministre de l'Industrie et du Travail en date du 19 mars 1924. L'acte authentique de vente sera réalisé incessamment dès que l'autorisation aura été accordée aux Hospices vendeurs par la Députation permanente de la Flandre Orientale.

Les bâtiments qui existaient lors de l'acquisition qui en a été faite par lui, ont été appropriés par l'État belge en vue de leur destination actuelle; l'État belge a fait ériger des constructions nouvelles et les installations existantes à ce jour.

L'entrepôt ici apporté comprend notamment, en outre de l'installation de congélation et de réfrigération :

Salle des machines motrices avec deux moteurs à gaz pauvre, salle des compresseurs avec deux compresseurs Fixary, garage, atelier, bureau, habitation aménagée au-dessus de la salle des moteurs, une batterie d'accumulateurs, deux groupes moto-pompe, un moteur électrique, deux puits filtrant fournissant l'eau de circulation des condenseurs.

Il existe, relativement à l'entrepôt frigorifique ici apporté :

Quatre contrats de location de cube pour un total de 278 mètres cubes à court terme, avec tacite reconduction ;

Un local à usage de bureau est occupé à raison de 75 francs par mois à échéance du 15, pour un terme de six mois, avec tacite reconduction.

Et un autre local à usage de bureau est occupé à raison de 75 francs par mois, à échéance du 1^{er}, pour un terme de trois mois, avec tacite reconduction.

IV.

Entrepôt frigorifique de Bressoux.

L'apport consiste en la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt frigorifique, lequel est situé à Bressoux, avenue de la Gare, en contiguïté de celle-ci ; l'accès à lieu par la voie publique, l'entrepôt est relié aux voies du chemin de fer de l'État, et il couvre, dans son ensemble, une superficie de 3,529 mètres carrés.

L'État est propriétaire de l'entrepôt frigorifique, pour avoir fait construire, aménager et approprier les bâtiments, locaux et installations actuellement exis-

tants, et du terrain avec les constructions qui y existaient alors, pour en avoir fait l'acquisition comme suit, savoir :

a) une propriété au lieu dit « Troulouette », maison d'habitation et toutes dépendances, fabrique, cour et jardin, d'une contenance totale de 2.002m²,20, cadastrée section A, numéros 219 *h3*, *i3*, *k3*, *l3*, *m3* et 293 mètres carrés de Pierre-Henri Debrus, à Bressoux, suivant acte reçu par le notaire Laurent, de Liège, le 26 février 1920, transcrit au bureau des hypothèques de Liège le 8 mars suivant, volume 259, n° 8;

b) une propriété comprenant maison et terrain sise au même lieu dit, cadastrée section A, numéros 293*k* et 293 mètres carrés partie, d'une contenance de 1.223m²,41, et une parcelle de terre sise au même lieu, contenant en superficie 4m²,47, cadastrée section A, n° 293 mètres carrés partie, de M. Servais Thone, à Liège, aux termes d'un acte contenant échange et vente, reçu par le notaire Nagant, à Bressoux, le 12 août 1920, transcrit au deuxième bureau des hypothèques de Liège, le 17 août suivant, volume 312, n° 24;

c) une languette de terrain d'une superficie de 20 mètres carrés de la parcelle sise rue du Moulin, section A, n° 298*d*, de la Société anonyme « Ancienne Société Liégeoise pour l'achat et la construction de maisons d'ouvriers », aux termes d'un acte de vente reçu par le notaire Remy, à Liège, le 24 janvier 1921, transcrit au deuxième bureau des hypothèques de Liège, le 8 février 1921, volume 371, n° 20;

d) une maison avec annexe et jardin, place de la Gare 18, section A, n° 219 *q3* pour 185 mètres carrés, de M. Albert-Jacques-Joseph Wayaffe, à Bressoux, suivant acte reçu par le notaire Nagant, à Bressoux, le 16 juin 1921, transcrit au deuxième bureau des hypothèques de Liège, le 29 juin suivant, volume 415, n° 12;

e) et une maison sise rue Troulouette, section A, n° 219 *r3* de 75 mètres carrés, et un chemin même lieu dit, section A, n° 219 *g4* de 15 mètres carrés, de M. Nicolas Dome, à Bressoux, suivant acte reçu par le même notaire Nagant, le 16 juin 1921, transcrit au deuxième bureau des hypothèques de Liège, le 29 juin 1921, volume 415, n° 13.

Les bâtiments et installations de l'entrepôt comprennent notamment :

Salles de congélation, quais de chargement.

Salles des machines : locaux pour machines frigorifiques et pour machines motrices, magasin.

Garage, ateliers, local pour congélateur, bureau contenant cinq locaux.

Trois habitations.

Machines motrices : un moteur Diesel-Winterthur, cabine à haute tension.

Machines frigorifiques : deux compresseurs Sulzer et un compresseur Lebrun.

Puits fournissant l'eau de circulation des condenseurs, un congélateur.

Il existe, concernant l'entrepôt frigorifique, les contrats de location suivants :

Huit contrats de location de cube pour un total de 1.128 mètres cubes, à court terme (trois et six mois), avec tacite reconduction.

Des contrats de location pour quatre bacs-saloirs (10 mètres cubes au total), à raison de 25 francs par bac et par mois.

Une maison d'habitation est occupée au loyer mensuel de 90 francs, payable le 1^{er}, pour un terme de un an.

Une maison d'habitation est occupée au loyer mensuel de 75 francs par mois, échéant le 1^{er}, pour un terme de un an.

Deux locaux sont occupés chacun, moyennant 150 francs par mois, à échéance du 1^{er}, pour une durée de six mois, avec tacite reconduction.

Un local est occupé pour une durée de trois mois, avec tacite reconduction, moyennant 150 francs par mois.

Un garage avec atelier est occupé moyennant 400 francs par mois, pour une durée de six mois, avec tacite reconduction.

V.

Entrepôt frigorifique de Bruxelles.

L'apport consiste dans la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt de Bruxelles, lequel est situé à Bruxelles (ancien territoire de Schaerbeek), quai des Usines, n°s 110 à 121, le long du canal de Bruxelles au Rupel, ayant accès par la voie publique et par le canal de Willebroeck (ayant pont transbordeur).

L'entrepôt est raccordé au chemin de fer de l'État et il couvre une superficie de 1 hectare 32 ares environ; le terrain a été cadastré ci-devant section F, n° 613n, de la commune de Schaerbeek; il tient ou a tenu : au quai, à l'Usine à gaz de la ville de Bruxelles, à la Senne et à l'État belge.

Les constructions et installations actuelles ont été établies par l'État apporteur sur un terrain dont remise définitive a été faite au nom du Ministère des Finances — Administration des Domaines —, au Ministère de l'Industrie et du Travail, le 6 janvier 1923. Ce terrain faisait partie des emprises désormais disponibles, acquises par la Société Anonyme du Canal et des Installations Maritimes de Bruxelles, pour l'exécution des travaux prévus par la loi du 19 août 1897, et l'État en était devenu propriétaire, ainsi qu'il résulte d'un acte passé devant M. le Gouverneur du Brabant, le 22 mars 1906.

L'entrepôt présentement apporté comprend notamment :

L'entrepôt proprement dit, avec quais de chargement et de déchargement, quatre étages comportant chacun quatre salles et quatre refroidisseurs, vaste grenier, salle de congélation au sous-sol, quatre ascenseurs monte-charges et un ascenseur personnel.

Salle de machines raccordée en haute tension à la Société Bruxelloise d'Électricité, deux compresseurs, un groupe convertisseur, quatre puits filtrants.

Deux bacs congélateurs.

Garage. Installation pour essence et huile.

Bureau.

Atelier de réparation avec tours, étau limeur, scie à métaux, deux foreuses, deux paires de meules, établis, forge.

Magasin central. — Bureau, quatre rayons de 210 casiers, une étagère, une plate-forme de chargement.

Bâtiment à usage de charcuterie: deux caves, quatre pièces au rez-de-chaussée, deux locaux, sous les combles, avec les machines et le matériel qui y sont installés.

Il existe cinq contrats de location pour un total de 2,600 mètres cubes à court terme (six mois) avec tacite reconduction, et un contrat de 610 mètres cubes, lequel est, d'ailleurs, renoncé pour le 15 octobre prochain.

VI.

Entrepôt frigorifique de Gand.

L'apport consiste en les choses, biens et droits suivants :

A. — 1° Le bénéfice du bail consenti par la Ville de Gand au profit de l'État à une partie du hangar n° 26, situé à Gand à l'avant-port; d'une superficie de 2,220 mètres carrés, outre la libre disposition du terrain disponible entre l'extrémité nord de ce hangar et la clôture voisine, soit approximativement 13^m.50 en longueur et 14 mètres en largeur.

Le prix du loyer, fixé à raison de 3 francs le mètre carré, est de 6,660 francs l'an, il est payable par trimestre et par anticipation. Le bail est fait pour un terme de trente années prenant cours le 1^{er} juin 1920.

Toutes les contributions sont à charge du locataire.

L'État belge a garanti à la Ville de Gand une importation annuelle minima de 18,000 tonnes (par navires de mer, Moorsom) assurant une recette annuelle en droits de quai de 8,400 francs. Pour chaque mille tonnes manquantes l'État doit suppléer la somme de 450 francs et la Ville garde le droit de faire accoster au quai, devant la partie du hangar louée, tels navires qu'elle jugera opportun, en cas de non-occupation par des navires du locataire.

Le locataire est autorisé à établir sur les lieux loués une installation frigorifique et il a le droit de démolir ultérieurement ce qu'il aura édifié.

A l'expiration du bail, la Ville de Gand peut, à son choix, exiger la remise du hangar dans son état primitif, ou conserver sans indemnité toutes modifications faites aux bâtiments. Dans ce dernier cas, la Ville de Gand a le droit de racheter au locataire, à dire d'expert, tout l'outillage, le matériel et les approvisionnements qui se trouveraient dans le hangar loué.

Le bail ci dessus a été établi en la forme privée en deux originaux, datés de Gand, le 31 mars 1921, et enregistrés suivant relation conçue comme suit : « Enregistré par le Receveur soussigné, 2 rôles, 2 renvois, à Saint-Josse-ten-Noode, le 11 mai 1921, volume 373, folio 55, case 6. Gratis. Le Receveur (signé), Illisible »;

2° La propriété de toutes les constructions, installations frigorifiques et autres, établies par l'État sur le terrain ci-dessus décrit, et qui comporte notamment :

Installations frigorifiques : 4 salles froides au rez-de-chaussée et 4 salles froides à l'étage : 5 refroidisseurs d'air.

Salle des machines : locaux pour moteurs, pour gazogène, pour compresseurs, pour congélateur et pour le charbon; un atelier.

Garage et dépendances.

Il existe un raccordement au chemin de fer de l'État. L'accès à l'entrepôt a lieu par la voie publique et par le canal de Gand à Terneuzen.

L'entrepôt couvre une superficie de 1.910 mètres carrés.

B. — La pleine et exclusive propriété des bureaux, maisons d'habitation et dépendances, situés à Gand, chaussée de Meulestede, le terrain ayant été cadastré section A, n° 3447a, et contenant une superficie de 545 mètres carrés 30 décimètres carrés et comprenant notamment :

Dans le bâtiment chaussée de Meulestede :

Au rez-de-chaussée : garage, atelier et bureaux.

A l'étage : habitation.

Dans le bâtiment annexé à l'entrepôt : lettre A ci-dessus :

Au rez-de-chaussée : bureaux.

A l'étage : trois chambres.

Les installations industrielles établies dans l'entrepôt, lettre A, comprennent notamment :

Machines motrices : deux moteurs jumelés à gaz pauvre Bollinckx; un groupe moteurs générateurs, une batterie d'accumulateurs, trois moteurs triphasés.

Machines frigorifiques : trois compresseurs Lebrun.

Monte-charges : deux monte-charges électriques.

Congélateur alimenté par l'eau de la Ville.

L'eau de circulation des condenseurs est fournie par une prise d'eau dans le canal.

Les apports décrits sous la lettre B (propriétés chaussée de Meulestede) appartiennent à l'Etat apporteur pour en avoir fait ériger les constructions et installations sur un terrain acquis par lui de la Ville de Gand, en vertu d'un acte reçu par le notaire Rombaut, à Gand, le 31 octobre 1921, transcrit au Bureau des hypothèques de Gand, le 22 novembre suivant, volume 4200, numéro 16.

Et la Ville de Gand était propriétaire de ce terrain en vertu de l'article 3 de la convention intervenue entre elle et l'Etat belge et approuvée par la loi du 10 janvier 1881.

Une partie de l'entrepôt a été concédée en location dans les conditions suivantes, savoir :

Il existe :

Onze contrats de location de cube pour un total de 1,948 mètres cubes, contrats à court terme avec tacite reconduction.

Un contrat de location à une maison d'habitation moyennant 4,000 francs par an, ayant pris cours le 15 janvier 1923 pour un terme d'un an avec tacite reconduction.

Un contrat de location à une partie d'immeuble (garage, atelier, magasin, habitation) moyennant 4,400 francs par an, ayant commencé ses effets le 1^{er} septembre 1923 pour un terme de six mois, avec tacite reconduction.

Un contrat de location à un local à usage de bureau moyennant 125 francs par mois, ayant pris cours le 1^{er} février 1924, pour une durée de six mois, avec tacite reconduction.

Un contrat de location à un local à usage de bureau moyennant 100 francs par mois, à dater du 1^{er} février 1924, pour une durée de trois mois, avec tacite reconduction.

VII.

Entrepôt frigorifique de Marcinelle.

L'apport consiste dans la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt frigorifique, lequel est situé à Marcinelle, rue de Marchienne, n° 115, ayant accès par la voie publique et raccordé aux voies du chemin de fer de l'Etat, avec toutes ses dépendances, rien excepté ni réservé, l'ensemble couvrant une superficie de 2,748 mètres carrés 50 décimètres carrés.

Appartenant à l'Etat, comme suit, savoir :

Une contenance de 11 ares 80 centiares de terrain, avec les constructions qui existaient alors, cave, bureaux avec chambres, grande salle d'exposition, magasin, écurie et remise, le tout cadastré section A, n°s 38n2, 38o2 et 38e2, pour en avoir fait l'acquisition de M^{me} Adolphine-Céline Desmyttere, veuve Désiré Degand, à Merbes-le-Château, suivant un acte reçu par le notaire Van Bastelaere, à Charleroi, le 4 juin 1920, transcrit au premier bureau des hypothèques de Charleroi, le 23 juin suivant, volume 282, numéro 10.

M^{me} Veuve Degand était propriétaire de ce bien pour lui avoir été attribué par acte de partage reçu par le notaire Van Bastelaere, prénommé, le 4^{er} juillet 1913.

Une contenance de 3 ares 29 centiares de terrain, avec les constructions qui y existaient alors, étant une maison d'habitation à étage et dépendances, de M. Auguste-Désiré Degand, négociant à Marcinelle, suivant acte reçu par le notaire Van Bastelaere, à Charleroi, le 4 juin 1920, transcrit au premier bureau des hypothèques de Charleroi, le 23 juin suivant, volume 282, numéro 11.

M. Degand possédait ce terrain pour en avoir fait l'acquisition aux termes d'un acte reçu par le même notaire Van Bastelaere, le 20 juin 1901.

Aux bâtiments qui existaient aux époques des acquisitions ci-dessus, l'Etat a apporté des changements et des appropriations en vue de leur destination actuelle, et il a ajouté des constructions nouvelles et les installations existantes.

Une parcelle de terrain d'une contenance de 1.493 m²,58 a été acquise par l'Etat apporteur, Département des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, aux termes d'un acte d'échange dressé en la forme privée daté de Charleroi, le 27 juillet 1924, intervenu entre les représentants des Départements des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, de l'Industrie et du Travail, et des Finances, Administration des Domaines.

Aux termes du même acte, il a été cédé par l'Etat apporteur, Département de l'Industrie et du Travail, au Département des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, une surface de terrain de 283 m²,4, faisant partie des biens acquis par l'Etat apporteur aux termes des actes ci-dessus mentionnés, reçus par le notaire Van Bastelaere, à Charleroi, le 4 juin 1920.

L'entrepôt comprend, notamment : quatre salles de congélation, quais de chargement couverts et chargement pour wagons.

Salle des machines motrices, local pour moteurs, local pour gazogène, salle des machines frigorifiques avec atelier.

Garage et installations inexplosibles pour essence.

Bureaux : au rez-de-chaussée, deux pièces ; à l'étage, quatre pièces.

Maison d'habitation avec dépendances.

Machines motrices : deux moteurs à gaz pauvre Winterthur, deux moteurs électriques Becquart ; pour l'éclairage et la force motrice auxiliaire : petit moteur du ventilateur, du gazogène et du compresseur (relié en basse tension à la Société d'Électricité du Bassin de Charleroi, à Roux).

Machines frigorifiques : deux compresseurs Sulzer.

L'eau de circulation des condenseurs est fournie par un puits filtrant.

Une partie des locaux de l'entrepôt est occupée et donnée en location.

Cinq contrats de location de cube pour un total de 636 mètres cubes à court terme avec tacite reconduction.

Vingt-quatre logettes pour un total de 74 mètres cubes par contrats à court terme, avec tacite reconduction.

Deux places à usage de bureau moyennant 200 francs par mois, par terme de six mois, avec tacite reconduction, ayant pris cours le 9 mars 1923.

Un local à usage de bureau, par terme de trois mois, ayant pris cours le 23 avril 1923, avec tacite reconduction, moyennant 125 francs par mois.

Un local à usage de bureau, par terme de trois mois, avec tacite reconduction, ayant pris cours le 1^{er} août 1923, moyennant 75 francs par mois.

Deux petites places à usage de bureaux, par terme de six mois, avec tacite reconduction, moyennant 75 francs par mois, ayant pris cours le 1^{er} novembre 1923.

VIII.

Entrepôt frigorifique de Namur.

L'apport consiste dans la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt frigorifique établi rue Fond-d'Arquet, ayant accès à la voie publique, couvrant une superficie de terrain de 1.063m²43, avec raccordement projeté à la ligne vicinale passant rue d'Arquet.

Le gros œuvre seul est parachevé, et l'entrepôt n'est pas encore équipé.

Les travaux de gros œuvre comprennent : l'entrepôt proprement dit, à deux étages, salle pour refroidisseur d'air, salle des machines pour centrale autonome ou cabine de transformation, salle pour bac congélateur, bureaux, deux maisons d'habitation.

Appartenant à l'État apporteur pour en avoir fait ériger à ses frais les constructions et installations sur une parcelle de terrain acquise par lui de la Ville de Namur, aux termes de deux actes administratifs en date à Namur, respectivement des 13 août 1920, enregistré un rôle sans renvoi à Namur, le 17 août 1920, volume 705, folio 76, gratis, par le receveur Barthélémy, et transcrit au Bureau des hypothèques de Namur le 20 août suivant, volume 2761, numéro 38, et le 20 mai 1921, enregistré un rôle, deux renvois, à Namur, A. C., le 21 mai 1921,

volume 715, folio 51, gratis, et transcrit au Bureau des hypothèques de Namur, le 28 suivant, volume 2854, numéro 6.

La Ville de Namur était propriétaire de ces terrains comme faisant partie de ceux acquis par elle de la famille Artoisenet, suivant acte reçu par le Bourgmestre de Namur, le 14 septembre 1898.

Aux termes des deux actes des 13 août 1920 et 20 mai 1921, l'Etat belge s'est engagé à établir sur les terrains vendus un entrepôt frigorifique régional,

IX.

Entrepôt frigorifique de Péruwelz.

L'apport consistedans la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt frigorifique, lequel est situé à l'angle des rues Bataille et Tomdereau, et auquel on a accès par la voie publique.

L'entrepôt est raccordé aux voies du chemin de fer de l'Etat ; il couvre une superficie de 8 ares 80 centiares.

L'Etat est propriétaire de l'entrepôt de la façon suivante :

Le terrain avec les bâtiments qui s'y trouvaient alors était une ancienne brasserie avec dépendances, cour et cantine, a été acquis par lui de :

1. M. Ursmar-Emile Vanderpotte ; 2. M^{me} Adrienne-Marie-Ghislaine Vanderpotte, épouse de M. Maurice-Louis-Ildephonse-Ghislain-Marie-Joseph Mahy ; 3. M^{me} Alice-Félicie-Marie-Ghislaine Vanderpotte ; 4. M. Léon-Jules-Joseph-Ghislain Jourdois ; 5. M. Paul-Honoré-Antoine-Ghislain Jourdois ; 6. M^{me} Madeleine-Marie-Adèle-Ghislaine Jourdois, tous à Péruwelz, aux termes d'un acte reçu par le notaire Simon, à Péruwelz, le 3 juin 1920, transcrit au Bureau des hypothèques de Tournai, le 10 juillet suivant, volume 4150, numéro 24.

Le dit bien faisait partie d'une propriété plus grande acquise indivisément par MM. Ursmar Vanderpotte et Jules Jourdois, de Victor Robert, brasseur à Péruwelz, suivant acte reçu par les notaires Simon et Paternotre, à Péruwelz, le 17 avril 1902.

M^{me} Adèle Robert, épouse Vanderpotte est décédée à Péruwelz, le 31 juillet 1912, laissant pour seuls enfants et uniques héritières ses deux filles Adrienne et Alice Vanderpotte, prénommées.

Et les époux Jourdois-Robert sont décédés respectivement à Péruwelz, le 7 juin 1907, et à Wez-Velvain, le 11 janvier 1911, laissant pour seuls héritiers, leurs trois enfants étant les vendeurs ci-dessus nommés en nom Jourdois.

L'acte prémentionné reçu par le notaire Simon, à Péruwelz, le 3 juin 1920, stipule notamment que l'État ne pourra établir dans l'immeuble ni une brasserie, ni une scierie, ni une fabrique de ciment, ni un commerce de bois et charbons ou ciment, aussi longtemps que les vendeurs, ou l'un deux, continueront à exercer un commerce ou une industrie similaire, et que l'État ne pourra établir un débit de boissons dans l'ancienne cantine sans obliger le tenancier de se fournir de toutes les bières nécessaires à son débit et sa consommation, à la brasserie qui lui sera désignée par les vendeurs Jourdois et Vanderpotte.

Par le même acte, l'État s'est engagé à racheter aux vendeurs de nom Jourdois, les bâtiments à usage d'écurie et terrains contigus aux biens acquis comme il est dit, moyennant le prix de 5.000 francs, les dits vendeurs Jourdois ne pouvant ainsi aliéner le susdit bien sans l'offrir préalablement à l'État belge, aucun changement ou démolition ne pouvant y être apportés qui puissent en diminuer la valeur ; l'État belge n'étant pas tenu de faire le remboursement des constructions qui auraient été érigées.

La propriété comprend notamment :

Entrepôt proprement dit : Deux salles de congélation et deux refroidisseurs d'air au sous-sol, trois salles de congélation de rez-de-chaussée, trois salles de réfrigération et un refroidisseur d'air à l'étage, un refroidisseur d'air sous les combles.

Salle des machines raccordée en haute tension à la Compagnie Auxiliaire d'Électricité : machines motrices, trois moteurs électriques, machines frigorifiques trois compresseurs verticaux Fixary, monte-charges électriques, congélateur alimenté par l'eau de puits.

L'eau de circulation des condenseurs est fournie par un puits.

Il existe huit contrats de location à court terme avec tacite reconduction pour un total de 772 mètres cubes.

Un local est loué à raison de 100 francs par mois, à partir du 15 mars 1923, pour un terme de six mois, avec tacite reconduction.

Un local est loué au mois avec tacite reconduction, à partir du 12 mai 1924, moyennant 75 francs par mois.

X.

Entrepôt frigorifique d'Ypres.

L'apport consiste dans la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt frigorifique, lequel est situé à Ypres et consiste en les bâtiments de l'ancienne manutention militaire. Ces bâtiments consistent en un souterrain pratiqué dans l'épaisseur des remparts intérieurs et constitués par cinq casemates voûtées, recouvertes de terre et cloisonnées, de 30 mètres de profondeur chacune environ, ayant ensemble en largeur un développement de 30 mètres environ avec une hauteur sous les voûtes de 5 mètres environ.

L'accès de ces locaux se fait par la voie publique par une porte double, sauf pour l'un des locaux qui a une fenêtre à façade.

L'État apporteur est propriétaire du fond et des locaux apportés par suite de la cession qui lui a été consentie par le Ministère des Finances, Administration des Domaines, ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal de remise en date à Bruxelles du 20 août 1924.

Ce procès-verbal de remise mentionne que, aux termes d'une convention conclue le 8 avril 1884, entre l'État et la Ville d'Ypres, celle-ci a reconnu à l'État la pleine et entière propriété des terrains situés au-dessus de la boulangerie militaire, dont l'entrepôt apporté fait partie.

Les installations comprennent notamment :

Entrepôt proprement dit : deux salles froides, deux refroidisseurs d'air, deux quais de chargement.

Salle des machines : Machines motrices, deux moteurs Diesel, une batterie d'accumulateurs.

Machines frigorifiques : deux compresseurs Fixary.

Congélateur.

L'eau de circulation des condenseurs est aspirée dans le fossé des fortifications; l'eau du congélateur est fournie par la distribution d'eau de la ville.

Garage et installation inexplosible d'essence,

Local pour congélateur.

Un atelier; un bureau.

Il existe quatre contrats de location pour un total de 236 mètres cubes à court terme (trois ou six mois), avec tacite reconduction.

XI.

Matériel et approvisionnement. — Divers.

1. Wagons isothermiques :

36 wagons type américain (25 tonnes).

25 wagons type État belge (15 tonnes).

20 wagons type W. D. (15 tonnes).

2. Deux camions automobiles Berna (15 tonnes),

3. Un auto-tracteur sur rails.

4. Divers appareils de laboratoire.

5. Les approvisionnements, machines et pièces de matériel diverses repris à l'inventaire du Magasin Central et du Garage de l'Entrepôt de Bruxelles.

6. De façon générale, tout ce qui peut appartenir à l'État apporteur se trouvant dans les entrepôts apportés ou les concernant, tels que notamment, gros et petits outils et outillages, pièces de rechange, approvisionnements en combustibles, lubrifiants, produits divers, mobilier garnissant les habitations, les locaux divers et les bureaux, machines à écrire, coffres-forts, etc.

Des inventaires détaillés ont été dressés spécialement de la partie mobilière des apports présentement effectués, dont tous les comparants ont eu, préalablement aux présentes, une connaissance pleine et entière et dont les doubles sont versés aux archives de la Société ainsi qu'il est déclaré et reconnu.

Les inventaires dont il est fait mention ci-dessus ont été dressés et arrêtés, par les soins de l'Etat apporteur, à la date du 30 juin 1924, et établissent la situation des apports à cette date.

Des modifications se sont produites forcément dans la partie mobilière des dits apports, par suite de l'exploitation continuée par l'Etat apporteur depuis le 30 juin 1924 jusqu'à la date de l'entrée en jouissance.

Il est entendu que la Société présentement constituée devra prendre et accepter

les dits apports tels et ainsi qu'ils sont décrits et relevés aux inventaires susmentionnés, mais dans l'état et situation où ils se trouveront à la date de l'entrée en jouissance, avec les modifications et changements survenus depuis le 30 juin 1924 par la continuation normale de l'exploitation jusqu'à l'entrée en jouissance.

7. Le bénéfice et la suite de tous marchés et contrats conclus par l'Etat apporteur, concernant l'aménagement et l'équipement des entrepôts, les dits marchés et contrats devant être exécutés par l'Etat apporteur à la décharge de la Société présentement constituée.

8. Le bénéfice et la suite de toutes commandes de matières de consommation ou d'entretien, dont la fourniture sera postérieure à la constitution de la présente Société, à charge, pour cette dernière, d'en régler le prix.

9. Le bénéfice et la suite de tous contrats et de toutes conventions en cours conclus par l'Etat apporteur relativement à l'une ou l'autre branche de l'objet social, soit avec des particuliers, soit avec des Administrations, la clientèle, l'achalandage.

10. Tous les documents et archives qui seraient réclamés par la Société comme pouvant être utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social, et, spécialement, les originaux, ou à défaut des originaux, des copies certifiées conformes, des documents mentionnés au présent article des statuts.

Charges, clauses et conditions.

Les apports ci-dessus effectués, l'ont été aux charges, clauses et conditions suivantes :

1. Les biens apportés passent à la Société dans l'état et la situation où ils se trouvent et se comportent actuellement, spécialement, en ce qui concerne les immeubles, avec toutes leurs servitudes, actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues, dont ils sont avantagés ou grevés, la Société ayant à se défendre des unes et pouvant se prévaloir des autres, à ses risques et périls, sans intervention de l'Etat apporteur, mais sans toutefois que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait en vertu des titres réguliers et non prescrits ou en vertu de la loi.

2. Les immeubles sont garantis francs, quittes et libres de tous droits d'hypothèques, de privilège et inscription quelconques, situation dont il devra être justifié par certificats hypothécaires à lever aux bureaux des hypothèques compétents.

La contenance des immeubles n'est pas garantie. Quelle que soit la différence avec la mesure réelle, cette différence dépassât-elle un vingtième, celle-ci devra faire profit ou perte pour la Société.

3. La Société présentement constituée devra payer tous impôts, taxes et redevances généralement quelconques concernant les biens apportés, et ce, à compter de son entrée en jouissance.

Elle devra continuer, à la pleine et entière décharge de l'Etat apporteur, tous baux et contrats de location ou d'occupation, abonnements et conventions généralement quelconques qui pourraient exister, concernant les biens apportés, d'assurances contre l'incendie ou tous autres risques, d'abonnements aux eaux, au gaz

et à l'électricité, d'entretien avec réparations, et tous autres qui auraient été conclus avec toutes administrations et tous particuliers.

Les loyers, primes, taxes et redevances relatifs à ces baux, contrats, abonnements et conventions, devront être encaissés, payés ou supportés par la Société, à compter de la date d'entrée en jouissance et *prorata temporis*.

4. De façon générale et absolue, la Société présentement constituée est subrogée activement et passivement dans les droits et obligations de l'État apporteur concernant les choses, biens et droits apportés, étant entendu que l'État apporteur garantit à la Société la continuation et la permanence des concessions accordées précédemment par l'État lui-même aux Services frigorifiques du Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Spécialement en ce qui concerne les entrepôts frigorifiques qui ne constituent ou ne constitueraient pas le plein domaine de l'État apporteur, la Société devra se substituer à celui-ci, soit à l'expiration des délais concédés, soit à tout autre moment, pour faire, sans recours ni appel en garantie contre lui, ni intervention aucune de sa part, le règlement et la liquidation de toutes questions d'indemnité, d'enlèvement, de remise en état ou toutes autres généralement quelconques, qui pourront alors se présenter concernant ces entrepôts.

5. Dans le cas de dissolution de la Société, soit à l'expiration du terme ci-dessus stipulé, soit à tout autre moment, l'État belge aura la faculté de reprendre toutes les installations, tant fixes que mobiles, y compris tous les immeubles par nature et par destination, tout le matériel et tous les approvisionnements et ce, pour un prix qui sera fixé à dire d'experts. Chaque partie nommera son expert ; en cas de désaccord entre les experts, le Président du Tribunal de Commerce de Bruxelles désignera un tiers expert. L'État devra user de cette faculté dans un délai de trois mois.

ANNEXE II AU CAHIER DES CHARGES.

Modèle de soumission.

(à présenter en deux exemplaires sur timbre de 75 centimes).

SOUMISSION.

Le soussigné
 (noms). (prénoms). (profession). (domicile)
 après avoir pris connaissance du cahier des charges relatif à la participation à une
 Société d'exploitation des Entrepôts frigorifiques de l'État, déclare
 s'engager, aux clauses et conditions du dit cahier des charges, à constituer, avec
 l'État apporteur, une Société (type), sur la base des statuts
 dont le texte est annexé à la présente soumission, en six exemplaires.

. (suit ici la déclaration dont il est question à l'article 8 du
 cahier des charges).

Fait à, le 1924.
 (signatures)

N. B. — 1. Si la soumission est faite par une Société, elle doit être signée par
 le ou les Administrateurs ayant pouvoir d'engager la Société. Ces Administrateurs
 s'engagent solidairement avec elle.

2. Les statuts annexés à la soumission auront pour titre : « Statuts de la
 Société d'exploitation des Entrepôts frigorifiques de l'État, présentés en annexe
 à la soumission remise par MM. . . . ».

* * *

La possession du présent cahier des charges vaut permis de visite des entrepôts
 frigorifiques.

* * *

Tous les documents, contrats, actes de propriété, etc., mentionnés dans le
 présent cahier des charges peuvent être consultés, en original ou en copie
 conforme, dans les bureaux de M. Préaux, prénommé.

SOUMISSION DE LA BANQUE D'OUTREMER ET CONSORTS.

La soussignée Banque d'Outremer (Compagnie Internationale pour le Commerce et l'Industrie), société anonyme belge constituée le 7 janvier 1899, ayant son siège social 48, rue de Namur, à Bruxelles, représentée aux termes de l'article 22 de ses statuts, par deux de ses administrateurs, M, Charles Fabri, docteur en droit à Tihange, et M. Albert Marchal, ingénieur, 14, avenue Emile Demot, à Bruxelles, respectivement appelés à ces fonctions par les assemblées générales du 9 avril 1924 et du 12 avril 1922 (voir annexes des moniteurs belges du 19 avril 1924 (n° 4564) et du 27 avril 1922 (n° 4481), après avoir pris connaissance du cahier des charges relatif à la participation à une Société d'exploitation des entrepôts frigorifiques de l'Etat, déclare s'engager, aux clauses et conditions du dit cahier des charges ainsi qu'aux quatre conditions indiquées ci-après, à constituer, avec l'Etat apporteur, une société anonyme sur la base des statuts dont le texte est annexé à la présente soumission, en six exemplaires.

La soussignée Banque d'Outremer ainsi que les suivants, tous de nationalité belge, également soussignés prennent, par les présentes, l'engagement de souscrire ensemble, à la constitution de la Société, les quatre mille actions privilégiées numérotées de 36.001 à 40.000 dont il est question à l'article 7 des statuts ci-annexés, à raison, pour chacun d'eux, des nombres d'actions indiqués ci-après en regard de leurs noms :

Banque d'Outremer, société anonyme, 48, rue de Namur, à Bruxelles.	3.460 actions.
M. Albert Gomez, ingénieur, président de l'Union professionnelle Belge des Industriels du Froid, demeurant 156, quai de Mariemont, à Bruxelles	400 »
M. Albert Marchal, ingénieur, demeurant 14, avenue Emile Demot, à Bruxelles	40 »
M. Henri Dustin, ingénieur, demeurant 24A, rue du Bourg-mestre, à Ixelles	40 »
M. Arthur Bemelmans, administrateur de sociétés, 114, rue St-Bernard, à Bruxelles	40 »
M. Georges Nélis, ingénieur, demeurant 56, rue de la Braserie, à Bruxelles	20 »
	4.000 actions.

La soussignée Banque d'Outremer, subordonne l'exécution des engagements qu'elle prend par les présentes à la réalisation des quatre conditions suivantes :

1° Toutes les dépenses pour lesquelles des crédits ont été mis à la disposition de M. le Ministre de l'Industrie et du Travail, pour l'exercice 1924, en vue d'améliorer ou de développer les installations faisant l'objet des apports de l'Etat, ont été engagées ou le seront par les soins de l'Administration compétente avant la constitution de la Société;

2° La loi autorisant le Gouvernement à participer à la création de la Société

devra prescrire qu'il ne sera perçu aucun droit d'enregistrement ou de transcription à raison de l'acte de constitution de la Société ;

3° Cette même loi devra donner à la Société la faculté d'obtenir que les établissements qu'elle exploitera soient placés sous le régime de la loi du 4 mars 1846 sur les entrepôts ;

4° Dans le cas où la Société ne serait pas constituée avant le 1^{er} janvier mil neuf cent vingt-cinq, M. le Ministre de l'Industrie et du Travail prélèvera au profit de la Banque d'Outremer, sur les recettes à provenir de l'exploitation des entrepôts faisant l'objet des apports de l'Etat du 1^{er} janvier mil neuf cent vingt-cinq jusqu'à la veille y comprise du jour de la constitution de la Société, une somme représentant l'amortissement d'un capital de dix-huit millions de francs calculé, *prorata temporis*, au taux de quatre pour cent l'an, cette somme devant être remise par la Banque d'Outremer à la Société, le jour même de la constitution de cette dernière, pour être portée au compte des amortissements.

Fait en deux exemplaires originaux à Bruxelles, le 11 octobre 1924.

(*Suivent les signatures*).

SOUMISSION DE L'ARMEMENT OSTENDAIS ET CONSORTS

Les soussignés.

1° L'Armement Ostendais, Société Anonyme dont le siège social est à Gand, représentée par :

- a) M. Jean Heckers, vice-président, demeurant à Gand ;
- b) M. Léonce Verbrugghe, administrateur-délégué, demeurant à Ostende ;
- c) M. Rodolphe Vercammen, membre de la Chambre des Représentants, administrateur, demeurant à Gand, qui s'engagent solidairement avec elle.

2° La Banque Belge du Travail, Société Anonyme à Gand, représentée par :

- a) M. Jean Heckers, prénommé ;
- b) M. Rodolphe Vercammen, prénommé ;
- c) M. Jules D'Asseleer, avocat, demeurant à Gand, tous trois administrateurs de la dite Société qui s'engagent solidairement avec elle.

3° La Fédération des Sociétés Coopératives Belges, Société Coopérative, ayant son siège à Anvers, représentée par M. Victor Serwy, administrateur, directeur de l'Office Coopératif Belge, demeurant à Bruxelles, qui s'engagent solidairement avec elle ;

4° Le Comptoir du Centre, Société Anonyme de Banque de Dépôts et de Crédit, ayant son siège à Bruxelles, représentée par M. Léon Ghion, administrateur-délégué et M. Charles Edmond, administrateur, qui s'engagent solidairement avec elle ;

5° M. Achille Malengret, ingénieur-frigoriste, demeurant à Nimy ;

6° M. Rodolphe Vercammen, membre de la Chambre des Représentants ;

7° M. Léonce Verbrugghe, conseiller provincial de la Flandre Occidentale, demeurant à Ostende, après avoir pris connaissance du cahier des charges relatif à la participation à une Société d'Exploitation des Entrepôts frigorifiques de l'Etat, déclarent s'engager aux clauses et conditions du dit cahier des charges, à constituer, avec l'Etat apporteur, une Société Anonyme, sur la base des statuts dont le texte est annexé à la présente soumission, en six exemplaires.

Ils s'engagent à souscrire le capital espèces de 3.000.000 (trois millions) fixés au dit projet, nécessaires à la bonne marche de la Société.

Fait en double, à Bruxelles, le 11 octobre 1924.

(Suivent les signatures).

11 octobre 1924 n° 932

INSTALLATIONS FRIGORIFIQUES DE L'ÉTAT**CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION.***Procès-verbal d'ouverture des soumissions.*

L'an mil neuf cent vingt quatre, le samedi 11 octobre, à onze heures, en présence de MM. Edmond Seulen, Directeur au Ministère des Finances et Ernest Lancelot, ff. de Directeur général aux Services frigorifiques, représentant respectivement Monsieur le Ministre des Finances et Monsieur le Ministre de l'Industrie et du Travail.

il va être procédé par nous Edmond Préaux, Directeur de l'Enregistrement et des Domaines à Bruxelles, à l'ouverture des soumissions nous parvenues tendant à la création avec l'aide de l'État apporteur, d'une Société d'exploitation des entrepôts et installations frigorifiques de l'État.

Deux soumissions ont été déposées :

L'une par le groupement suivant :

1. l'Armement Ostendais, Société Anonyme, à Gand ;
2. la Banque belge du Travail, Société Anonyme, à Gand ;
3. la Fédération des Sociétés coopératives belges, Société Coop. à Anvers ;
4. le Comptoir du Centre, S. A. de Banque, de Dépôts et de Crédit, à Bruxelles ;
5. M. Achille Malengret, ingénieur frigoriste à Nimy ;
6. M. Rodolphe Vercammen, membre de la Chambre des Représentants, Gand ;
7. M. Léonce Verbrugghe, conseiller provincial à Ostende.

L'autre par le groupement suivant :

1. Banque d'Outremer à Bruxelles ;
2. M. Albert Gomez, ingénieur à Bruxelles ;
3. M. Albert Marchal, ingénieur, à Bruxelles ;
4. M. Henri Dustin, ingénieur, à Ixelles ;
5. M. Arthur Bemelmans, administrateur de Société, Bruxelles ;
6. M. Georges Nelis, ingénieur, à Bruxelles.

La soumission du second groupement (Banque d'Outremer et Consorts) est subordonnée à quatre conditions.

Les soumissions faites en double sont ci-annexées ; elles étaient accompagnées chacune de six exemplaires d'un projet d'acte constitutif de la Société proposée. Ces six exemplaires ont été paraphés par MM. Seulen et Lancelot et par nous : deux ont été remis à M. Seulen, trois à M. Lancelot et le dernier est resté annexé au présent procès-verbal.

Dont acte.

s) LANCELOT.

s) SEULEN.

s) PRÉAUX.

STATUTS

de la Société d'Exploitation des Entrepôts Frigorifiques de l'État, présentés en annexe à la soumission remise par la Banque d'Outremer.

DÉNOMINATION.

ARTICLE PREMIER. — Il est formé par les présentes une société anonyme sous la dénomination de : Société anonyme Belge des Entrepôts Frigorifiques (S. A. B. E. F.)

SIÈGE SOCIAL.

ART. 2. — Le siège social est établi à Bruxelles, rue de Bréderode, n° 13.

Par décision du Conseil d'administration dûment publiée, ce siège peut être transféré en tout autre endroit de l'agglomération bruxelloise.

Par décision du Conseil d'administration, la Société peut établir des sièges administratifs, succursales et agences en Belgique, dans la colonie du Congo belge ou à l'étranger.

OBJET.

ART. 3. — La Société a pour objet l'exploitation, en Belgique et dans ses colonies, d'entrepôts frigorifiques et de fabriques de glace artificielle.

Les entrepôts publics pourront être utilisés sur un pied d'égalité par toutes les personnes qui se conformeront aux règlements et tarifs.

La Société s'interdit toutes opérations d'achat ou de vente des marchandises habituellement conservées par le froid.

La Société pourra faire toutes opérations commerciales, industrielles ou financières telles, par exemple, que la manutention et le transport des marchandises, se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son but social tel qu'il est déterminé ci-dessus ou qui seraient susceptibles d'en faciliter ou d'en favoriser la réalisation.

Elle pourra, par voie de modifications aux statuts, étendre son objet à toutes opérations ou entreprises industrielles, civiles ou commerciales relatives ou connexes, directement ou indirectement, à l'industrie du froid.

Elle pourra s'intéresser dans d'autres entreprises, associations ou sociétés ayant un objet similaire ou connexe, tant en Belgique que dans ses colonies et à l'étranger, à l'exception cependant de toute entreprise, association ou société faisant l'achat ou la vente de marchandises habituellement conservées par le froid, que ce soit directement ou indirectement.

DURÉE.

ART. 4. — La Société est constituée pour une durée de trente ans prenant cours à dater de la signature du présent acte.

Elle pourra être prorogée successivement ou dissoute anticipativement.

Elle pourra prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

CAPITAL.

ART. 5. — Le capital est fixé à la somme de *vingt millions de francs* représentés par *quarante mille* actions privilégiées de *cinq cents francs* chacune. Il est créé, en outre, *quarante mille* actions de dividende sans désignation de valeur. Les actions privilégiées ne seront remboursables qu'en cas de dissolution de la Société.

APPORTS.

ART. 6. — L'État belge, représenté par M. le Ministre des Finances et par M. le Ministre de l'Industrie et du Travail, fait à la société présentement constituée l'apport total et sans réserve des entrepôts frigorifiques par lui actuellement exploités en Belgique, dans les villes et communes de : Anvers, Arlon, Audegarde, Bressoux, Bruxelles, Gand, Marcinelle, Namur, Péruwelz et Ypres, dans les termes et conditions où il les possède ou occupe lui-même à ce jour, contenant et contenu, sans nulle exception ni réserve et sans autre limitation que celle des droits de toute nature de l'État lui-même.

Au sujet de ces apports l'État belge, ainsi représenté, fait les déclarations et indications suivantes qui sont données à titre seulement énonciatif et non limitatif :

I. — Entrepôt frigorifique d'Anvers.

L'apport consiste en les choses, biens et droits suivants :

L'entrepôt est situé sous le hangar 81 du bassin-canal et sur le terrain limitrophe. On y a accès par le bassin-canal (navires) et par la grande voirie (automobiles), et il est raccordé aux voies du chemin de fer de l'État.

Il comprend notamment :

L'entrepôt proprement dit, couvrant une superficie de 1.125 mètres carrés, sept salles froides indépendantes, un sas de transition, un quai de chargement refroidi, deux bacs congélateurs alimentés par la distribution d'eau de la Ville d'Anvers ;

Salle des machines couvrant une superficie de 820 mètres carrés, raccordée en haute tension à la Société d'Électricité de l'Escaut, trois compresseurs d'ammoniaque actionnés par trois moteurs électriques, circulation d'eau des condenseurs prise au bassin-canal ;

Garage, installation inépuisable d'essence, appareil pour emmagasiner l'huile ;

Réfectoire et local pour chaudières du chauffage central ;

Bâtiment d'habitation et bureaux à étages, deux bureaux, sept places d'habitation.

Il existe des contrats et conventions pour l'occupation d'une partie des locaux composant l'entrepôt frigorifique apporté :

Un contrat à court terme passé avec le Ministère de la Défense Nationale pour une location de 6,000 mètres cubes à raison de 10 francs le mètre cube par mois ;

Un local à usage de bureau est loué pour 75 francs par mois à partir du 15 février 1923 pour une durée d'un an avec tacite reconduction ;

Un autre local à usage de bureau loué dans les mêmes conditions à partir du 1^{er} mai 1923 ;

Un local à usage de garage est loué à raison de 250 francs par mois à partir du 1^{er} novembre 1923, pour une durée de trois mois avec tacite reconduction ;

Deux petits locaux à usage de bureau sont loués pour une durée de 3 mois à partir du 1^{er} juin 1924, à raison de 150 francs par mois, avec tacite reconduction ;

Un local à usage de bureau est loué dans les mêmes conditions, à raison de 125 francs par mois ;

Un local à usage de bureau est loué dans les mêmes conditions, à raison de 75 francs par mois, à partir du 15 juin 1924 ;

Un local à usage de bureau est loué à raison de 250 francs par mois depuis le 22 novembre 1922 pour une durée de 6 mois avec tacite reconduction ;

et un local à usage de bureau est loué dans les mêmes conditions de terme, à partir du 15 juillet 1924, moyennant 150 francs par mois.

L'entrepôt frigorifique avec toutes ses installations a été établi par l'État apporteur et à ses frais.

La propriété de l'assiette du hangar dans lequel est établi l'entrepôt avec dépendances, de même que du terrain qui en dépend, ensemble avec la propriété d'autres terrains englobés dans les travaux du bassin-canal et des 2^{me} et 3^{me} darses, a fait l'objet, entre l'État et la Ville d'Anvers, de certains projets d'arrangement antérieurement arrêtés.

Tous droits saufs de part et d'autre, quant à ce, il est intervenu entre l'État apporteur et la Ville d'Anvers, le 29 août 1924, une convention enregistrée, dont les termes doivent être considérés comme étant ici littéralement reproduits, et aux termes de laquelle convention, notamment :

La Ville d'Anvers reconnaît à l'État apporteur le droit d'occupation et d'exploitation de l'entrepôt frigorifique ci-dessus mentionné pour une durée qui doit expirer le 31 décembre 1934. — L'État étant autorisé à faire à ses frais exclusifs tels changements qu'il jugera utiles ou nécessaires à la bonne marche des affaires, mais à condition de conserver à l'immeuble sa destination actuelle d'entrepôt frigorifique, le dit immeuble devant être remis tel et avec cette destination à l'expiration du terme.

Il doit être versé à la caisse communale de la Ville d'Anvers, une redevance annuelle de fr. 86.765,40, payable par trimestre et par anticipation. — Toutes contributions et taxes sont à charge de l'État, de même que tous travaux d'entretien et de grosses réparations pendant toute la durée de la convention.

Il est stipulé que si, à l'expiration du contrat, la Ville d'Anvers décidait de continuer l'occupation et l'exploitation de l'entrepôt à un tiers, l'État belge aura

un droit de préférence, toutes conditions étant égales, pour de nouveaux termes successifs de trente ans, le montant de la redevance annuelle pouvant toutefois être révisé d'accord entre parties en tenant compte des circonstances.

A l'expiration du contrat du 29 août 1924 ou du contrat prorogé, la Ville d'Anvers prendra possession des bâtiments de l'entrepôt tels qu'ils existeront à ce moment, rien excepté ni réservé, contenant et contenu, la Ville d'Anvers se réservant toutefois la faculté d'exiger l'évacuation complète des lieux et leur remise dans leur état primitif aux frais, risques et périls de l'État.

L'État belge apporteur est autorisé à céder le bénéfice du contrat avec ses charges et obligations, par voie d'apport ou autrement.

En résumé, le présent apport réside donc dans la propriété des installations de l'entrepôt frigorifique, dans les termes et conditions ci-dessus précisées, et dans le bénéfice de la convention du 29 août 1924, étant entendu que la Société présentement constituée est substituée à l'État apporteur, tant vis-à-vis de la Ville d'Anvers que de tous autres qu'il appartiendra, dans tous les droits, avantages, charges et conditions résultant pour lui de la susdite convention, sans nulle exception ni réserve.

La Société présentement constituée est subrogée expressément à l'État apporteur relativement à tous recours de ce dernier, contre tous constructeurs et autres personnes qu'il appartiendra, du chef de tous vices quelconques, spécialement de tous vices de construction affectant les installations de l'entrepôt frigorifique présentement apporté.

La Société fera chose sienne de l'exercice de ces éventuels recours, à ses frais, risques et périls et à son avantage exclusif, le tout sans aucune intervention de l'État apporteur.

II.

Entrepôt frigorifique d'Arlon.

L'apport consiste en les choses, biens et droits suivants.

1. — La propriété des bâtiments de l'entrepôt proprement dit, situé dans les dépendances de la gare du chemin de fer à Arlon; il est raccordé au Chemin de fer de l'État et l'on y a accès par l'entrée de la gare des marchandises.

Ces bâtiments couvrent une superficie de 180 mètres carrés; ils ont été érigés, aux frais de l'État, sur un terrain qui a fait partie des parcelles anciennement cadastrées section A, numéros 1545 et 1546; le dit terrain a été remis à ces fins à l'État apporteur par M. le Ministre des Finances de Belgique, Administration des Domaines, selon procès-verbal en date du 15 novembre 1921, à titre temporaire, sans fixation de délai et à charge de verser annuellement, à l'échéance du 15 novembre, une somme de 15 francs.

Ce terrain avait été acquis de M. Désiré-Joseph Maréchal, à Bruxelles, suivant acte du notaire Maréchal, à Rochefort, en date du 17 novembre 1858, et remis, ensuite, à l'Administration des Domaines, le 21 juin 1920.

2. — La jouissance d'une salle des machines avec annexes, laquelle, établie au sous-sol du bâtiment des douanes dans trois des cinq caves composant l'entrepôt public de la Ville d'Arlon. Cette jouissance a été concédée à l'État apporteur à

titre gratuit, par la Ville d'Arlon, par lettre en date du 28 avril 1920, suivie de l'approbation de M. le Ministre des Finances, donnée par sa lettre en date du 1^{er} juillet 1921.

Les constructions et installations actuelles ont été établies par l'apporteur, à ses frais, et comprennent notamment :

L'entrepôt proprement dit, bâtiment avec rez-de-chaussée et étage sous combles ;

Salle pour machines motrices, garage, magasin, atelier, bureaux ;

Deux moteurs électriques, courroies, deux compresseurs Lebrun, monte-charge électrique ;

Raccordement en basse tension à la centrale de la gare d'Arlon et au secteur Seraing-Extension.

L'entrepôt frigorifique a été donné en location à la Société anonyme J. Lambert, ayant son siège social à Libramont, en état de complet équipement et en ordre de marche, pour un terme de neuf années consécutives ayant pris cours le 1^{er} mai 1923 pour finir de plein droit, et sans congé, le 1^{er} mai 1932, avec faculté pour le preneur de résilier à l'expiration des 3^{me} et 6^{me} années, et au loyer annuel de :

5.000 francs pour la première année,

8.000 francs pour la deuxième année, et

12.000 francs pour les années suivantes,

payable par trimestre et par anticipation, outre tous impôts, contributions, taxes ou charges quelconques.

Une somme de 3.000 francs a été versée entre les mains de l'apporteur de garantie.

Cette garantie sera remise à la Société sous telles obligations que de droit.

Le bail ci-dessus a été fait en la forme privée et a été enregistré.

III.

Entrepôt frigorifique d'Audenarde.

L'apport consiste dans la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt frigorifique, lequel est situé à Audenarde, rue du Marais (à proximité de la gare du chemin de fer), avec toutes ses dépendances, l'ensemble couvrant une superficie d'environ 878 mètres carrés, une partie des biens ici apportés ayant été cadastrée section A, numéro 138.

L'État apporteur est propriétaire des biens immeubles apportés, savoir :

Le terrain avait été concédé à titre de bail emphytéotique par les Hospices civils d'Audenarde, à M. Paul Devos, industriel à Audenarde, pour un terme de vingt-sept années consécutives ayant pris cours le 1^{er} janvier 1914, moyennant une redevance annuelle de fr. 148.54, aux termes d'un acte reçu par M^e De Temmerman, notaire à Audenarde, le 27 mars 1915, transcrit au Bureau des Hypothèques d'Audenarde le 28 avril 1915, livre 2076, n° 29.

Suivant acte reçu par M^e De Temmerman, notaire prénommé, le 10 mars 1920,

transcrit au Bureau des Hypothèques d'Audenarde le 13 avril 1920, livre 2382, n° 34, M. Devos a cédé à l'État apporteur, la propriété des bâtiments qu'il avait édifiés sur le terrain prédécrit, ensemble avec tous ses droits au bail emphytéotique dont il s'agit.

Et la propriété du terrain a été acquise par l'État apporteur, des Hospices civils d'Audenarde, ainsi qu'il résulte des lettres des Hospices en date du 1^{er} mars 1924 et du 11 mars 1924, et de l'accord du Ministre de l'Industrie et du Travail en date du 19 mars 1924. L'acte authentique de vente sera réalisé incessamment dès que l'autorisation aura été accordée aux Hospices vendeurs par la Députation permanente de la Flandre Orientale.

Les bâtiments qui existaient lors de l'acquisition qui en a été faite par lui, ont été appropriés par l'État belge en vue de leur destination actuelle; l'État belge a fait ériger des constructions nouvelles et les installations existantes à ce jour.

L'entrepôt ici apporté comprend notamment, en outre de l'installation de congélation et de réfrigération :

Salle des machines motrices avec deux moteurs à gaz pauvre, salle des compresseurs avec deux compresseurs Fixary, garage, atelier, bureau, habitation aménagée au-dessus de la salle des moteurs, une batterie d'accumulateurs, deux groupes moto-pompe, un moteur électrique, deux puits filtrant fournissant l'eau de circulation des condenseurs.

Il existe, relativement à l'entrepôt frigorifique ici apporté :

Quatre contrats de location de cube pour un total de 278 mètres cubes, à court terme, avec tacite reconduction.

Un local à usage de bureau est occupé à raison de 75 francs par mois, à échéance du 15, pour un terme de six mois, avec tacite reconduction.

Et un autre local à usage de bureau est occupé à raison de 75 francs par mois, à échéance du 1^{er}, pour un terme de trois mois, avec tacite reconduction.

IV

Entrepôt frigorifique de Bressoux.

L'apport consiste en la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt frigorifique, lequel est situé à Bressoux, avenue de la Gare, en contiguïté de celle-ci; l'accès a lieu par la voie publique, l'entrepôt est relié aux voies du chemin de fer de l'État, et il couvre dans son ensemble, une superficie de 3.529 mètres carrés.

L'État est propriétaire de l'entrepôt frigorifique, pour avoir fait construire, aménager et approprier les bâtiments, locaux et installations actuellement existants, et du terrain avec les constructions qui y existaient alors, pour en avoir fait l'acquisition comme suit, savoir :

a) Une propriété au lieu dit « Troulouette », maison d'habitation et toutes dépendances, fabrique, cour et jardin, d'une contenance totale de 2.002m²20, cadastrée section A, numéros 219 h3, i3, k3, l3, m3 et 293 m2 de Pierre-Henri Debrus, à Bressoux, suivant acte reçu par le notaire Laurent, de Liège, le 26 février 1920, transcrit au bureau des hypothèques de Liège le 8 mars suivant, volume 259, n° 8;

b) Une propriété comprenant maison et terrain sise au même lieu dit, cadastrée

section A, numéros 203k et 293 m2 partie, d'une contenance de 1.223m²11, et une parcelle de terre sise au même lieu, contenant en superficie 4m²47, cadastrée section A, numéro 293 m2 partie, de M. Servais Thone, à Liège, aux termes d'un acte contenant échange et vente, reçu par le notaire Nagant, à Bressoux, le 12 août 1920, transcrit au 2^me bureau des hypothèques de Liège, le 17 août suivant, volume 312, n° 24;

c) Une languette de terrain d'une superficie de 20 mètres carrés de la parcelle sise rue du Moulin, section A, numéro 298d, de la Société Anonyme « Ancienne Société Liégeoise pour l'achat et la construction de maisons d'ouvriers », aux termes d'un acte de vente reçu, par le notaire Remy, à Liège, le 24 janvier 1921, transcrit au 2^me bureau des hypothèques de Liège, le 8 février 1921, volume 371, numéro 20 ;

d) Une maison avec annexe et jardin, place de la Gare, 18, section A, numéro 219 q3 pour 185 mètres carrés, de M. Albert-Jacques-Joseph Wayaffe, à Bressoux, suivant acte reçu par le notaire Nagant, à Bressoux, le 16 juin 1921, transcrit au 2^me bureau des hypothèques de Liège, le 29 juin suivant, volume 415, numéro 12 ;

e) et une maison sise rue Troulouette, section A, numéro 219 r3, de 75 mètres carrés et un chemin même lieu dit, section A, numéro 219 g4 de 15 mètres carrés de M. Nicolas Dome, à Bressoux, suivant acte reçu par le même notaire Nagant, le 16 juin 1921, transcrit au 2^me bureau des hypothèques de Liège, le 29 juin 1921, volume 415, numéro 13.

Les bâtiments et installations de l'entrepôt comprennent notamment :

Salles de congélation, quais de chargement.

Salles des machines : locaux pour machines frigorifiques et pour machines motrices, magasin.

Garage, ateliers, local pour congélateur, bureau contenant cinq locaux.

Trois habitations.

Machines motrices : un moteur Diesel-Winterthur, cabine à haute tension.

Machines frigorifiques : deux compresseurs Sulzer et un compresseur Lebrun.

Puits fournissant l'eau de circulation des condenseurs, un congélateur.

Il existe, concernant l'entrepôt frigorifique, les contrats de location suivants :

Huit contrats de location de cube pour un total de 1,128 mètres cubes, à court terme (trois et six mois), avec tacite reconduction.

Des contrats de location pour quatre bacs-saloirs (10 mètres cubes au total) à raison de 25 francs par bac et par mois.

Une maison d'habitation est occupée au loyer mensuel de 90 francs payable le 1^{er}, pour un terme de un an.

Une maison d'habitation est occupée au loyer mensuel de 75 francs par mois, échéant le 1^{er}, pour un terme de un an.

Deux locaux sont occupés chacun, moyennant 150 francs par mois, à échéance du 1^{er}, pour une durée de six mois, avec tacite reconduction.

Un local est occupé pour une durée de trois mois, avec tacite reconduction, moyennant 150 francs par mois.

Un garage avec atelier est occupé moyennant 400 francs par mois, pour une durée de six mois, avec tacite reconduction.

V.

Entrepôt frigorifique de Bruxelles.

L'apport consiste dans la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt de Bruxelles, lequel est situé à Bruxelles (ancien territoire de Schaerbeek), quai des Usines, numéros 110 à 121, le long du canal de Bruxelles au Rupel, ayant accès par la voie publique et par le canal de Willebroeck (avec pont transbordeur).

L'entrepôt est raccordé au chemin de fer de l'État et il couvre une superficie de 1 hectare 32 ares environ; le terrain a été cadastré ci-devant section F, n° 613n, de la commune de Schaerbeek; il tient ou a tenu : au quai, à l'Usine à gaz de la ville de Bruxelles, à la Senne et à l'État belge.

Les constructions et installations actuelles ont été établies par l'État apporteur sur un terrain dont remise définitive a été faite au nom du Ministère des Finances — Administration des Domaines —, au Ministère de l'Industrie et du Travail, le 6 janvier 1923. Ce terrain faisait partie des emprises désormais disponibles, acquises par la Société Anonyme du Canal et des Installations Maritimes de Bruxelles, pour l'exécution des travaux prévus par la loi du 19 août 1897, et l'État en était devenu propriétaire ainsi qu'il résulte d'un acte passé devant M. le Gouverneur du Brabant, le 22 mars 1906.

L'entrepôt présentement apporté comprend notamment :

L'entrepôt proprement dit, avec quais de chargement et de déchargement, quatre étages comportant chacun quatre salles et quatre refroidisseurs, vaste grenier, salle de congélation au sous-sol, quatre ascenseurs monte-charges et un ascenseur personnel.

Salle de machines raccordée en haute tension à la Société Bruxelloise d'Électricité, deux compresseurs, un groupe convertisseur, quatre puits filtrants.

Deux bacs congélateurs.

Garage. Installation pour essence et huile.

Bureau.

Atelier de réparation avec tours, étau limeur, scie à métaux, deux foreuses, deux paires de meules, établis, forge.

Magasin central. — Bureau, quatre rayons de 210 casiers, une étagère, une plate-forme de chargement.

Bâtiment à usage de charcuterie : deux caves, quatre pièces au rez-de-chaussée, deux locaux, sous les combles, avec les machines et le matériel qui y sont installés.

Il existe cinq contrats de location pour un total de 2.600 mètres cubes à court terme (six mois) avec tacite reconduction, et un contrat de 610 mètres cubes lequel est d'ailleurs renoncé pour le 15 octobre prochain.

VI. — Entrepôt frigorifique de Gand.

L'apport consiste en les choses, biens et droits suivants :

A. — 1° Le bénéfice du bail consenti par la Ville de Gand au profit de l'État à une partie du hangar n° 26, situé à Gand à l'avant-port, d'une superficie de

2.220 mètres carrés, outre la libre disposition du terrain disponible entre l'extrémité nord de ce hangar et la clôture voisine, soit approximativement 13 mètres 50 en longueur et 14 mètres en largeur.

Le prix du loyer, fixé à raison de 3 francs le mètre carré est de 6.660 francs l'an, il est payable par trimestre et par anticipation. Le bail est fait pour un terme de trente années prenant cours le 1^{er} juin 1920.

Toutes les contributions sont à charge du locataire.

L'État belge a garanti à la Ville de Gand une importation annuelle minima de 18.000 tonnes (par navires de mer, Moorsom) assurant une recette annuelle en droits de quai de 8.400 francs. Pour chaque mille tonnes manquantes l'État doit suppléer la somme de 450 francs et la Ville garde le droit de faire accoster au quai, devant la partie du hangar louée, tels navires qu'elle jugera opportun, en cas de non-occupation par des navires du locataire.

Le locataire est autorisé à établir sur les lieux loués une installation frigorifique et il a le droit de démolir ultérieurement ce qu'il aura édifié.

A l'expiration du bail, la Ville de Gand peut, à son choix, exiger la remise du hangar dans son état primitif, ou conserver sans indemnité toutes modifications faites aux bâtiments. Dans ce dernier cas, la Ville de Gand a le droit de racheter au locataire, à dire d'expert, tout l'outillage, le matériel et les approvisionnements qui se trouvaient dans le hangar loué.

Le bail ci-dessus a été établi en la forme privée en deux originaux, datés de Gand le 31 mars 1921, et enregistrés suivant relation conçue comme suit : « Enregistré par le Receveur soussigné, deux rôles, deux renvois, à Saint-Josseten-Noode, le 11 mai 1921, volume 373, folio 55, case 6. Gratis. Le Receveur, (signé) Illisible » ;

2° La propriété de toutes les constructions, installations frigorifiques et autres, établies par l'État sur le terrain ci-dessus décrit, et qui comportent notamment :

Installations frigorifiques : quatre salles froides au rez-de-chaussée et quatre salles froides à l'étage : 5 refroidisseurs d'air.

Salle des machines : locaux pour moteurs, pour gazogène, pour compresseurs, pour congélateur et pour le charbon ; un atelier.

Garage et dépendances.

Il existe un raccordement au chemin de fer de l'État. L'accès à l'entrepôt a lieu par la voie publique et par le canal de Gand à Terneuzen.

L'entrepôt couvre une superficie de 1.910 mètres carrés.

B. — La pleine et exclusive propriété des bureaux, maisons d'habitation et dépendances, situés à Gand, chaussée de Meulestede, le terrain ayant été cadastré section A, n° 3447a, et contenant une superficie de 545 m² 30 et comprenant notamment :

Dans le bâtiment chaussée de Meulestede :

Au rez-de-chaussée : garage, atelier et bureaux.

A l'étage : habitation.

Dans le bâtiment annexé à l'entrepôt : lettre A ci-dessus :

Au rez-de-chaussée : bureaux.

A l'étage : trois chambres.

Les installations industrielles établies dans l'entrepôt, lettre A, comprennent notamment :

Machines motrices : deux moteurs jumelés à gaz pauvre Bollinckx; un groupe de moteurs générateurs, une batterie d'accumulateurs; trois moteurs triphasés.

Machines frigorifiques : trois compresseurs Lebrun.

Monte-charges : deux monte-charges électriques.

Congélateur alimenté par l'eau de la Ville.

L'eau de circulation des condenseurs est fournie par une prise d'eau dans le canal.

Les apports décrits sous la lettre B (propriétés, chaussée de Meulestede) appartiennent à l'État apporteur pour en avoir fait ériger les constructions et installations sur un terrain acquis par lui de la Ville de Gand, en vertu d'un acte reçu par le notaire Rombaut, à Gand, le 31 octobre 1921, transcrit au Bureau des Hypothèques de Gand, le 22 novembre suivant, volume 4200, numéro 16.

Et la Ville de Gand était propriétaire de ce terrain en vertu de l'article 3 de la convention intervenue entre elle et l'État belge et approuvée par la loi du 10 janvier 1881.

Une partie de l'entrepôt a été concédée en location dans les conditions suivantes, savoir :

Il existe :

Onze contrats de location de cube pour un total de 1.948 mètres cubes, contrats à court terme avec tacite reconduction.

Un contrat de location à une maison d'habitation moyennant 4.000 francs par an, ayant pris cours le 15 janvier 1923 pour un terme d'un an avec tacite reconduction.

Un contrat de location à une partie d'immeuble (garage, atelier, magasin, habitation) moyennant 4.400 francs par an, ayant commencé ses effets le 1^{er} septembre 1923 pour un terme de six mois, avec tacite reconduction.

Un contrat de location à un local à usage de bureau moyennant 125 francs par mois, ayant pris cours le 1^{er} février 1924, pour une durée de six mois, avec tacite reconduction.

Un contrat de location à un local à usage de bureau moyennant 100 francs par mois, à dater du 1^{er} février 1924, pour une durée de trois mois, avec tacite reconduction.

VII.

Entrepôt frigorifique de Marcinelle.

L'apport consiste dans la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt frigorifique, lequel est situé à Marcinelle, rue de Marchienne, n° 115, ayant accès par la voie publique et raccordé aux voies du chemin de fer de l'État, avec toutes ses dépendances, rien excepté ni réservé, l'ensemble couvrant une superficie de 2.748^m2,50.

Appartenant à l'État, comme suit, savoir :

Une contenance de 11 ares 80 centiares de terrain, avec les constructions qui existaient alors, cave, bureaux avec chambres, grande salle d'exposition, magasin, écurie et remise, le tout cadastré section A, n°s 38n2, 38o2 et 38o2, pour en avoir fait l'acquisition de M^{me} Adolphine-Céline Desmyttere, veuve Désiré Degand, à

Merbes-le-Château, suivant un acte reçu par le notaire Van Bastelaere, à Charleroi, le 4 juin 1920, transcrit au premier bureau des hypothèques de Charleroi, le 23 juin suivant, volume 282, n° 10.

M^{me} veuve Degand était propriétaire de ce bien pour lui avoir été attribué par un acte de partage reçu par le notaire Van Bastelaere, prénommé, le 1^{er} juillet 1913.

Une contenance de 3 ares 29 centiares de terrain, avec les constructions qui y existaient alors, étant une maison d'habitation à étage et dépendances, de M. Auguste-Désiré Degand, négociant à Marcinelle, suivant acte reçu par le notaire Van Bastelaere, à Charleroi, le 4 juin 1920, transcrit au premier bureau des hypothèques de Charleroi, le 23 juin suivant, volume 282, n° 11.

M. Degand possédait ce terrain pour en avoir fait l'acquisition aux termes d'un acte reçu par le même notaire Van Bastelaere, le 20 juin 1901.

Aux bâtiments qui existaient aux époques des acquisitions ci-dessus, l'État a apporté des changements et des appropriations en vue de leur destination actuelle, et il a ajouté des constructions nouvelles et les installations existantes.

Une parcelle de terrain d'une contenance de 1.493^m2.58 a été acquise par l'État, apporteur, du Département des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, aux termes d'un acte d'échange dressé en la forme privée daté de Charleroi, le 27 juillet 1924, intervenu entre les représentants des Départements des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, de l'Industrie et du Travail, et des Finances, Administration des Domaines.

Aux termes du même acte, il a été cédé par l'État apporteur, Département de l'Industrie et du Travail, au Département des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, une surface de terrain de 283 m², 4, faisant partie des biens acquis par l'État apporteur aux termes des actes ci-dessus mentionnés, reçus par le notaire Van Bastelaere, à Charleroi, le 4 juin 1920.

L'entrepôt comprend notamment : quatre salles de congélation, quais de chargement couverts et chargement pour wagons.

Salle des machines motrices, local pour moteurs, local pour gazogène, salle des machines frigorifiques avec atelier.

Garage et installations inexplosibles pour essence.

Bureaux : au rez-de-chaussée, deux pièces ; à l'étage, quatre pièces.

Maison d'habitation avec dépendances.

Machines motrices : deux moteurs à gaz pauvres Winterthur, deux moteurs électriques Becquart, pour l'éclairage et la force motrice auxiliaire ; petit moteur du ventilateur, du gazogène et du compresseur (relié en basse tension à la Société d'Électricité du Bassin de Charleroi, à Roux).

Machines frigorifiques : deux compresseurs Sulzer.

L'eau de circulation des condenseurs est fournie par un puits filtrant.

Une partie des locaux de l'entrepôt est occupée et donnée en location.

Cinq contrats de location de cube pour un total de 636 mètres cubes à court terme, avec tacite reconduction.

Vingt-quatre logettes pour un total de 71 mètres cubes par contrats à court terme, avec tacite reconduction.

Deux places à usage de bureau moyennant 200 francs par mois, par terme de six mois, avec tacite reconduction, ayant prix cours le 9 mars 1923.

Un local à usage de bureau, par terme de trois mois, ayant pris cours le 23 avril 1923, avec tacite reconduction, moyennant 125 francs par mois.

Un local à usage de bureau, par terme de trois mois, avec tacite reconduction, ayant pris cours le 1^{er} août 1923, moyennant 75 francs par mois.

Deux petites places à usage de bureaux, par terme de six mois, avec tacite reconduction, moyennant 75 francs par mois, ayant pris cours le 1^{er} novembre 1923.

VIII. — Entrepôt frigorifique de Namur.

L'apport consiste dans la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt frigorifique établi rue Fond-d'Arquet, ayant accès à la voie publique, couvrant une superficie de terrain de 1.065m² 43, avec raccordement projeté à la ligne vicinale passant rue d'Arquet.

Le gros œuvre seul est parachevé, et l'entrepôt n'est pas encore équipé.

Les travaux de gros œuvre comprennent : l'entrepôt proprement dit, à deux étages; salle pour refroidisseur d'air, salle des machines pour centrale autonome ou cabine de transformation, salle pour bac congélateur, bureaux, deux maisons d'habitation.

Appartenant à l'État apporteur pour en avoir fait ériger à ses frais les constructions et installations sur une parcelle de terrain acquise par lui de la Ville de Namur, aux termes de deux actes administratifs en date à Namur, respectivement des 13 août 1920, enregistré un rôle sans renvoi à Namur, le 17 août 1920, volume 705, folio 76, gratis, par le receveur Barthélémy, et transcrit au Bureau des hypothèques de Namur le 20 août suivant, volume 2.761, numéro 38, et le 20 mai 1921, enregistré un rôle, deux renvois, à Namur, A. C., le 21 mai 1921, volume 715, folio 51, gratis, et transcrit au Bureau des hypothèques de Namur, le 28 mai suivant, volume 2854, numéro 6.

La Ville de Namur était propriétaire de ces terrains comme faisant partie de ceux acquis par elle de la famille Artoisenet, suivant acte reçu par le Bourgmestre de Namur, le 14 septembre 1898.

Aux termes des deux actes des 13 août 1920 et 20 mai 1921, l'État belge s'est engagé à établir sur les terrains vendus un entrepôt frigorifique régional.

IX

Entrepôt frigorifique de Péruwelz.

L'apport consiste dans la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt frigorifique, lequel est situé à l'angle des rues Bataille et Tombereau, et auquel on a accès par la voie publique.

L'entrepôt est raccordé aux voies du chemin de fer de l'État; il couvre une superficie de 8 ares 80 centiares.

L'État est propriétaire de l'entrepôt de la façon suivante :

Le terrain avec les bâtiments qui s'y trouvaient alors étant une ancienne brasserie avec dépendances, cour et cantine, a été acquis par lui de : 1^o M. Ursmar-Émile Vanderpotte; 2^o M^{me} Adrienne-Marie-Ghislaine Vanderpotte, épouse de M. Maurice-Louis-Ildéphonse-Ghislain-Marie-Joseph Mahy; 3^o M^{me} Alice-Félicie-

Marie-Ghislaine Vanderpotte; 4^e M. Léon-Jules-Joseph-Ghislain Jourdois; 5^e M. Paul-Honoré-Antoine-Ghislain Jourdois; 6^e M^{me} Madeleine-Marie-Adèle-Ghislaine Jourdois, tous à Péruwelz, aux termes d'un acte reçu par le notaire Simon, à Péruwelz, le 3 juin 1920, transcrit au Bureau des hypothèques de Tournai, le 10 juillet suivant, volume 4150, numéro 24.

Le dit bien faisait partie d'une propriété plus grande acquise indivisément par MM. Ursmar Vanderpotte et Jules Jourdois, de Victor Robert, brasseur à Péruwelz, suivant acte reçu par les notaires Simon et Paternotre, à Péruwelz, le 17 avril 1902.

Mme Adèle Robert, épouse Vanderpotte est décédée à Péruwelz, le 31 juillet 1912, laissant pour seuls enfants et uniques héritières ses deux filles Adrienne et Alice Vanderpotte, prénommées.

Et les époux Jourdois-Robert sont décédés respectivement à Péruwelz, le 7 juin 1907, et à Wez-Velvain, le 11 janvier 1911, laissant pour seuls héritiers, leurs trois enfants étant les vendeurs ci-dessus nommés en nom Jourdois.

L'acte prémentionné reçu par le notaire Simon, à Péruwelz, le 3 juin 1920, stipule notamment que l'État ne pourra établir dans l'immeuble ni une brasserie, ni une scierie, ni une fabrique de ciment, ni un commerce de bois et charbons ou ciment, aussi longtemps que les vendeurs, ou l'un d'eux, continueront à exercer un commerce ou une industrie similaire, et que l'État ne pourra établir un débit de boissons dans l'ancienne cantine sans obliger le tenancier de se fournir de toutes les bières nécessaires à son débit et à sa consommation, à la brasserie qui lui sera désignée par les vendeurs Jourdois et Vanderpotte.

Par le même acte, l'État s'est engagé à racheter aux vendeurs de nom Jourdois, les bâtiments à usage d'écurie et terrains contigus aux biens acquis comme il est dit, moyennant le prix de 5,000 francs, les dits vendeurs Jourdois ne pouvant ainsi aliéner le susdit bien sans l'offrir préalablement à l'État belge, aucun changement ou démolition ne pouvant y être apportés qui puissent en diminuer la valeur; l'État belge n'étant pas tenu de faire le remboursement des constructions qui y auraient été érigées.

La propriété comprend notamment :

Entrepôt proprement dit : Deux salles de congélation et deux refroidisseurs d'air au sous-sol, trois salles de congélation au rez-de-chaussée, trois salles de réfrigération et un refroidisseur d'air à l'étage, un refroidisseur d'air sous les combles.

Salle des machines raccordées en haute tension à la Compagnie Auxiliaire d'Électricité : machines motrices, trois moteurs électriques, machines frigorifiques, trois compresseurs verticaux Fixary, monte-charges électriques, congélateur alimenté par l'eau de puits.

L'eau de circulation des condenseurs est fournie par un puits.

Il existe huit contrats de location à court terme avec tacite reconduction pour un total de 772 mètres cubes.

Un local est loué à raison de 100 francs par mois, à partir du 15 mars 1923, pour un terme de six mois, avec tacite reconduction.

Un local est loué au mois avec tacite reconduction, à partir du 12 mai 1924, moyennant 75 francs par mois.

X.

Entrepôt frigorifique d'Ypres.

L'apport consiste dans la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt frigorifique, lequel est situé à Ypres et consiste en les bâtiments de l'ancienne manutention militaire. Ces bâtiments consistent en un souterrain pratiqué dans l'épaisseur des remparts intérieurs et constitués par cinq casemates voûtées, recouvertes de terre et cloisonnées, de 30 mètres de profondeur chacune environ, ayant ensemble en largeur un développement de 30 mètres environ avec une hauteur sous les voûtes de 5 mètres environ.

L'accès de ces locaux se fait par la voie publique par une porte double, sauf pour l'un des locaux qui a une fenêtre à façade.

L'État apporteur est propriétaire du fond et des locaux apportés par suite de la cession qui lui a été consentie par le Ministère des Finances, Administration des Domaines, ainsi qu'il résulte d'un procès verbal de remise en date à Bruxelles du 20 août 1924.

Ce procès-verbal de remise mentionne que, aux termes d'une convention conclue le 8 avril 1884, entre l'Etat et la Ville d'Ypres, celle-ci a reconnu à l'Etat la pleine et entière propriété des terrains situés au-dessus de la boulangerie militaire, dont l'entrepôt apporté fait partie.

Les installations comprennent notamment :

L'entrepôt proprement dit: deux salles froides, deux refroidisseurs d'air, deux quais de chargement.

Salle des machines.: Machines motrices, deux moteurs Diesel, une batterie d'accumulateurs.

Machines frigorifiques : deux compresseurs Fixary.

Congélateur.

L'eau de circulation des condenseurs est aspirée dans le fossé des fortifications; l'eau du congélateur est fournie par la distribution d'eau de la ville.

Garage et installation inexplosible d'essence.

Local pour congélateur.

Un atelier; un bureau.

Il existe quatre contrats de location pour un total de 236 mètres cubes à court terme (trois ou six mois), avec tacite reconduction.

XI.

Matériel et approvisionnements. — Divers.**1. Wagons isothermiques :**

36 wagons type américain (25 t.).

25 wagons type État belge (15 t.).

20 wagons type W. D. (15 t.).

2. Deux camions automobiles Berna (15 t.).

3. Un auto-tracteur sur rails.

4. Divers appareils de laboratoire.

5. Les approvisionnements, machines et pièces de matériel diverses repris à l'inventaire du Magasin Central et du Garage de l'Entrepôt de Bruxelles.

6. De façon générale, tout ce qui peut appartenir à l'État apporteur se trouvant dans les entrepôts apportés ou les concernant, tels que notamment, gros et petits outils et outillages, pièces de rechange, approvisionnements en combustibles, lubrifiants, produits divers, mobilier garnissant les habitations, les locaux divers et les bureaux, machines à écrire, coffres-forts, etc.

Des inventaires détaillés ont été dressés spécialement de la partie mobilière des apports présentement effectués, dont tous les comparants ont eu, préalablement aux présentes, une connaissance pleine et entière et dont les doubles sont versés aux archives de la Société ainsi qu'il est déclaré et reconnu.

Les inventaires dont il est fait mention ci-dessus ont été dressés et arrêtés, par les soins de l'État, apporteur, à la date du 30 juin 1924, et établissent la situation des apports à cette date.

Des modifications se sont produites forcément dans la partie mobilière des dits apports, par suite de l'exploitation continuée par l'État apporteur depuis le 30 juin 1924 jusqu'à la date de l'entrée en jouissance.

Il est entendu que la Société présentement constituée devra prendre et accepter les dits apports tels et ainsi qu'ils sont décrits et relevés aux inventaires susmentionnés, mais dans l'état et situation où ils se trouveront à la date de l'entrée en jouissance, avec les modifications et changements survenus depuis le 30 juin 1924 par la continuation normale de l'exploitation jusqu'à l'entrée en jouissance.

7. Le bénéfice et la suite de tous marchés et contrats conclus par l'État apporteur, concernant l'aménagement et l'équipement des entrepôts, les dits marchés et contrats devant être exécutés par l'État apporteur à la décharge de la Société présentement constituée.

8. Le bénéfice et la suite de toutes commandes de matières de consommation ou d'entretien, dont la fourniture sera postérieure à la constitution de la présente Société, à charge, pour cette dernière, d'en régler le prix.

9. Le bénéfice et la suite de tous contrats et de toutes conventions en cours conclus par l'État apporteur relativement à l'une ou l'autre branche de l'objet social, soit avec des particuliers, soit avec des administrations, la clientèle, l'achalandage.

10. Tous les documents et archives qui seraient réclamés par la Société comme pouvant être utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social, et, spécialement, les originaux, ou à défaut des originaux, des copies certifiées conformes, des documents mentionnés au présent article des statuts.

Charges, clauses et conditions.

Les apports ci-dessus effectués, l'ont été aux charges, clauses et conditions suivantes :

1° Les biens apportés passent à la Société dans l'état et la situation où ils se trouvent et se comportent actuellement, spécialement en ce qui concerne les

immeubles, avec toutes leurs servitudes, actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues, dont ils sont avantagés ou grevés, la Société ayant à se défendre des unes et pouvant se prévaloir des autres, à ses risques et périls, sans intervention de l'État apporteur, mais sans toutefois que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait en vertu des titres réguliers et non prescrits, ou en vertu de la loi.

2° Les immeubles sont garantis francs, quittes et libres de tous droits d'hypothèques, de privilège et inscription quelconques, situation dont il devra être justifié par certificats hypothécaires à lever aux bureaux des hypothèques compétents.

La contenance des immeubles n'est pas garantie. Quelle que soit la différence avec la mesure réelle, cette différence dépassât-elle un vingtième, celle-ci devra faire profit ou perte pour la Société.

3° La Société présentement constituée devra payer tous impôts, taxes et redevances généralement quelconques concernant les biens apportés, et ce, à compter de son entrée en jouissance.

Elle devra continuer, à la pleine et entière décharge de l'État apporteur, tous baux et contrats de location ou d'occupation, abonnements et conventions généralement quelconques qui pourraient exister, concernant les biens apportés, d'assurances contre l'incendie ou tous autres risques, d'abonnement aux eaux, au gaz et à l'électricité, d'entretien avec réparations, et tous autres qui auraient été conclus avec toutes Administrations et tous particuliers.

Les loyers, primes, taxes et redevances relatifs à ces baux, contrats, abonnements et conventions, devront être encaissés, payés ou supportés par la Société à compter de la date d'entrée en jouissance et *pro rata temporis*.

4. De façon générale et absolue, la Société présentement constituée est subrogée activement et passivement dans les droits et obligations de l'État apporteur concernant les choses, biens et droits apportés, étant entendu que l'État apporteur garantit à la Société la continuation et la permanence des concessions accordées précédemment par l'État lui-même aux Services frigorifiques du Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Spécialement en ce qui concerne les entrepôts frigorifiques qui ne constituent ou ne constitueraient pas le plein domaine de l'État apporteur, la Société devra se substituer à celui-ci, soit à l'expiration des délais concédés, soit à tout autre moment, pour faire, sans recours ni appel en garantie contre lui, ni intervention aucune de sa part, le règlement et la liquidation de toutes questions d'indemnité, d'enlèvement, de remise en état ou toutes autres généralement quelconques, qui pourront alors se présenter concernant ces entrepôts.

5. Dans le cas de dissolution de la Société, soit à l'expiration du terme ci-dessus stipulé, soit à tout autre moment, l'État belge aura la faculté de reprendre toutes les installations, tant fixes que mobiles, y compris tous les immeubles par nature et par destination, tout le matériel et tous les approvisionnements et ce, pour un prix qui sera fixé à dire d'experts. Chaque partie nommera son expert; en cas de désaccord entre les experts, le Président du Tribunal de Commerce de Bruxelles désignera un tiers expert. L'État devra user de cette faculté dans un délai de trois mois.

En rémunération des apports ainsi effectués, qui sont ici évalués ensemble à la somme de dix-huit millions de francs, il est attribué à l'État belge, apporteur, qui accepte, *trente-six mille* actions privilégiées entièrement libérées, de cinq cents francs chacune, étant celles numérotées de 1 à 36.000, ainsi que *trente-cinq mille* actions de dividende sans désignation de valeur, étant celles numérotées de 1 à 35.000.

SOUSCRIPTIONS.

ART. 7. — Les quatre mille actions privilégiées restantes numérotées de 36,001 à 40,000 ont été souscrites comme suit :

Les cinq mille actions de dividende restantes numérotées de 35,001 à 40,000 sont attribuées aux souscripteurs des 4,000 actions privilégiées ci-dessus, à raison de cinq actions de dividende par quatre actions privilégiées.

Sur chacune des actions privilégiées ainsi souscrites, il a été fait, pour compte et au profit de la Société, ce déclaré et reconnu par les comparants, un versement de cent pour cent, soit ensemble la somme de deux millions de francs.

Le conseil d'administration fixera l'époque et le montant des appels de fonds sur les actions privilégiées qui seraient créées ultérieurement en cas d'augmentation de capital contre espèces,

L'actionnaire qui, après un préavis de quinze jours signifié par lettre recommandée, sera en retard de satisfaire à cette obligation devra verser à la Société les intérêts calculés à six pour cent l'an à dater du jour de l'exigibilité du versement.

Le conseil d'administration pourra en outre, après un second avis resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres en Bourse, sans préjudice au droit de lui réclamer le restant dû et des dommages-intérêts éventuels.

Le conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation. Dans ce cas il détermine les conditions auxquelles les versements anticipatifs sont admis.

AUGMENTATION ET RÉDUCTION DU CAPITAL.

ART. 8. — Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

Lors de toute augmentation de capital faite autrement que par voie de fusion ou d'apport en nature, le conseil d'administration déterminera les conditions et le taux d'émission. Il sera créé un nombre d'actions de dividende égal au nombre d'actions privilégiées nouvelles.

Sauf décisions contraires de l'assemblée générale des actionnaires qui aura décrété l'augmentation, les nouvelles actions à souscrire contre espèces seront offertes par préférence aux possesseurs des actions privilégiées préexistantes au prorata du nombre de leurs titres. Le conseil d'administration fixera les conditions

et le taux auxquels les actions nouvelles seront ainsi offertes par préférence et le délai endéans lequel les actionnaires auront à se prononcer sur l'usage de leur droit de préférence.

Il décidera si le non-usage total ou partiel, par certains propriétaires de titres, de ce droit de préférence aura ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

FORME DES ACTIONS. — TRANSFERTS.

ART. 9. — Toutes les actions privilégiées et de dividende resteront nominatives jusqu'à ce que le conseil d'administration en ait autorisé la conversion, en tout ou en partie, en titres au porteur, étant entendu que tous les actionnaires seront alors traités sur le pied de l'égalité.

Aucun transfert d'action nominative ne pourra avoir lieu si ce n'est en vertu d'une décision, spéciale pour chaque cession, du Conseil d'administration et au profit d'un cessionnaire agréé par lui. Les cessionnaires ne pourront être que des individualités juridiques belges ou des personnes physiques de nationalité belge.

L'État belge, détenteur primitif des actions privilégiées numérotées de 1 à 36.000 et des actions de dividende numérotées de 1 à 35.000, sera tenu, lorsqu'il désirera les réaliser, d'accorder une préférence, à prix égal, aux autres actionnaires qui seront connus, soit par le registre des actions nominatives, soit par la liste de présence à la dernière assemblée générale, et de leur donner un délai de quinze jours francs pour se prononcer. Chacun des actionnaires acquéreurs pourra faire valoir son droit à une part des actions offertes dans chaque catégorie proportionnelle au nombre d'actions de chaque catégorie dont il justifiera la possession à la date de l'offre. L'État belge reprendra son entière liberté, à l'expiration du délai de quinze jours, en ce qui concerne les actions que les autres actionnaires n'auraient pas acquises,

OBLIGATIONS.

ART. 10. — La Société peut en tout temps, par décision du Conseil d'administration, émettre des obligations hypothécaires ou autres.

Le Conseil d'administration détermine le type, le prix, le taux d'intérêt, le mode et l'époque de remboursement ainsi que toutes autres conditions d'émission d'obligations.

Aussi longtemps que l'État belge justifiera de la possession de la moitié au moins des actions privilégiées numérotées de 1 à 36.000 et des actions de dividende numérotées de 1 à 35.000, l'émission d'obligations hypothécaires sera subordonnée à l'autorisation préalable du Ministre des Finances.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

ART. 11. — La Société est administrée par un conseil composé de dix membres, associés ou non, de nationalité belge, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Aussi longtemps que l'État belge justifiera de la possession de la moitié au

moins des actions privilégiées numérotées de 1 à 36,000 et des actions de dividende numérotées de 1 à 35,000, trois des administrateurs seront nommés par l'assemblée sur la proposition du Ministre de l'Industrie et du Travail, un autre sur celle du Ministre des Finances. Les autres administrateurs seront nommés par l'assemblée sur la proposition des actionnaires autres que l'État belge.

Les premiers administrateurs resteront en fonctions jusqu'après l'assemblée générale ordinaire de 1930, laquelle procédera à leur réélection et, s'il y a lieu, à leur remplacement.

Chaque année, à partir de cette époque, un ou deux administrateurs sortiront du conseil, de manière que le mandat d'aucun membre ne dure plus de six ans. Le premier ordre de sortie sera déterminé par le sort. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Les administrateurs nommés sur la proposition de l'État belge et présents à la réunion pourront opposer ensemble et collectivement un veto suspensif à toute décision du conseil d'administration lorsque cette décision leur paraîtra contraire aux intérêts généraux de la collectivité belge ou à ceux de la défense nationale dans la mesure où ils seraient affectés par l'orientation donnée aux affaires de la Société.

Le veto sera formulé et dûment motivé par un écrit adressé, dans les trois jours de la réunion du conseil d'administration, au Président de ce dernier.

L'exercice de ce droit de veto suspendra les effets de la décision du conseil d'administration. Seul le Ministre de l'Industrie et du Travail pourra donner mainlevée de ce veto.

DIRECTION.

Art. 12. — Le conseil d'administration élit parmi ses membres autres que ceux qui représentent l'État belge un président ainsi qu'un administrateur-délégué. Il peut élire un vice-président. Les fonctions de président comme celles de vice-président peuvent être cumulées avec celles d'administrateur-délégué.

Le conseil peut nommer dans son sein un comité permanent composé d'un administrateur désigné par le Ministre de l'Industrie et du Travail et de deux administrateurs nommés sur la proposition des actionnaires autres que l'État belge.

Ce comité aura pour mission de préparer les décisions du conseil d'administration, notamment en matière technique, sans qu'il puisse se substituer au conseil dans l'exercice des pouvoirs que les présents statuts confèrent à ce dernier.

Le conseil peut confier la direction de l'ensemble, de telle partie ou de telle branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non. Il peut déléguer des pouvoirs spéciaux déterminés à tout mandataire.

Il fixe les pouvoirs, les attributions, les appointements ou indemnités des personnes mentionnées à l'alinéa qui précède. Il peut les révoquer en tout temps,

REPRÉSENTATION.

Art. 13. — La Société peut être représentée dans la colonie du Congo belge et en pays étranger soit par l'un de ses administrateurs, soit par un directeur, soit

par toute autre personne spécialement désignée à cet effet par le conseil d'administration.

Ce délégué est chargé, sous la direction et le contrôle du Conseil d'administration ou des personnes éventuellement désignées par ce dernier, de représenter les intérêts de la Société auprès des autorités de la colonie du Congo ou du pays étranger et d'exécuter toutes les décisions du Conseil d'administration, dont l'effet doit se produire dans ces pays.

CONVOCATION DU CONSEIL.

ART. 14. — Le Conseil d'administration se réunit sur convocation et sous la présidence de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, du vice-président ou d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige et chaque fois que trois administrateurs au moins le demandent.

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL.

ART. 15. — Sauf le cas de force majeure résultant de guerre, grève ou autre calamité publique, le Conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si l'un au moins des administrateurs nommés sur la proposition du Ministre de l'Industrie et du Travail ou du Ministre des Finances et deux au moins des autres administrateurs sont présents ou représentés.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner, par écrit ou télégramme, à l'un de ses collègues du Conseil délégation pour le représenter aux réunions du Conseil et y voter en son lieu et place. Le délégant est, dans ce cas, au point de vue du vote, réputé présent. Toutefois, aucun délégué ne peut ainsi représenter plus d'un administrateur.

Tout administrateur empêché ou absent peut également, mais seulement au cas où la moitié au moins des membres du Conseil sont présents en personne, exprimer ses avis et formuler ses votes par écrit ou télégramme.

Les facultés données aux administrateurs par les deux alinéas qui précèdent sont accordées aux commissaires pour les séances du Conseil général.

Toute décision du Conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du Conseil est prépondérante.

Si, dans une séance du Conseil réunissant la majorité requise pour délibérer valablement, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent en vertu de l'article 60 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du Conseil, sauf ce qui est dit à l'article 11 quant au droit de veto que peuvent exercer les administrateurs nommés sur la proposition de l'État belge.

PROCÈS-VERBAUX.

ART. 16. — Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre spécial. Les délégations ainsi que les avis et les votes donnés par écrit ou par télégramme y sont annexés.

Ces procès-verbaux sont signés par tous les membres présents à la réunion.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président ou par deux des membres du Conseil.

POUVOIRS DU CONSEIL.

ART. 17. — Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la Société.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale ou au Conseil général.

Il a notamment le pouvoir de décider, de sa seule autorité, toutes les opérations qui rentrent dans l'objet social, ainsi que tous les apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières relatifs aux dites opérations.

Il peut, entre autres, recevoir toutes sommes et valeurs, prendre ou donner à bail ou sous-louer, acquérir, aliéner ou échanger tous biens, meubles et immeubles; acquérir, exploiter, affermer ou céder toutes concessions de quelque nature que ce soit; acquérir, exploiter ou céder toutes marques de fabrique, tous brevets ou licences de brevets; contracter tous emprunts, obtenir toutes ouvertures de crédit en banque; consentir tous prêts, consentir et accepter tous gages et nantissements, toute hypothèque avec stipulation de voie parée; renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires; donner mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements; dispenser de toutes inscriptions d'office, le tout avant ou après paiement, traiter, plaider tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre, régler l'emploi des fonds de réserve ou de prévision; l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

C'est le Conseil d'administration également qui, sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, nomme et révoque les agents, employés et salariés de la Société, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements et émoluments ainsi que leurs cautionnements s'il y a lieu.

Lors du recrutement du personnel la priorité sera donnée aux Belges qui souscriront un engagement de rester dans leurs fonctions, à la disposition de l'Etat, en cas de mobilisation de l'armée.

REPRESENTATION EN JUSTICE

ART. 18. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies, au nom de la Société, par le Conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou de l'administrateur à ce délégué ou de deux administrateurs.

Dans les pays où la société aura un représentant officiel, les actions seront suivies par ou contre celui-ci.

COLLÈGE DES COMMISSAIRES.

ART. 19. Les opérations de la Société sont surveillées par quatre commissaires de nationalité belge, associés ou non.

Aussi longtemps que l'État belge justifiera de la possession de la moitié au moins des actions privilégiées numérotées de 1 à 36.000 et des actions de dividende numérotées de 1 à 35.000, deux des commissaires seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, l'un sur la proposition du Ministre de l'Industrie et du Travail, l'autre sur celle du Ministre des Finances. Les deux autres commissaires seront nommés par l'assemblée sur la proposition des actionnaires autres que l'État belge.

Les commissaires sont nommés pour six ans et sont révocables par l'assemblée générale. Ils sont renouvelés en vertu d'un roulement déterminé par un tirage au sort.

CAUTIONNEMENTS.

Art. 20. — Chaque administrateur affecte, par privilège, en garantie de l'exécution de son mandat, quarante actions. Le cautionnement de chaque commissaire est fixé à vingt actions.

INDEMNITÉS.

Art. 21. — L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs et aux commissaires une indemnité à porter au compte des frais généraux.

Le Conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs et commissaires chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à prélever sur les frais généraux.

SIGNATURES.

Art. 22. — Tous actes engageant la Société, tous pouvoirs et procurations, à défaut d'une délégation donnée par une délibération spéciale du Conseil d'administration, sont signés par deux administrateurs lesquels n'ont pas à justifier, à l'égard des tiers, d'une décision préalable du Conseil.

Les actes relatifs à l'exécution des résolutions du conseil d'administration auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours, spécialement les actes de vente, d'achat ou d'échange d'immeubles, les actes de constitution de sociétés civiles ou commerciales, les procès verbaux d'assemblée de ces sociétés, les main-levées avec ou sans paiement, sous renonciation à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires et les pouvoirs et procurations relatifs à ces actes sont valablement signés par deux administrateurs, lesquels n'ont pas à justifier, à l'égard des tiers, d'une décision préalable du conseil.

Dans les succursales et agences, et sauf les cas où le conseil d'administration donne expressément pouvoir de signer seul à l'un des directeurs, agents ou fondés de pouvoirs, tous les actes constatant libération ou obligation sont signés par un directeur et un fondé de pouvoirs ou par deux fondés de pouvoirs.

La société n'est engagée et les actes accomplis en son nom ne sont valables que moyennant les signatures prescrites par le présent article.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

Art. 23. — L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions régulièrement prises sont obligatoires pour tous, même pour les absents, incapables et dissidents. Elle se réunira de

plein droit le premier avril et, pour la première fois, en mil neuf cent vingt six, à dix heures et demie du matin, dans l'une des communes de l'agglomération bruxelloise à l'endroit désigné dans les avis de convocation. Si le premier avril est jour férié légal, l'assemblée générale aura lieu le jour ouvrable suivant.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également dans l'une des communes de l'agglomération bruxelloise, aux endroits indiqués dans les avis de convocation.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES.

ART. 24. — Pour assister aux assemblées générales, les propriétaires d'actions nominatives sont tenus de prévenir le conseil d'administration, cinq jours francs d'avance, de leur intention à cet effet. Ils y sont admis moyennant justification de leur identité. Les propriétaires d'actions au porteur doivent, cinq jours avant la réunion, avoir déposé leurs titres dans l'un des établissements désignés dans l'avis de convocation. Les transferts d'actions nominatives sont suspendus pendant les quinze jours qui précèdent l'assemblée.

REPRÉSENTATION AUX ASSEMBLÉES.

ART. 25. — Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée. Toutefois l'État belge, les mineurs, les interdits et les sociétés commerciales peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire et la femme mariée peut être représentée par son mari.

PROCURATIONS.

ART. 26. — Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui, cinq jours francs au moins avant l'assemblée.

Les co-propriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers, les débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

BUREAU DES ASSEMBLÉES.

ART. 27. — Toute assemblée générale d'actionnaires ou d'obligataires est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par le vice-président ou par un administrateur à ce délégué par ses collègues. Les autres membres présents du conseil d'administration complètent le bureau.

Toute assemblée générale ordinaire ou extraordinaire peut être séance tenante prorogée à trois semaines par le bureau composé comme il est dit ci-dessus même s'il ne s'agit pas de statuer sur le bilan. Cette prorogation annule toute décision prise. De nouveaux dépôts de titres peuvent être effectués pour la seconde assemblée.

Le Président désigne le secrétaire; l'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs.

DROIT DE VOTE.

ART. 28 — Chaque action privilégiée ou de dividende donne droit à une voix à l'assemblée générale des actionnaires. Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 74 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et aussi longtemps que l'État sera actionnaire, chaque actionnaire pourra prendre part au vote à raison de la totalité des actions privilégiées et des actions de dividende dont il justifiera la possession.

Quel que soit le nombre des actions représentées à l'assemblée, les décisions sont prises à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote, sauf les cas spéciaux prévus par la loi sur les sociétés commerciales. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Les votes se font par main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus jeune des candidats est élu.

PROCÈS-VERBAUX.

ART. 29. — Les copies et extraits de procès-verbaux des assemblées générales, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par deux membres du Conseil d'administration.

BILAN.

ART. 30. — L'exercice social commence le 1^{er} janvier pour finir le 31 décembre de chaque année. Toutefois le premier exercice social comprendra tout le temps écoulé depuis la date des présentes jusqu'au trente-un décembre mil neuf cent vingt-cinq.

Le Conseil d'administration a la plus absolue liberté pour l'évaluation au bilan des créances et des autres valeurs mobilières et immobilières comportant l'actif social. Il établit ces évaluations ainsi que les amortissements nécessaires de la manière qu'il juge la plus utile pour assurer la bonne gestion des affaires, la stabilité et l'avenir de la Société.

RÉPARTITION.

ART. 31. — L'excédent du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales, dotation d'un fonds de prévoyance sociale et amortissements jugés nécessaires par le conseil d'administration, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice, il est prélevé :

a) 5 p. c. pour former la réserve légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne le dixième du capital social;

b) la somme nécessaire pour payer à chaque action privilégiée entièrement libérée un premier dividende de 30 francs et à chaque action privilégiée partiellement libérée le même dividende réduit proportionnellement à la quotité dont elle

est libérée ; ce premier dividende sera récupérable, c'est-à-dire que, en cas d'insuffisance des bénéfices d'un exercice pour en assurer l'attribution, la somme nécessaire à cette attribution sera prélevée, avant toute affectation autre qu'à la réserve légale, sur les bénéfices nets des exercices ultérieurs.

Le surplus disponible est réparti, savoir :

a) 10 p. c. au Conseil d'administration et au collège des commissaires, à répartir entre leurs membres selon un règlement arrêté par le Conseil général ;

b) La somme nécessaire pour payer à chaque action privilégiée entièrement libérée un second dividende de 10 francs et à chaque action privilégiée partiellement libérée le même dividende réduit proportionnellement à la quotité dont elle est libérée ;

c) Sept et demi p. c. pour être mis à la disposition du conseil d'administration qui les attribuera, à sa convenance, aux membres du personnel de la Société, à titre de gratification, sans que la présente disposition puisse être invoquée individuellement comme titre.

Le solde est réparti également entre toutes les actions de dividende.

Toutefois le Conseil d'administration pourra proposer à l'assemblée générale des actionnaires d'affecter tout ou partie du bénéfice net, soit à un report nouveau, soit à la formation de fonds spéciaux de réserve, de prévision ou d'amortissement et cette proposition émanant du Conseil ne pourra être amendée ou rejetée que par un vote de l'assemblée réunissant les trois quarts des voix pour lesquelles il sera pris part au vote.

DIVIDENDE.

Art. 32. — Les dividendes sont payés aux endroits et aux époques à fixer par le Conseil d'administration.

LIQUIDATION.

Art. 33. — L'assemblée générale des actionnaires désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments et fixe le mode de liquidation, en tenant compte du paragraphe 5 des « charges, clauses et conditions » insérées dans l'article 6 relatifs aux apports de l'État.

Après apurement de toutes les dettes et charges, l'actif net sert tout d'abord à rembourser en espèces ou en titres le montant libéré des actions privilégiées.

Si ces actions ne se trouvent pas libérées toutes dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder à la répartition prévue par l'alinéa qui précède, doivent tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds supplémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces ou en titres au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le surplus disponible est réparti, savoir :

a) La somme éventuellement nécessaire pour attribuer aux actions privilégiées le premier dividende récupérable stipulé par l'article 31 à concurrence de la somme restant due à ces actions, prorata temporis, jusqu'au jour de la dissolution de la Société ;

b) 5 p. c. pour être mis à la disposition du conseil d'administration qui les

attribuera, à sa convenance, aux membres du personnel de la Société, à titre de gratification, sans que la présente disposition puisse être invoquée individuellement comme titre.

Le solde est réparti également entre toutes les actions de dividende.

ÉLECTION DE DOMICILE.

ART. 34. — Pour l'exécution des présents statuts tout actionnaire, administrateur ou commissaire élit, par les présentes, domicile ou siège social où toutes communications, sommations, assignations ou significations peuvent lui être valablement faites.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

ART. 35. Une assemblée générale tenue sans convocation ni ordre du jour préalable immédiatement après la constitution de la Société nomme les administrateurs et les commissaires pour la première fois, fixe leurs émoluments et peut statuer, dans les limites des statuts, sur tous autres objets.

SOCIÉTÉ NATIONALE POUR L'INDUSTRIE DU FROID

STATUTS

(annexés) de la Société d'exploitation des Entrepôts frigorifiques de l'État présentés en annexe à la soumission par les soussignés « Armements ostendais et consorts ».

Annexe au procès-verbal d'ouverture des soumissions du 11 octobre 1924.

CHAPITRE PREMIER.**Dénomination, siège, objet social, durée de la Société.**

ARTICLE PREMIER. — Il est formé par les présentes entre les comparants et les personnes qu'ils représentent, une société anonyme sous la dénomination de « **SOCIÉTÉ NATIONALE POUR L'INDUSTRIE DU FROID** ».

ART. 2. — Le siège social est établi à Bruxelles, rue

ART. 3. — La société a pour objet la reprise et l'exploitation des installations détaillées à l'article 6 ci-après et toutes opérations industrielles et commerciales concernant la production et l'utilisation du froid, ainsi que la manutention, l'entreposage, le transport, l'expédition ou la distribution de denrées ou de matériel intéressant l'industrie du froid.

Toutefois, la société s'interdit : *a)* de faire toutes opérations d'achat ou de vente des marchandises habituellement conservées par le froid; *b)* de s'intéresser dans d'autres entreprises, associations ou sociétés faisant l'achat ou la vente de marchandises habituellement conservées par le froid, que ce soit directement ou indirectement.

ART. 4. — La durée de la société est fixée à trente ans, à prendre cours à la date de ce jour, sous la réserve des cas de prorogation ou de dissolution anticipée, prévus aux présents statuts.

CHAPITRE II.

Capital, apports.

ART. 5. — Le capital social, fixé à la somme de 25,000,000 de francs, divisé

en 22,000 actions de capital, de 1,000 francs chacune, série A,
et 3,000 actions de capital, de 1,000 francs chacune, série B.

La société est, en outre, autorisée à créer 22,000 actions de jouissance, série A, et 3,000 actions de jouissance, série B, pour remplacer les actions de capital au fur et à mesure de leur remboursement, comme il est dit à l'article 39 ci-après.

Description des apports de l'État.

ART. 6. — L'État belge, représenté par M. le Ministre des Finances et par M. le Ministre de l'Industrie et du Travail, fait à la société présentement constituée, l'apport total et sans réserve des entrepôts frigorifiques par lui actuellement exploités en Belgique, dans les Villes et Communes de :

Anvers, Arlon, Audenarde, Bressoux, Bruxelles, Gand, Marcinelle, Namur, Péruwelz et Ypres, dans les termes et conditions où il les possède ou occupe lui-même à ce jour, contenant et contenu, sans nulle exception ni réserve et sans autre limitation que celle des droits de toute nature de l'État lui-même.

Au sujet de ces apports, l'État belge, ainsi représenté, fait les déclarations et indications suivantes qui sont données à titre seulement énonciatif et non limitatif :

I.

Entrepôt frigorifique d'Anvers.

L'apport consiste en les choses, biens et droits suivants :

L'entrepôt est situé sous le hangar 81 du bassin-canal et sur le terrain limitrophe. On y a accès par le bassin-canal (navires) et par la grande voirie (autos-camions), et il est raccordé aux voies du chemin de fer de l'État.

Il comprend notamment :

L'entrepôt proprement dit, couvrant une superficie de 1,125 mètres carrés. Sept salles froides indépendantes, un sas de transition, un quai de chargement refroidi, deux bacs congélateurs alimentés par la distribution d'eau de la Ville d'Anvers.

Salle des machines, couvrant une superficie de 820 mètres carrés, raccordée en haute tension à la Société d'Électricité de l'Escaut; trois compresseurs d'ammoniaque actionnés par trois moteurs électriques, circulant d'eau des condenseurs prise au bassin-canal.

Garage, installation inexplosible d'essence, appareil pour emmagasiner l'huile.

Réfectoire et local pour chaudières du chauffage central.

Bâtiment d'habitation et bureaux à étages. Deux bureaux, sept places d'habitation.

Il existe des contrats et conventions pour l'occupation d'une partie des locaux composant l'entrepôt frigorifique apporté :

Un contrat à court terme passé avec le Ministère de la Défense Nationale pour une location de 6,000 mètres cubes à raison de 10 francs le mètre cube par mois.

Un local à usage de bureau est loué pour 75 francs par mois à partir du 15 février 1923 pour une durée d'un an avec tacite reconduction.

Un autre local à usage de bureau, loué dans les mêmes conditions à partir du 1^{er} mai 1923.

Un local à usage de garage est loué à raison de 250 francs par mois à partir du 1^{er} novembre 1923, pour une durée de trois mois avec tacite de reconduction.

Deux petits locaux à usage de bureau sont loués pour une durée de trois mois à partir du 1^{er} juin 1924, à raison de 125 francs par mois.

Un local à usage de bureau est loué dans les mêmes conditions à raison de 75 francs par mois à partir du 15 juin 1924.

Un local à usage de bureau est loué à 250 francs par mois depuis le 22 novembre 1922 pour une durée de six mois avec tacite reconduction.

Et un local à usage de bureau est loué dans les mêmes conditions de terme, à partir du 15 juillet 1924, moyennant 150 francs par mois.

L'entrepôt frigorifique avec toutes ses installations a été établi par l'État apporteur et à ses frais.

La propriété de l'assiette du hangar dans lequel est établi l'entrepôt avec dépendances, de même que du terrain qui en dépend, ensemble avec la propriété d'autres terrains englobés dans les travaux du bassin-canal et des 2^e et 3^e darses, a fait l'objet entre l'État et la Ville d'Anvers, de certains projets d'arrangements antérieurement arrêtés.

Tous droits saufs de part et d'autre, quant à ce, il est intervenu entre l'État apporteur et la Ville d'Anvers, le 29 août 1924, une convention, enregistrée, dont les termes doivent être considérés comme étant ici littéralement reproduits, et aux termes de laquelle convention, notamment :

La Ville d'Anvers reconnaît à l'État apporteur le droit d'occupation et d'exploitation de l'entrepôt frigorifique ci-dessus mentionné pour une durée qui doit expirer le 31 décembre 1934, l'État étant autorisé à faire à ses frais exclusifs tels changements qu'il jugera utiles ou nécessaires à la bonne marche des affaires, mais à condition de conserver à l'immeuble sa destination actuelle d'entrepôt frigorifique, le dit immeuble devant être remis tel et avec cette destination à l'expiration du terme.

Il doit être versé à la Caisse communale de la Ville d'Anvers, une redevance annuelle de fr. 86,765.40, payable par trimestre et par anticipation. Toutes contributions et taxes sont à charge de l'État de même que tous travaux d'entretien et de grosses réparations pendant toute la durée de la convention.

Il est stipulé que si, à l'expiration du contrat, la Ville d'Anvers décidait de continuer l'occupation et l'exploitation de l'entrepôt à un tiers, l'État belge aura un droit de préférence, toutes conditions étant égales, pour de nouveaux termes successifs de trente ans, le montant de la redevance annuelle pouvant toutefois être révisé d'accord entre partie en tenant compte des circonstances.

A l'expiration du contrat du 29 août 1924, ou du contrat prorogé, la Ville

d'Anvers prendra possession des bâtiments de l'entrepôt tels qu'ils existeront à ce moment, rien excepté ni réservé, contenant et contenu, la Ville d'Anvers se réservant toutefois la faculté d'exiger l'évacuation complète des lieux et leur remise dans leur état primitif aux frais, risques et périls de l'État.

L'État belge, apporteur, est autorisé à céder le bénéfice du contrat avec ses charges et obligations par voie d'apport ou autrement.

En résumé, le présent apport réside donc dans la propriété des installations de l'entrepôt frigorifique dans les termes et conditions ci-dessus précisées, et dans le bénéfice de la convention du 29 août 1924, étant entendu que la Société présentement constituée est substituée à l'État apporteur, tant vis-à-vis de la Ville d'Anvers que de tous autres qu'il appartiendra, dans tous les droits, avantages, charges et conditions résultant pour lui de la susdite convention, sans nulle exception ni réserve.

La Société présentement constituée est subrogée expressément à l'État apporteur, relativement à tous recours de ce dernier, contre tous les constructeurs et autres personnes qu'il appartiendra, du chef de tous vices quelconques, spécialement de tous vices de construction affectant les installations de l'entrepôt frigorifique présentement apporté.

La Société fera chose sienne de l'exigence de ces éventuels recours, à ses frais, risques et périls, et à son avantage exclusif, le tout sans aucune intervention de l'État apporteur.

II.

Entrepôt frigorifique d'Arlon.

L'apport consiste en les choses, biens et droits suivants :

1° La propriété des bâtiments de l'entrepôt proprement dit, situé dans les dépendances de la gare du chemin de fer à Arlon; il est raccordé au chemin de fer de l'État, et l'on y a accès par l'entrée de la gare de marchandises.

Ces bâtiments couvrent une superficie de 180 mètres carrés; ils ont été érigés, aux frais de l'État sur un terrain qui a fait partie des parcelles anciennement cadastrées section A, numéros 1545 et 1546; le dit terrain a été remis à ces fins à l'État apporteur par M. le Ministre des Finances de Belgique, Administration des Domaines selon procès-verbal en date du 15 novembre 1921, à titre temporaire, sans fixation de délai et à charge de verser annuellement, à l'échéance du 15 novembre, une somme de 15 francs.

Ce terrain avait été acquis de M. Désiré-Joseph Marchal, à Bruxelles, suivant acte du notaire Maréchal, à Rochefort, en date du 17 novembre 1858, et remis, ensuite, à l'Administration des Domaines, le 21 juin 1920;

2° La jouissance d'une salle des machines avec annexes, laquelle, établie au sous-sol du bâtiment des douanes dans trois des cinq caves composant l'entrepôt public de la Ville d'Arlon. Cette jouissance a été concédée à l'État apporteur, à titre gratuit, par la Ville d'Arlon, par lettre en date du 1^{er} juillet 1921.

Les constructions et installations actuelles ont été établies par l'apporteur, à ses frais, et comprenant notamment :

L'entrepôt proprement dit, bâtiment avec rez-de-chaussée et étage sous combles;

Salle pour machines motrices, garage, magasin, atelier, bureaux;

Deux moteurs électriques, courroies, deux compresseurs Lebrun, monte-charge électrique;

Raccordement en basse tension à la centrale de la gare d'Arlon et au secteur Seraing-Extension.

L'entrepôt frigorifique a été donné en location à la Société Anonyme J. Lambert, ayant son siège social à Libramont, en état de complet équipement et en ordre de marche, pour un terme de neuf années consécutives ayant pris cours le 1^{er} mai 1923 pour finir de plein droit, et sans congé, le 1^{er} mai 1932, avec faculté pour le preneur de résilier à l'expiration des troisième et sixième années, et au loyer annuel de :

5,000 francs pour la première année;

8,000 francs pour la deuxième année,

et 12,000 francs pour les années suivantes, payable par trimestre et par anticipation, outre tous impôts, contributions, taxes ou charges quelconques.

Une somme de 3,000 francs a été versée entre les mains de l'apporteur à titre de garantie.

Cette garantie sera remise à la Société sous telles obligations que de droit.

Le bail ci-dessus a été fait en la forme privée et a été enregistré.

III.

Entrepôt frigorifique d'Audenarde.

L'apport consiste dans la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt frigorifique, lequel est situé à Audenarde, rue du Marais (à proximité de la gare du chemin de fer), avec toutes ses dépendances. l'ensemble couvrant une superficie d'environ 878 mètres carrés, une partie des biens ici apportés ayant été cadastrée section A, numéro 138.

L'État apporteur est propriétaire des biens immeubles apportés, savoir :

Le terrain avait été concédé à titre de bail emphytéotique par les Hospices civils d'Audenarde, à M. Paul Devos, industriel à Audenarde, pour un terme de vingt-sept années consécutives ayant pris cours le 1^{er} janvier 1914, moyennant une redevance annuelle de fr. 148.54, aux termes d'un acte reçu par M^e De Temmerman, notaire à Audenarde, le 27 mars 1915, transcrit au Bureau des Hypothèques d'Audenarde, le 28 avril 1915, livre 2076, n° 29.

Suivant acte reçu par M^e De Temmerman, notaire prénommé, le 10 mars 1920, transcrit au Bureau des Hypothèques d'Audenarde le 13 avril 1920, livre 2382, n° 34, M. Devos a cédé à l'État apporteur, la propriété des bâtiments qu'il avait édifiés sur le terrain prédécrit, ensemble avec tous ses droits au bail emphytéotique dont il s'agit.

Et la propriété du terrain a été acquise par l'État, apporteur, des Hospices civils d'Audenarde, ainsi qu'il résulte des lettres des Hospices en date du 1^{er} mars 1924 et du 11 mars 1924, et de l'accord du Ministre de l'Industrie et du Travail en date du 19 mars 1924. L'acte authentique de vente sera réalisé incessamment dès que l'autorisation aura été accordée aux Hospices vendeurs par la Députation permanente de la Flandre Orientale.

Les bâtiments qui existaient lors de l'acquisition qui en a été faite par lui, ont été appropriés par l'État belge en vue de leur destination actuelle; l'État belge a fait ériger des constructions nouvelles et les installations existantes à ce jour.

L'entrepôt ici apporté comprend notamment, en outre de l'installation de congélation et de réfrigération :

Salle des machines motrices avec deux moteurs à gaz pauvre, salle des compresseurs avec deux compresseurs Fixary, garage, atelier, bureau, habitation aménagée au-dessus de la salle des moteurs, une batterie d'accumulateurs, deux groupes moto-pompe, un moteur électrique, deux puits filtrant, fournissant l'eau de circulation des condenseurs.

Il existe, relativement à l'entrepôt frigorifique ici apporté :

Quatre contrats de location de cube pour un total de 278 mètres cubes, à court terme, avec tacite reconduction.

Un local à usage de bureau est occupé à raison de 75 francs par mois à échéance du 15, pour un terme de six mois, avec tacite reconduction.

Et un autre local à usage de bureau est occupé à raison de 75 francs par mois, à échéance du 1^{er}, pour un terme de trois mois, avec tacite reconduction.

IV.

Entrepôt frigorifique de Bressoux.

L'apport consiste en la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt frigorifique, lequel est situé à Bressoux, avenue de la Gare, en contiguïté de celle-ci ; l'accès a lieu par la voie publique, l'entrepôt est relié aux voies du chemin de fer de l'État, et il couvre dans son ensemble, une superficie de 3,529 mètres carrés.

L'État est propriétaire de l'entrepôt frigorifique, pour avoir fait construire, aménager et approprier les bâtiments, locaux et installations actuellement existants, et du terrain avec les constructions qui y existaient alors, pour en avoir fait l'acquisition comme suit, savoir :

a) Une propriété au lieu dit « Troulouette », maison d'habitation et toutes dépendances, fabrique, cour et jardin, d'une contenance totale de 2,002m²20, cadastrée section A, numéros 219 h3, i3, k3, l3, m3 et 293 m² de Pierre-Henri Debrus, à Bressoux, suivant acte reçu par le notaire Laurent, de Liège, le 26 février 1920, transcrit au Bureau des hypothèques de Liège, le 8 mars suivant, volume 259, n° 8 ;

b) Une propriété comprenant maison et terrain, sise au même lieu dit, cadastrée section A, numéros 293k et 293 m² partie, d'une contenance de 1,223m²11 et une parcelle de terre, sise au même lieu, contenant une superficie de 4m²47, cadastrée section A, n° 293 m² partie, de M. Servais Thone, à Liège, aux termes d'un acte contenant échange et vente reçu par le notaire Nagant, à Bressoux, le 12 août 1920, transcrit au 2^{me} bureau des hypothèques de Liège, le 17 août suivant, volume 312, n° 24 ;

c) Une languette de terrain d'une superficie de 20 mètres carrés de la parcelle sise rue du Moulin, section A. n° 298d, de la Société Anonyme « Ancienne Société Liégeoise pour l'achat et la construction de maisons d'ouvriers », aux termes d'un

acte de vente reçu, par le notaire Remy, à Liège, le 24 janvier 1921, transcrit au 2^{me} bureau des hypothèques de Liège, le 8 février 1921, volume 371, n° 20 ;

d) Une maison avec annexe et jardin, place de la Gare, 18, section A, n° 219 q3 pour 183 mètres carrés, de M. Albert-Jacques-Joseph Wayaffe, à Bressoux, suivant acte reçu par le notaire Nagant, à Bressoux, le 16 juin 1921, transcrit au 2^{me} bureau des hypothèques de Liège, le 29 juin suivant, volume 415, n° 12 ;

e) et une maison sise rue Troulouette, section A, n° 219 r3 de 73 mètres carrés et un chemin même lieu dit, section A, n° 219 g4 de 15 mètres carrés, de M. Nicolas Dome, à Bressoux, suivant acte reçu par le même notaire Nagant, le 16 juin 1921, transcrit au 2^{me} bureau des hypothèques de Liège, le 29 juin 1921, volume 415, n° 13.

Les bâtiments et installations de l'entrepôt comprennent notamment :

Salles de congélation, quais de chargement.

Salles des machines : locaux pour machines frigorifiques et pour machines motrices, magasin.

Garage, ateliers, local pour congélateur, bureau contenant cinq locaux.

Trois habitations.

Machines motrices : un moteur Diesel-Winterthur, cabine à haute tension.

Machines frigorifiques : deux compresseurs Sulzer et un compresseur Lebrun.

Puits fournissant l'eau de circulation des condenseurs, un congélateur.

Il existe, concernant l'entrepôt frigorifique les contrats de location suivants :

Huit contrats de location de cube pour un total de 1.128 mètres cubes, à court terme, (trois et six mois), avec tacite reconduction.

Des contrats de location pour quatre bacs-saloirs(10 mètres cubes au total) à raison de 25 francs par bac et par mois).

Une maison d'habitation est occupée au loyer mensuel de 90 francs, payable le 1^{er}, pour un terme de un an.

Une maison d'habitation est occupée au loyer mensuel de 75 francs, échéant le 1^{er}, pour un terme de un an.

Deux locaux sont occupés chacun, moyennant 150 francs par mois, à échéance du 1^{er}, pour une durée de six mois, avec tacite reconduction.

Un local est occupé pour une durée de trois mois, avec tacite reconduction, moyennant 150 francs par mois.

Un garage avec atelier est occupé moyennant 400 francs par mois, pour une durée de six mois, avec tacite reconduction.

V.

Entrepôt frigorifique de Bruxelles.

L'apport consiste dans la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt de Bruxelles, lequel est situé à Bruxelles (ancien territoire de Schaerbeek), quai des Usines, numéros 110 à 121, le long du canal de Bruxelles au Rupel, ayant accès par la voie publique et par le canal de Willebroeck (avec pont transbordeur).

L'entrepôt est raccordé au chemin de fer de l'État et il couvre une superficie de 1 hectare 32 ares environ; le terrain a été cadastré ci-devant section F, n° 613n,

de la commune de Schaerbeek ; il tient ou a tenu : au quai, à l'Usine à gaz de la Ville de Bruxelles, à la Senne et à l'État belge.

Les constructions et installations actuelles ont été établies par l'État apporteur sur un terrain dont remise définitive a été faite au nom du Ministère des Finances — Administration des Domaines —, au Ministère de l'Industrie et du Travail, le 6 janvier 1923. Ce terrain faisait partie des emprises désormais disponibles, acquises par la Société Anonyme du Canal et des Installations Maritimes de Bruxelles, pour l'exécution des travaux prévus par la loi du 19 août 1897, et l'État en était devenu propriétaire ainsi qu'il résulte d'un acte passé devant M. le Gouverneur du Brabant, le 22 mars 1906.

L'entrepôt présentement apporté comprend notamment :

L'entrepôt proprement dit, avec quais de chargement et de déchargement, quatre étages comportant chacun quatre salles et quatre refroidisseurs, vaste grenier, salle de congélation au sous-sol, quatre ascenseurs monte-charges et un ascenseur personnel.

Salle de machines raccordée en haute tension à la Société Bruxelloise d'Électricité, deux compresseurs, un groupe convertisseur, quatre puits filtrants.

Deux bacs congélateurs.

Garage. Installation pour essence et huile.

Bureau.

Atelier de réparation avec tours, étau limeur, scie à métaux, deux foreuses, deux paires de meules, établis, forges.

Magasin central. — Bureau, quatre rayons de deux cent dix casiers, une étagère, une plate-forme de chargement.

Bâtiment à usage de charcuterie. — Deux caves, quatre pièces au rez-de-chaussée, deux locaux, sous les combles, avec les machines et le matériel qui y sont installés.

Il existe cinq contrats de location pour un total de 2,600 mètres cubes à court terme (six mois) avec tacite reconduction, et un contrat de 610 mètres cubes lequel est d'ailleurs renoncé pour le 15 octobre prochain.

VI.

Entrepôt frigorifique de Gand

L'apport consiste en les choses, biens et droits suivants :

A. — 1° Le bénéfice du bail consenti par la Ville de Gand au profit de l'État à une partie du hangar n° 26, situé à Gand à l'avant-port, d'une superficie de 2,220 mètres carrés, outre la libre disposition du terrain disponible entre l'extrémité nord de ce hangar et la clôture voisine, soit approximativement 13^m50 en longueur et 14 mètres en largeur.

Le prix du loyer, fixé à raison de 3 francs le mètre carré, est de 6,660 francs l'an, il est payable par trimestre et par anticipation. Le bail est fait pour un terme de trente années prenant cours le 1^{er} juin 1920.

Toutes les contributions sont à charge du locataire.

L'État belge a garanti à la Ville de Gand une importation annuelle minima de

18,000 tonnes (par navires de mer, Moorsom) assurant une recette annuelle en droits de quai de 8,400 francs. Pour chaque mille tonnes manquantes l'État doit suppléer la somme de 450 francs et la Ville garde le droit de faire accoster au quai, devant la partie du hangar loué, tels navires qu'elle jugera opportun, en cas de non-occupation par des navires du locataire.

Le locataire est autorisé à établir sur les lieux loués une installation frigorifique et il a le droit de démolir ultérieurement ce qu'il aura édifié.

A l'expiration du bail, la Ville de Gand peut, à son choix, exiger la remise du hangar dans son état primitif, ou conserver sans indemnité toutes modifications faites aux bâtiments. Dans ce dernier cas, la Ville de Gand a le droit de racheter au locataire, à dire d'expert, tout l'outillage, le matériel et les approvisionnements qui se trouveraient dans le hangar loué.

Le bail ci-dessus a été établi en la forme privée en deux originaux, datés de Gand le 31 mars 1921, et enregistrés suivant relation conçue comme suit : « Enregistré par le Receveur soussigné, deux rôles, deux renvois, à Saint-Josseten-Noode, le 11 mai 1921, volume 373, folio 55, case 6. Gratis. Le Receveur. (signé) Illisible » ;

2° La propriété de toutes les constructions, installations frigorifiques et autres, établies par l'État sur le terrain ci-dessus décrit, et qui comportent notamment :

Installations frigorifiques : quatre salles froides au rez-de-chaussée et quatre salles froides à l'étage ; cinq refroidisseurs d'air.

Salle des machines : locaux pour moteurs, pour gazogène, pour compresseurs, pour congélateur et pour le charbon ; un atelier.

Garage et dépendances.

Il existe un raccordement au chemin de fer de l'État. L'accès à l'entrepôt a lieu par la voie publique et par le canal de Gand à Terneuzen.

L'entrepôt couvre une superficie de 1,910 mètres carrés.

B. — La pleine et exclusive propriété des bureaux, maisons d'habitation et dépendances, situés à Gand, chaussée de Meulestede, le terrain ayant été cadastré section A, n° 3447a, et contenant une superficie de 545m²,30 et comprenant notamment :

Dans le bâtiment chaussée de Meulestede :

Au rez-de-chaussée : garage, atelier et bureaux.

A l'étage : trois chambres.

Dans le bâtiment annexé à l'entrepôt : lettre A ci-dessus :

Au rez-de-chaussée : bureaux.

A l'étage : trois chambres.

Les installations industrielles établies dans l'entrepôt, lettre A, comprennent notamment :

Machines motrices : deux moteurs jumelés à gaz pauvre Bollinckx ; un groupe moteurs générateurs, une batterie d'accumulateurs ; trois moteurs triphasés.

Machines frigorifiques : trois compresseurs Lebrun.

Monte-charges : deux monte-charges électriques.

Congélateur alimenté par l'eau de la Ville.

L'eau de circulation des condenseurs est fournie par une prise d'eau dans le canal.

Les apports décrits sous la lettre B (propriétés chaussée de Meulestede) appartiennent à l'État apporteur pour en avoir fait ériger les constructions et installations sur un terrain acquis par lui de la Ville de Gand, en vertu d'un acte reçu par le notaire Rombaut, à Gand, le 31 octobre 1921, transcrit au Bureau des hypothèques de Gand, le 22 novembre suivant, volume 4200, numéro 16.

Et la Ville de Gand était propriétaire de ce terrain en vertu de l'article 3 de la convention intervenue entre elle et l'État belge et approuvée par la loi du 10 janvier 1881.

Une partie de l'entrepôt a été concédée en location dans les conditions suivantes, savoir :

Il existe :

Onze contrats de location de cube pour un total de 1,948 mètres cubes, contrats à court terme avec tacite reconduction.

Un contrat de location à une maison d'habitation moyennant 4,000 francs par an, ayant pris cours le 15 janvier 1923 pour un terme d'un an avec tacite reconduction.

Un contrat de location à une partie d'immeuble (garage, atelier, magasin, habitation) moyennant 4,400 francs par an, ayant commencé ses effets le 1^{er} septembre 1923 pour un terme de six mois, avec tacite reconduction.

Un contrat de location à un local à usage de bureau moyennant 125 francs par mois, ayant pris cours le 1^{er} février 1924, pour une durée de six mois, avec tacite reconduction.

Un contrat de location à un local à usage de bureau moyennant 100 francs par mois, à dater du 1^{er} février 1924, pour une durée de trois mois, avec tacite reconduction.

VII.

Entrepôt frigorifique de Marcinelle.

L'apport consiste dans la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt frigorifique, lequel est situé à Marcinelle, rue de Marcinelle, n° 15, ayant accès par la voie publique et raccordé aux voies du chemin de fer de l'État, avec toutes ses dépendances, rien excepté ni réservé, l'ensemble couvrant une superficie de 2,748m²,50.

Appartenant à l'État, comme suit, savoir :

Une contenance de 11 ares 80 centiares de terrain, avec les constructions qui existaient alors, cave, bureaux avec chambres, grande salle d'exposition, magasin, écurie et remise, le tout cadastré section A, n°s 38n2, 38o2 et 38c2, pour en avoir fait l'acquisition de M^{me} Adolphine-Céline Desmyttere, veuve Désiré Degand, à Merbes-le-Château, suivant un acte reçu par le notaire Van Bastelaere, à Charleroi, le 4 juin 1920, transcrit au premier bureau des hypothèques de Charleroi, le 23 juin suivant, volume 282, numéro 10.

M^{me} Veuve Degand était propriétaire de ce bien pour lui avoir été attribué par un acte de partage reçu par le notaire Van Bastelaere, prénommé le 1^{er} juillet 1913.

Une contenance de 3 ares 29 centiares de terrain, avec les constructions qui y existaient alors, étant une maison d'habitation à étage et dépendance, de M. Auguste-Désiré Degand, négociant à Marcinelle, suivant acte reçu par le notaire

Van Bastelaere, à Charleroi, le 4 juin 1920, transcrit au premier bureau des hypothèques de Charleroi, le 23 juin suivant, volume 282, numéro 11.

M. Degand possédait ce terrain pour en avoir fait l'acquisition aux termes d'un acte reçu par le même notaire Van Bastelaere, le 20 juin 1901.

Aux bâtiments qui existaient aux époques des acquisitions ci-dessus, l'État a apporté des changements et des appropriations en vue de leur destination actuelle, et il a ajouté des constructions nouvelles et les installations existantes.

Une parcelle de terrain d'une contenance de 1,493 m², 58 a été acquise par l'État apporteur, Département des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, aux termes d'un acte d'échange dressé en la forme privée daté de Charleroi, le 27 juillet 1924, intervenu entre les représentants des Départements des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, de l'Industrie et du Travail, et des Finances, Administration des Domaines.

Aux termes du même acte, il a été cédé par l'État apporteur, Département de l'Industrie et du Travail, au Département des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, une surface de terrain de 283 m², 4, faisant partie des biens acquis par l'État apporteur aux termes des actes ci-dessus mentionnés, reçus par le notaire Van Bastelaere, à Charleroi, le 4 juin 1920,

L'entrepôt comprend notamment : quatre salles de congélation, quais de chargement couverts et chargement pour wagons.

Salle des machines motrices, local pour moteurs, local pour gazogène, salle des machines frigorifiques avec atelier.

Garages et installations inexplosibles pour essence.

Bureaux : au rez-de-chaussée, deux pièces ; à l'étage, quatre pièces.

Maison d'habitation avec dépendances.

Machines motrices : deux moteurs à gaz pauvre Winterthur, deux moteurs électriques Becquart ; pour l'éclairage et la force motrice auxiliaire : petit moteur du ventilateur, du gazogène et du compresseur (relié en basse tension à la Société d'Électricité du Bassin de Charleroi, à Roux).

Machines frigorifiques : deux compresseurs Sulzer.

L'eau de circulation des condenseurs est fournie par un puits filtrant.

Une partie des locaux de l'entrepôt est occupée et donnée en location.

Cinq contrats de location de cube pour un total de 636 mètres cubes à court terme avec tacite reconduction.

Vingt-quatre logettes pour un total de 71 mètres cubes par contrats à court terme avec tacite reconduction.

Deux places à usage de bureau moyennant 200 francs par mois, par terme de 6 mois, avec tacite reconduction, ayant pris cours le 9 mars 1923.

Un local à usage de bureau, par terme de 3 mois, ayant pris cours le 23 avril 1923, avec tacite reconduction, moyennant 125 francs par mois.

Un local à usage de bureau, par terme de 3 mois, avec tacite reconduction, ayant pris cours le 1^{er} août 1923, moyennant 75 francs par mois.

Deux petites places à usage de bureaux, par terme de 6 mois, avec tacite reconduction, moyennant 75 francs par mois, ayant pris cours le 1^{er} novembre 1923.

VIII

Entrepôt frigorifique de Namur.

L'apport consiste dans la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt frigorifique établi rue Fond-d'Arquet, ayant accès à la voie publique, couvrant une superficie de terrain de 1,065 m², 43 avec raccordement projeté à la ligne vicinale passant rue d'Arquet.

Le gros œuvre seul est parachevé, et l'entrepôt n'est pas encore équipé.

Les travaux de gros œuvre comprennent : l'entrepôt proprement dit, à deux étages, salle pour refroidisseur d'air, salle des machines pour centrale autonome ou cabine de transformation, salle pour bac congélateur, bureaux, deux maisons d'habitation.

Appartenant à l'État apporteur pour en avoir fait ériger à ses frais les constructions et installations sur une parcelle de terrain acquise par lui de la Ville de Namur, le 17 août 1920, volume 705, folio 76, gratis, par le receveur Barthélémy, et transcrit au Bureau des hypothèques de Namur le 20 août suivant, volume 2761, numéro 380. et le 20 mai 1921, enregistré un rôle, deux renvois, à Namur, A. C., le 21 mai 1921, volume 715, folio 51, gratis, et transcrit au Bureau des hypothèques de Namur, le 28 mai suivant, volume 2854, numéro 6.

La Ville de Namur était propriétaire de ces terrains comme faisant partie de ceux acquis par elle de la famille Artoisenet, suivant acte reçu par le Bourgmestre de Namur, le 14 septembre 1898.

Aux termes des deux actes des 13 août 1920 et 20 mai 1921, l'État belge s'est engagé à établir sur les terrains vendus un entrepôt frigorifique régional.

IX.

Entrepôt frigorifique de Péruwelz.

L'apport consiste dans la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt frigorifique, lequel est situé à l'angle des rues Bataille et Tomdereau, et auquel on a accès par la voie publique.

L'entrepôt est raccordé aux voies du chemin de fer de l'État ; il couvre une superficie de 8 ares 80 centiares.

L'Etat est propriétaire de l'entrepôt de la façon suivante :

Le terrain avec les bâtiments qui s'y trouvaient alors étaient une ancienne brasserie avec dépendances, cour et cantine, a été acquis par lui de :

1° M. Ursmar-Emile Vanderpotte ; 2° M^{me} Adrienne-Marie-Ghislaine Vanderpotte, épouse de M. Maurice-Louis-Ildephonse-Ghislain-Marie-Joseph Mahy ; 3° M^{lle} Alice-Félicie-Marie-Ghislaine Vanderpotte ; M. Léon-Jules-Joseph-Ghislain Jourdois ; 5° M. Paul-Honoré-Antoine-Ghislain Jourdois ; 6° M^{lle} Madeleine-Marie-Ghislaine Jourdois, tous à Péruwelz, aux termes d'un acte reçu par le notaire Simon, à Péruwelz, le 3 juin 1920, transcrit au Bureau des hypothèques de Tournai, le 10 juillet suivant, volume 4150, numéro 24.

Le dit bien faisait partie d'une propriété plus grande acquise indivisément par MM. Ursmar Vanderpotte et Jules Jourdois, de Victor Robert, brasseur à Péruwelz, suivant acte reçu par les notaires Simon et Paternotre, à Péruwelz, le 17 avril 1902.

M^{me} Adèle Robert, épouse Vanderpotte est décédée à Péruwelz, le 31 juillet 1912, laissant pour seuls enfants et uniques héritières ses deux filles Adrienne et Alice Vanderpotte, prénommées.

Et les époux Jourdois-Robert sont décédés respectivement à Péruwelz, le 7 juin 1907, et à Wez-Velvain, le 11 janvier 1911, laissant pour seuls héritiers, leurs trois enfants étant les vendeurs ci-dessus nommés en nom Jourdois.

L'acte prémentionné reçu par le notaire Simon, à Péruwelz, le 3 juin 1920, stipule notamment que l'État ne pourra établir dans l'immeuble ni une brasserie, ni une scierie, ni une fabrique de ciment, ni un commerce de bois et charbons ou ciment, aussi longtemps que les vendeurs, ou l'un d'eux, continueront à exercer un commerce ou une industrie similaire, et que l'État ne pourra établir un débit de boissons dans l'ancienne cantine sans obliger le tenancier de se fournir de toutes les bières nécessaires à son débit et à sa consommation, à la brasserie qui lui sera désignée par les vendeurs Jourdois et Vanderpotte.

Par le même acte, l'État s'est engagé à racheter aux vendeurs de nom Jourdois, les bâtiments à usage d'écurie et terrains contigus aux biens acquis comme il est dit, moyennant le prix de 5,000 francs, les dits vendeurs Jourdois ne pouvant ainsi aliéner le susdit bien sans l'offrir préalablement à l'État belge, aucun changement ou démolition ne pouvant y être apportés qui puissent en diminuer la valeur ; l'État belge n'étant pas tenu de faire le remboursement des constructions qui y auraient été érigées.

La propriété comprend notamment :

Entrepôt proprement dit : Deux salles de congélation et deux refroidisseurs d'air au sous-sol, trois salles de congélation au rez-de-chaussée, trois salles de réfrigération et un refroidisseur d'air à l'étage, un refroidisseur d'air sous les combles.

Salle des machines raccordée en haute tension à la Compagnie Auxiliaire d'Électricité : machines motrices, trois moteurs électriques, machines frigorifiques, trois compresseurs verticaux Fixary, monte-charges électriques, congélateur alimenté par l'eau de puits.

L'eau de circulation des condenseurs est fournie par un puits.

Il existe huit contrats de location à court terme avec tacite reconduction pour un total de 772 mètres cubes.

Un local est loué à raison de 100 francs par mois, à partir du 15 mars 1923, pour un terme de six mois, avec tacite reconduction.

Un local est loué au mois avec tacite reconduction, à partir du 12 mai 1924, moyennant 75 francs par mois.

X

Entrepôt frigorifique d'Ypres.

L'apport consiste dans la pleine et exclusive propriété de l'entrepôt frigorifique, lequel est situé à Ypres et consiste en les bâtiments de l'ancienne manutention militaire. Ces bâtiments consistent en un souterrain pratiqué dans l'épaisseur des remparts intérieurs et constitués par cinq casemates voûtées, recouvertes de terre et cloisonnées, de 30 mètres de profondeur chacune environ, ayant ensemble en largeur un développement de 30 mètres environ avec une hauteur sous les voûtes de 5 mètres environ.

L'accès de ces locaux se fait par la voie publique par une porte double, sauf pour l'un des locaux qui a une fenêtre à façade.

L'État apporteur est propriétaire du fond et des locaux apportés par suite de la cession qui lui a été consentie par le Ministère des Finances, Administration des Domaines, ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal de remise en date à Bruxelles du 20 août 1924.

Ce procès-verbal de remise mentionne que, aux termes d'une convention conclue le 8 avril 1884, entre l'État et la Ville d'Ypres, celle-ci a reconnu à l'État la pleine et entière propriété des terrains situés au-dessus de la boulangerie militaire, dont l'entrepôt apporté fait partie.

Les installations comprennent, notamment :

Entrepôt proprement dit : deux salles froides, deux refroidisseurs d'air, deux quais de chargement.

Salle des machines : Machines motrices, deux moteurs Diesel, une batterie d'accumulateurs.

Machines frigorifiques : deux compresseurs Fixary.

Congélateur.

L'eau de circulation des condenseurs est aspirée dans le fossé des fortifications; l'eau du congélateur est fournie par la distribution d'eau de la ville.

Garage et installation inexplosible d'essence.

Local pour congélateur.

Un atelier; un bureau.

Il existe quatre contrats de location pour un total de 236 mètres cubes à court terme (trois ou six mois), avec tacite reconduction.

XI.

Matériel. — Approvisionnements. — Divers.

1. Wagons isothermiques :

36 wagons type américain (25 T.).

25 wagons type État belge (15 T.).

20 wagons type W. D. (15 T.).

2. Deux camions-automobiles Berna (15 T.).

3. Un auto-tracteur sur rails.

4. Divers appareils de laboratoire.

5. Les approvisionnements, machines et pièces de matériel diverses repris à l'inventaire du Magasin Central et du Garage de l'Entrepôt de Bruxelles.

6. De façon générale, tout ce qui peut appartenir à l'État apporteur se trouvant dans les entrepôts apportés ou les concernant, tel que notamment, gros et petits outils et outillages, pièces de rechange, approvisionnements en combustibles, lubrifiants, produits divers, mobilier garnissant les habitations, les locaux divers et les bureaux, machines à écrire, coffres-forts, etc.

Des inventaires détaillés ont été dressés spécialement de la partie mobilière des apports présentement effectués, dont tous les comparants ont eu, préalablement aux présentes, une connaissance pleine et entière et dont les doubles sont versés aux archives de la Société ainsi qu'il est déclaré et reconnu.

Les inventaires dont il est fait mention ci-dessus ont été dressés et arrêtés, par les soins de l'État, apporteur, à la date du 30 juin 1924, et établissent la situation des apports à cette date.

Des modifications se sont produites forcément dans la partie mobilière des dits apports, par suite de l'exploitation continuée par l'État apporteur depuis le 30 juin 1924 jusqu'à la date de l'entrée en jouissance.

Il est entendu que la Société présentement constituée devra prendre et accepter les dits apports tels et ainsi qu'ils sont décrits et relevés aux inventaires susmentionnés, mais dans l'état et situation où ils se trouveront à la date de l'entrée en jouissance, avec les modifications et changements survenus depuis le 30 juin 1924 par la continuation normale de l'exploitation jusqu'à l'entrée en jouissance.

7. Le bénéfice et la suite de tous marchés et contrats conclus par l'État apporteur, concernant l'aménagement et l'équipement des entrepôts, les dits marchés et contrats devant être exécutés par l'État apporteur à la décharge de la Société présentement constituée.

8. Le bénéfice et la suite de toutes commandes de matières de consommation ou d'entretien, dont la fourniture sera postérieure à la constitution de la présente Société, à charge, pour cette dernière, d'en régler le prix.

9. Le bénéfice et la suite de tous contrats et de toutes conventions en cours conclus par l'État apporteur relativement à l'une ou l'autre branche de l'objet social, soit avec des particuliers, soit avec des Administrations, la clientèle, l'achalandage.

10. Tous les documents et archives qui seraient réclamés par la Société comme pouvant être utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social, et, spécialement, les originaux, ou à défaut des originaux, des copies certifiées conformes, des documents mentionnés au présent article des statuts.

Charges, Clauses et Conditions.

Les apports ci-dessus effectués, l'ont été aux charges, clauses et conditions suivantes :

1. Les biens apportés passent à la Société dans l'état et la situation où ils se

trouvent et se comportent actuellement, spécialement, en ce qui concerne les immeubles, avec toutes leurs servitudes, actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues, dont ils sont avantagés ou grevés, la Société ayant à se défendre des unes et pouvant se prévaloir des autres, à ses risques et périls, sans intervention de l'État apporteur, mais sans toutefois que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait en vertu des titres réguliers et non prescrits ou en vertu de la loi.

2. Les immeubles sont garantis francs, quittes et libres de tous droits d'hypothèques, de privilège et inscription quelconques, situation dont il devra être justifié par certificats hypothécaires à lever aux bureaux des hypothèques compétents.

La contenance des immeubles n'est pas garantie. Quelle que soit la différence avec la mesure réelle, cette différence dépassât-elle un vingtième, celle-ci devra faire profit ou perte pour la Société.

3. La Société présentement constituée devra payer tous impôts, taxes et redevances généralement quelconques concernant les biens importés, et ce, à compter de son entrée en jouissance.

Elle devra continuer, à la pleine et entière décharge de l'État apporteur, tous baux et contrats de location ou d'occupation, abonnements et conventions généralement quelconques qui pourraient exister, concernant les biens apportés, d'assurances contre l'incendie ou tous autres risques, d'abonnements aux eaux, au gaz et à l'électricité, d'entretien avec réparations, et tous autres qui auraient été conclus avec toutes Administrations et tous particuliers.

Les loyers, primes, taxes et redevances relatives à ces baux, contrats, abonnements et conventions, devront être encaissés, payés ou supportés par la Société à compter de la date d'entrée en jouissance et *pro rata temporis*.

4. De façon générale et absolue, la Société présentement constituée est subrogée activement et passivement dans les droits apportés, étant entendu que l'État apporteur garantit à la Société la continuation et la permanence des concessions accordées précédemment par l'État lui-même aux Services frigorifiques du Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Spécialement en ce qui concerne les entrepôts frigorifiques qui ne constituent ou ne constitueraient pas le plein domaine de l'État apporteur, la Société devra se substituer à celui-ci, soit à l'expiration des délais concédés, soit à tout autre moment, pour faire, sans recours ni appel en garantie contre lui, ni intervention aucune de sa part, le règlement et la liquidation de toutes questions d'indemnité, d'enlèvement, de remise en état ou toutes autres généralement quelconques, qui pourront alors se présenter concernant ces entrepôts.

5. Dans le cas de dissolution de la Société, soit à l'expiration du terme ci-dessus stipulé, soit à tout autre moment, l'État belge aura la faculté de reprendre toutes les installations, tant fixes que mobiles, y compris tous les immeubles par nature et par destination, tout le matériel et tous les approvisionnements et ce, pour un prix qui sera fixé à dire d'experts. Chaque partie nommera son expert; en cas de désaccords entre les experts, le Président du Tribunal de Commerce de Bruxelles, désignera un tiers expert. L'État devra user de cette faculté dans un délai de trois mois.

Cet apport est fait en outre sous la condition expresse que les entrepôts frigorifiques qui y sont compris pourront être utilisés sur un pied d'égalité, par toutes les personnes qui se conformeront aux règlements et tarifs.

En rémunération de cet apport, il est attribué à l'État belge ; 1° 22,000 actions entièrement libérées, série A ; 2° une redevance annuelle de 50 francs par mètre cube de frigorifique apporté.

Les 3,000 actions série B sont souscrites comme suit :

MM.

et entièrement libérées par les souscripteurs, en sorte que le montant de ces actions, soit 3,000,000 de francs, est dès à présent à la disposition de la Société.

ART. 7. — Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

ART. 8. — En cas d'augmentation de capital, les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération. Elles sont inscrites dans un registre spécial, tenu conformément à l'article 42 de la loi sur les Sociétés de commerce ; leur cession s'opère suivant les modes indiqués au paragraphe 3 de l'article 43 de la même loi ; mais aucune cession d'actions non entièrement libérées ne peut avoir lieu que moyennant l'agrément du cessionnaire par le Conseil d'administration.

Les actions entièrement libérées et les actions de jouissance sont au porteur.

Les actions au porteur sont extraites de registres à souche, portant un numéro, le timbre de la société et la signature de deux administrateurs de la société.

ART. 9. — Les sociétaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

ART. 10. — La possession d'une action ou action de jouissance emporte adhésion aux statuts sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

ART. 11. — La société ne reconnaît qu'un seul titulaire pour chaque action. Les représentants héritiers avant cause ou créanciers d'un actionnaire ne pourront, sous aucun prétexte, requérir la production des livres avec déplacement, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société ou en demander l'inventaire, le partage, la licitation. Ils sont tenus, pour l'exercice de leurs droits de s'en rapporter au dernier inventaire et au bilan de la société, ainsi qu'aux délibérations de l'assemblée générale.

CHAPITRE III.

Administration. — Direction.

ART. 12. — La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, nommés par l'assemblée générale et rééligibles.

Toutefois, en dehors des administrateurs nommés par l'assemblée générale, un

administrateur sera nommé directement par l'État. Cet administrateur aura, tant au sein du Conseil d'administration que du Conseil Général et de toute assemblée générale un droit de veto suspensif de toute décision qui lui paraîtrait contraire aux intérêts de la collectivité belge.

Les premiers administrateurs nommés resteront en fonctions jusqu'à l'assemblée générale de 1928.

A partir de cette époque, un administrateur au moins sortira du Conseil chaque année, de manière que le mandat d'aucun membre ne dure plus de six ans. Le premier ordre de sortie sera déterminé par le sort.

ART. 13. — Chaque administrateur doit affecter à garantie de sa gestion, vingt-cinq actions de capital de la Société. Ces actions doivent être nominatives et ne pourront être restituées qu'après décharge donnée par l'assemblée générale.

ART. 14. — Les émoluments à attribuer aux administrateurs sont fixés à l'article 39 ci-après. En dehors de ce tantième et du remboursement des frais de déplacement et débours, l'assemblée des actionnaires peut allouer aux membres du Conseil d'administration et aux Commissaires des émoluments ou des jetons de présence à passer par frais généraux.

ART. 15. — Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un Président et un Secrétaire. Le Secrétaire peut néanmoins être pris en dehors du Conseil d'administration et n'a, dans ce cas, que voix consultative.

ART. 16. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de toutes les affaires sociales.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé par les statuts ou par la loi à l'assemblée générale est de la compétence du Conseil d'administration. Le Conseil peut notamment faire et passer tous contrats et marchés, acheter, vendre, échanger, acquérir et aliéner, prendre et donner à bail tous biens, meubles et immeubles nécessaires à la réalisation du but social : effectuer et recevoir tous paiements, en exiger ou fournir quittance, faire tous emprunts à court et à long terme; consentir tous droits réels sur les biens sociaux, tant mobiliers qu'immobiliers, tel que privilèges, hypothèques, gages et autres. consentir la voie parée, accepter toutes garanties et y renoncer; donner mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, ainsi que de tous commandements, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements, avec ou sans constatation de paiement; renoncer à l'action résolutoire, nommer et révoquer tous directeurs, agents et employés, fixer leurs attributions, leurs traitements et, s'il y a lieu, leurs cautionnements; en cas de difficultés, plaider devant toutes juridictions, tant en demandant qu'en défendant, obtenir toutes décisions, sentences, jugements ou arrêts et les exécuter; traiter, acquiescer, se désister, transiger et compromettre sur tous les intérêts sociaux.

L'énumération qui précède est simplement énonciative et nullement limitative. Les actions judiciaires sont suivies au nom de la société, poursuites et diligences du président ou d'un administrateur-délégué.

ART. 17. — Le Conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer

ses pouvoirs à l'un ou plusieurs de ses membres ou à un ou plusieurs de ses directeurs ou fondés de pouvoirs dont il fixera les attributions et le traitement.

ART. 18. — Tous les actes engageant la société seront signés par deux administrateurs ou par un administrateur-délégué et un directeur ou fondé de pouvoirs. Les chèques-postaux et avis de virement de chèques-postaux seront signés par un administrateur-délégué ou par un ou plusieurs agents délégués à cette fin par le Conseil d'administration.

Les actes de la gestion journalière sont signés par un administrateur ou par le directeur, fondés de pouvoirs ou agents délégués à cette fin par le Conseil d'administration.

ART. 19. — Le Conseil d'administration se réunit au siège social, chaque fois que l'intérêt de la Société le commande.

ART. 20. — Les réunions du Conseil d'administration ont lieu à l'endroit indiqué dans les convocations.

Les convocations portant l'ordre du jour seront faites au moins trois jours à l'avance, sauf le cas d'urgence.

ART. 21. — Les séances du Conseil d'administration sont présidées par le président, ou, à son défaut, par l'administrateur le plus âgé.

Le Conseil ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée et ses décisions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

ART. 22. — Les décisions du Conseil sont immédiatement consignées en un procès-verbal et signés par les membres présents.

Elles sont ensuite transcrites dans un registre spécial tenu au siège de la Société et signés par les membres qui ont assisté à la séance. En cas d'empêchement ou de refus de signer, il en est fait mention au procès-verbal.

Les copies ou extraits des procès verbaux à produire en toutes circonstances, sont signés soit par le président, soit par l'Administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

CHAPITRE IV

Surveillance — Conseil général.

ART. 23. — La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires dont l'assemblée générale fixera le nombre et les émoluments.

ART. 24. — Les Commissaires sont nommés pour quatre ans et rééligibles. Exceptionnellement, les Commissaires nommés par l'assemblée générale qui se tiendra aussitôt après la constitution, resteront en fonctions jusqu'à l'assemblée générale de 1928.

A partir de cette date, un commissaire sortira chaque année d'après l'ordre déterminé par un tirage au sort.

ART. 25. — Chaque commissaire doit affecter par privilège à la garantie de sa gestion, dix actions de capital de la Société.

Ces actions doivent être nominatives et ne pourront être restituées qu'après décharge donnée par l'assemblée générale.

Le Collège des Commissaires se réunit au siège social une fois au moins par semestre. Le mode de convocation, les séances et les délibérations de ce Collège sont réglementés comme pour le Conseil d'administration.

Art. 26. — Les Administrateurs et les Commissaires réunis forment le Conseil Général de la Société.

Celui-ci est présidé par le président du Conseil d'administration.

Indépendamment de ses pouvoirs légaux et statutaires, le Conseil Général délibère extraordinairement sur les affaires qui lui sont soumises par le Conseil d'administration.

Les décisions sont prises et constatées de la même manière que celles du Conseil d'administration.

CHAPITRE V.

Assemblées générales.

Art. 27. — L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires (porteurs d'actions de capital ou d'actions de jouissance ayant observé les prescriptions de l'article 29 des statuts.

Art. 28. — L'assemblée générale des actionnaires se tient le deuxième samedi de mars de chaque année, à 3 heures de l'après-midi, au local fixé dans l'avis de convocation; les assemblées extraordinaires peuvent, en outre, être provoquées de la manière prévue par la loi.

Art. 29. — Les actionnaires en nom inscrits cinq jours avant la date de l'assemblée sont admis sur la production de leur récépissé nominatif.

Les propriétaires d'actions au porteur sont admis sur la production du certificat constatant le dépôt de leurs titres.

Ce dépôt devra être effectué cinq jours avant la date de l'assemblée, au siège social ou dans les établissements financiers désignés dans l'avis de convocation.

Art. 30. — Nul ne peut représenter un actionnaire à l'assemblée générale s'il n'est actionnaire lui-même.

Art. 31. — Le bureau est composé des membres du Conseil d'administration.

L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration qui désigne le secrétaire et, en cas de vote, s'adjoint deux des plus forts actionnaires présents et acceptant, comme scrutateurs.

A défaut du président du Conseil d'administration ou d'un autre membre du Conseil délégué pour présider l'assemblée générale, cette assemblée désigne elle-même le président, le secrétaire et les scrutateurs.

Il est dressée par les soins du Conseil d'administration une liste de présence indiquant les noms des actionnaires, ainsi que le nombre d'actions qu'ils représentent, et que tout actionnaire ou mandataire est tenu de signer en entrant à l'assemblée,

ART. 32. — Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède d'actions de capital ou de jouissance.

ART. 33. — L'assemblée générale statue quel que soit la portion du capital représentée et à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Toutefois, lorsque l'assemblée doit délibérer sur des questions de modifications aux statuts, de fusion avec d'autres sociétés, de prorogation ou de dissolution anticipée de la Société, d'augmentation ou de réduction du capital, l'assemblée n'est valablement constituée que si les modifications proposées ont été spécialement indiquées dans la convocation et que si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle assemblée doit être convoquée et cette nouvelle assemblée délibérera valablement, quel que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents.

Dans l'un comme dans l'autre cas, aucune proposition ne sera admise que si elle réunit les trois quarts des voix.

Toutefois, dans le cas prévu par la disposition finale de l'article 102 de la loi sur les sociétés, c'est-à-dire en cas de perte des trois quarts du capital social, la dissolution de la Société pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.

Lorsque la délibération de l'assemblée générale est de nature à modifier les droits respectifs de chacune des catégories d'actions, la délibération doit, pour être valable, réunir dans chaque catégorie les conditions de présence et de majorité requises par les dispositions ci-dessus,

ART. 34. — Les votes pour les nominations et les révocations ont lieu au scrutin secret.

Pour le cas de nomination, si la majorité n'est pas obtenue au premier tour du scrutin, il est fait un ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas de parité de voix au ballottage, le plus âgé est proclamé élu.

ART. 35. — L'assemblée générale délibère sur toutes les propositions qui lui sont soumises par le Conseil d'administration ou par le Collège des commissaires, pourvu qu'elles aient été portées à l'ordre du jour.

ART. 36. — Les décisions prises en assemblée générale sont constatées dans les procès-verbaux signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.

En cas d'empêchement ou de refus de signer, il en est fait mention.

Les copies ou extraits des délibérations de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux administrateurs.

CHAPITRE VI

Inventaire — Bilan — Répartition.

ART. 37. — L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre. Par exception, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis la date de la constitution jusqu'au 31 décembre 1925.

Le 31 décembre de chaque année, et pour la première fois le 31 décembre 1925, les écritures de la Société sont arrêtées et le Conseil d'administration dresse l'inventaire et forme le bilan, ainsi que le compte de profits et pertes.

Outre la réserve statutaire légale, il peut être créé un fonds de prévision dont l'emploi restera à la disposition du Conseil d'administration.

ART. 38. — Aucun bénéfice non encore acquis, résultant d'évaluation ou de plus-value, ne peut être compris au solde actif pouvant être attribué aux actionnaires.

ART. 39. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges et amortissements, nécessaires, constitue le bénéfice net de la Société.

Sur ce bénéfice il est prélevé annuellement ;

1°) 5 pour cent pour la formation du fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cessera d'être obligatoire quand la réserve légale aura atteint un dixième du capital.

2°) la somme nécessaire pour payer un intérêt de 6 p. c. aux actions de capital série A ;

3° la somme nécessaire pour payer un intérêt de 6 p. c. aux actions série B.

Sur le surplus il sera prélevé :

A) 10 p. c. au profit du Conseil d'administration ;

B) 20 p. c. pour l'amortissement du capital social par le remboursement, au pair et par tirage au sort, des actions des deux catégories, au prorata du nombre de titres de chaque catégorie. Chaque action remboursée étant remplacée comme il est dit à l'article 5, par une action de jouissance de la série correspondante.

Le solde sera réparti comme suit :

25 p. c. entre toutes les actions de capital et de jouissance, série A, existantes ;

75 p. c. entre toutes les actions de capital et de jouissance, série B, existantes.

CHAPITRE VII.

Dissolution. Liquidation.

ART. 40. — Lors de la dissolution de la Société, soit à l'expiration de sa durée, soit pour toute autre cause, l'assemblée générale nommera les liquidateurs et déterminera leurs pouvoirs.

Elle pourra spécialement leur donner pouvoir de faire apport de l'actif à une nouvelle société contre actions ou obligations.

ART. 41. — En cas de liquidation, l'actif social servira :

1° A couvrir les charges de la Société et les frais de liquidation ;

2° Rembourser les sommes versées sur les actions ;

3° Le solde sera partagé à raison de 25 p. c. aux actions de jouissance, série A, existantes ; 75 p. c. aux actions de jouissance, série B, existantes.

Sauf ce qui est dit à l'article 6 *in fine* ci-dessus, en ce qui concerne la faculté réservée à l'État belge de reprendre tous installations, immeubles et matériel dont il a fait apport pour un prix fixé à dires d'experts.

CHAPITRE VIII.

Domicile.

ART. 42. — Chaque actionnaire est tenu de faire connaître à la Société le domicile élu par lui en Belgique, où toutes les notifications et assignations pourront lui être valablement adressées.

A défaut de ce faire, le domicile sera élu de plein droit au siège social.

CHAPITRE IX.

Dispositions transitoires.

ART. 43. — Immédiatement après la constitution de la Société, les actionnaires se réuniront en assemblée générale pour déterminer le nombre des premiers administrateurs et commissaires, procéder à leur nomination, fixer, s'il y a lieu, leurs émoluments et, d'une manière générale, statuer sur tous objets qu'il leur plaira d'aborder.

CHAPITRE X.

Frais.

ART. 44. — Les parties déclarent que le montant des frais, rémunérations ou charges incombant à la Société, à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de deux cent soixante mille francs.

Le 28 octobre 1924.

SOCIÉTÉ
POUR
L'EXPLOITATION DES ENTREPOTS FRIGORIFIQUES DE L'ÉTAT

RAPPORT
DE LA
**Commission interministérielle chargée de l'examen
des soumissions.**

L'appel à la concurrence auquel le Gouvernement a eu recours en vue de la création, avec l'aide de l'État apporreur, et sur la base du cahier des charges ci-joint (annexe I), d'une Société d'exploitation des entrepôts et installations frigorifiques de l'État, a donné lieu au dépôt de deux soumissions, souscrites, savoir :

La première, par un groupement constitué par :

1. L'Armement Ostendais, S. A., à Gand ;
2. La Banque Belge du Travail, S. A., à Gand ;
3. La Fédération des Sociétés Coopératives Belges, S. C., Anvers ;
4. Le Comptoir du Centre, S. A., Bruxelles ;
5. M. A. Malengret, Ingénieur Frigoriste, à Nimy ;
6. M. R. Vercammen, Membre de la Chambre des Représentants, Gand ;
7. M. Léonce Verbrugghe, Conseiller Provincial, Ostende.

La seconde, par un groupement constitué par :

1. La Banque d'Outremer, à Bruxelles ;
2. M. A. Gomez, Ingénieur, à Bruxelles ;
3. M. A. Marchal, Ingénieur, à Bruxelles ;
4. M. H. Dustin, Ingénieur, à Ixelles ;
5. M. A. Bemelmans, Administrateur de Sociétés, Bruxelles ;
6. M. G. Nélis, Ingénieur, Bruxelles.

*
*
*

Les deux soumissions ont été présentées dans les délais et la forme prescrits dans le cahier des charges (annexe II, *a* et *b*).

Chacune des ces soumissions propose, comme type d'association, la Société anonyme et est accompagnée d'un projet de statuts dont le texte est reproduit en annexe (annexe III, *a* et *b*).

La Banque d'Outremer et C^e subordonne l'exécution des engagements qu'elle prend à la réalisation des quatre conditions dont l'énoncé est résumé ci-après.

1^{re}) Toutes les dépenses prévues au budget de 1924, pour premier établissement des Services frigorifiques, sont ou seront engagées avant la constitution de la Société :

2^o) Il ne sera perçu, par l'État, à l'occasion de la création de la Société, aucun droit d'enregistrement ou de transcription;

3^o) La loi qui portera création de la Société, donnera à cette dernière la faculté d'obtenir que les établissements qu'elle exploitera soient placés sous le régime de la loi du 4 mars 1846 sur les entrepôts;

4^o) Si la Société n'était pas constituée avant le 1^{er} janvier 1925, il serait fait ristourne, à la Société, des amortissements, calculés à 4 p. c. l'an, sur la somme de 18 millions, valeur de l'apport matériel de l'État, pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 1925 et la date de la création de la Société.

* *

La première condition est réalisée de fait, en ce sens que les crédits inscrits au budget de 1924 pour premier établissement des Services frigorifiques, ont été utilisés.

Il appartiendra au Parlement de statuer sur la deuxième condition.

La troisième condition est sans objet; tous les entrepôts peuvent bénéficier du régime de la loi du 4 mars 1846 à la condition de satisfaire à des règles assez simples imposées par l'Administration des Douanes.

La quatrième condition paraît légitime; si la Société se constitue après le 1^{er} janvier 1925, les machines et le matériel se seront usés, depuis le 31 décembre 1924, au bénéfice exclusif de l'Etat. Ce dernier doit, en toute équité, ristourner à la Société la valeur de l'usure — c'est-à-dire les amortissements — puisque les contractants ont évalué l'apport matériel de l'Etat au 1^{er} janvier 1925.

La Commission estime que l'énoncé de ces conditions, qui dépassent le cadre du cahier des charges, n'est pas de nature à faire rejeter, comme irrégulière, la soumission du groupe de la Banque d'Outremer.

* *

Pour apprécier les avantages qu'offrent respectivement à l'Etat les deux groupes concurrents, nous avons mis en parallèle, dans le tableau ci-joint (annexe V), les éléments caractéristiques des deux projets.

L'examen de ce tableau fait apparaître immédiatement des différences essentielles entre les deux propositions en présence, au point de vue de la situation qu'elles créent à l'Etat.

Il importe d'analyser chacune de ces différences et de mettre en lumière les conséquences financières et autres qui résulteront pour l'Etat de l'adoption de l'un ou l'autre projet.

Pour la facilité, nous désignerons, dans ce qui va suivre, le projet de l'Armement Ostendais & C^s par « le projet A. O. » et celui de la Banque d'Outremer et C^s par « le projet B. O. »,

CAPITAL SOCIAL ET REPARTITION DES ACTIONS

Le capital social prévu au projet A. O. est supérieur de cinq millions à celui exprimé dans le projet B. O. D'autre part, le projet A. O. confère aux actions de capital à attribuer à l'Etat une valeur de quatre millions de plus que le projet B. O.

De ces points de vue, le premier de ces projets semble plus avantageux pour l'Etat.

La vérité est que ces éléments n'ont pas par eux-mêmes une importance primordiale. La fonction du capital social est, en effet, d'ordre simplement juridique et comptable, et non d'ordre économique. Ce qu'il faut considérer avant tout, c'est l'importance relative de la part attribuée à l'Etat dans l'avoir social et les prérogatives attachées aux actions qui lui sont attribuées.

En ce qui concerne le premier point, nous constatons que la part de l'Etat dans l'avoir social initial est à peu près identique dans les deux projets : 88 p. c. dans le projet A. O. et 90 p. c. dans le projet B. O.

Sans doute, le projet A. O. prévoit le remboursement — partiel, tout au moins — de la valeur du capital qu'il assigne aux apports de l'Etat. Mais il est à remarquer que ce remboursement doit s'effectuer avec des fonds qui, normalement, devraient, pour la majeure partie, revenir à l'Etat sous forme de bénéfices. D'autre part, l'avantage qui pourrait en résulter pour l'Etat se trouve neutralisé par le mode de distribution de l'avoir social lors de la liquidation, ainsi qu'il se verra plus loin.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue non plus l'avantage dérivant, pour l'Etat, de l'existence des actions de dividende dans le projet B. O. L'Etat a la faculté de vendre ses actions de dividende, tout en conservant ses actions privilégiées, de manière à récupérer, en cas de prospérité de l'affaire, la différence entre le coût initial des installations et la somme pour laquelle elles seraient apportées à la Société.

PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES.

Suivant la marche actuelle de l'exploitation, les bénéfices des entrepôts frigorifiques de l'Etat peuvent être évalués à environ 5 millions de francs par an. La répartition de cette somme d'après les règles fixées dans chacun des projets donnerait les résultats suivants, au début :

<i>Projet B. O.</i>	<i>Projet A. O.</i>
Après amortissements (800.000 fr.), dotation de la réserve, du Conseil d'administration et du personnel, l'Etat recevrait :	Après amortissements (800.000 fr.), dotation de la réserve et du Conseil d'administration, remboursement d'une part du capital, l'Etat recevrait :
3.104.032 francs,	3.286.515 francs,
soit 10,3 p. c. de la valeur initiale de son apport (30 millions chiffres ronds).	soit 10,9 p. c. de la valeur initiale de son apport (30 millions chiffres ronds).
Cependant que le groupe recevrait 397.718 francs.	Cependant que le groupe recevrait 571.545 francs

	et que, du remboursement du capital,
	l'État encaisserait
	131.000 francs,
	le groupe,
	18.000 francs.

Les avantages accordés à l'État par le projet B. O. augmenteront d'année en année parce que, dès que la réserve légale aura atteint le dixième du capital, soit après neuf ou dix exercices du même bénéfice, le superdividende, dont l'État encaisse la plus large part, sera augmenté de la majeure partie des 5 p. c. du bénéfice qu'il faut mettre à la réserve au début.

Dans le projet A. O. au contraire, les avantages de l'État diminuent d'année en année, parce que le remboursement annuel des actions de capital aura pour effet de réduire la somme à toucher par l'État à titre de dividende fixe de 6 p. c., tandis que la somme supplémentaire portée au superdividende ne reviendra à l'État qu'à raison de 1/4.

Il en sera de même des sommes qui ne seront plus affectées à la réserve, lorsque le dixième légal aura été atteint (soit après vingt ans environ d'exercices favorables).

Ainsi donc, sur la base des bénéfices actuels, les deux projets créent à l'État des situations sensiblement équivalentes au début; mais au cours des années qui suivront, le projet B. O. deviendra plus favorable à l'État, tandis que le projet A. O. le deviendra moins.

. . .

Envisageons à présent les deux hypothèses : celle d'un bénéfice supérieur à 5 millions, et celle d'un bénéfice inférieur à cette somme.

Si, comme il est permis de l'escompter, les bénéfices atteignent dans l'avenir une somme supérieure à 5 millions de francs, le projet B. O. se révèle comme d'autant plus avantageux pour l'État que les bénéfices vont croissant, tandis que le projet A. O. désavantage l'État, au profit du groupe apporteur, dans une mesure qu'accroît la progression des bénéfices.

Cette situation est due au fait que le projet B. O. institue, à peu de chose près, un régime d'égalité entre les actions de l'État et celles du groupe, tandis que le projet A. O. adopte, pour les deux séries d'actions qu'il prévoit, un système de rémunération très inégal, système qui constitue une véritable rupture d'équilibre dans la répartition du superdividende : en effet, du solde du bénéfice à affecter à ce superdividende, il n'est attribué que 25 p. c. aux actions de l'État, le surplus, soit 75 p. c., allant aux actions du groupe.

Or, il importe de faire remarquer que l'importance du superdividende s'accroîtra, non seulement avec la prospérité de l'exploitation, mais encore à raison de l'amortissement annuel des actions de capital auxquelles sont substituées des actions de jouissance qui ne participent pas à la répartition du premier dividende.

En outre, ainsi qu'il est dit plus haut, le poste « superdividende » est susceptible de s'augmenter encore, dans l'avenir, du montant du prélèvement de 5 p. c. destiné à constituer la réserve légale.

Si, d'autre part, le bénéfice était inférieur à 5 millions de francs, le projet

A. O. assurerait à l'État une part meilleure, relativement à celle du groupe B. O.

Et si le bénéfice descendait à 4 millions au moins, l'État pourrait encore avoir un pourcentage satisfaisant, mais le groupe ne serait plus rémunéré, non plus que le Conseil d'administration.

Peut-on concevoir que la Société puisse subsister sans un revenu suffisant pour rémunérer comme il convient le capital et l'activité du groupe apporteur, appelé à diriger l'exploitation ? Dans de telles circonstances, l'État, sollicité de consentir une diminution du montant de la redevance fixe, serait vraisemblablement amené à modifier à cette fin, les statuts de la Société.

* *

Ce n'est d'ailleurs pas le seul défaut que présente la stipulation de la redevance fixe, prévue dans le projet A. O.

Pareille redevance offre, en cette période d'instabilité des changes, l'inconvénient, depuis longtemps signalé dans le domaine des prêts hypothécaires, d'être entachée d'une véritable précarité. Elle est dangereuse, aussi bien pour la Société que pour l'État. Suivant que la tension des changes ira s'accroissant ou s'atténuant, la redevance constituera un avantage insuffisant pour l'État ou une charge intolérable pour la Société.

Les résultats de l'affaire sont fonction des recettes et des dépenses d'exploitation ; si l'on peut admettre la permanence d'un excédent des recettes sur les dépenses, il serait peut-être téméraire d'escompter que le boni brut sera toujours suffisant pour couvrir la charge fixe de la redevance prévue au projet A. O. (4,836,000 francs).

Dans cette situation, la Société serait dans l'impossibilité de faire les amortissements nécessaires et pourrait se trouver dans l'obligation de prélever sur son avoir social pour payer la redevance fixe.

Parfaitement acceptable serait la proposition de remettre à l'État, comme avant-part, une redevance annuelle égale à un certain pourcentage des recettes nettes. Et parfaitement logique est le mode de rémunération préconisé par le projet B. O. : les parts des actionnaires sont simplement fonction des recettes, des dépenses et des participations respectives : aucun élément fixe ne grève la Société et ne compromet ni la solidité du profit d'une des parties contractantes ni le fonctionnement normal de la Société.

Les considérations qui précèdent font apparaître le projet B. O. comme plus conforme à l'esprit qui doit présider au contrat de société.

* *

Pour terminer l'examen comparatif du tableau des répartitions dans les deux projets, il n'est pas sans intérêt de faire observer que :

1° Le projet B. O. accorde au personnel de la Société des gratifications annuelles atteignant 7 1/2 p. c. du premier reste, et prévoit, à l'article 34, la dotation d'un fonds de prévoyance sociale, avant toute répartition ;

2° Que, suivant ce même projet, le prélèvement de 10 p. c. du premier reste est fait en faveur du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires,

alors que, d'après le projet A. O., ce même prélèvement n'est opéré qu'au seul profit du Conseil d'Administration.

SITUATION DE L'ÉTAT LORS DE LA LIQUIDATION.

Dans le projet A. O., plus la prospérité de l'affaire aura été grande et rapide, plus le nombre d'actions de capital à amortir à la liquidation sera peu élevé et plus le solde à partager entre les actions de jouissance série A (État) et les actions de jouissance série B (Groupe) sera fourni ; or, de ce solde l'État ne reçoit qu'un quart.

A noter ici que le projet A. O. porte en son article 41, 2° : « Rembourser les sommes versées sur les actions » et que, si on interprète le texte à la lettre, l'État, n'ayant versé aucune somme pour avoir les 22,000 actions de capital lui remises complètement libérées, n'aurait rien à prétendre sur le remboursement des actions.

Le projet B. O., comme nous l'avons dit plus haut, institue, à peu de chose près, un régime d'égalité entre l'État actionnaire et ses co-associés dans la répartition de l'avoir social lors de la liquidation, comme il le fait, du reste, dans la répartition des profits.

Un point doit cependant encore retenir l'attention dans le projet B. O., relativement à l'attribution des actions de dividende. Celles-ci n'y sont pas partagées dans la même proportion — 9 à 1 — que les actions privilégiées ; le groupe apporteur propose de les attribuer à raison de 35,000 à l'État et 5,000 au groupe — soit dans la proportion de 7 à 1 —, ce qui constitue, au profit du groupe, un avantage de $\frac{1}{40}$ dans la répartition du superdividende et le partage de l'avoir social au moment de la liquidation.

Cet avantage paraît très minime en comparaison des différences de traitement relevées dans le projet A. O.

Ajoutons que, d'autre part, les deux projets assurent, en cas de liquidation, le privilège de reprise par l'État, dont il est question au cahier des charges (apport de l'État, § 5, des « charges, clauses et conditions »).

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Le projet A. O. fait la part moins large à l'État au sein du Conseil d'administration : la défense de l'intérêt de la collectivité y dépend du choix et de la compétence d'un seul homme. On peut affirmer que cet intérêt sera toujours mieux discerné, mieux étudié et mieux défendu par quatre mandataires que par un seul.

Droit de veto des représentants de l'État.

L'énoncé de cette action est, dans les deux projets, conforme au cahier des charges. Mais le projet B. O. organise, d'une façon plus détaillée, l'exercice et la portée du droit de veto.

Le projet A. O. manque de précision sur ce point d'importance essentielle, et il ne garantit même pas la possibilité de l'exercice du droit de veto, puisque le Conseil d'Administration peut délibérer et statuer valablement en dehors de la présence du représentant de l'État.

Pouvoirs du Conseil.

La délimitation des pouvoirs du Conseil d'Administration est d'ordre statutaire plutôt que d'ordre légal. Aucune critique ne saurait s'élever concernant l'énumération « énonciative et nullement limitative » de ces pouvoirs dans les deux projets.

Sous ce rapport, ils vont tous deux aussi loin que possible, mais cela n'est pas incompatible avec l'article 3-f du cahier des charges, qui affirme que l'État n'entend pas « s'immiscer dans la gestion journalière de l'entreprise, qu'il veut laisser à des hommes d'affaires » donc, pratiquement, aux administrateurs étrangers à lui-même. L'État est d'ailleurs suffisamment garanti par sa majorité à l'assemblée générale, des actionnaires, majorité qui lui permet de révoquer le Conseil d'Administration en tout temps.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES.

Un détail doit retenir ici l'attention : c'est que, au sein de l'assemblée générale « chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède d'actions de capital et de jouissance » (art. 32 du projet A. O.) ou « aussi longtemps que l'État sera actionnaire, chaque actionnaire pourra prendre part au vote à raison de la totalité des actions privilégiées et des actions de dividende dont il justifiera la possession (art. 28 du projet B. O.).

Les deux projets élargissent donc la prépondérance de l'État au sein de l'assemblée générale, par dérogation à l'article 74 de la loi sur les sociétés commerciales.

COLLÈGE DES COMMISSAIRES.

Il est nécessaire pour l'État d'être représenté au sein de ce Collège, dont les pouvoirs de surveillance sont illimités : « les Commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société » (article 65 de la loi sur les sociétés commerciales).

Or :

Le projet B. O. (article 49) donne à l'État deux Commissaires sur quatre ;

Le projet A. O. (article 43) n'en donne aucun à l'État, du moins explicitement.

CONCLUSIONS.

Considérant que le projet B. O. :

- a) Satisfait aux obligations imposées par le cahier des charges;
- b) Accorde à l'État la propriété des 9/10 du capital social initial, tout en réservant un léger avantage au groupe apporteur dans la répartition des actions de dividende;
- c) Garantit aux parties contractantes une répartition équitable des bénéfices, laquelle assure à l'État une rémunération plus avantageuse de ses apports en cas de prospérité de l'exploitation;
- d) Sauvegarde l'intérêt de l'État en cas de liquidation de la Société;

Que, d'autre part, le projet A. O. :

- a) Tout en satisfaisant aux obligations imposées par le cahier des charges;
- b) N'assure à l'État que la propriété des 88 p. c. du capital social initial de la Société;
- c) Ne peut se prévaloir, vis-à-vis du projet B. O. de la supériorité, apparente et non réelle, d'accepter l'apport de l'État pour 22 millions au lieu de 18, parce que ces chiffres doivent être considérés seulement pour la part qu'ils font à l'État dans les bénéfices communs et dans l'avoir social;
- d) Grève l'exploitation, pendant toute sa durée, d'une charge fixe importante dont la liquidation pourrait compromettre ou l'intérêt de son bénéficiaire ou l'existence même de la Société;
- e) Dépossède l'État, d'année en année, de la supériorité première de sa part des revenus, par l'amortissement de ses actions de capital et leur remplacement par des actions de jouissance, dont les effets sont trois fois moins favorables pour le Trésor public dans la répartition des bénéfices et du solde d'une liquidation éventuelle;
- f) Assure dans l'avenir au groupe, grâce à cette répartition déséquilibrée, une rémunération annuelle de ses capitaux et un avantage dans le partage éventuel de l'avoir social d'autant plus exorbitant que l'exploitation sera plus productive;
- g) Restreint la participation de l'État aux pouvoirs, charges et responsabilités du Conseil d'Administration à l'action d'un seul homme.

. . .

Pour les raisons énumérées ci-dessus, la Commission est d'avis, à l'unanimité :
Que le projet B. O. est, des deux, le plus avantageux pour l'État et qu'il offre toutes les garanties d'une bonne exploitation.

(Suivent les signatures des membres de la Commission) :

MM. DELMER, Ingénieur en chef, Directeur à l'Administration des Mines;
RIGAUX, Directeur général à l'Administration de la Trésorerie;
LANCELOT, ff. Directeur général des Services frigorifiques;
SEULEN, Directeur à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines;
BOLLE, Sous-directeur à la Comptabilité générale du Département de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.

Exposé sommaire des caractéristiques des deux projets.**1. CAPITAL.***Banque d'Outremer et consorts.*

Le capital est fixé à la somme de 20.000.000 de francs représentés par: 40.000 actions privilégiées de 500 francs chacune.

Il est créé, en outre :

40.000 actions de dividende sans désignation de valeur.

Les actions privilégiées ne seront remboursables qu'en cas de dissolution de la Société.

Armement Ostendais et consorts.

Le capital social est fixé à la somme de :

25.000.000 de francs, divisé en :

22.000 actions de capital de 1.000 francs chacune, série A;

3.000 actions de capital de 1.000 francs chacune, série B.

La Société est, en outre, autorisée à créer :

22.000 actions de jouissance, série A;

3.000 " " " " B,

pour remplacer les actions de capital au fur et à mesure de leur remboursement. Celui-ci se fera au pair et par tirage au sort par un prélèvement à effectuer sur un surplus de bénéfice (voir art. 39) au prorata du nombre de titres de chaque catégorie.

2. ATTRIBUTION DES ACTIONS.*État :*

36,000 actions privilégiées entièrement libérées;

35,000 actions de dividende.

Groupe :

4.000 actions privilégiées entièrement libérées par un versement de 2.000.000 de francs;

5.000 actions de dividende.

État :

22.000 actions de capital, série A, entièrement libérées.

Groupe :

3.000 actions de capital, série B, entièrement libérées par un versement de 3.000.000 de francs.

3. OBLIGATIONS.

La Société peut, en tout temps, par décision du Conseil d'administration, émettre des obligations hypothécaires ou autres.

Aussi longtemps que l'État justifiera de la possession de la moitié au moins des actions privilégiées numérotées de 1 à 36,000 et des actions de dividende

Le Conseil administratif peut, notamment, faire tous emprunts à court et à long terme, consentir tous droits réels sur les biens sociaux, tant mobiliers qu'immobiliers, tels que privilèges, hypothèques, gages et autres.

numérotées de 1 à 35.000, l'émission d'obligations hypothécaires sera subordonnée à l'autorisation préalable du Ministre des Finances.

4. RÉMUNÉRATION DE L'APPORT DE L'ÉTAT.

36.000 actions privilégiées entièrement libérées de 500 francs chacune.

35.000 actions de dividende sans désignation de valeur.

22.000 actions de capital, série A, de 1.000 francs chacune.

Une redevance annuelle de 50 francs par mètre cube de frigorifique apporté (36.720 mètres cubes apportés, soit une redevance de 1.836.000 francs).

5. PARTICIPATION DE L'ÉTAT A LA SURVEILLANCE ET A LA DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ.

PROJET B. O.

Conseil d'administration. — Dix membres, associés ou non, de nationalité belge, nommés par l'assemblée et rééligibles, dont :

Quatre sur la proposition du Gouvernement;

Six sur la proposition des actionnaires autres que l'État.

Les décisions sont prises à la majorité des votants.

Les administrateurs représentant l'État ne peuvent opposer leur veto, qu'ensemble et collectivement, lorsque les décisions leur paraissent contraires aux intérêts de la collectivité belge ou de la Défense Nationale. Seul le Ministre de l'Industrie et du Travail pourra donner main-levée du veto.

Le Conseil se réunit chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige, et chaque fois que trois administrateurs au moins le demandent.

Le Conseil ne peut délibérer et statuer valablement que si l'un au moins des administrateurs de l'État et deux au moins des autres administrateurs sont présents.

Surveillance. — Les opérations de

PROJET A. O.

Conseil d'administration. — Trois membres au moins nommés par l'assemblée générale et rééligibles.

Un administrateur, en dehors des trois premiers, nommé directement par l'État.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des votants.

L'administrateur de l'État aura, au sein du Conseil d'administration, du Conseil général et de l'assemblée générale, un droit de veto suspensif de toute décision qui lui paraîtrait contraire aux intérêts de la collectivité belge.

Le Conseil se réunit chaque fois que l'intérêt de la Société le commande.

Le Conseil ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Surveillance. — La Société est sur-

la Société sont surveillées par quatre commissaires de nationalité belge, associés ou non.

Aussi longtemps que l'Etat belge justifiera de la possession de la moitié au moins des actions privilégiées numérotées de 1 à 36,000 et des actions de dividende numérotées de 1 à 35,000, deux des commissaires seront nommés par l'assemblée générale sur la proposition de l'Etat; les deux autres, sur la proposition des actionnaires autres que l'Etat.

veillée par un ou plusieurs commissaires dont l'assemblée fixera le nombre et les émoluments.

Conseil général. — Les administrateurs et les commissaires réunis forment le Conseil général. Celui-ci est présidé par le président du Conseil d'administration. Indépendamment de ses pouvoirs légaux et statutaires, le Conseil délibère extraordinairement sur les affaires qui lui sont soumises par le Conseil d'administration.

Les décisions sont prises et constatées de la même manière que celles du Conseil d'administration.

PROJET B. O.

6. — ASSEMBLEE GENERALE. — DROIT DE VOTE.

Chaque action privilégiée ou de dividende donne droit à une voix à l'Assemblée générale:

Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 74 des lois coordonnées sur les Sociétés commerciales, et aussi longtemps que l'Etat sera actionnaire, chaque actionnaire pourra prendre part au vote à raison de la totalité des actions privilégiées et des actions de dividende dont il justifiera la possession.

7. — REPARTITION DES BENEFICES.

Sur le bénéfice net (c'est-à-dire sur l'excédent du bilan, déduction faite des frais généraux et amortissements jugés nécessaires) il est prélevé :

a) 5 p. c. pour former la réserve

PROJET B. O.

Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède d'actions de capital et de jouissance.

Sur le bénéfice net (c'est-à-dire sur l'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges et amortissements nécessaires), il est prélevé :

1° 5 p. c. pour former la réserve

légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne $1/10^e$ du capital;

b) un premier dividende de 6 p. c. à chaque action privilégiée. (Ce premier dividende est récupérable, c'est-à-dire que, en cas d'insuffisance des bénéfices d'un exercice, il sera prélevé, avant toute affectation autre que la réserve légale, sur les bénéfices nets des exercices ultérieurs.)

Le surplus disponible est réparti, savoir :

a) 10 p. c. au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires ;

b) un second dividende de 2 p. c. à chaque action privilégiée entièrement libérée ;

c) $7 \frac{1}{2}$ p. c. au personnel à titre de gratification.

Le solde est réparti également entre toutes les actions de dividende.

légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne $1/10^e$ du capital ;

2° la somme nécessaire pour payer un intérêt de 6 p. c. aux actions de capital, série A ;

3° la somme nécessaire pour payer un intérêt de 6 p. c. aux actions de capital, série B.

Sur le surplus, il est prélevé :

a) 10 p. c. au profit du Conseil d'Administration ;

b) 20 p. c. pour l'amortissement du capital social par le remboursement au pair et par tirage au sort des actions des deux catégories, au prorata du nombre de titres de chaque catégorie.

Chaque action remboursée est remplacée par une action de jouissance de la série correspondante.

Le solde est réparti :

25 p. c. entre toutes les actions de capital et de jouissance, série A ;

75 p. c. entre toutes les actions de capital et de jouissance, série B.

8. — DISSOLUTION.

Après apurement des dettes et charges, l'actif net sert tout d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré des actions privilégiées.

Le surplus disponible est réparti, savoir :

a) la somme éventuellement nécessaire pour attribuer aux actions privilégiées, le premier dividende récupérable, *prorata temporis* ;

b) 5 p. c. pour le personnel.

Le solde est réparti également entre toutes les actions de dividende.

L'actif social servira :

1° à couvrir les charges de la Société et les frais de liquidation ;

2° à rembourser les sommes versées sur les actions ;

Le solde sera partagé à raison de 25 p. c. aux actions de jouissance, série A, et 75 p. c. aux actions de jouissance, série B.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 NOVEMBER 1924.

Wetsontwerp

betreffende de statuten van de naamlooze Vennootschap
der koel- en vriespakhuizen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Den 16^e Juli 1924, deelde de Heer Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg aan de Kamers van Volksvertegenwoordigers mede, dat, wegens de in den loop van zijn toespraak genoegzaam uiteengezette redenen, er was besloten « aan het bijzonder initiatief de zorg over te laten onze koel- en » vriesinstellingen te exploiteeren, maar aan de Regeering, die geen handel meer » drijven zou, de verzekering te behouden, dat de exploitatie, door bijzondere » personen bestuurd, nochtans ten profijte harer financiën zou worden gedaan ». Hij voorzag terzelfdertijd « het inrichten van eene vennootschap waarvan het kapi- » taal zou worden samengesteld door den inbreng, voor hun werkelijke waarde, » van de koel- en vriesinrichtingen en door het geld, dat door bijzondere personen » dient gestort ».

Die mededeeling bekwam goedkeuringsteekens van wege de meerderheid der vergadering, die er toe geneigd was eindelijk aan die zaak, in overeenstemming met de wenschen waarvan hij meermalen had laten blijken, eene oplossing te geven.

De oproep tot mededinging had plaats : aanbod werd verzocht door een groote openbaarmaking en ingevolge de aanbestedingsvoorwaarden, diende bedoeld aanbod « een volledig voorstel te bevatten, artikel per artikel opgemaakt, in den gewonen vorm van dergelijke akten, der statuten van bedoelde vennootschap.

Deze aanbiedingen moeten ten andere er toe strekken « met de hulp van den Staat-inbrenger, eene vennootschap op te richten, tot exploitatie der koel- en vriespakhuizen, thans eigendom van den Staat, alsmede van de daar bijbehorende fabrieken van kunstijs en hun isothermische vervoermiddelen ».

Op 11 October jl. werden twee ontwerpen neergelegd, welke gij algeheel in de bijlagen, met de inschrijving van hun opstellers, zult overgenomen vinden :

zij gaan uit : het eene van de « Banque d'Outremer et Consorts », het andere van de « Armement Ostendais et Consorts ».

Zij zijn voorgelegd geweest aan het onderzoek van een Comité samengesteld uit ambtenaren der Departementen van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg en van Financiën.

Dit college heeft het eensluidend advies uitgebracht, dat van de twee ontwerpen dit van de « Banque d'Outremer » voor den Staat het voordeeligst is en alle waarborgen voor een goede exploitatie oplevert.

Gij zult dit rapport eveneens in de bijlagen vinden.

Aangezien de Regeering de besluiten van het Comité aanneemt, verzoekt zij u er om, Mijnheeren, haar toe te laten deel te nemen aan de stichting der vennootschap, door de « Banque d'Outremer et Consorts » ontworpen.

De statuten van deze vennootschap spreken van intrinsieke voordeelen, welke in het rapport van het Comité worden in 't licht gesteld. Zij verzekeren aan den Staat een inkomen dat, berekend op de uitslagen van het loopend dienstjaar, 10.5 t. h. zou bereiken van de totale kosten der afgestane instellingen, ongeveer 30.000.000 frank.

Zij verzekeren hem ook de hoogere leiding over de exploitatie der thans bestaande koelinrichtingen, voorwaarde welke de Regeering noodig acht voor de bescherming van het openbaar belang.

Zij verkrijgt dezen laatsten waarborg niet alleen door de belangrijkheid harer bijdragen en de rechten verbonden aan de aandelen, welke zij uit dien hoofde zal hebben, maar ook door een recht van veto, waarover de vier beheerders, die den Staat in den schoot van den Beheerraad der vennootschap vertegenwoordigen, zullen kunnen beschikken.

Indien gij kennis wilt nemen van het rapport en de conclusies van de Interministerieële commissie, zult gij vaststellen dat het ontwerp, waaraan de Regeering haar toetreding heeft verleend, de meest gepaste formule verwezenlijkt.

Eenerzijds laat de Staat aan het particulier initiatief de zorg over om een zaak naar de regels van den handel te exploiteeren, zaak welke dient geleid zonder de administratieve belemmeringen, welke de werking er van vertragen, terwijl hij in de ruimste mate de geldelijke voordeelen zal genieten, welke ongetwijfeld uit deze wijze van exploiteeren zullen voortspruiten.

Anderzijds, is het openbaar belang beschermd door het toezichtsrecht, en in voorkomend geval, het recht van veto, dat de lasthebbers van den Staat in den schoot van den beheerraad zullen kunnen uitoefenen.

Dank aan dit toezicht en aan dit gezag van de openbare machten, verdwijnt alle gevaar van monopolie en is het verleen van voorrechten aan particulieren ter zijde gesteld.

Indien de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aannemen, dan zal de bedrevenheid van bijzonder bevoegde zakenmensen ten dienste van eenieders belang worden gesteld.

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

PAUL TSCHOFFEN.

BIJLAGEN

KOHIER VAN LASTEN

**betrekkelijk de deelneming in eene uitbatingsvennootschap
der koel- en vriesinrichtingen van den Staat.**

ARTIKEL ÉÉN. — De toewijzing heeft tot doel aanboden in te zamelen, strekkende tot de stichting, met de medehulp van den Staat-inbrenger, van eene uitbatingsvennootschap der koel- en vriesstapelhuizen thans eigendom van den Staat, van de kunstmatige ijsfabrieken, welke er zijn aangehecht, en van hunne isothermische vervoersmiddelen,

ART. 2. — Deze aanboden zullen een volledig ontwerp der standregelen van bedoelde vennootschap, artikel per artikel in den gewonen vorm van soortgelijke akten opgemaakt, moeten uitmaken. Dit ontwerp zal namelijk, het kapitaalsbedrag, zijne splitsing, zijne verbeelding en zijne gebeurlijke vergoeding vaststellen.

ART. 3. — Zich eene volkomene vrijheid van oordeel en besluit voorbehoudende, vereischt de Regeering dat deze standregelen aan de hiernavermelde onontbeerlijke voorwaarden zouden voldoen :

a) de vennootschap zal zich alle aankoop- of verkoopverrichtingen van koopwaren gewoonlijk door de koude bewaard, ontfangen;

b) de vennootschap zal geen deel mogen nemen, noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks, in andere ondernemingen, vereenigingen of maatschappijen, welke het aankopen of verkoopen van koopwaren gewoonlijk door de koude bewaard, zouden doen;

c) de vennootschap zal vrij blijven, buiten de verplichtingen door het huidig lastenkohier opgelegd, alle nijverheids- of handelsverrichtingen te ondernemen, betrekkelijk de behandeling, de opstapeling, het vervoer, de verzending of de uitdeeling van waren of materiaal, welke de nijverheid van het koud betreft;

d) de koel- en vriesstapelhuizen, welke den Staat zal inbrengen, zullen, op gelijken voet, door al de personen, die zich naar de reglementen en tarieven zullen gedragen, mogen gebruikt worden;

e) evenals eene private zaak, waarvan de Staat echter verlangt dat zij het karakter en de gebruiken verkrijge, zal de vennootschap jaarlijks zich belasten met de voldoende sommen tot aflossing en reserve om aan haar domein de duurzaamheid en de uitbreiding zijner technische hoedanigheden te verzekeren, waarborgen der opbrengst, welke de Staat ervan verwacht voor de openbare Schatkist en de algemeene belangen van het land;

f) zonder zich in het dagelijksch beheer der onderneming, dat hij aan zaaklieden wil overlaten, te willen innemen, zal de Staat de hooge hand hebben over dezes richting; deze macht zal hem toegekend zijn, niet alleenlijk om reden van

het betrekkelijk belang zijner inbrengsten of der aanklevende rechten, maar door een vetorecht in den schoot van den beheerraad, recht, door hetwelk deze tegenwoordigers alle beslissingen, welke nadeelig zouden blijken voor de interessen der Belgische gemeenschap, zullen mogen schorsen.

Art. 4. — De Staat doet inbreng ter vennootschap, van de koel- en vriesinrichtingen, stapelhuizen en allerhande materiaal die hij tegenwoordig bezit. Deze inbreng is in bijlage I van het huidig lastenkohier bepaald en uiteengezet door de bewoordingen welke door den aanbieder letterlijk zullen moeten overgeschreven worden in het aan de aanbidding gehecht ontwerp der standreglen.

Art. 5. — De aankoopwaarde (oorspronkelijke waarde) van den inbreng van den Staat zal op 31 December 1924, belopen tot omtrent 29.945.000 frank, zich aldus splitsende :

Gronden en gebouwen	fr. 16.350.000
Grof materiaal	8.420.000
Klein materiaal	265.000
Mobilair	395.000

Isothermische wagens :

36 amerikaansche wagens (25 t.)	fr. 1.247.000
25 wagens, type Belgische Staat (15 t.)	608.000
20 nieuwe wagens, type W. D. (15 t.)	510.000
	2.365.000
Vrachtauto's (2 Berna)	134.000
Autotractor	15.000
Verscheidene voorraden	713.000
Ijsvoorraden	5.000
Kosten van eerste inrichting	1.283.000
Samen.	fr. 29.945.000

Art. 6. — Ten titel van aanwijzing, wordt er door den Staat verklaard, dat voor het dienstjaar 1923, de uitslagen der uitbating de volgende cijfers vertoonden :

Uitbatingsontvangsten	fr. 4.846.175
Uitbatingsuitgaven	» 2.302.896

Deze uitgaven begripen alle jaarwedden, dagloonen, verscheidene verbruiken, algemeene kosten zonder aflossingen.

De bekomen uitslagen voor het dienstjaar 1924, tot 30 Juni, leveren volgende cijfers op :

Uitbatingsontvangsten	fr. 3.317.252
Uitbatingsuitgaven	» 1.032.064

Art. 7. — Daar de stichting zelf der vennootschap na keus door de Regeering van een medebedingende, aan de goedkeuring der Kamers hoeft onderworpen te

worden, moet er in aanmerking genomen worden dat de onderneming slechts ten vroegste op 1 Januari 1925 zal kunnen aanvang nemen.

Art. 8. — Elk ontwerp, aan het oordeel der Regeering onderworpen, zal vergezeld zijn van de schriftelijke verbintenis, het kapitaal — geldspeciën — noodig tot den goeden gang der vennootschap, te onderschrijven. Deze verbintenis zal moeten genomen worden, gezamenlijk of afzonderlijk, door een aantal natuurlijke of zedelijke personen, van Belgische aanhoorigheid, voldoende om geldiglijk, met den Staat, de vennootschap waarvan spraak in artikel één, te stichten.

Elke gedeeltelijke of geheele afstand van het voordeel der toewijzing zal niet kunnen geschieden op straf van terugtrekking van dit voordeel zonder uitdrukkelijke toelating van de Regeering.

Art. 9. — De aanbiedingen zullen moeten toegezonden worden, onder den vorm aangeduid in bijlage II en uiterlijk op 11^e October 1924, te 10 uur, aan den Heer Préaux, Bestuurder bij het Beheer der Domeinen, Arenbergstraat (Duitsche Bank, 2^e verdiep, n^o 97).

Deze welke ter post zouden nedergelegd zijn geweest, zullen onder aangeteekenden omslag moeten toegestuurd worden en den 10^e Oktober toekomen aan M. Préaux.

Zij zullen onder dubbel omslag geplaatst worden ; de buitenste omslag zal het adres van M. Préaux vermelden, de binnenste omslag, het opschrift : « Ontwerp » van vennootschap, afgegeven gelijkvormig het lastenkohier betreffende de « deelneming in eene uitbatingsvennootschap der koel- en vriesinrichtingen van » den Staat, door MM. (naam en voornamen) of door . . . (firma). »

De aanbiedingen zullen in 't openbaar geopend worden op elfden October 1924, te elf uur, door M. Préaux, te zijnen bureele (Arenbergstraat) in bijwezen van een afgevaardigde van den heer Minister van Financiën en van een afgevaardigde van den heer Minister van Nijverheid en Arbeid.

Proces-verbaal der opening zal opgemaakt worden, deze bewerking slechts voor doel hebbende de regelmatige ontvangst der aan den heer Préaux toegezonden aanbiedingen vast te stellen.

De Regeering behoudt zich een tijdperk van dertig dagen vóór, ten dage van 11 October 1924 om uitspraak te doen over de aanneming der aanboden, onder voorbehoud der goedkeuring waarvan spraak in artikel 7.

EERSTE BIJVOEGSEL VAN HET LASTENKOHIER.

Beschrijving der inbrengsten van den Staat.

Art. 6. — De Belgische Staat, vertegenwoordigd door den Heer Minister van Financiën en door den Heer Minister van Nijverheid en Arbeid, doet in de tegenwoordige Vennootschap totale inbrengst zonder eenig voorbehoud, van de koel- en vriesstapelhuizen door hem thans in België uitgebaat in de volgende steden en gemeenten :

Antwerpen, Aarlen, Oudenaarde, Bressoux, Brussel, Gent, Marcinelle, Namen, Péruwelz en Ieperen, in de bewoordingen en voorwaarden, waarin hij ze ten huidigen dage zelf bezit of gebruikt, de gebouwen met hunnen inhoud, zonder

eenige uitzondering noch voorbehoud en zonder andere beperking dan deze der rechten van allen aard van den Staat zelve.

Aangaande die inbrengsten, doet de Belgische Staat, alzoo vertegenwoordigd, de volgende verklaringen en aanduidingen, gegeven alleenlijk ten titel van aanwijzing en zonder beperking :

I.

Koel- en vriesstapelhuis van Antwerpen.

De inbreng bestaat in de volgende zaken, goederen en rechten :

Het stapelhuis is gelegen onder den hangar 81 van het kanaaldok en op den aanpalenden grond. Men heeft er toegang langs het kanaaldok (schepen), en langs de groote wegenis (vracht-autos) en het is verbonden met de Staatsspoorwegen.

Het bevat namelijk :

Het eigenlijke stapelhuis, eene oppervlakte beslaande van 1,125 vierkante meters. Zeven onafhankelijke koude zalen, een overgangsas, eene verkoude ladingskaai, twee bevroesbakken bevoorraad door de waterverdeelingsdienst der stad Antwerpen.

Zaal der machienen, eene oppervlakte beslaande van 820 vierkante meters, verbonden in hooge spanning met de Société d'Electricité de l'Escaut : drie ammoniakpressers, welke werken bij middel van drie electricke motors, het water loopende in de koelvaten wordt genomen in het kanaaldok.

Bergplaats, onontpofbare inrichting voor naphta, toestel om de olie in tes laan.

Eetzaal en lokaal voor de ovens der middenverwarmingstoestellen.

Woonhuis en kantoren met verdiepen. — Twee kantoren, zeven woonplaatsen.

Er bestaan kontrakten en overeenkomsten voor de bezetting van een deel der lokalen het ingebrachte koel- en vriesstapelhuis uitmakende :

Eene overeenkomst van korten duur met het Ministerie van Landsverdediging voor het huren van 6,000 kubieke meters op voet van 10 frank den kubiek meter per maand.

Een lokaal dienende voor kantoor is verhuurd voor 75 frank per maand, te rekenen van 15^e Februari 1923 voor eenen duur van een jaar met stilzwijgende vernieuwing.

Een ander lokaal dienende voor kantoor verhuurd in dezelfde voorwaarden te rekenen van 1^e Mei 1923.

Een lokaal dienende voor bergplaats is verhuurd op voet van 250 frank per maand te rekenen van 1^e November 1923, voor eenen duur van drie maanden met stilzwijgende vernieuwing.

Twee kleine lokalen dienende voor kantoor zijn verhuurd voor een tijdvak van drie maanden, te rekenen van 1^e Juni 1924, op voet van 150 frank per maand, met stilzwijgende vernieuwing.

Een lokaal dienende voor kantoor is verhuurd in dezelfde voorwaarden, op voet van 125 frank te maande.

Een lokaal dienende voor kantoor is verhuurd in dezelfde voorwaarden, op voet van 75 frank te maande, te rekenen van 15 Juni 1924.

Een lokaal dienende voor kantoor is verhuurd op voet van 250 frank te maande sedert 22^e November 1922, voor een tijdvak van zes maanden met stilzwijgende vernieuwing.

En een lokaal dienende voor kantoor is verhuurd in dezelfde voorwaarden van termijn, te rekenen van 15^e Juli 1924, mits 150 frank te maande.

Het koel- en vriesstapelhuis met al zijne inrichtingen is opgebouwd door den Staat-inbrenger en te zijnen koste.

De eigendom van het grondvlak van den hangar in denwelken het stapelhuis met zijne afhankelijkheden is opgericht, alsmede van den grond welke ervan afhangt, samen met den eigendom van andere gronden begrepen in de werken van het kanaaldok en van de 2^e en 3^e darsen, heeft tusschen den Staat en de Stad het voorwerp uitgemaakt van zekere ontwerpen van overeenkomsten vroeger gesloten.

Dienaangaande alle rechten wederzijds voorbehouden, is er tusschen den Staat-inbrenger en de stad Antwerpen, op 29^e Augustus 1924, eene overeenkomst tot stand gekomen, welke is geregistreerd geworden, waarvan de bewoordingen moeten aanzien worden als hier letterlijk neergeschreven, en luidens welke overeenkomst, namelijk :

De stad Antwerpen erkent aan den Staat-inbrenger het gebruiks- en uitbatingsrecht toe van het koel- en vriesstapelhuis hiervoren vermeld, voor een tijdperk dat zal eindigen op 31 December 1954, den Staat gemachtigd zijnde, ten zijnen uitsluitelijken koste, zulke veranderingen aan te brengen, die hij zou nuttig of noodig oordeelen tot den goeden gang der handelszaken, maar op voorwaarde, aan het eigendom zijne huidige bestemming van koel- en vriesstapelhuis te behouden, dit eigendom in dien staat en met deze bestemming dienende teruggegeven te worden bij het verstrijken van het tijdperk.

Er moet in de kas der Stad Antwerpen eene jaarlijksche vergoeding van fr. 86.765.40, betaalbaar per trimester en bij voorbaat, gestort worden. Alle belastingen en taksen zijn ten laste van den Staat, alsook alle onderhoudswerken en groote herstellingswerken gedurende den ganschen duur der overeenkomst.

Er wordt bedongen, dat indien, bij het eindigen der overeenkomst, de Stad Antwerpen besloot het gebruik en de uitbating van het stapelhuis door eenen derde te laten voortduren, de Staat een voorkeurrecht zal hebben, bij gelijke voorwaarden, voor nieuwe opvolgentlijke tijdperken van 30 jaar, het bedrag der jaarlijksche vergoeding mogende nochtans herzien worden, behalve akkoord tusschen partijen en rekening houdende met de omstandigheden.

Bij het verstrijken der overeenkomst van 29^e Augustus 1924 of van de verlengde overeenkomst, zal de Stad Antwerpen bezit nemen van de gebouwen van het stapelhuis zooals zij zullen bestaan op dat oogenblik, niets uitgezonderd of voorbehouden, de gebouwen met gansch hunnen inhoud; de Stad Antwerpen behoudt zich evenwel het vermogen vóór, van de geheele ontruiming te eischen der plaatsen en hunne herstelling in hunnen oorspronkelijken staat, ten koste, risico en perikel van den Staat.

De Belgische Staat-inbrenger is gemachtigd het voordeel van het kontrakt met zijne lasten en verplichtingen af te staan bij wege van inbreng of anderszins.

Alles samengenomen, bestaat de tegenwoordige inbreng dus in den eigendom der inrichtingen van het koel- en vriesstapelhuis, volgens de bewoordingen en voorwaarden hierboven uiteengezet, en in het voordeel der overeenkomst van 29^e Augustus 1924, wel verstaan zijnde dat de tegenwoordig gestichte vennoot-

schap in de plaats is gekomen van den Staat-inbrenger zoowel tegenover de stad Antwerpen als tegenover alle anderen, in al de rechten, voordeelen, lasten en voorwaarden voortspruitende voor hem uit bovenbedoelde overeenkomst, zonder eenig uitzondering noch voorbehoud.

De tegenwoordig gestichte vennootschap is uitdrukkelijk in de plaats gesteld van den Staat-inbrenger betrekkelijk alle verhaal van dezen laatste, tegen alle bouwmeesters of andere personen die het zal behooren, uit hoofde van alle welkdanige gebreken, inzonderheid alle gebreken van bouwing aan de inrichtingen van het thans ingebrachte stapelhuis.

De vennootschap zal de uitoefening van die gebeurlijke verhalen tot hare eigene zaak maken, te haren koste, risico en perijkel en te haren uitsluitelijken voordeele, het alles zonder eenige tusschenkomst van den Staat.

II.

Koel- en vriesstapelhuis van Aarlen.

De inbrengst bestaat uit de volgende zaken, goederen en rechten :

1^o De eigendom der gebouwen van het eigenlijke stapelhuis, gelegen in de afhankelijkheden van de Statie van den IJzeren weg van Aarlen; dit laatste is verbonden met den spoorweg van den Staat en men heeft er toegang langs den ingang van de goederenstatie.

Deze gebouwen bedekken eene oppervlakte van 180 vierkante meter; zij zijn opgericht geworden ten koste van den Staat, op eenen grond, welke deelgemaakt heeft van de percelen destijds gekadastréerd sectie A, nummers 1545 en 1546; bedoelden grond werd tot die doeleinden aan den Staat-inbrenger overgegeven, door den Heer Minister van Financiën van België, Beheer der Domeinen, ingevolge proces-verbaal in dato 15^e November 1921, ten tijdelijken titel, zonder vaststelling van termijn en onder last van jaarlijks, ten vervaldage van 15^e November, eene som te storten van 15 frank.

Deze grond was aangekocht geweest jegens M. Désiré-Joseph Marchal, te Brussel, volgens akte van den Notaris Maréchal, te Rochefort, in dato van 17^e November 1858, en naderhand overgegeven aan het Beheer der Domeinen op 21^e Juni 1920.

2^o Het genot eener zaal der machienen, met afhankelijkheden, dewelke ingericht is in den ondergrond van het gebouw der tolrechten, in drie der vijf kelders uitmakende het openbaar stapelhuis der stad Aarlen. Dit genot is aan den Staat-inbrenger toegestaan geweest ten kosteloozen titel, door de stad Aarlen, bij brief in dato 28^e April 1920, gevolgd door de goedkeuring van den Heer Minister van Financiën, gegeven bij zijnen brief van 1^o Juli 1921.

De huidige gebouwen en inrichtingen zijn opgericht geweest door den inbrenger, op zijne kosten, en bevatten namelijk :

Het eigenlijke stapelhuis, gebouw met gelijkvloers en verdiep onder kappen;
Zaal voor machienen met drijfkracht, bergplaats, magazijn, werkhuis, kantoren.

Twee elektrieke motors, riemen, twee pressers Lebrun en een electrisch hijschtoestel.

Verbinding in lage spanning met de Centrale van de Statie van Aarlen en met den sector Seraing-Extension.

Het koel- en vriesstapelhuis werd in huur gegeven aan de Naamlooze Vennootschap J. Lambert, hebbende haren maatschappelijken zetel te Libramont, in staat van volledig gereedschap en in marschorde, voor eenen termijn van negen naeenvolgende jaren hebbende ingang genomen op 1^{re} Mei 1923, om van rechtswege en zonder opzeg te eindigen den 1^{re} Mei 1932 met het vermogen voor den pachter de huur te verbreken na het verstrijken van het derde of zesde jaar, en mits de jaarlijksche huursom van :

5.000 frank voor het eerste jaar,

8.000 — — tweede jaar,

en 12.000 — voor de volgende jaren, betaalbaar per kwartaal en bij voorbaat boven alle welkdanige belastingen, grondlasten, taxen en lasten.

Eene som van 3.000 frank werd gestort in handen van den inbrenger ten titel van waarborg.

Deze waarborg zal aan de vennootschap overhandigd worden onder zulke verplichtingen als naar rechten.

Bovenstaande pacht is gemaakt geweest in onderhandschen vorm en is geboekt geweest.

III.

Koel- en Vriesstapelhuis van Oudenaarde.

De inbrengst bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het koel- en vriesstapelhuis, hetwelk gelegen is te Oudenaarde, Moerasstraat (nabij de statie van den IJzeren weg) met al zijne afhankelijkheden, het geheel eene oppervlakte beslaande van 878 vierkante meters, en deel der alhier ingebrachte goederen, zijnde gekadastréed geweest sektion A, n° 138.

De Staat-inbrenger is eigenaar der uitgebrachte onroerende goederen, te weten :

De grond was toegestaan geweest ten titel van cijnspacht door de Burgerlijke Godshuizen van Oudenaarde, aan den Heer Paul Devos, nijveraars te Oudenaarde, voor een termijn van 27 naeenvolgende jaren ingang genomen hebbende met 1^{re} Januari 1914, mits eene jaarlijksche vergoeding van 148 frank 54 centiem, zoo blijkt uit eene akte ontvangen door M. Temmerman, notaris te Oudenaarde, den 27^{de} Maart 1915, overgeschreven ten kantore der grondpanden te Oudenaarde, den 28^{de} April 1915, boek 2076, n° 29.

Volgens akte verleden vóór M. De Temmerman, notaris voornoemd, den 10^{de} Maart 1920, overgeschreven ten kantore der grondpanden te Oudenaarde, op 13^{de} April 1920, boek 2382, n° 34, heeft de Heer Devos aan den Staat-inbrenger den eigendom der gebouwen afgestaan, welke hij op den voorgeschreven grond heeft opgericht, samen met al de rechten in den kwestieuzen cijnspacht.

En de eigendom van den grond is door den Staat-inbrenger aangebracht geweest jegens de Burgerlijke Godshuizen van Oudenaarde, zooals het blijkt uit de brieven der Godshuizen, in dato 1^{re} Maart 1924 en 11^{de} Maart 1924 en uit de

overeenkomst van den Minister van Nijverheid en Arbeid in dato 19^e Maart 1924. De authentieke akte van verkoop zal binnen kort verwezenlijkt worden zoodra aan de Godshuizen-verkoopters de toelating zal verleend geweest zijn door de Bestendige Afvaardiging der Provincie Oost-Vlaanderen.

De gebouwen die bestonden tijdens den aankoop welke er door hem van gedaan werd, zijn door den Belgischen Staat in orde gebracht geweest met het oog op hunne huidige bestemming; de Belgische Staat heeft nieuwe gebouwen doen oprichten alsook de thans bestaande inrichtingen.

Het hier ingebrachte stapelhuis bevat namelijk, boven de vries- en afkoelingsinrichtingen :

Zaal met drijfkrachtmachines van twee motors met armgas, perszaal met twee pressers Fixary, bergplaats, werkhuis, kantoor, woning geschikt boven de zaal der motors, een batterij accumulateurs, twee groepen moto-pompen, een electrische motor, twee doorzijsende putten, welke het in het koelvat loopende water leveren.

Er bestaan, betrekkelijk het hieringebracht koel- en vriesstapelhuis :

Vier huurovereenkomsten van ruimte-inhoud voor een totaal van 278 kubieke meters, van korten duur, met stilzwijgende vernieuwing.

Een lokaal gebruikt voor kantoor is bezet mits 75 frank per maand, met vervalldag op den 15^e, voor eenen termijn van zes maanden, met stilzwijgende vernieuwing.

En een ander lokaal dienende voor kantoor is bezet mits 75 frank per maand, met vervalldag op den 1^e, voor eenen termijn van drie maanden, met stilzwijgende vernieuwing.

IV

Koel- en vriesstapelhuis van Bressoux.

De inbrengst bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het koel- en vriesstapelhuis, hetwelk gelegen is te Bressoux, avenue de la Gare, nevens de statie, de toegang heeft plaats langs den openbaren weg, het stapelhuis is verbonden aan den ijzeren weg van den Staat, en het beslaat, in zijn geheel, eene oppervlakte van 3.529 vierkante meters.

De Staat is eigenaar van het koel- en vriesstapelhuis, om de thans bestaande gebouwen, lokalen en inrichtingen te doen hebben oprichten, in orde brengen en aanpassen; en van den grond met de gebouwen welke er alsdan bestonden, om er den aankoop van te hebben gedaan als volgt, te weten :

a) een eigendom, wijk « Troulouette », woning en alle afhankelijkheden, fabriek, hof en tuin, met eene totale oppervlakte van 2.002 m², 20 dm², gekadastréerd sektion A, nummers 219 h3, i3, k3, l3, m3, en 293 m², jegens Pieter-Hendrik Debrus, te Bressoux, volgens akte ontvangen door den notaris Laurent, uit Luik, den 26^e Februari 1920, overgeschreven ten kantore van grondpanden te Luik, den 8^e Maart daarna, boek 259, n° 8;

b) een eigendom begrijpende huis en grond gelegen ter zelfde wijk; gekadastréerd sektion A, nummers 293k en 293m² deel, inhoudende 1.223 m², 11 dm², en een perceel grond gelegen op zelfde plaats, inhoudende in oppervlakte, 4 m²;

47 dm², gekadastraerd sectie A, n° 293 m² deel, jegens den heer Servaix-Thone, uit Luik, luidens eene akte houdende ruiling en verkoop, verleden vóór den notaris Nagant, te Bressoux, den 12ⁿ Augustus 1920, overgeschreven in het 2^e kantoor der grondpanden te Luik, den 17ⁿ Augustus daarna, deel 312, n° 24;

c) een streepje grond met eene oppervlakte van 20 vierkante meters van het perceel gelegen, rue du Moulin, sectie A, n° 298d, jegens de Naamlooze Vennootschap « Ancienne Société Liégeoise pour l'achat et la construction de maisons d'ouvriers », luidens eene verkoopakte verleden vóór notaris Remy, te Luik, den 24ⁿ Januari 1921, overgeschreven in het 2^e kantoor der grondpanden te Luik, den 8ⁿ Februari 1921, boek 371, n° 20;

d) een huis met bijgebouw en tuin, place de la Gare, 18, sectie A, n° 219 q3, voor 185 vierkante meters, jegens Albert-Jacques-Joseph Wayaffe, te Bressoux, volgens akte verleden vóór den notaris Nagant, te Bressoux, den 16ⁿ Juni 1921, overgeschreven in het 2^e kantoor van grondpanden te Luik, den 29ⁿ Juni daarna, boek 415, n° 12;

e) en een huis gestaan rue Troulouette, sectie A, nummers 219 r3, van 75 vierkante meters en eenen weg terzelfde plaats, sectie A, n° 219 g4, van 15 vierkante meters, jegens den heer Nicolas Dome, te Bressoux, volgens akte verleden vóór den notaris Nagant, den 16ⁿ Juni 1921, overgeschreven in het 2^e kantoor van grondpanden te Luik, den 29ⁿ Juni 1921, deel 415, n° 13.

De gebouwen en inrichtingen van het stapelhuis bevatten namelijk :

Vrieszalen — ladingskaaien.

Machienzalen : lokalen voor afkoelingsmachienen en drijfkrachtmachienen, magazijn.

Bergplaats, werkhuizen, lokaal voor bevrizzer, kantoor inhoudende vijf lokalen.

Drie woningen.

Drijfkrachtmachienen : een motor Diesel-Winterthur, kabien met hooge spanning.

Afkoelingsmachienen : twee pressers Sulzer en een presser Lebrun.

Putten, welke het in het koelvat loopende water leveren, een bevrizzer.

Er bestaan, betrekkelijk het koel- en vriesstapelhuis, de volgende huurovereenkomsten :

Acht huurovereenkomsten van ruimte-inhoud, voor een totaal van 1.128 kubiek-meter, van korten duur (drie en zes maanden), met stilzwijgende vernieuwing.

Huurovereenkomsten voor vier zoutbakken (10 kubiek-meter voor het geheel), op voet van 25 frank per bak en per maand.

Eene woning is bezet mits een maandelijkschen huurprijs van 90 frank, betaalbaar den eersten, voor eenen termijn van één jaar.

Eene woning is bezet mits een maandelijkschen huurprijs van 75 frank per maand, betaalbaar den eersten, voor eenen termijn van één jaar.

Twee lokalen zijn bezet ieder mits 150 frank per maand vervallende den eersten, voor eenen duur van zes maanden met stilzwijgende vernieuwing.

Een lokaal is gebruikt voor eenen duur van drie maanden, met stilzwijgende vernieuwing, mits 150 frank per maand.

Eene bergplaats met werkhuis wordt gebruikt mits 400 frank te maande, voor eenen duur van zes maanden met stilzwijgende vernieuwing.

V.

Koel- en vriesstapelhuis van Brussel.

De inbrengst bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het koel- en vriesstapelhuis van Brussel, hetwelk gelegen is te Brussel (oud-grondgebied van Schaerbeek), Werkhuizenkaai, n^o 110 tot 121, langs het Kanaal van Brussel naar den Rupel, hebbende toegang langs den openbaren weg en langs het kanaal van Willebroeck (met eene overzetbrug).

Het stapelhuis is verbonden met den Staatsspoorweg en beslaat eene oppervlakte van omtrent 1 Ha. 32 aren; de grond is hiervoren gekadastrceerd geweest sektie F, n^o 613n, van de gemeente Schaerbeek; hij paalt of heeft bepaald : aan de kaai, aan de Gasfabriek der stad Brussel, aan de Zenne en aan den Belgischen Staat.

De huidige gebouwen en inrichtingen zijn opgericht geweest door den Staat-inbrenger op eenen grond waarvan beslissende overgave heeft gedaan geweest in naam van den Minister van Financiën — Beheer der Domeinen — aan den Minister van Nijverheid en Arbeid, den 6^{en} Januari 1923. Deze grond maakte deel uit der voortaan beschikbare innemingen, aangekocht door de Naamlooze Vennootschap « Canal et Installations Maritimes de Bruxelles », voor de uitvoering der werken voorzien door de wet van 19^{en} Augustus 1897, en de Staat was er eigenaar van geworden zooals het blijkt uit eene akte verleden vóór den Gouverneur van Brabant, den 22^{en} Maart 1906.

Het tegenwoordig ingebrachte stapelhuis bevat namelijk :

Het eigenlijke stapelhuis, met ladings- en lossingskaaien, vier verdiepingen bestaande ieder uit vier zalen en vier verkoelers, ruime zolder, bevroeszaal in den ondergrond, vier lijschtoestellen voor de vrachten en een voor 't personeel.

Machiensaal in hooge spanning verbonden met de « Société Bruxelloise d'Electricité », twee pressers, twee motors, een groep omzetter, vier doorziggende putten.

Twee bevroesbakken.

Beigplaats. Inrichting voor nafta en olie.

Kantoor.

Herstellingswerkhuis met draaibanken, schroefbank, zaag voor metalen, twee boren, twee paar maalsteenen, schaaftanken, smis.

Middenmagazijn. — Kantoor, vier schappen met 210 kassetten, een étagère, een ladingsvloer.

Gebouw dienende tot spekslagerij : twee kelders, vier plaatsen op het gelijkvloers, twee lokalen onder de kappen met de eringerichte machienen en materiaal.

Er bestaan vijf huurovereenkomsten voor een totaal van 2.660 cubieke meters van korten duur (6 maanden), met stilzwijgende vernieuwing, en eene overeenkomst van 640 cubieke meters, welke evenwel verbroken is met den 15^{en} Oktober aanstaande.

VI.

Koel- en Vriesstapelhuis van Gent.

De inbrengst bestaat in de volgende zaken, goederen en rechten :

A. - 1° Het voordeel van de pacht toegestaan door de Stad Gent, ten profijte van den Belgischen Staat op een deel van den hangar n° 26, gelegen te Gent, aan de Voorhaven, met eene oppervlakte van 2.200 vierkante meters boven de vrije beschikking over den beschikbaren grond gelegen tusschen het uiteinde noord van dien hangar en de bijgelegen afsluiting, 't zij op de benaderde wijze 13^m 50 in lengte en 14 meters in breedte.

De prijs der huur, bepaald op voet van drie frank den vierkante meter, beloopt 6.660 frank 's jaars, hij is betaalbaar per kwartaal en bij voorbaat. De pacht is gesloten voor een termijn van dertig jaar, ingang nemende met 1^o Juni 1920.

Alle belastingen moeten door den huurder afgedragen worden.

De Belgische Staat heeft aan de Stad Gent eene jaarlijksche invoer gewaarborgd van 18.000 ton minimum (door zeeschepen Moorsom) een jaarlijksche ontvangst van 8.400 frank kaairechten verzekerende. Voor ieder 1000 ontbrekende tonnen, moet de Staat een som van 450 frank bijleggen en de Stad behoudt het recht op de kaai te laten vastleggen, vóór het verhuurde deel, deze schepen welke ze zal geschikt oordeelen, in geval van niet bezetting door de schepen van den huurder.

De huurder is gemachtigd op de verhuurde plaatsen een koel- en vriesinrichting op te richten en hij heeft het recht naderhand af te breken hetgeen hij zal opgericht hebben.

Bij het verstreken van de pacht, mag de Stad Gent, naar keuze, de overgave eischen van den hangar in zijnen vorigen toestand, of zonder vergelding al de wijzigingen gedaan aan de gebouwen behouden. In dit laatste geval heeft de Stad Gent het recht weder te koopen van den huurder, volgens schatting van deskundigen, al de gereedschappen, het materiaal en de voorraad, die zich in den verhuurden hangar zouden bevinden.

De pacht hiervoren is gemaakt geweest in onderhandschen vorm, in twee oorspronkelijke schriften, gedagteekend uit Gent, den 31^o Maart 1921, en geboekt naar volgende relaas : Enregistré par le Receveur soussigné, deux rôles, deux renvois, à St-Josse ten Noode, le 11 mai 1921, volume 373, folio 55, case 6. Gratis. Le Receveur (signé). Illisible.

2° De eigendom van al de gebouwen, koel- en vriesinrichtingen en andere, opgericht door den Staat op den grond hierboven beschreven en welke namelijk bevatten :

Koel- en vriesinrichtingen : vier koude zalen op het gelijkvloers en vier koude zalen op het verdiep ; vijf luchtverkoelers.

Zaal der machienen : lokalen voor motors, voor gazvoortbrengers, voor pressers, voor bevroezers en voor de kolen, een werkhuis.

Bergplaats en afhankelijkheden.

Er bestaat eene verbinding met den Staatsspoorweg.

De toegang tot het stapelhuis geschiedt langs den openbaren weg en langs het kanaal van Gent naar Terneuzen.

Het stapelhuis beslaat eene oppervlakte van 1.910 vierkante meters.

B. — Den vollen en uitsluitelijken eigendom der kantoren, woonhuizen en afhankelijkheden, gelegen te Gent, Meulesteedschen steenweg, zijnde gekadas-treerd geweest sektie A, n^o 3447a en inhoudende eene oppervlakte van 545m²30 en namelijk bevattende :

In het gebouw Meulesteedschen steenweg :

Op het gelijkvloers : bergplaats, werkhuis en kantoor.

Op het verdiep : woning.

In het bij het stapelhuis bijgevoegd gebouw : letter A hierboven :

Op het gelijkvloers : kantoren.

Op het verdiep : drie kamers.

De nijverheidsinrichtingen opgericht in het stapelhuis letter A begripen namelijk :

Drijfkrachtmachienen : twee overlans aancengesloten motors met arm gas Bollinckx ; een groep voortbrengende motors ; eene batterij accumulators, drie driefvoudige motors.

Koel- en vriesmachienen : drie pressers Lebrun.

Hijschtoestellen : Twee electrische hijschtoestellen.

Bevriezer onderhouden door het stadswater.

Het in het koelvat loopende water is geleverd door eene waterafleiding in het kanaal.

De inbrengsten beschreven onder letter B (eigendom Meulesteedschen steenweg) behooren aan den Staat-inbrenger toe, om er de gebouwen en inrichtingen van te doen oprichten hebben op eenen grond door hem van de stad Gent afgekocht, luidens eene akte verleden vóór den notaris Rombaut, te Gent, den 31^e October 1921, overgeschreven ten kantore der grondpanden te Gent, 22^e November daarna, deel 4200, nummer 16.

En de stad Gent was eigenares van dien grond krachtens artikel 3 der overeenkomst tot stand gekomen tusschen haar en den Belgischen Staat en goedgekeurd door de wet van 10^e Januari 1881.

Een deel van het stapelhuis werd in huur toegestaan onder de volgende voorwaarden, te weten :

Er bestaan :

Elf huurovereenkomsten van ruimte-inhoud voor een totaal van 1.948 kubieke meter, overeenkomsten van korten duur met stilzwijgende vernieuwing.

Een huurkontrakt van een woonhuis mits 4.000 frank 's jaars, ingang genomen hebbende op 15^e Januari 1923 voor een termijn van één jaar, met stilzwijgende vernieuwing.

Een huurkontrakt van een deel onroerend goed (bergplaats, werkhuis, magazijn, woning) mits 4.400 frank per jaar, hebbende zijn uitwetsel gekregen van af 1^e September 1923, voor eenen termijn van zes maanden, met stilzwijgende vernieuwing.

Een huurovereenkomst van een lokaal dienstig voor kantoor mits 125 frank per maand, hebbende ingang genomen den 1^e Februari 1924, voor eenen duur van zes maanden met stilzwijgende vernieuwing.

Eene huurovereenkomst van een lokaal gebruikt als kantoor mits 100 frank

per maand, te rekenen van 1^o Februari 1924, voor eenen duur van drie maanden, met stilzwijgende vernieuwing.

VII.

Koel- en vriesstapelhuis van Marcinelle.

De inbreng bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het koel- en vriesstapelhuis, hetwelk gelegen is te Marcinelle, rue de Marchienne, 115, toegang hebbende langs den openbaren weg en verbonden met de Staatsspoorwegen, met al zijne afhankelijkheden, niets uitgezonderd noch voorbehouden, het geheel beslaande een oppervlakte van 2.748 vierkante meter, 50 vierkante decimeter.

Toebehoorende aan den Staat, als volgt, te weten :

Een inhoud van 11 aren 80 centiaren grond, met de gebouwen welke toen bestonden, kelder, kantoren met kamers, groote uitstallingszaal, magazijn, stal en afdak, het alles gekadaastreerd sektion A, n^o 38 n2, 38 o2 en 38 c2, om er den aankoop van gedaan te hebben jegens M^{me} Adolphine-Céline Desmijtere, weduwe Désiré Degand, te Merbes-le-Château, volgens akte verleden vóór den notaris van Bastelaere, te Charleroi, den 4^o Juli 1920, overgeschreven op het 1^o kantoor van grondpanden te Doornijk, den 23^o Juni daarna, deel 282, n^o 10.

M^{me} Weduwe Degand was eigenares van dit goed om haar toebedeeld geweest te zijn bij eene akte van verdeeling verleden vóór den notaris Van Bastelaere voornoemd, den 1^o Juli 1913.

Een inhoud van 3 aren, 29 centiaren grond; met de gebouwen welke er toen op bestonden, zijnde een woonhuis met verdiep en afhankelijkheden, jegens Auguste-Désiré Degand, handelaar te Marcinelle, volgens akte verleden vóór den notaris Van Bastelaere, 4^o Juni 1920, overgeschreven in het 1^o kantoor van grondpanden te Charleroi, den 23^o Juni daarna, deel 282, n^o 11.

M. Degand bezat dien grond om er den aankoop van gedaan te hebben luidens eene akte verleden vóór zelfden notaris Van Bastelaere den 20^o Juni 1901.

Bij de gebouwen welke bestonden tijdens de aankopen hiervoren, heeft de Staat de noodige veranderingen en opschikkingen gedaan met het oog op hunne huidige bestemming, en hij heeft er nieuwe gebouwen en de bestaande inrichtingen bijgevoegd.

Een perceel grond inhoudende 1.493 vierkante meter, 58 vierkante decimeter, werd aangekocht door den Staat-inbrenger jegens het Departement van Spoorwegen, Zeewezen, Posten en Telegrafen, luidens eene verwisselingsakte opgesteld in den onderhandschen vorm, gedagteekend uit Charleroi, den 27^o Juli 1924, tot stand gekomen tusschen de vertegenwoordigers der Departementen van Spoorwegen, Zeewezen, Posten en Telegrafen, van Nijverheid en Arbeid, en van Financiën, Beheer der Domeinen.

Luidens zelfde akte, werd er afgestaan door den Staat-inbrenger, Departement van Nijverheid en Arbeid, aan het Departement van Spoorwegen, Zeewezen, Posten en Telegrafen eene oppervlakte grond van 283 vierkante meter, 4 vierkante

decimeter, deelsluitmakende der goederen aangekocht door den Staat-inbrenger luidens de hierboven vermelde akten ontrangen door den notaris Van Bastelaere te Charleroi, den 4^e Juni 1920.

Het stapelhuis bevat namelijk : vier bevroerszalen, overdekte ladingskaaien en ladingskaaien voor wagons.

Zaal der drijfkrachtmachines, lokaal voor motors, lokaal voor gasvoortbrengers, zaal der koel- en vriesmachines met werkhuis.

Bergplaats en onontploffbare instelling voor nafta.

Kantoren : op het gelijkvloers twee plaatsen ; op het verdiep vier plaatsen.

Woonhuis met afhankelijkheden.

Drijfkrachtmachines : twee motors arm gas Winterthur, twee electrieke motors Becquart ; voor de verlichting en de hulpdrijfkracht : kleine motor van den luchttrekker, van den gasvoortbrenger en den presser (verbonden in lage spanning met de « Société d'Electricité du Bassin de Charleroi, à Roux »).

Koel- en vriesmachines : twee pressers Sulzer.

Het in het koelvat loopende water is geleverd door een doorziggende put.

Een deel der lokalen van het stapelhuis is gebruikt en in huur gegeven.

Vijf huurovereenkomsten voor ruimte-inhoud voor een totaal van 636 cubieke meters van korten duur en met stilzwijgende vernieuwing.

Vier en twintig celletjes voor een totaal van 71 cubieke meters, bij overeenkomsten van korten duur, met stilzwijgende vernieuwing.

Twee plaatsen dienende voor kantoor mits 200 frank per maand, bij termijnen van zes maanden, met stilzwijgende vernieuwing hebbende aanvang genomen met 9^e Maart 1923.

Een lokaal dienende voor kantoor, bij termijnen van drie maanden, hebbende ingang genomen op 23 April 1923, met stilzwijgende vernieuwing, mits 125 frank per maand.

Een lokaal dienende voor kantoor, bij termijnen van drie maanden, met stilzwijgende vernieuwing, hebbende ingang genomen den 1^e Augustus 1923, mits 75 frank per maand.

Twee kleine plaatsen dienende voor kantoren, bij termijnen van zes maanden, met stilzwijgende vernieuwing, mits 75 frank per maand ingang genomen hebbende met 1^e November 1923.

VIII.

Koel- en vriesstapelhuis van Namen.

De inbreng bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het stapelhuis opgericht rue Fond d'Arquet, hebbende uitweg aan den openbaren weg, beslaande ene oppervlakte grond van 1.065 m², 43, met ontworpen verbinding met de buurtspoorweglijn komend langs de rue d'Arquet.

Het groot werk alleen is voltooid, en het stapelhuis is nog niet voorzien van de noodige toestellen.

De werken genaamd groot werk bevatten : het eigenlijke stapelhuis met twee

verdiepen, zaal voor luchtverkoelers, zaal der machienen voor zelfstandige centrale of kabien van herleiding, zaal voor bevroesbak, kantoren, twee woonhuizen.

Toebehoorende aan den Staat-inbrenger om er op zijne kosten de gebouwen en inrichtingen te hebben doen oprichten op een perceel grond door hem aangekocht jegens de stad Namen, luidens bestuurlijke akten gedagteekend uit Namen respectievelijk den 13^e Augustus 1920 « enregistré, un rôle. sans renvoi, à Namur, le 17 août 1920, volume 705, folio 76, gratis, par le receveur Barthélemy » en overgeschreven in het kantoor der grondpanden te Namen, den 20^e Augustus daarna, deel 2761, nummer 38, — en den 20^e Mei 1921, « enregistré, un rôle, deux renvois, à Namur, A. C., le 21 mai 1921, volume 715, folio 51, gratis », en overgeschreven ten kantore der grondpanden, te Namen, den 28^e Mei daarna, deel 2854, nummer 6.

De stad Namen was eigenares dier gronden als deeltmakende van deze door haar aangekocht jegens de familie Artoisenet, volgens akte verleden vóór den Burgemeester van Namen, den 14^e September 1898.

Naar luid der twee akten van 13^e Augustus 1920 en 20^e Mei 1921, heeft de Belgische Staat de verbintenis aangegaan op de verkochte goederen een gewestelijk koel- en vriesstapelhuis op te richten.

IX.

koel- en vriesstapelhuis van Peruwelz.

De inbreng bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het koel- en vriesstapelhuis, hetwelk gelegen is aan den hoek der Bataille en Tombereustraten, en waartoe men langs den openbaren weg toegang heeft.

Het stapelhuis is met den Staatspoorweg verbonden; het beslaat eene oppervlakte van 8 aren 80 centiareen.

De Staat is volgenderwijze eigenaar van het stapelhuis :

De grond met de gebouwen, welke zich alsdan erop bevonden, zijnde eene brouwerij met afhangen, koer en cantine, werd door hem aangekocht jegens : 1. M. Ursmar-Emile Vanderpotte; 2. Mevr. Adrienne-Marie-Ghislaine Vanderpotte, echtgenoot van M. Maurice-Louis-Ildephonse-Ghislain-Marie-Josep Mahy; 3. Jufr. Alice-Félicie-Marie-Ghislaine Vanderpotte; 4. M. Léon-Jules-Joseph-Ghislain Jourdois; 5. M. Paul-Honoré-Antoine-Ghislain Jourdois; 6. Jufr. Madeleine-Marie-Adèle-Ghislaine Jourdois, allen te Peruwelz, blijkens eene akte ontvangen door den notaris Simon, te Peruwelz, den 3^e Juni 1920, overgeschreven ten kantore der grondpanden te Doornijk, den 10^e Juli daaropvolgende, boek 4150, nummer 24.

Gemeld goed maakte deel uit van eenen meerderen eigendom in onverdeeldheid aangekocht door MM. Ursmar Vanderpotte en Jules Jourdois, jegens Victor-Robert, brouwer, te Peruwelz, volgens akte ontvangen door de notarissen Simon en Paternotre, te Peruwelz, den 17^e April 1902.

Mevr. Adèle Robert, echtgenoot van Vanderpotte, is te Peruwelz overleden den

31^e Juli 1912, nalatende voor eenige kinderen en uitsluitelijke erfgenamen, hare twee dochters Adrienne en Alice Vanderpotte voornoemd.

En de echtgenoot Jourdois-Robert zijn overleden opvolgenlijk te Peruwelz, den 7^e Juni 1907, en te Wez-Velvain, den 11^e Januari 1911, nalatende voor eenige erfgenamen, hunne drie kinderen, zijnde de verkoopers hiervoren genoemd met name Jourdois.

De voornoemde akte ontvangen door den notaris Simon, te Peruwelz, den 3^e Juni 1920, bedingt namelijk dat de Staat in het onroerend goed zal mogen inrichten, noch brouwerij, noch zagerij, noch cementfabriek, noch hout-, kolen- of cementhandel, zoolang dat de verkoopers, of één van hen, eenen dergelijken handel of nijverheid zullen uitoefenen, en dat de Staat in de oude cantine geen drankverkoop zal mogen inrichten zonder den pachter te verplichten al de bieren noodig tot zijnen verkoop en tot zijn eigen gebruik te nemen in de brouwerij die hem door de verkoopers Jourdois en Vanderpotte zal aangewezen worden.

Bij zelfde akte, heeft de Staat zich verplicht aan de verkoopers met name Jourdois terug te koopen de gebouwen dienstig voor stalling en den grond grenzend aan de goederen aangekocht zooals gezegd, mits den prijs van 5.000 fr., gezegde verkoopers Jourdois mogende alzoo gemeld goed niet vervreemden zonder het voorgaandelijk aan den Staat aan te bieden, geene verandering of afbraak, die de waarde ervan zouden kunnen verminderen mogende eraan gebracht worden; de Belgische Staat niet gehouden zijnde de terugbetaling te doen der gebouwen, die erop zouden gesticht zijn.

De eigendom begrijpt namelijk :

Eigenlijk stapelhuis : twee vrieszalen en twee luchtverkoelers in den ondergrond, drie vrieszalen op 't gelijkvloers, drie koelzalen en een luchtverkoeler op het verdiep, een luchtverkoeler onder het dak.

Zaal der machines, verbonden met hooge spanning aan de Compagnie Auxiliaire d'Electricité.

Drijfmachines : drie electrische motoren.

Koelmachines : drie rechtstaande samendrukkers « Fixary », electrische hijschtoestellen, bevrizzer voorzien van putwater.

Het stroomwater der condensators is geleverd door een put.

Er bestaan acht huurcontracten van korten duur met stilzwijgende vernieuwing voor gezamenlijk bedrag van 772 cubieke meters.

Een lokaal is verhuurd mits 100 frank in de maand te beginnen met 15^e Maart 1923, voor een duur van zes maand met stilzwijgende vernieuwing.

Een lokaal is verhuurd per maand met stilzwijgende vernieuwing, ingaande met 12^e Mei 1924, mits 75 frank in de maand.

X.

Koel- en vriesstapelhuis van Yper.

De inbreng bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het koel-vriesstapelhuis, hetwelk gelegen is te Yper en bestaat in de gebouwen van de oude

garnizoenbakkerij. Deze gebouwen bestaan in een onderaardsche gaanderij gekapt in de dikte der binnenvesting en gevormd door vijf overwelfde kazematen van ieder 30 meters diepte ongeveer, met aarde overdekt en met afscheidingen verdeeld, hebbende samen eene ontwikkeling van ongeveer 30 meters breedte op eene hoogte van ongeveer 5 meters onder de gewelven.

De toegang tot deze plaatsen gebeurt langs den openbaren weg bij middel eener dubbele deur, behalve voor ééne der plaatsen, die een venster in den voor-gevel bezit.

De Staat-inbrenger is eigenaar van den grond en der plaatsen ingevolge den afstand die hem toegestaan werd door het Ministerie van Financiën, Beheer der Domeinen, zooals blijkt uit een proces-verbaal van overgave gedagteekend te Brussel, den 20^e Augustus 1924.

Dit proces-verbaal van overgave meldt dat, luidens eene overeenkomst gesloten den 8^e April 1884, tusschen den Staat en de Stad Yper, deze laatste aan den Staat den vollen en ganschen eigendom erkend heeft der gronden gelegen boven de Legerbakkerij, waarvan het ingebrachte stapelhuis deel uitmaakt.

De inrichtingen begripen namelijk :

Het eigenlijk stapelhuis : twee koude zalen, twee luchtverkoelers, twee ladings-kaaien.

Zaal der machienen : Drijfmachienen : twee motoren « Diesel », eene batterij van accumulators.

Koelmachienen : twee samendrukkers « Fixary ».

Bevriezer.

Het stroomwater der condensators is in den grond der vestingen opgezogen ; het water van den bevriezer wordt bezorgd door de waterleiding der Stad.

Garage en onontpofbare inrichting voor vluchtige olie.

Lokaal voor bevriezer.

Een werkhuis ; een bureel.

Er bestaan vier huurcontracten voor een gezamenlijk bedrag van 236 kubieke meters, van korten duur (drie of zes maanden), met stilzwijgende vernieuwing.

XI.

Materiaal en verbruiksvoorraad. — Allerlei.

1. Isothermische wagons :

36 wagons Amerikaansch type (25 T.).

25 wagons Belgische Staat type (15 T.).

20 wagons W. D. type (15 T.).

2. Twee vrachtautos Berna (5 T.).

3. Een tractor op sporen.

4. Verscheidene laboratoriumtoestellen.

5. De verbruiksvoorraden, machienen en verscheidene stukken van materiaal opgenomen in den inventaris van het centraal magazijn en der garage van het stapelhuis te Brussel.

6. In het algemeen, al hetgeen aan den Staat-inbrenger mag toebehooren zich zich bevindende in de ingebrachte stapelhuizen of deze betreffende, zooals namelijk, groote en kleine werktuigen en machineriën, vervangingstukken, verbruiksvoorraad in brandstoffen, smeerstoffen, verscheidene produkten, de meubelen welke de woningen, verscheidene plaatsen en bureelen stoffeeren, schrijfmachines, brandkasten, enz.

Omstandige inventarissen van het roerend deel der hier gedane inbrengsten werden te dien einde opgemaakt, waarvan al de verschijners voorgaandelijk aan deze, eene volle en grondige kennis gehad hebben en waarvan de dubbels in het archief der Maatschappij gerangschikt zijn, zooals verklaard en aanvaard is.

De inventarissen, waarvan gewag hierboven, zijn opgemaakt en gesloten door de zorgen van den Staat-inbrenger, in datum 30 Juni 1924, en geven de toestanden der inbrengsten, zooals zij ten huidigen dage bestaan.

Wijzigingen hebben zich opgedrongen in het mobilair gedeelte van bedoelde inbrengsten, uit hoofde der uithaling voortgezet door den Staat-inbrenger sedert 30 Juni 1924, tot op den datum der ingenottreding.

Er wordt verstaan, dat de tegenwoordig gestichte vennootschap de bovengemelde inbrengsten zal moeten inbezit nemen en aanvaarden zooals zij in bovenbedoelde inventarissen beschreven en opgenomen zijn, maar in den staat en toestand waarin zij zich zullen bevinden op den datum der ingenottreding, met de wijzigingen en veranderingen tusschen gekomen sedert den 30^e Juni 1924, door de normale voortzetting der uithaling tot op den datum der ingenottreding.

7. De winst en de gevolgen van alle overeenkomsten en contracten door den Staat-inbrenger gesloten, betreffende de inrichting en uitrusting der stapelhuizen, gezegde overeenkomsten en contracten dienende door den Staat-inbrenger ten ontlaste der hier gestichte Maatschappij uitgevoerd te worden.

8. De winst en de gevolgen van alle bestellingen van verbruik of onderhoudstoffen, waarvan de levering na de stichting der huidige Maatschappij zal plaats grijpen, op last, voor deze laatste, den prijs ervan te regelen.

9. De winst en de gevolgen van alle contracten en in loop zijnde overeenkomsten door den Staat-inbrenger gesloten betrekkelijk eene of andere afdeling van het maatschappelijk doel, 't zij met particulieren, 't zij met Besturen, de clienteele, de klandizie.

10. Al de bescheiden archieven, welke door de Maatschappij zouden geëischt worden als nuttig of noodzakelijk kunnende zijn voor het verwezenlijken van het maatschappelijk doel, en, voornamelijk, de origineelen, of bij gebrek aan origineelen, de eensluitend verklaarde afschriften der bescheiden vermeld in het hier aangehaald artikel der standregelen.

Lasten, bepalingen en voorwaarden.

De hierboven gedane inbrengsten werden gedaan onder de volgende lasten, bedingen en voorwaarden.

1. De ingebrachte goederen worden overgedragen aan de Maatschappij in den staat en ligging, waarin zij zich thans bevinden en gedragen, bijzonderlijk, wat aangaat de onroerende goederen, met al hunne werkende en lijdende, zichtbare

en verborgene, onafgebroken en niet onafgebroken erfdienstbaarheden, waarmede zij bevoorrecht of belast zijn. de Maatschappij hebbende zich tegen de eene te verdedigen en de andere te doen gelden op eigen verantwoording, zonder tusschenkomst van den Staat-inbrenger, maar zonder nochtans dat deze bepaling aan wie het ook zij meer rechten mocht geven dan hij zou bezitten ingevolge regelmatige en niet verjaarde titels of ingevolge de wet.

2. De onroerende goederen zijn gewaarborgd onbelast, vrij en zuiver van alle grondpandreechten, voorrechten en gelijk welke inschrijvingen, toestand waarvan zal dienen bewijs geleverd te worden door middel van grondpandelijke getuig-schriften te lichten bij bevoegde hypotheekkantoren.

De oppervlakte der onroerende goederen is niet gewaarborgd. Welk ook het verschil met de wezelijke oppervlakte weze, al overtrof dit verschil één twintigste, zal hetzelfde ten voordeele of ten nadeele der Maatschappij zijn.

3. De tegenwoordige gestichte Maatschappij zal moeten betalen alle belastingen, taxen en algemeenlijk de bijdragen hoegenaamd betrekkelijk de ingebrachte goederen, en dit te rekenen met hare ingenottreding.

Zij zal moeten voortzetten ten gansche en geheele ontlasting van den Staat-inbrenger, alle huureeelen en pacht- of bezetecontracten, abonnementen en gelijk welke overeenkomsten die betrekkelijk de ingebrachte goederen mochten bestaan, van verzekeringen tegen brand of alle andere gevaren, van abonnementen aan water, gas en electriciteit, van onderhoud van herstellingen, en alle andere, welke alle Besturen en bijzonderen zouden getroffen geweest zijn.

De huurprijzen, premien, taxen en bijdragen aangaande deze huureeelen, contracten, abonnementen en overeenkomsten, zullen moeten door de Maatschappij ontvangen, betaald of afgedragen worden, te reken van den datum van den ingenottreding en « prorata temporis »

4. Op eene algemeene en volstreckte wijze, is de tegenwoordig gestichte Maatschappij actiefelijk en passiefelijk in de plaats gesteld van de rechten en verplichtingen van den Staat-inbrenger, nopens de ingebrachte zaken, goederen en rechten, wel verstaan zijnde dat de Staat-inbrenger tegenover de Maatschappij borg is voor de voortzetting en de duurzaamheid der vergunningen voorgaandelijk door den Staat zelf afgestaan aan de koel- en vervriesdiensten van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid den Bevoorrading.

Inzonderheid wat aangaat de koel- en vriesstapelhuizen waarvan de Staat den vollen eigendom niet bezit of zou bezitten, zal de Maatschappij zich in de plaats van dezen moeten stellen, 't zij bij 't vervallen der toegestane termijnen, 't zij opgelijk welk ander oogenblik, om, zonder verhaal noch daging tot borgstelling tegen hem, noch hoegenaamd tusschenkomst van zijnen 'twege de regeling en de vereffening te doen van alle kwesties van vergoeding, waarneming, inordeherstelling of alle andere hoe ook genaamd, welke zich alsdan zullen voordoen nopens deze stapelhuizen.

5. In geval van ontbinding der Maatschappij, 't zij bij 't verstrijken van het hierboven bedongen termijn, 't zij op elk ander oogenblik, zal de Belgische Staat het vermogen hebben terug te nemen al de installaties, zoowel de vaste als de beweegelijke, er in begrepen al de eigenlijke of doorbestemming onroerende goederen, al het materiaal en al de verbruiksvoorraden en dit mits eenen prijs die

door schatters zal vastgesteld worden. Iedere partij zal haren schatter aanstellen ; in geval van meeningsverschil tusschen de schatters, de Voorzitter van de Koophandelsrechtbank te Brussel zal eenen derden schatter aanduiden. De Staat zal moeten van dit vermogen gebruik maaken binnen een tijdperk van drie maand.

BIJLAGE II AAN HET LASTENKOHIER.

Model van aanbieding.

voor te leggen in dubbel exemplaar, geschreven op zegel van 75 centiemen).

AANBIEDING.

De ondergeteekende
(namen) (voornamen) (beroep) (woonplaats)
na kennis genomen te hebben van het kohier van lasten, betrekkelijk de deelneming in eene uitbatingsvennootschap der koel- en vriesstapelhuizen van den Staat, verklaart zich te verbinden, onder de bepalingen en voorwaarden van voormeld lastenkohier, met den Staat-inbrenger, eene vennootschap (type). . . . te stichten, overeenkomstig met de standregelen waarvan de bewoordingen aan de huidige aanbieding in zesdubbel exemplaar zijn gehecht.

. . . . (volgt de verklaring waarvan spraak in artikel 8 van het lastenkohier).

Opgemaakt te . . . , den . . . , 1924.

(Handteekens).

N. B. 1. Indien de aanbieding door eene maatschappij is opgemaakt, moet deze geteekend zijn door den of de beheerders, gemachtigd om de maatschappij te verbinden. Deze beheerders verbinden zich solidairlijk met haar.

2. De standregelen gehecht aan de aanbieding zullen als opschrift vermelden : « Standregels der uitbatingsvennootschap der Koel- en Vriesstapelhuizen van den Staat. als bijvoegsel aangeboden, bij de aanbieding afgegeven door MM... »

. * .

Het bezit van het huidig lastenkohier geldt als toegangsbewijs tot de koel- en vriesstapelhuizen.

. * .

Alle bescheiden kontrakten, eigendomstitelen, enz., vermeld in het bijgaand lastenkohier, kunnen in origineel of in gelijkkluidend afschrift in de bureelen van voornoemden Heer Préaux, geraadpleegd worden.

« AANBIEDING VAN DE BANQUE D'OUTREMER EN C^{en} ».

De ondergeteekende « Banque d'Outremer » (Compagnie Internationale pour le Commerce et l'Industrie) naamlooze Belgische Vennootschap, gesticht den 7ⁿ Januari 1899, hebbende haren maatschappelijken zetel, 48, Naamschestraat, te Brussel, vertegenwoordigd, ingevolge artikel 22 harer standregelen, door twee harer beheerders, M. Charles Fabri, doctor in de rechten, te Tihange, en M. Albert Marchal, ingenieur, 14, Emile Demotlaan, te Brussel, wederzijds tot deze bediening geroepen door de algemeene vergaderingen van 9ⁿ April 1924 en 12ⁿ April 1922 (zie bijvoegsels aan het *Belgisch Staatsblad* van 19ⁿ April 1924 n° 4564, en van 27ⁿ April 1922, n° 4481), na kennis genomen te hebben van het lastenkohier betrekkelijk de deelneming in eene uitbatingsvennootschap der koel- en vriesstapelhuizen van den Staat, verklaart zich te verbinden, onder de bepalingen en voorwaarden van voormeld lastenkohier, alsook onder de vier hiernagenoemde voorwaarden, met den Staat-inbrenger eene naamlooze vennootschap te stichten, overeenkomstig met de standregelen waarvan de bewoordingen aan de huidige aanbieding in zesdubbel exemplaar zijn gehecht.

De ondergeteekende « Banque d'Outremer » alsook de volgende, allen van Belgische nationaliteit, mede ondergeteekende, gaan hierbij de verplichting aan samen te onderschrijven, bij de stichting der maatschappij, de vier duizend bevoorrechte aandelen genummerd van 36,001 tot 40,000 waarvan spraak in artikel 7 der hieraangehechte standregelen, op voet, voor ieder van hen, van het aantal aandelen hierna aangeduid rechtover hunne namen :

Banque d'Outremer, naamlooze vennootschap, 48, Naamschestraat, Brussel	3,460	aandelen
M. Albert Gomez, ingenieur, Voorzitter van « l'Union professionnelle belge des Industriels du Froid » wonende 156, Mariemontkaai, te Brussel	400	»
M. Albert Marchal, ingenieur, wonende 14, Emile Demotlaan, te Brussel	40	»
M. Henri Dustin, ingenieur, wonende 24A, Burgemeesterstraat, te Elsene	40	»
M. Arthur Bemelmans, vennootschapbeheerder, 144, Sint-Bernardstraat, te Brussel	40	»
M. Georges Nélis, ingenieur, wonende 56, Brouwerijstraat, te Brussel	20	»
	4,000	»

De ondergeteekende Banque d'Outremer, onderwerpt de uitvoering der hierbij genomen verplichtingen aan de verwezenlijking der vier volgende voorwaarden :

1° Al de uitgaven voor dewelke kredieten werden ter beschikking gesteld van M. den Minister van Nijverheid en Arbeid, voor het dienstjaar 1924, ten einde de inrichtingen te verbeteren of uit te breiden, die het voorwerp uitmaken van den

inbreng van den Staat, hebben gebruikt geweest of zullen het worden door de zorgen van bevoegd beheer, vóór de stichting der maatschappij ;

2^o De wet waarbij de Regeering gemachtigd wordt deel te nemen aan de stichting der Maatschappij zal moeten voorschrijven dat geene registratie- of overschrijvingsrechten zullen geheven worden op de stichtingsakte der Maatschappij ;

3^o Zelfde wet zal moeten aan de Maatschappij het vermogen geven de inrichtingen, die zij zal uitbaten te plaatsen onder het regiem der wet van 4^{te} Maart 1846, op de stapelhuizen ;

4^o In geval de Maatschappij niet gesticht ware vóór eersten Januari negentienhonderd vijf en twintig, zal M. de Minister van Nijverheid en Arbeid ten voordeele van de Banque d'Outremer op de ontvangsten voortkomende van de uitbating der stapelhuizen, die het voorwerp uitmaken van den inbreng van den Staat, te beginnen met eersten Januari negentienhonderd vijf en twintig tot den dag inbegrepen welke de stichting der Maatschappij voorafgaat, eene som voorafnemen die de uitdelging vertegenwoordigt van een kapitaal van achttien millioen frank berekend, *prorata temporis*, op voet van vier per honderd 's jaars, deze som moettende door de Banque d'Outremer aan de Maatschappij overhandigd worden op den dag zelf der stichting van deze laatste, om in de rekening der uitdelgingen gebracht te worden.

Gemaakt in twee origineele exemplaren, te Brussel, den 11^{en} Oktober 1924.

AANBIEDING VAN DE « ARMEMENT OSTENDAIS EN Cie ».

De ondergeteekende :

1° « Armement Ostendais », Naamlooze Vennootschap, waarvan de maatschappelijke zetel te Gent is, vertegenwoordigd door :

- a) Mijnheer Jean Heckers, onder-voorzitter, wonende te Gent;
 - b) Mijnheer Leonce Verbrugghe, afgevaardigde-beheerder, wonende te Oostende;
 - c) Mijnheer Rodolphe Vercammen, Volksvertegenwoordiger, beheerder, wonende te Gent;
- welke zich elkheellijk met haar verbinden.

2° « Banque Belge du Travail », Naamlooze Vennootschap, te Gent, vertegenwoordigd door :

- a) Mijnheer Jean Heckers, voornoemd;
 - b) Mijnheer Rodolphe Vercammen, voornoemd;
 - c) Mijnheer Jules D'Asseleer, Advokaat, wonende te Gent,
- alle drie beheerders van gezegde maatschappij, die zich elkheellijk met haar verbinden;

3° « Fédération des Sociétés Coopératives Belges », Samenwerkende Vennootschap, hebbende haren zetel te Antwerpen, vertegenwoordigd door Mijnheer Victor Serroy, beheerder, Bestuurder van « l'Office Coopératif Belge », wonende te Brussel, welke zich elkheellijk met haar verbinden.

4° « Comptoir du Centre », Naamlooze Vennootschap voor Bank, Deposito en Krediet, hebbende haren zetel te Brussel, vertegenwoordigd door M. Léon Ghion, afgevaardigde beheerder, en Charles Edmond, beheerder welke zich elkheellijk met haar verbinden.

5° M. Achille Malengret, ingenieur frigorist, wonende te Nimy.

6° M. Rodolph Vercammen, Volksvertegenwoordiger ;

7° M. Léonce Verbrugghe, Provinciaal raadslid voor West-Vlaanderen, wonende te Oostende, na kennis genomen te hebben van het kohier van lasten betreffende de deelneming in eene uitbatingsvennootschap der koel- en vriesstapelhuizen van den Staat, verklaren zich te verbinden, onder de bepalingen en voorwaarden van voormeld lastenkohier, met den Staat inbrenger, eene naamlooze vennootschap te stichten, overeenkomstig de standregelen waarvan de bewoordingen aan de huidige aanbieding in zesdubbel exemplaar zijn gehecht.

Zij verplichten zich in speciën het kapitaal van drie millioen frank (3.000.000) te onderschrijven noodig tot den goeden zakengang der Maatschappij, zooals vastgesteld in gezegd ontwerp.

Gedaan in 't dubbel te Brussel, den 11ⁿ Oktober, 1924.

KOEL- EN VRIESINRICHTINGEN VAN DEN STAAT.**STICHTING VAN EENE UITBATINGSVENNOOTSCHAP.***Proces-verbaal van opening der aanbiedingen.*

Het jaar negentienhonderd vier-en-twintig, den Zaterdag 11 Oktober, om 11 uur.

Ten overstaan van de heeren Edmond Seulen, Bestuurder in het Ministerie van Financiën en Ernest Lancelot, d.d. Algemeene Bestuurder van de Koel- en Vriesdiensten, vertegenwoordigende wederzijds M. den Minister van Financiën en M. den Minister van Nijverheid en Arbeid,

zal er door ons Edmond Préaux, Bestuurder der Registratie en Domeinen, te Brussel, overgegaan worden tot de opening der ons toegekomen aanbiedingen strekkende tot de stichting, met behulp van den Staat-inbrenger, eener uitbatingsvennootschap der koel- en vriesstapelhuizen en inrichtingen van den Staat.

Twee aanbiedingen werden ingediend :

De eerste, door den volgende groep :

1. « Armement Ostendais », Naamlooze Vennootschap, te Gent ;
2. « Banque belge du Travail », Naamlooze Vennootschap, te Gent ;
3. « Fédération des Sociétés coopératives belges », Samenwerkende Vennootschap, te Antwerpen ;
4. « Comptoir du Centre », Naamlooze Vennootschap voor Bank, Deposito en Krediet, te Brussel ;
5. M. Achille Malengret, ingenieur-frigorist, te Nimy ;
6. M. Rodolphe Vercammen, volksvertegenwoordiger, te Gent ;
7. M. Léonce Verbrugghe, provinciaal raadslid, te Oostende.

De andere, door den volgende groep :

1. « Banque d'Outremer », te Brussel ;
2. M. Albert Gomez, ingenieur, te Brussel ;
3. M. Albert Marchal, ingenieur, te Brussel ;
- 4^e M. Henri Dustin, ingenieur, te Elsene ;
- 5^e M. Arthur Bemelmans, beheerder van Vennootschappen, te Brussel ;
- 6^e M. Georges Nelis, ingenieur, te Brussel.

De aanbieding van den tweeden groep (Banque d'Outremer en consoorten) is onderworpen aan vier voorwaarden.

De aanbiedingen in 't dubbel zijn hier aangehecht : zij waren elk vergezeld van een ontwerp in zesdubbel exemplaar eener stichtingsakte der voorgestelde Maatschappij. Deze zes exemplaren werden gekortteekend door de heeren Seulen en Lancelot en door ons : twee werden overhandigd aan M. Seulen, drie aan M. Lancelot en het laatste is aan het tegenwoordig proces-verbaal gehecht gebleven.

Waarvan akte.

(Get.) LANCELOT ; (Get.) SEULEN ; (Get.) PRÉAUX.

Standregelen

der uitbatingsvennootschap der koel- en vriesinrichtingen van den Staat, aangeboden als bijlage aan de aanbidding ingediend door de « Banque d'Outremer ».

BENAMING.

ARTIKEL ÉÉN. — Er wordt bij de tegenwoordige eene vennootschap gesticht onder de benaming van: « Société Anonyme belge des Entrepôts Frigorifiques » (S. A. B. E. F.)

MAATSCHAPPELIJKE ZETEL.

ART. 2. — De maatschappelijke zetel wordt gevestigd te Brussel, Brederodestraat, n° 13.

Bij besluit van den Beheerraad, behoorlijk bekend gemaakt, mag die zetel overgebracht worden op gelijk welke andere plaats der Brusselsche Omgeving.

Bij besluit van den Beheerraad, mag de Vennootschap bestuurlijke zetels, hulp-huizen en agentschappen oprichten, in België, in de kolonie van Belgisch Congo of in den vreemde.

VOORWERP.

ART. 3. — De Vennootschap heeft tot doel de uitbating, in België en in zijne koloniën, van koel- en vriesstapelinrichtingen en van fabrieken van kunstmatig ijs.

De openbare stapelhuizen zullen mogen gebruikt worden op gelijken voet door al de personen, die zich naar de verordeningen en tarieven zullen voegen.

De Vennootschap ontzegt zich alle verrichtingen van aankoop en verkoop van koopwaren gewoonlijk door de koude bewaard.

De Vennootschap zal alle handels-, nijverheids- of financiële verrichtingen mogen doen, zooals, b. v. de verhandeling en het vervoer der koopwaren, rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of ten deele betrekking hebbende met het maatschappelijk doel zooals het hierboven vastgesteld is en welke van aard zouden zijn er de verwezenlijking van te vergemakkelijken of te begunstigen.

Zij zal, bij wege van wijzigingen aan de standregelen, haar voorwerp mogen uitbreiden tot alle nijverheids-, burgerlijke of handelsverrichtingen of ondernemingen, rechtstreeks of onrechtstreeks in betrekking of verbinding met de koel- of vriesnijverheid.

Zij zal mogen deel nemen in andere ondernemingen, vereenigingen of vennootschappen welke een gelijkaardig of een samengaande voorwerp hebben, zoowel in België als in zijne koloniën en in den vreemde, ter uitzondering nochtans van alle onderneming, vereeniging of vennootschap, welke de aankoop of verkoop doet van

koopwaren gewoonlijk door de koude bewaard, het weze rechtstreeks of onrechtstreeks.

DUUR.

ART. 4. — De Vennootschap wordt gesticht voor eenen duur van dertig jaren, in te gaan met den datum der onderteekening der tegenwoordige akte.

Zij zal opvolgentlijk mogen verlengd of voorafgaandelijk ontbonden worden.

Zij zal mogen verbintenissen aangaan voor eenen termijn welke haren duur overschrijdt.

KAPITAAL.

ART. 5. — Het kapitaal wordt vastgesteld op de som van *twintig* millioen frank vertegenwoordigd door *veertig* duizend bevoorrechte aandeele van *vijf* honderd frank ieder. Daarenboven worden *veertig* duizend dividendaandeele gesticht zonder aanduiding van waarde. De bevoorrechte aandeele zullen slechts in geval van ontbinding der Vennootschap terugbetaalbaar zijn.

INBRENGSTEN.

ART. 6. — De Belgische Staat, vertegenwoordigd door den Heer Minister van Financiën en door den heer Minister van Nijverheid en Arbeid, doet in de tegenwoordige Vennootschap totale inbrengst zonder eenig voorbehoud, van de koel- en vriesstapelhuizen door hem thans in België uitgebaat in de volgende steden en gemeenten :

Antwerpen, Aarlen, Oudenaarde, Bressoux, Brussel, Gent, Marcinelle, Namen, Peruwelz en Ieperen, in de bewoordingen en voorwaarden, waarin hij ze ten huidigen dage zelf bezit of gebruikt, de gebouwen met hunnen inhoud, zonder eenige uitzondering noch voorbehoud en zonder andere beperking dan deze der rechten van allen aard van den Staat zelve.

Aangaande die inbrengsten, doet de Belgische Staat, alzoo vertegenwoordigd, de volgende verklaringen en aanduidingen, gegeven alleenlijk ten titel van aanwijzing en zonder beperking.

I.

Koel- en vriesstapelhuis van Antwerpen.

De inbreng bestaat in de volgende zaken, goederen en rechten :

Het stapelhuis is gelegen onder den hangar 81 van het kanaaldok en op den aanpalenden grond. Men heeft er toegang langs het kanaaldok (schepen), en langs de groote wege (vracht-autos) en het is verbonden met de Staatsspoorwegen.

Het bevat namelijk :

Het eigenlijke stapelhuis, eene oppervlakte bestaande van 1.125 vierkante meter. Zeven onafhankelijke koude zalen, een overgangsas, eene verkoude ladingskaai, twee bevriesbakken bevoorraad door de waterverdeeldingsdienst der stad Antwerpen.

Zaal der machienen, eene oppervlakte beslaande van 820 vierkante

meter, verbonden in hooge spanning met de Société d'Electricité de l'Escaut : drie ammoniakpressers, welke werken bij middel van drie elektrische motors, het water loopende in de koelvatén wordt genomen in het kanaaldok.

Bergplaats, onontploffbare inrichting voor naphta, toestel om de olie in te slaan.

Eetzaal en lokaal voor de ovens der middenverwarmingstoestellen.

Woonhuis en kantoren met verdiepen. — Twee kantoren, zeven woonplaatsen.

Er bestaan kontrakten en overeenkomsten voor de bezetting van een deel der lokalen het ingebrachte koel- en vriesstapelhuis uitmakende :

Eene overeenkomst van korten duur met het Ministerie van Landsverdediging voor het huren van 6.000 cubieke meters op voet van 10 frank den cubieken meter per maand.

Een lokaal dienende voor kantoor is verhuurd voor 75 frank per maand, te rekenen van 15^e Februari 1923, voor eenen duur van een jaar met stilzwijgende vernieuwing.

Een ander lokaal dienende voor kantoor verhuurd in dezelfde voorwaarden te rekenen van 1^e Mei 1923.

Een lokaal dienende voor bergplaats is verhuurd op voet van 250 frank per maand te rekenen van 1^e November 1923, voor eenen duur van drie maanden met stilzwijgende vernieuwing.

Twee kleine lokalen dienende voor kantoor zijn verhuurd voor een tijdvak van drie maanden te rekenen van 1^e Juni 1924, op voet van 150 frank per maand, met stilzwijgende vernieuwing.

Een lokaal dienende voor kantoor is verhuurd in dezelfde voorwaarden, op voet van 125 frank te maande.

Een lokaal dienende voor kantoor is verhuurd in dezelfde voorwaarden, op voet van 75 frank te maande, te rekenen van 15 Juni 1924.

En een lokaal dienende voor kantoor is verhuurd op voet van 250 frank te maande sedert 22^e November 1922, voor een tijdvak van zes maanden met stilzwijgende vernieuwing.

Een lokaal dienende voor kantoor is verhuurd in dezelfde voorwaarden van termijn, te rekenen van 15^e Juli 1924, mits 150 frank te maande.

Het koel- en vriesstapelhuis met al zijne inrichtingen is opgebouwd door den Staat-inbrenger en te zijnen koste.

De eigendom van het grondvlak van den hangar in denwelken het stapelhuis met zijne afhankelijkheden is opgericht, alsmede van den grond welke ervan afhangt, samen met den eigendom van andere gronden begrepen in de werken van het kanaaldok en van de tweede en derde darsen, heeft tusschen den Staat en de Stad het voorwerp uitgemaakt van zekere ontwerpen van overeenkomsten vroeger gesloten.

Dienaangaande alle rechten wederzijds voorbehouden, is er tusschen den Staat-inbrenger en de Stad Antwerpen, op 29 Augustus 1924, eene overeenkomst tot stand gekomen, welke is geregistreerd geworden, waarvan de bewoordingen moeten aanzien worden als hier letterlijk neêrgeschreven, en luidens welke overeenkomst, namelijk :

De Stad Antwerpen erkent aan den Staat-inbrenger het gebruiks- en uitbatingsrecht toe van het koel- en vriesstapelhuis hiervoren vermeld, voor een tijdperk dat zal eindigen op 31 December 1954, den Staat gemachtigd zijnde, ten zijnen uitsluitelijken koste, zulke veranderingen aan te brengen, die hij zou nuttig of noodig oordeelen tot den goeden gang der handelszaken, maar op voorwaarde, aan het eigendom zijne huidige bestemming van koel- en vriesstapelhuis te behouden, dit eigendom in dien staat en met deze bestemming dienende teruggegeven te worden bij het verstrijken van het tijdperk.

Er moet in de kas der Stad Antwerpen eene jaarlijksche vergoeding van fr. 86.765.40, betaalbaar per trimester en bij voorbaat, gestort worden. Alle belastingen en taxen zijn ten laste van den Staat, alsook alle onderhoudswerken en groote herstellingswerken gedurende den ganschen duur der overeenkomst.

Er wordt bedongen, dat indien, bij het eindigen der overeenkomst, de Stad Antwerpen besloot het gebruik en de uitbating van het stapelhuis door eenen derde te laten voortduren, de Staat een voorkeurrecht zal hebben, bij gelijke voorwaarden, voor nieuwe opvolgentlijke tijdperken van dertig jaar, het bedrag der jaarlijksche vergoeding mogende nochtans herzien worden, behalve akkoord tusschen partijen en rekening houdende met de omstandigheden.

Bij het verstrijken der overeenkomst van 29^e Augustus 1924 of van de verlengde overeenkomst, zal de stad Antwerpen bezit nemen van de gebouwen van het stapelhuis zooals zij zullen bestaan op dat oogenblik, niets uitgezonderd noch voorbehouden, de gebouwen met gansch hunnen inhoud; de stad Antwerpen behoudt zich evenwel het vermogen vóór, van de geheele omtruiming te eischen der plaatsen en hunne herstelling in hunnen oorspronkelijken staat, ten koste, risico en perikjel van den Staat.

De Belgische Staat-inbrenger is gemachtigd het voordeel van het kontrakt met zijne lasten en verplichtingen af te staan bij wege van inbreng of anderszins.

Alles samengenomen, bestaat de tegenwoordige inbreng dus in den eigendom der inrichtingen van het koel- en vriesstapelhuis, volgens de bewoordingen en voorwaarden hierboven uiteengezet, en in het voordeel der overeenkomst van 29^e Augustus 1924, wel verstaan zijnde dat de tegenwoordig gestichte vennootschap in de plaats is gekomen van den Staat-inbrenger zoowel tegenover de stad Antwerpen als tegenover alle anderen, in al de rechten, voordeelen, lasten en voorwaarden voortspruitende voor hem uit bovenbedoelde overeenkomst, zonder eenige uitzondering noch voorbehoud.

De tegenwoordig gestichte vennootschap is uitdrukkelijk in de plaats gesteld van den Staat-inbrenger betrekkelijk alle verhaal van dezen laatste, tegen alle bouwmeesters of andere personen die het zal behooren, uit hoofde van alle welkdanige gebreken, inzonderheid alle gebreken van bouwing aan de inrichtingen van het thans ingebrachte stapelhuis.

De vennootschap zal de uitoefening van die gebeurlijke verhalen tot hare eigene zaak maken, te haren koste, risico en perikjel en te haren uitsluitelijken voordeele, het alles zonder eenige tusschenkomst van den Staat.

II.

Koel- en vriesstapelhuis van Aarlen.

De inbrengst bestaat uit de volgende zaken, goederen en rechten :

1° De eigendom der gebouwen van het eigenlijke stapelhuis, gelegen in de afhankelijkheden van de Statie van den IJzeren weg van Aarlen ; dit laatste is verbonden met den spoorweg van den Staat en men heeft er toegang langs den ingang van de goederenstatie.

Deze gebouwen bedekken eene oppervlakte van 180 vierkante meter ; zij zijn opgericht geworden ten koste van den Staat, op eenen grond, welke deelgemaakt heeft van de percelen destijds gekadastraerd sectie A, nummers 1545 en 1546 ; bedoelden grond werd tot die doeleinden aan den Staat-inbrenger overgegeven, door den heer Minister van Financiën van België, Beheer der Domeinen, ingevolge proces-verbaal in dato 15^e November 1921, ten tijdelijken titel, zonder vaststelling van termijn en onder last van jaarlijks, ten vervalddage van 15^e November, eene som te storten van 15 frank.

Deze grond was aangekocht geweest jegens M. Désiré-Joseph Marchal, te Brussel, volgens akte van den notaris Maréchal, te Rochefort, in dato van 17^e November 1858, en naderhand overgegeven aan het Beheer der Domeinen op 21^e Juni 1920.

2° Het genot eener zaal der machienen, met afhankelijkheden, dewelke ingericht is in den ondergrond van het gebouw der tolrechten, in drie der vijf kelders uitmakende het openbaar stapelhuis der stad Aarlen. Dit genot is aan den Staat-inbrenger toegestaan geweest ten kostellozen titel, door de stad Aarlen, bij brief in dato 28^e April 1920, gevolgd door de goedkeuring van den heer Minister van Financiën, gegeven bij zijnen brief van 1^e Juli 1921.

De huidige gebouwen en inrichtingen zijn opgericht geweest door den inbrenger op zijne kosten en bevatten namelijk :

Het eigenlijke stapelhuis, gebouw met gelijkvloers en verdiep onder kappen.

Zaal voor machienen met drijfkracht, bergplaats, magazijn, werkhuis, kantoren.

Twee elektrische motors, riemen, twee pressers Lebrun en een electrisch hijschtoestel.

Verbinding in lage spanning met de Centrale van de Statie van Aarlen en met den sector Seraing-Extension.

Het koel- en vriesstapelhuis werd in huur gegeven aan de Naamlooze Vennootschap J. Lambert, hebbende haren maatschappelijken zetel te Libramont, in staat van volledig gereedschap en in marschorde, voor eenen termijn van negen naevolgende jaren hebbende ingang genomen op 1^e Mei 1923, om van rechtswege en zonder opzeg te eindigen den 1^e Mei 1932 met het vermogen voor den pachter de huur te verbreken na het verstrijken van het 3^e of 6^e jaar, en mits de jaarlijksche huursom van :

5.000 frank voor het eerste jaar,

8.000 frank voor het tweede jaar,

en 12.000 frank voor de volgende jaren, betaalbaar per kwartaal en bij voorbaat boven alle welkdanige belastingen, grondlasten, taxen en lasten.

Eene som van 3.000 frank werd gestort in handen van den inbrenger ten titel van waarborg.

Deze waarborg zal aan de vennootschap overhandigd worden onder zulke verplichtingen als naar rechten.

Bovenstaande pacht is gemaakt geweest in den onderhandschen vorm en is geboekt geweest.

III.

Koel- en vriesstapelhuis van Oudenaarde.

De inbrengst bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het koel- en vriesstapelhuis, hetwelk gelegen is te Oudenaarde, Moerasstraat (nabij de statie van den IJzeren weg) met al zijne afhankelijkheden, het geheel eene oppervlakte beslaande van 878 vierkante meter, en deel der alhier ingebrachte goederen, zijnde gekadastreerd geweest sekte A, n^o 138.

De Staat-inbrenger is eigenaar der ingebrachte onroerende goederen, te weten :

De grond was toegestaan geweest ten titel van cijnspacht door de Burgerlijke Godshuizen van Oudenaarde, aan den Heer Paul Devos, nijveraars te Oudenaarde, voor eenen termijn van zeven-en-twintig naeenvolgende jaren ingang genomen hebbende met 1^o Januari 1914, mits eene jaarlijksche vergoeding van 148 frank 54 centiem, zoo blijkt uit eene akte ontvangen door M. Temmerman, notaris te Oudenaarde, den 27^o Maart 1915, overgeschreven ten kantore der grondpanden te Oudenaarde, den 28^o April 1915, boek 2076, n^o 29.

Volgens akte verleden vóór M. De Temmerman, notaris voornoemd, den 10^o Maart 1920, overgeschreven ten kantore der grondpanden te Oudenaarde, op 13^o April 1920, boek 2382, n^o 34, heeft de Heer Devos aan den Staat-inbrenger den eigendom der gebouwen afgestaan, welke hij op den voorschreven grond heeft opgericht, samen met al de rechten in den kwestieuzen cijnspacht.

En de eigendom van den grond is door den Staat-inbrenger aangebracht geweest jegens de Burgerlijke Godshuizen van Oudenaarde, zooals het blijkt uit de brieven der Godshuizen, in dato 1^o Maart 1924 en 11^o Maart 1924 en uit de overeenkomst van den Minister van Nijverheid en Arbeid in dato 19^o Maart 1924. De authentieke akte van verkoop zal binnen kort verwezenlijkt worden zoodra aan de Godshuizen-verkoopters de toelating zal verleend geweest zijn door de Bestendige Afvaardiging der Provincie Oost-Vlaanderen.

De gebouwen welke bestonden tijdens den aankoop welke er door hem van gedaan werd, zijn door den Belgischen Staat in orde gebracht geweest met het oog op hunne huidige bestemming; de Belgische Staat heeft nieuwe gebouwen doen oprichten alsook de thans bestaande inrichtingen.

Het hier ingebrachte stapelhuis bevat namelijk, boven de vries- en afkoelingsinrichtingen :

Zaal met drijfkrachtmachiënen van twee motors met armgas, perszaal met twee pressers Fixary, bergplaats, werkhuis, kantoor, woning geschikt boven de

zaal der motors, een batterij accumuleurs, twee groepen moto-pompen, een electrische motor, twee doorziggende putten, welke het in het koelvat loopende water leveren.

Er bestaan, betreffende het hieringebracht koel- en vriesstapelhuis :

Vier huurovereenkomsten van ruimte-inhoud van een totaal van 278 cubieke meters, van korten duur, met stilzwijgende vernieuwing.

Een lokaal gebruikt voor kantoor is bezet mits 75 frank per maand, met verval-dag op den 15ⁿ, voor eenen termijn van zes maanden, met stilzwijgende vernieuwing.

En een ander lokaal dienende voor kantoor is bezet mits 75 frank per maand, met verval-dag op den 1ⁿ, voor eenen termijn van drie maanden, met stilzwijgende vernieuwing.

IV.

Koel- en vriesstapelhuis van Bressoux.

De inbrengst bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het koel- en vriesstapelhuis, hetwelk gelegen is te Bressoux, avenue de la Gare, nevens de statie, de toegang heeft plaats langs den openbaren weg, het stapelhuis is verbonden aan den ijzerenweg van den Staat, en het beslaat, in zijn geheel, eene oppervlakte van 3.529 vierkante meters.

De Staat is eigenaar van het koel- en vriesstapelhuis, om de thans bestaande gebouwen, lokalen en inrichtingen te doen hebben oprichten, in orde brengen en aanpassen; en van den grond met de gebouwen welke er alsdan bestonden, om er den aankoop van te hebben gedaan als volgt, te weten :

a) een eigendom wijk « Troulouette », woning en alle afhankelijkheden, fabriek, hof en tuin, met eene totale oppervlakte van 2.002 m² 20, gekadastréerd sekte A, nummers 219 h3, i3, k3, l3, m3, en 293 vierkante meter, jegens Pieter-Hendrik Debrus, te Bressoux, volgens akte ontvangen door den notaris Laurent, uit Luik, den 26ⁿ Februari 1920, overgeschreven ten kantore van grondpanden te Luik, den 8ⁿ Maart daarna, boek 259, n° 8 ;

b) een eigendom begrijpende huis en grond gelegen ter zelfde wijk, gekadastréerd sekte A, nummers 293k en 293 m² deel, inhoudende 1.223 m² 11, en een perceel grond gelegen op zelfde plaats, inhoudende in oppervlakte, 4 m² 47, gekadastréerd sekte A, n° 293 m2 deel, jegens den Heer Serváix-Thone, uit Luik, luidens eene akte houdende ruiling en verkoop, verleden vóór den Notaris Nagant, te Bressoux, den 12ⁿ Augustus 1920, overgeschreven in het tweede kantoor der grondpanden te Luik, den 17ⁿ Augustus daarna, deel 312, n° 24 ;

c) een streepje grond met eene oppervlakte van 20 vierkante meter uit het perceel gelegen, rue du Moulin, sekte A, n° 298d, jegens de Naamlooze Vennootschap « Ancienne Société Liégeoise pour l'achat et la construction de maisons d'ouvriers », luidens eene verkoopakte verleden vóór den Notaris Remy te Luik, den 24ⁿ Januari 1921, overgeschreven in het tweede kantoor der grondpanden te Luik, den 8ⁿ Februari 1921, boek 371, n° 20.

d) een huis met bijgebouw en tuin, place de la Gare, 18, sekte A, n° 219 93, voor 185 vierkante meters jegens Albert-Jacques-Joseph Wayaffe, te Bressoux volgens akte verleden vóór den Notaris Nagant, te Bressoux, den 16ⁿ Juni 1921,

overgeschreven in het 2^e kantoor van grondpanden te Luik, den 29ⁿ Juni daarna, boek 415, n° 12;

e) en een huis gestaan rue Troulouette, sektion A, nummers 219 r3, van 75 vierkante meters — en eenen weg terzelfde plaats, sektion A, n° 219 g4, van 15 vierkante meters — jegens den Heer Nicolaas Dome, te Bréssoux, volgens akte verleden voor den Notaris Nagant, den 16ⁿ Juni 1921, overgeschreven in het 2^e kantoor van grondpanden te Luik, den 29ⁿ Juni 1921, deel 415 nummer 13.

De gebouwen en inrichtingen van het stapelhuis bevatten namelijk :

Vrieszalen — ladingskaaien.

Machienzalen : lokalen voor afkoelingsmachienen en drijfkrachtmachienen, magazijn.

Bergplaats, werkhuizen, lokaal voor bevrizzer, kantoor inhoudende vijf lokalen.

Drie woningen.

Drijfkrachtmachienen : een motor Diesel-Winterthur, kabien met hooge spanning.

Afkoelingsmachienen : twee pressers Sulzer en een presser Lebrun.

Putten, welke het in het koelvat loopende water leveren, een bevrizzer.

Er bestaan, betreffende het koel- en vriesstapelhuis, de volgende huurovereenkomsten :

Acht huurovereenkomsten van ruimte-inhoud, voor een totaal van 1.128 cubieke meters van korten duur (drie en zes maanden), met stilzwijgende vernieuwing.

Huurovereenkomsten met vier zoutbakken (10 cubieke meters voor het geheel), op voet van 25 frank per bak en per maand.

Eene woning is bezet mits een maandelijkschen huurprijs van 90 frank, betaalbaar den eersten, voor eenen termijn van één jaar.

Eene woning is bezet mits een maandelijkschen huurprijs van 75 frank, betaalbaar den eersten, voor eenen termijn van één jaar.

Twee lokalen zijn bezet, ieder mits 150 frank per maand, vervallende den eersten, voor eenen duur van zes maanden met stilzwijgende vernieuwing.

Een lokaal is gebruikt voor eenen duur van drie maanden, met stilzwijgende vernieuwing, mits 150 frank per maand.

Eene bergplaats met werkhuis wordt gebruikt mits 400 frank te maande, voor eenen duur van zes maanden met stilzwijgende vernieuwing.

V.

Koel- en vriesstapelhuis van Brussel.

De inbrengst bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het koel- en vriesstapelhuis van Brussel, hetwelk gelegen is te Brussel (oud-grondgebied van Schaerbeek), Werkhuizenkaai, n° 110 tot 121, langs het kanaal van Brussel naar den Rupel, hebbende toegang langs den openbaren weg en langs het kanaal van Willebroeck (met eene overzetbrug).

Het stapelhuis is verbonden met den Staatsspoorweg en beslaat eene oppervlakte van 1 Ha. 32 aren ; de grond is hiervoren gekadastréerd geweest sektion F, n° 613n, van de gemeente Schaerbeek ; hij paalt of heeft bepaald : aan de kaai, aan de Gasfabriek der stad Brussel, aan de Zenne en aan den Belgischen Staat.

De huidige gebouwen en inrichtingen zijn opgericht geweest door den Staat-

inbrenger op eenen grond waarvan beslissende overgave heeft gedaan geweest in naam van den Minister van Financiën — Beheer der Domeinen —, aan het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, den 6ⁿ Januari 1923. Deze grond maakte deel uit der voortaan beschikbare innemingen, aangekocht door de Naamlöoze Vennootschap « Canal et Installations Maritimes de Bruxelles », voor de uitvoering der werken voorzien door de wet van 19ⁿ Augustus 1897, en de Staat was er eigenaar van geworden zooals blijkt uit eene akte verleden vóór den Gouverneur van Brabant, den 22ⁿ Maart 1906.

Het tegenwoordig ingebrachte stapelhuis bevat namelijk :

Het eigenlijke stapelhuis, met ladings- en lossingskaaien, vier verdiepingen bestaande ieder uit vier zalen en vier verkoelers, ruime zolder, bevrieszaal in den ondergrond, vier hijschtoestellen voor de vrachten en een voor 't personeel.

Machienzaal in hooge spanning verbonden met de « Société Bruxelloise d'Electricité », twee pressers, twee motors, één groep omzetter, vier doorziggende putten.

Twee bevriesbakken.

Bergplaats. Inrichting voor nafta en olie.

Kantoor.

Herstellingwerkhuis met draaibanken, schroefbank, zaag voor metalen, twee boren, twee paar maalsteen, schaaftbanken, smis.

Middenmagazijn. — Kantoor, vier schappen met 240 kassetten, een étagère, een ladingsvloer.

Gebouw dienende tot spekslagerij : twee kelders, vier plaatsen op het gelijkvloers, twee lokalen onder de kappen met de eringerichte machines en materiaal.

Er bestaan vijf huurovereenkomsten voor een totaal van 2.660 cubieke meters van korten duur (zes maanden), met stilzwijgende vernieuwing, en eene overeenkomst van 610 cubieke meters, welke evenwel verbroken is met den 13ⁿ Oktober aanstaande.

VI.

Koel- en vriesstapelhuis van Gent.

De inbrengst bestaat in de volgende zaken, goederen en rechten :

A. — 1^o Het voordeel van de pacht toegestaan door de Stad Gent ten profijte van den Belgischen Staat op een deel van den hangaar n^o 26 gelegen, te Gent, aan de Voorhaven, met eene oppervlakte van 2,200 vierkante meter boven de vrije beschikking over den beschikbaren grond gelegen tusschen het uiteinde noord van dien hangaar en de bijgelegene afsluiting, 't zij op benaderende wijze 13^m50 in lengte en 14 meters in breedte.

De prijs der huur, bepaald op voet van 3 frank den vierkanten meter, beloopt 6,660 frank 's jaars, hij is betaalbaar per kwartaal en bij voorbaat. De pacht is gesloten voor een termijn van dertig jaar, ingang nemende met 1ⁿ Juni 1920.

Alle belastingen moeten door den huurder afgedragen worden.

De Belgische Staat heeft aan de Stad Gent eene jaarlijksche invoer gewaarborgd van 18,000 ton minimum (door zeeschepen Moorsom) een jaarlijksche ontvangst

van 8,400 frank kaairechten verzekerende. Voor ieder 1,000 ontbrekende tonnen, moet de Staat een som van 450 frank bijleggen en de Stad behoudt het recht op de kaai te laten vastleggen, vóór het verhuurde deel, deze schepen welke ze zal geschikt oordeelen, in geval van niet bezetting door de schepen van den huurder.

De huurder is gemachtigd op de verhuurde plaatsen een koel- en vriesinrichting op te richten en hij heeft het recht naderhand af te breken hetgeen hij zal opgericht hebben,

Bij het verstrijken van de pacht, mag de Stad Gent, naar keuze, de overgave eischen van den hangaar in zijnen vorigen toestand, of zonder vergelding al de wijzigingen gedaan aan de gebouwen behouden. In dit laatste geval heeft de Stad Gent het recht weder te koopen van den huurder, volgens schatting van deskundigen, al de gereedschappen, het materiaal en den voorraad, die zich in den verhuurden hangaar zouden bevinden.

De pacht hiervoren is gemaakt geweest in onderhandschen vorm, in twee oorspronkelijke schriften, gedagteekend uit Gent, den 31^e Maart 1921, en geboekt naar volgende relaas : Enregistré par le Receveur soussigné, deux rôles, deux renvois, à Saint-Josse-ten-Noode, le 11 mai 1921, volume 373, folio 55, case 6. Gratis. Le Receveur (signé) Illisible.

2^o De eigendom van al de gebouwen, koel- en vriesinrichtingen en andere, opgericht door den Staat op den grond hierboven beschreven en welke namelijk bevatten :

Koel- en vriesinrichtingen : vier koudezalen op het gelijkvloers en vier koude zalen op het verdiep : vijf luchtverkoelers.

Zaal der machienen : lokalen voor motors, voor gazvoortbrengers, voor pressers, voor bevroezers en voor de kolen, een werkhuis.

Bergplaats en afhankelijkheden.

Er bestaat eene verbinding met den Staatsspoorweg.

De toegang tot het stapelhuis geschiedt langs den openbaren weg en langs het kanaal van Gent naar Terneuzen.

Het stapelhuis beslaat eene oppervlakte van 1.910 vierkante meter.

B. — Den vollen en uitsluitelijken eigendom der kantoren, woonhuizen en afhankelijkheden, gelegen te Gent, Meulesteedschen steenweg, zijnde gekadastrceerd geweest sektion A, n^o 3447a en inhoudende eene oppervlakte van 545m²30 en namelijk bevattende :

In het gebouw Meulesteedschen steenweg :

Op het gelijkvloers : bergplaats, werkhuis en kantoor.

Op het verdiep : woning.

In het bij het stapelhuis bijgevoegd gebouw : letter A hierboven :

Op het gelijkvloers : kantoren.

Op het verdiep : drie kamers.

De nijverheidsinrichtingen opgericht in het stapelhuis letter A begriipen namelijk :

Drijfkrachtmachienen : twee overlans aaneengesloten motors met arm gas Bollinckx; een groep voortbrengende motors; eene batterij accumulators, drie driefvoudige motors.

Koel- en vriesmachienen : drie pressers Lebrun.

Hijschtoestellen : Twee electrische hijschtoestellen.

Bevriezer onderhouden door het stadswater.

Het in koelvat loopende water is geleverd door eene waterafleiding in het kanaal.

De inbrengsten beschreven onder letter B (eigendom Meulesteedschen steenweg) behöoren aan den Staat-inbrenger toe, om er de gebouwen en inrichtingen van te doen oprichten hebben op eenen grond door hem van de Stad Gent afgekocht, luidens eene akte verleden vóór den notaris Rombaut, te Gent, den 31ⁿ October 1921, overgeschreven ten kantore der grondpalen te Gent, 22ⁿ November daarna, deel 4200, nummer 16.

En de Stad Gent was eigenares van dien grond krachtens artikel 3 der overeenkomst tot stand gekomen tusschen haar en den Belgischen Staat en goedgekeurd door de wet van 10ⁿ Januari 1881.

Een deel van het stapelhuis werd in huur toegestaan onder de volgende voorwaarden, te weten :

Er bestaan :

Elf huurovereenkomsten van ruimte-inhoud voor een totaal van 1.948 cubieke meter, overeenkomsten van korten duur met stilzwijgende vernieuwing.

Een huurkontraht van een woonhuis mits 4.000 frank 's jaars, ingang genomen hebbende op 15ⁿ Januari 1923 voor een termijn van één jaar, met stilzwijgende vernieuwing.

Een huurkontraht van een deel onroerend goed (bergplaats, werkhuis, magazijn, woning), mits 4.400 frank per jaar, hebbende zijn uitwerksel gekregen van af 1 September 1923, voor eenen termijn van zes maanden, met stilzwijgende vernieuwing.

Eene huurovereenkomst van een lokaal dienstig voor kantoor mits 125 frank per maand, hebbende ingang genomen den 1 Februari 1924, voor eenen duur van zes maanden met stilzwijgende vernieuwing.

Eene huurovereenkomst van een lokaal gebruikt als kantoor mits 100 frank per maand, te rekenen van 1 Februari 1924, voor eenen duur van drie maanden, met stilzwijgende vernieuwing.

VII.

Koel- en vriesstapelhuis van Marcinelle.

De inbreng bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het koel- en vriesstapelhuis, hetwelk gelegen is te Marcinelle, rue de Marchienne, 115, toegang hebbende langs den openbaren weg en verbonden met de Staatsspoorwegen, met al zijne afhankelijkheden, niets uitgezonderd noch voorbehouden, het geheel beslaande eene oppervlakte van 2.748^m2,50.

Toebehoorende aan den Staat, als volgt, te weten :

Een inhoud van 11 aren 80 centiareen grond, met de gebouwen welke toen bestonden, kelder, kantoren met kamers, groote uitstallingszaal, magazijn, stal met afdak, het alles gekadastréerd sektion A, n^os 38n2, 38o2 en 38e2, om er den aankoop van gedaan te hebben jegens M^{me} Adolphine-Célestine Desmijttère,

weduwe Désiré Degand, te Merbes-le-Château, volgens akte verleden vóór den notaris Van Bastelaere, te Charleroi, den 4 Juni 1920, overgeschreven op het 1^{ste} kantoor van grondpanden te Charleroi, den 23 Juni daarna, deel 282, n^o 10.

M^{me} weduwe Degand was eigenares van dit goed om haar toebedeeld geweest te zijn bij eene akte van verdeling verleden vóór den notaris Van Bastelaert voornoemd, den 1 Juli 1913.

Een inhoud van 3 aren 29 centiaren grond, met de gebouwen welke er toen op bestonden, zijnde een woonhuis met verdiep en afhankelijkheden, jegens Auguste-Désiré Degand, handelaar te Marcinelle, volgens akte verleden vóór den notaris Van Bastelaere, 4 Juni 1920, overgeschreven in het 1^{re} kantoor van grondpanden te Charleroi, den 23 Juni daarna, deel 282, n^o 11.

M. Degand bezat dien grond om er den aankoop van gedaan te hebben luidens eene akte verleden vóór zelfden notaris Van Bastelaere, den 20^e Juni 1901.

Bij de gebouwen welke bestonden tijdens de aankopen hiervoren, heeft de Staat de noodige verandering en opschikkingen gedaan met het oog op hunne huidige bestemming, en hij heeft er nieuwe gebouwen en de bestaande inrichtingen bijgevoegd.

Een perceel grond inhoudende 1.493 m², 58, werd aangekocht door den Staat-inbrenger jegens het Departement van Spoorwegen, Zeewezen, Posten en Telegrafien, luidens eene verwisselingsakte opgesteld in den onderhandschen vorm, gedagteekend uit Charleroi, den 27^e Juli 1924, tot stand gekomen tusschen de vertegenwoordigers der Departementen van Spoorwegen, Zeewezen, Posten en Telegrafien, van Nijverheid en Arbeid, en van Financiën, Beheer der Domeinen.

Luidens zelfde akte, werd er afgestaan door den Staat-inbrenger, Departement van Nijverheid en Arbeid, aan het Departement van Spoorwegen, Zeewezen, Posten en Telegrafien eene oppervlakte grond van 283 m², 4, deelsluitmakende der goederen aangekocht door den Staat-inbrenger luidens de hierboven vermelde akten ontvangen door den notaris Van Bastelaere te Charleroi, den 4^e Juni 1920.

Het stapelhuis bevat namelijk : vier bevroeszaalen, overdekte ladingskaaien en ladingskaaien voor wagons.

Zaal der drijfkrachtmachiënen, lokaal voor motors, lokaal voor gasvoortbrengers, zaal der koel- en vriesmachiniën met werkhuis.

Bergplaats en onontploffbare instelling voor nafta.

Kantoren : op het gelijkvloers twee plaatsen ; op het verdiep vier plaatsen.

Woonhuis met afhankelijkheden.

Drijfkrachtmachiënen : twee motors arm gas Winterthur, twee electrieke motors Becquart ; voor de verlichting en de hulpdrijfkracht : kleine motor van den lucht-trekker, van den gasvoortbrenger en den presser (verbonden in lage spanning met de « Société d'Electricité du Bassin de Charleroi », te Roux).

Koel- en vriesmachiniën : twee pressers, Sulzer.

Het in het koelvat loopende water is geleverd door een doorziggende put.

Een deel der lokalen van het stapelhuis is gebruikt en in huur gegeven.

Vijf huurovereenkomsten voor ruimte-inhoud, voor een totaal van 636 kubieke meters, van korten duur en met stilzwijgende vernieuwing.

Vier-en-twintig cellotjes, voor een totaal van 71 kubieke meters, bij overeenkomsten van korten duur, met stilzwijgende vernieuwing.

Twee plaatsen dienende voor kantoor, mits 200 frank per maand, bij termijnen van zes maanden, met stilzwijgende vernieuwing, hebbende aanvang genomen met 9^a Maart 1923.

Een lokaal dienende voor kantoor, bij termijnen van drie maanden, hebbende ingang genomen op 23 April 1923, met stilzwijgende vernieuwing, mits 125 frank per maand.

Een lokaal dienende voor kantoor, bij termijnen van drie maanden, met stilzwijgende vernieuwing, hebbende ingang genomen den 1^a Augustus 1923, mits 75 frank per maand.

Twee kleine plaatsen dienende voor kantoren, bij termijnen van zes maanden, met stilzwijgende vernieuwing, mits 75 frank per maand, ingang genomen hebbende met 1^a November 1923.

VIII.

Koel- en vriesstapelhuis van Namen.

De inbreng bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het stapelhuis opgericht rue Fond d'Arquet, hebbende uitwegaan den openbaren weg, beslaande eene oppervlakte grond van 1.065m²43, met ontworpen verbinding met de buurtspoorweglijn komend langs de rue d'Arquet.

Het groot werk alleen is voltooid, en het stapelhuis is nog niet voorzien van de noodige toestellen.

De werken genaamd groot werk bevatten : het eigenlijke stapelhuis met twee verdiepen, zaal voor luchtverkoelers, zaal der machienen voor zelfstandige centrale of kabien van herleiding, zaal voor bevriesbak, kantoren, twee woonhuizen.

Toebehoorende aan den Staat-inbrenger om er op zijne kosten de gebouwen en inrichtingen te hebben doen oprichten op een perceel grond door hem aangekocht jegens de Stad Namen, luidens bestuurlijke akten gedagteekend uit Namen respectievelijk den 13^a Augustus 1920 « enregistré, un rôle, sans renvoi, à Namur, le 17 août 1920, volume 705, folio 76, gratis, par le receveur Barthélemy » en overgeschreven in het kantoor der grondpanden te Namen, den 20^a Augustus daarna, deel 2761, nummer 38, — en den 20^a Mei 1921, « enregistré, un rôle, deux renvois, à Namur, A.C., le 21 mai 1921, volume 715, folio 51, gratis », en overgeschreven ten kantore der grondpanden, te Namen, den 28^a Mei daarna, deel 2854, nummer 6.

De Stad Namen was eigenares der gronden als deeltmakende van deze door haar aangekocht jegens de familie Artoisenet, volgens akte verleden vóór den Burgemeester van Namen, den 14^a September 1898.

Naar luid der twee akten van 13^a Augustus 1920 en 20^a Mei 1921, heeft de Belgische Staat de verbintenis aangegaan op de verkochte goederen een gewestelijk koel- en vriesstapelhuis op te richten.

IX.

Koel- en vriesstapelhuis van Peruwelz.

De inbreng bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het koel- en

vriesstapelhuis, hetwelk gelegen is aan den hoek der Bataille en Tombereaustraten, en waartoe men langs den openbaren weg toegang heeft.

Het stapelhuis is met den Staatsspoorweg verbonden; het beslaat eene oppervlakte van 8 a. 80 ca.

De Staat is volgenderwijze eigenaar van het stapelhuis :

De grond met de gebouwen, welke zich alsdan erop bevonden, zijnde eene brouwerij met afhangen, koer en cantine, werd door hem aangekocht jegens : 1. M. Ursmar-Emile Vanderpotte; 2. Mevr. Adrienne-Marie-Ghislaine Vanderpotte, echtgenoot van M. Maurice-Louis Ildephonse-Ghislain-Marie-Joseph Mahy; 3. Jufvr. Alice-Félicie-Marie-Ghislaine Vanderpotte; 4. M. Léon-Jules-Joseph-Ghislain Jourdois; 5. M. Paul-Honoré-Antoine-Ghislain Jourdois; 6. Jufvr. Madeleine-Marie-Adèle-Ghislaine Jourdois, allen te Peruwelz, blijkens eene akte ontvangen door den notaris Simon, te Peruwelz, den 3^e Juni 1920, overgeschreven ten kantore der grondpanden te Doornijk, den 10^e Juli daaropvolgende, boek 4150, nummer 24.

Gemeld goed maakte deel uit van eenen meerderen eigendom in onverdeeldheid aangekocht door MM. Ursmar Vanderpotten en Jules Jourdois, jegens M. Victor-Robert, brouwer, te Peruwelz, volgens akte ontvangen door de notarissen Simon en Paternotre, te Peruwelz, den 17^e April 1902.

Mevr. Adèle Robert, echtgenoot Vanderpotte, is te Peruwelz overleden den 31^e Juli 1912, nalatende voor eenige kinderen en uitsluitelijke erfgenamen, hare twee dochters Adrienne en Alice Vanderpotte voornoemd.

En de echtgenooten Jourdois-Robert zijn overleden opvolgenlijk te Peruwelz, den 7^e Juni 1907, en te Wez-Velvain, den 11^e Januari 1911, nalatende voor eenige erfgenamen, hunne drie kinderen, zijnde de verkoopers hiervoren genoemd met name Jourdois.

De voornoemde akte ontvangen door den notaris Simon, te Peruwelz, den 3^e Juni 1920, bedingt namelijk dat de Staat in het onroerend goed zal mogen inrichten, noch brouwerij, noch zagerij, noch cementfabriek, noch hout-, kolen- of cementenhandel, zoolang dat de verkoopers, of één van hen, eenen dergelijken handel of nijverheid zullen uitoefenen, en dat de Staat in de oude cantine geen drankverkoop zal mogen inrichten zonder den pachter te verplichten al de bieren noodig tot zijnen verkoop en tot zijn eigen gebruik te nemen in de brouwerij die hem door de verkoopers Jourdois en Vanderpotte zal aangewezen worden.

Bij zelfde akte, heeft de Staat zich verplicht aan de verkoopers met name Jourdois terug te koopen de gebouwen dienstig voor stalling en den grond grenzend aan de goederen aangekocht zooals gezegd, mits den prijs van 5.000 frank, gezegde verkoopers Jourdois mogende alzoo gemeld goed niet vervreemden zonder het voorgaandelijk aan den Staat aan te bieden, geene verandering of afbraak, die de waarde ervan zouden kunnen verminderen mogende eraan gebracht worden; de Belgische Staat niet gehouden zijnde de terugbetaling te doen der gebouwen, die er op zouden gesticht zijn.

De eigendom begrijpt namelijk :

Eigenlijk stapelhuis : twee vrieszalen en twee luchtverkoelers in den ondergrond, drie vrieszalen op 't gelijkvloers, drie koelzalen en een luchtverkoeler op het verdiep, een luchtverkoeler onder het dak.

Zaal der machienen, verbonden met hooge spanning aan de « Compagnie Auxiliaire d'Électricité. »

Drijfmachienen : drie electrische motoren.

Koelmachienen : drie rechtstaande samendrukkers « Fixary », electrische hijschtoestellen, bevrizer voorzien van putwater.

Het stroomwater der condensators is geleverd door een put.

Er bestaan acht huurcontracten van korten duur met stilwijgende vernieuwing voor gezamenlijk bedrag van 772 cubieke meters.

Een lokaal is verhuurd mits 100 frank in de maand te beginnen met 15^e Maart 1923, voor eenen duur van zes maand met stilwijgende vernieuwing.

Een lokaal is verhuurd per maand met stilwijgende vernieuwing, ingaande met 12^e Mei 1924, mits 75 frank in de maand.

X.

Koel- en vriesstapelhuis van Yper.

De inbreng bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het koel-vriesstapelhuis, hetwelk gelegen is te Yper en bestaat in de gebouwen van de oude garnizoenbakkerij. Deze gebouwen bestaan in een onderaardsche gaanderij gekapt in de dikte der binnenvestigen en gevormd door vijf overwelfde kazematen van ieder 30 meters diepte ongeveer, met aarde overdekt en met afscheidingen verdeeld, hebbende samen eene ontwikkeling van ongeveer 30 meters breedte op eene hoogte van ongeveer 5 meters onder de gewelven.

De toegang tot deze plaatsen gebeurt langs den openbaren weg bij middel eener dubbele deur, behalve voor ééne der plaatsen, die een venster in den voorgevel bezit.

De Staat-inbrenger is eigenaar van den grond en der plaatsen ingevolge den afstand die hem toegestaan werd door het Ministerie van Financiën, Beheer der Domeinen, zooals blijkt uit een proces-verbaal van overgave, gedagteekend te Brussel, den 20^e Augustus 1924.

Dit proces-verbaal van overgave meldt dat, luidens eene overeenkomst gesloten den 8^e April 1884, tusschen den Staat en de Stad Yper, deze laatste aan den Staat den vollen en ganschen eigendom erkend heeft der gronden gelegen boven de Legerbakkerij, waarvan het ingebrachte stapelhuis deel uitmaakt.

De inrichtingen begripen namelijk :

Het eigenlijk stapelhuis : twee koude zalen, twee luchtverkoelers, twee ladingskaaien.

Zaal der machienen : Drijfmachienen : twee motoren « Diesel », eene batterij van accumulators.

Koelmachienen : twee samendrukkers « Fixary ».

Bevrizer.

Het stroomwater der condensators is in den gracht der vestingen opgezogen ; het water van den bevrizer wordt verzorgd door de waterleiding van de Stad.

Garage en onontpofbare inrichting voor vluchtige olie.

Lokaal voor bevrizer.

Een werkhuis; een bureel.

Er bestaan vier huurcontracten voor een gezamenlijk bedrag van 236* kubieke meters, van korten duur (drie of zes maanden), met stilzwijgende vernieuwing.

XI.

Materiaal en verbruiksvoorraad. — Allerlei.

1. Isothermische wagons :

36 wagons Amerikaansch type (25 T.)

25 wagons Belgische Staat type (15 T.)

20 wagons W. D. type (15 T.)

2. Twee vrachtautos Berna (5 T.)

3. Een tractor op sporen.

4. Verscheidene laboratoriumtoestellen.

5. De verbruiksvorraden, machines en verscheidene stukken van materiaal opgenomen in den inventaris van het centraal magazijn en der garage van het stapelhuis te Brussel.

6. In het algemeen, al hetgeen aan den Staat-inbrenger mag toebehooren zich bevindende in de ingebrachte stapelhuizen of deze betreffende, zooals namelijk, groote en kleine werktuigen en machineriën, vervangingstukken, verbruiksvoorraad in brandstoffen, smeerstoffen, verscheidene produkten, de meubelen welke de woningen, verscheidene plaatsen en bureelen stoffeeren, schrijfmachines, brandkasten, enz.

Omstandige inventarissen van het roerend deel der hier gedane inbrengsten werden te dien einde opgemaakt, waarvan al de verschijners, voorgaandelijk aan deze, eene volle en grondige kennis gehad hebben en waarvan de dubbels in het archief der Maatschappij gerangschikt zijn, zooals verklaard en aanvaard is.

De inventarissen, waarvan gewag hierboven zijn opgemaakt en gesloten door de zorgen van den Staat-inbrenger, in datum 30^e Juni 1924, en geven de toestanden der inbrengsten, zooals zij ten huidigen dage bestaan.

Wijzigingen hebben zich opgedrongen in het mobiliair gedeelte van bedoelde inbrengsten, uit hoofde der uitbating voortgezet door den Staat-inbrenger sedert 30^e Juni 1924, tot op datum der ingenottreding.

Er wordt verstaan, dat de tegenwoordig gestichte vennootschap de bovengemelde inbrengsten zal moeten in bezit nemen en aanvaarden zooals zij in bovenbedoelde inventarissen beschreven en opgenomen zijn, maar in den staat en toestand waarin zij zich zullen bevinden op den datum der ingenottreding, met de wijzigingen en veranderingen tusschen gekomen sedert den 30^e Juni 1924, door de normale voortzetting der uitbating tot op den datum der ingenottreding.

7. De winst en de gevolgen van alle overeenkomsten en contracten door den Staat-inbrenger gesloten, betreffende de inrichting en uitrusting der stapelhuizen, gezegde overeenkomsten en contracten dienende door den Staat-inbrenger ten ontlaste der hier gestichte Maatschappij uitgevoerd te worden.

8. De winst en de gevolgen van alle bestellingen van verbruik of onderhoudstoffen, waarvan de levering na de stichting der huidige Maatschappij zal plaats grijpen, op last, voor deze laatste, den prijs ervan te regelen.

9. De winst en de gevolgen van alle contracten en in loop zijnde overeenkomsten door den Staat-inbrenger gesloten betrekkelijk eene of andere afdeeling van het maatschappelijk doel, 't zij met particulieren, 't zij met Besturen, de clienteele, de klandizie.

10. Al de bescheiden en archiven, welke door de Maatschappij zouden geëischt worden als nuttig of noodzakelijk kunnende zijn voor het verwezenlijken van het maatschappelijk doel, en, voornamelijk, de origineelen, of bij gebrek aan origineelen, de eensluidend verklaarde afschriften der bescheiden vermeld in het hier aangehaald artikel der standregelen.

Lasten, bepalingen en voorwaarden.

De hierboven gedane inbrengsten werden gedaan onder de volgende lasten, bedingen en voorwaarden.

1. De ingebrachte goederen worden overgedragen aan de Maatschappij in den staat en ligging, waarin zij zich thans bevinden en gedragen, bijzonderlijk, wat aangaat de onroerende goederen, met al hunne werkende en lijdende, zichtbare en verborgene, onafgebroken en niet onafgebroken erfdienstbaarheden, waarmede zij bevoorrecht of belast zijn, de Maatschappij hebbende zich tegen de eene te verdedigen en de andere te doen gelden, op eigen verantwoording, zonder tusschenkomst van den Staat-inbrenger, maar zonder nochtans dat deze bepaling aan wie het ook zij meer rechten mocht geven dan hij zou bezitten ingevolge regelmatige en niet verjaarde titels of ingevolge de wet.

2. De onroerende goederen zijn gewaarborgd onbelast, vrij en zuiver van alle grondpandreechten, voorrechten en gelijk welke inschrijvingen, toestand waarvan zal dienen bewijs geleverd te worden door middel van grondpandelijke getuig-schriften te lichten ter bevoegde hypotheekkantoren.

De oppervlakte der onroerende goederen is niet gewaarborgd. Welk ook het verschil met de wezenlijke oppervlakte weze, al overtrof dit verschil één twintigste, zal hetzelfde ten voordeele of den nadeele der Maatschappij zijn.

3. De tegenwoordig gestichte Maatschappij zal moeten betalen alle belastingen, taxen en algemeenlijk de bijdragen hoegenaamd betrekkelijk de ingebrachte goederen, en dit te rekenen met hare ingenottreding.

Zij zal moeten voortzetten ter gansche en geheele ontlasting van den Staat-inbrenger, alle huurceelen en pacht- of bezetcontracten, abonnementsen en gelijk welke overeenkomsten die betrekkelijk de ingebrachte goederen mochten bestaan, van verzekeringen tegen brand of alle andere gevaren, van abonnementsen aan water, gas en electriciteit, van onderhoud met herstellingen, en alle andere, welke met alle Besturen en bijzonderen zouden getroffen geweest zijn.

De huurprijzen, premiën, taxen en bijdragen aangaande deze huurceelen, contracten, abonnementsen en overeenkomsten, zullen moeten door de Maatschappij ontvangen, betaald of afgedragen worden, te rekenen van den datum van de ingenottreding en « prorata temporis ».

4. Op de algemeene en volstrekte wijze, de tegenwoordig gestichte Maatschappij actievelijk en passievelijk in de plaats gesteld van de rechten en verplichtingen van den Staat-inbrenger, nopens de ingebrachte zaken, goederen en rechten,

wel verstaan zijnde dat de Staat-inbrenger tegenover de Maatschappij borg is voor de voortzetting en de duurzaamheid der vergunningen voorgaandelijk door den Staat zelf afgestaan aan de koel- en vervriesdiensten van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

Inzonderheid wat aangaat de koel- en vriesstapelhuizen waarvan de Staat den vollen eigendom niet bezit of zou bezitten, zal de Maatschappij zich in de plaats van dezen moeten stellen, 't zij bij 't vervallen der toegestane termijnen. 't zij opgelijk welk ander oogenblik, om zonder verhaal noch daging tot borgstelling tegen hem, noch hoegenaamde tusschenkomst van zijnen 't wege, de regeling en de vereffening te doen van alle kwesties van vergoeding, wegneming, inordeberstelling of alle andere hoe ook genaamd, welke zich alsdan zullen voordoen nopens deze stapelhuizen.

5. In geval van ontbinding der Maatschappij, 't zij bij 't verstrijken van het hierboven bedongen termijn, 't zij op elk ander oogenblik, zal de Belgische Staat het vermogen hebben terug te nemen al de installaties, zoowel de vaste als de beweegelijke, er in begrepen al de eigenlijke of doorbestemming onroerende goederen, al het materiaal en al de verbruiksvoorraden en dit mits eenen prijs die door schatters zal vastgesteld worden. Iedere partij zal haren schatter aanstellen; in geval van meeningsverschil tusschen de schatters, de Voorzitter van de Koophandelsrechtbank te Brussel zal eenen derden schatter aanduiden. De Staat zal moeten van dit vermogen gebruik maken binnen een tijdperk van drie maand.

In vergoeding der alzoo gedane inbrengsten, welke hier te zamen geschat worden ter som van achttien millioen frank worden er aan de Belgischen Staat-inbrenger, welke aanvaardt, *zes en dertig duizend* bevoorrechte aandeele van vijf honderd frank ieder, gansch afgelost zijnde deze genummerd van 1 tot 3,6000 toegekend, alsmede *vijf en dertig duizend* dividendaandeele, zonder aanduiding van waarde, zijnde deze genummerd van 1 tot 35.000.

INSCHRIJVINGEN

ART. 7. — De vierduizend overblijvende bevoorrechte aandeele, genummerd van 36.001 tot 40.000 werden ingeschreven als volgt :

De vijfduizend overblijvende dividendaandeele, genummerd 35.001 tot 40.000 worden toebedeeld aan de inschrijvers op de 4.000 bevoorrechte aandeele hierboven, op voet van vijf dividendaandeele per vier bevoorrechte aandeele.

Op ieder der alzoo ingeschreven dividendaandeele, werd er, voor rekening en ten bate der maatschappij zulks verklaard en erkend door de verschijners, een storting gedaan van honderd per honderd, 't zij te zamen de som van twee millioen frank.

De beheerraad zal het tijdstip en beloop vaststellen der oproeping van fondsen op de bevoorrechte aandeele, welke naderhand, in geval van vermeerdering van kapitaal tegen geldspeciën zouden uitgegeven worden.

De aandeelhouder die, na een voorafgaandelijk bericht van vijftien dagen, per aangeteekende brief beteekeend, in gebreke zal zijn aan deze verplichting te voldoen, zal aan de Maatschappij de interesten moeten storten berekend tegen zes per honderd 's jaars, te rekenen met den dag der eischbaarheid der storting.

De beheerraad zal daarenboven, na een tweede bericht, zonder gevolg gebleven gedurende een maand, het verval van den aandeelhouder mogen uitspreken, en zijne titels ter Beurs doen verkoopen, onverminderd het recht het schuldig geblevene en gebeurlijke schadevergoeding te eischen.

De beheerraad mag de aandeelhebbers machtigen hunne aandeeleu bij vervroeging te volstorten. In dit geval bepaalt hij de voorwaarden onder dewelke de voornitbetalingen toegelaten zijn.

VERHOOGING EN VERMINDERING VAN HET KAPITAAL.

Art. 8. — Het maatschappelijk kapitaal zal mogen verhoogd of verminderd worden bij besluit der algemeene vergadering der aandeelhebbers, beraadslagende in de voorwaarden vereischt voor de wijzigingen aan de standregelen.

Bij iedere verhooging van kapitaal anders gedaan dan bij wege van versmelting of inbreng in natura, zal de beheerraad de voorwaarden en het beloop der uitgifte vaststellen. Een aantal dividendaandeeleu gelijk aan datgene der nieuwe bevoorrechte aandeeleu zal gesticht worden.

Behoudens tegenstrijdige besluiten van de algemeene vergadering der aandeelhouders, die de verhooging zal besloten hebben, zullen de nieuwe aandeeleu, tegen geldspeciën in te schrijven, bij voorkeur aan de bezitters der reeds bestaande bevoorrechte aandeeleu, in evenredigheid met het aantal hunner titels aangeboden worden. De beheerraad zal de voorwaarden en het beloop bepalen mits dewelke de nieuwe aandeeleu alzoo bij voorkeur zullen aangeboden worden, alsook den termijn binnen denwelken de aandeelhouders zich zullen uit te spreken hebben over het gebruik van hun voorkeurrecht.

Hij zal beslissen of het al of gedeeltelijk niet benuttigen door sommige bezitters van titels, van bedoeld voorkeurrecht ja dan neen tot uitwerking zal hebben het evenredig aandeel der anderen te vermeerderen.

VORM DER AANDEELEN. — OVERDRACHT.

Art. 9. — Al de bevoorrechte- en dividendaandeeleu zullen op naam blijven totdat de beheerraad de geheele of gedeeltelijke omzetting ervan in titels aan toonder toegelaten hebben, met dien verstande, dat al de aandeelhouders alsdan op gelijken voet zullen behandeld worden.

Geen overdracht van aandeel op naam zal mogen plaats grijpen, tenzij krachtens een voor iederen afstand bijzonder besluit van den beheerraad en ten bate van een door hem aangenomen afstandhouder. De afstandhouders zullen enkel Belgische rechtspersoonlijkheden of natuurlijke personen van Belgische nationaliteit mogen zijn.

De Belgische Staat, oorspronkelijke houder der bevoorrechte aandeeleu genummerd van 1 tot 36.000 en der dividendaandeeleu genummer van 1 tot 35.000, zal gehouden zijn, wanneer hij zal begeeren ze te gelde te maken, een voorkeur te verleenen, mits gelijken prijs, aan de andere aandeelhouders die zullen gekend zijn, 't zij door den register der titels op naam, hetzij door de aanwezigheidslijst der laatste algemeene vergadering, en hun een termijn te verleenen van vijftien volle dagen om hun gevoelen te laten kennen. Ieder der aandeelhouders -koopers,

zal zijn recht mogen doen gelden op een deel der in ieder categorie aangeboden aandeeleu, geevenredigd aan het getal aandeeleu van iedere categorie, waarvan hij het bezit ten dage van het aanbod zal rechtvaardigen. Wat aangaat de aandeeleu, welke de andere aandeelhouders niet zouden aangekocht hebben, zal bij het verstrijken der vijftien dagen, de Belgische Staat zijne volledige vrijheid hernemen.

OBLIGATIËN.

ART. 10. — De vennootschap mag te allen tijde, bij besluit van den beheerraad, hypothecaire of andere obligatiën uitgeven.

De beheerraad bepaalt den grondvorm, den prijs, het bedrag van den interest, de wijze en het tijdstip der terugbetaling, alsook alle andere voorwaarden van uitgifte van obligatiën.

Zoolang de Staat bewijs zal geven van het bezit van de helft ten minste der bevoorrechte aandeeleu genummerd van 1 tot 36,000 en der dividendandeeleu genummerd van 1 tot 35,000, zal de uitgifte van hypothecaire obligatiën aan de voorafgaandelijke toelating van den Minister van Financiën ondergeschikt zijn.

BEHEERRAAD.

ART. 11. — De maatschappij wordt beheerd door een raad samengesteld uit tien leden, deelgenooten of niet, van Belgische nationaliteit, benoemd voor een termijn, die geen zes jaar mag overschrijden, door de algemeene vergadering der aandeelhouders, en steeds afzetbaar door deze.

Zoolang de Belgische Staat bewijs zal geven van het bezit van de helft ten minste der bevoorrechte aandeeleu genummerd van 1 tot 36,000 en der dividendandeeleu genummerd van 1 tot 35,000, zullen drie der beheerders op voorstel van den Minister van Nijverheid en Arbeid, een andere op datgene van den Minister van Geldwezen, door de vergadering benoemd worden. De andere beheerders zullen door de vergadering, op voorstel der andere aandeelhouders dan den Belgischen Staat benoemd worden.

De eerste beheerders zullen in bediening blijven tot na de gewone algemeene vergadering van negentienhonderd dertig, welke zal overgaan tot hunne herkiezing, en, desnoods, tot hunne vervanging.

Ieder jaar, te rekenen met dit tijdstip, zullen een of twee beheerders uit den raad treden, derwijze dat het mandaat van geen enkel lid meer dan zes jaren zal duren. De eerste volgorde van uittreding zal door het lot vastgesteld worden. De uittredende beheerders zijn herkiesbaar.

De beheerders benoemd op voorstel van den Belgischen Staat en aanwezig op de vergadering zullen samen en gemeenschappelijk een schorsend veto tegen ieder besluit van den beheerraad mogen stellen, wanneer dat besluit hen nadeelig zal schijnen voor de algemeene interessen der Belgische gemeenschap of voor deze der Landsverdediging, in de mate waarin zij zouden geschaad zijn door de wending gegeven aan de zaken der Vennootschap. Het veto zal uitgebracht worden en behoorlijk gemotiveerd in een schrift toegezonden binnen de drie dagen der vergadering van den Beheerraad, aan den Voorzitter van dezen laatste.

De uitoefening van dit vetorecht zal de uitwerksels van de beslissing van den Beheerraad opschorsen. De Minister van Nijverheid en Arbeid alleen zal de opheffing van dit veto mogen verleen.

BESTUUR.

ART. 12. — De beheerraad verkiest onder zijne leden buiten deze die den Belgischen Staat vertegenwoordigen eenen voorzitter alsmede eenen afgevaardigden beheerder. Hij mag eenen ondervoorzitter verkiezen. De bedieningen van voorzitter en deze van ondervoorzitter mogen te gelijkertijd als deze van afgevaardigde beheerder bekleed worden.

De raad mag in zijn midden een bestendig komiteit benoemen, samengesteld uit een afgevaardigden beheerder aangeduid door den Minister van Nijverheid en Arbeid en van twee beheerders benoemd op voorstel der andere aandeelhouders dan den Belgischen Staat.

Dit komiteit zal tot opdracht hebben de voorbereiding der beslissingen van den beheerraad, namelijk op technisch gebied, zonder dat het zich in de plaats mag stellen van den raad voor de uitoefening der bevoegdheden, welke de huidige standregelen aan dezen laatste toekennen.

De raad mag het bestuur van het geheel, of van dit deel of van geene bijzondere vertakking der maatschappelijke zaken toevertrouwen aan een of meer bestuurders, verkozen binnen of buiten zijn midden, deelgenooten of niet. Hij mag bijzondere bepaalde machten afvaardigen aan elken mandataris.

Hij vestigt de machten, de dienstverrichtingen en de bezoldigingen van de in het voorafgaande alinea vermelde personen.

Hij mag ze ten allen tijde in hun ambt ontslaan.

VERTEGENWOORDIGING.

ART. 13. — De vennootschap mag vertegenwoordigd worden in de kolonie van Belgisch Congo en in den vreemde, 't zij door een harer beheerders, 't zij door een bestuurder, 't zij door om 't even welken anderen persoon te dien einde bijzonder aangeduid door den beheerraad.

Deze afgevaardigde is belast, onder het bestuur en het toezicht van den beheerraad of van de gebeurlijke door dezen laatste aangeduide personen, met de verdediging van de belangen der Vennootschap bij de overheden van de kolonie van Congo of van het vreemd land en met de uitvoering van al de beslissingen van den Beheerraad, waarvan het uitwerksel in die landen moet geschieden.

SAMENROEPING VAN DEN RAAD.

ART. 14. — De beheerraad vereenigt zich bij samenroeping en onder het voorzitterschap van zijnen voorzitter of, in geval van belet van dezen laatste, van den ondervoorzitter of van een beheerder aangeduid door zijne collegas, telkens de belangen der Vennootschap zulks vereischen en telkens het minstens drie beheerders zulks aanvragen.

BERAADSLAGINGEN VAN DEN RAAD.

ART. 15. — Behalve het geval van overmacht voortspuitende uit oorlog, werkstaking of andere openbare ramp, mag de beheerraad niet beraadslagen en geldiglijk beslissen dan wanneer minstens een der beheerders benoemd op voorstel van den Minister van Financiën en minstens twee der andere beheerders aanwezig of tegenwoordig zijn.

Alle afwezige of belette beheerder mag schriftelijk of per telegram een zijner collega's van den raad afvaardigen om hem te vertegenwoordigen in de vergaderingen van den raad en er te stemmen in zijne plaats. De lastgever is in dit geval, onder oogpunt der stemming, als aanwezig beschouwd. Nochtans mag geen enkel afgevaardigde alzoo meer dan een beheerder vertegenwoordigen.

Alle belette of afwezige beheerder mag ook, maar alleenlijk als minstens de helft der leden van den raad aanwezig zijn in persoon, schriftelijk of per telegram zijne meening te kennen geven en zijne stemmen uitbrengen.

De door de twee voorgaande alineas aan de beheerders verleende vermogens worden toegestaan aan de kommissarissen voor de zittingen van den algemeenen raad.

Alle beslissing van den raad wordt genomen met de volkomen meederheid. In geval van verdeeling, is de stem van dezen die het voorzitterschap van de vergadering uitoefent beslissend.

Indien, in eene zitting van den raad de vereischte meederheid vereenigende om geldiglijk te beslissen, een of meer beheerders zich onthouden krachtens artikel zestig der geordende wetten op de handelsvennootschappen, worden de besluiten geldiglijk genomen door de meederheid van de andere leden van den raad, behoudens hetgene gezegd in artikel elf betrekkelijk het stemrecht dat op voorstel van den Belgischen Staat benoemde beheerders mogen uitoefenen.

PROCESSEN-VERBAAL.

ART. 16. — De beraadslagingen van den beheerraad worden vastgesteld door processen-verbaal in een bijzonder register ingeschreven. De afvaardigingen alsmede de schriftelijke of per telegram gegeven meeningen of stemmingen worden eraangehecht.

Deze processen-verbaal worden ondertekend door al de ter zitting aanwezige leden. De afschriften of uittreksels op 't gerecht of elders voor te brengen worden door den voorzitter of door twee der raadsleden geteekend.

MACHT VAN DEN RAAD.

ART. 17. — De beheerraad wordt bekleed met de meest uitgebreide macht om al de akten van beheer of beschikking te verwezenlijken, welke de vennootschap aanbelangen.

Zijne bevoegdheid omvat al de akten, welke niet uitdrukkelijk door de wet of de tegenwoordige standregelen aan de algemeene vergadering of aan den algemeenen raad voorbehouden zijn.

Hij heeft namelijk de macht om op zijn eenig gezag, al de bewerkingen te beslissen, welke deel uitmaken van het maatschappelijk doel, alsmede al de inbrengsten, overdrachten, onderschrijvingen, geldschietingen, vereenigingen, financieele deelnemingen of tusschenkomsten betrekkelijk bedoelde bewerkingen.

Hij mag, onder meer, alle sommen en waarden ontvangen, alle goederen, roerende en onroerende in pacht geven of nemen of onderverhuren, aankopen, vervreemden of verruilen; alle vergunningen van welken aard ook, aankopen, uitbaten, verpachten of afstaan, alle fabriekmerken, brevetten of vergunningen van brevetten uitbaten of afstaan; alle ontleeningen aangaan; alle kredietopeningen ter bank verkrijgen: alle geldleeningen toestaan; alle panden en in pandgevingen toestaan en aanvaarden, alsmede alle hypotheek met beding van dadelijke uitwinning aan alle zakelijke rechten, voorrechten of verbrekende acties verzaken; handlichting geven van alle bevoorrechte of hypothecaire inschrijvingen, overschrijvingen, beslagnemingen, verzetten of andere hindernissen; ontslaan van alle ambtshalve inschrijvingen dit alles voor of na betaling, onderhandelen, pleiten zoowel als eischer of als verweerder, overeenkomen en aan beslissing van scheidslieden onderwerpen, het gebruik der voorzienings- of reservefondsen regelen; de voorafgaande opsomming wezende aanwijzend en niet beperkend.

Het is ook den beheerraad die, ten ware hij die macht afgevaardigd had, de agenten, bedienden en bezoldigden der vennootschap benoemt of afzet, hunne werkverrichtingen bepaalt, hunne wedden en bezoldigingen vaststelt alsmede hun borgtochten zoo zulks noodig is.

Bij het aanwerven van personeel zal de voorkeur gegeven worden aan de Belgen die de verbintenis onderteekenen in hun ambt aan te blijven, ter beschikking van den Staat, in geval van mobilisatie van 't leger.

VERTEGENWOORDIGING BIJ HET GERECHT.

ART. 18. — De rechterlijke acties, zoowel de eischende als de verwerende, worden gevolgd, in naam der vennootschap, door den beheerraad, vervolgingen en benaarsstelingen van zijnen voorzitter of van den te dien einde afgevaardigde beheerder of van twee beheerders.

In de landen waar de vennootschap een officieelen vertegenwoordiger zal hebben, zullen de acties gevolgd worden door of tegen dezen laatste.

COLLEGIE DER KOMMISSARISSEN.

ART. 19. — De bewerkingen der vennootschap worden in 't oog gehouden door vier kommissarissen van belgische nationaliteit, deelgenooten of andere.

Zoolang de Staat zal bewijs leveren van 't bezit van minstens de helft der bevoorrechte aandelen genummerd van 1 tot 36.000 en van de dividendaandelen genummerd van 1 tot 35.000, zullen twee der kommissarissen benoemd worden door de algemeene vergadering der aandeelhouders, de eene op voorstel van den Minister van Nijverheid en Arbeid, de andere op voorstel van den Minister van Financiën. De twee andere kommissarissen zullen benoemd worden door de vergadering op voorstel der andere aandeelhouders van den Belgischen Staat.

De Kommissarissen zijn benoemd voor zes jaar en zijn afzetbaar door de algemeene vergadering. Zij worden vernieuwd krachtens een afwisseling vastgesteld bij lottrekking.

BORGTOCHTEN.

ART. 20. Ieder beheerder verpand bij voorrecht, tot waarborg der uitvoering van zijn mandaat, veertig aandeelen. De borgtocht van elken kommissaris is vastgesteld op twintig aandeelen.

VERGOEDINGEN.

ART. 21. — De algemeene vergadering mag aan de beheerders en aan de kommissarissen eene vergoeding toekennen, in rekening te brengen onder de algemeene uitgaven.

De beheerraad is gemachtigd aan de beheerders en kommissarissen belast, met bijzondere bedieningen of opdrachten, vergoedingen toe te kennen, vooraf te nemen op de algemeene uitgaven.

HANDTEEKENS.

ART. 22. — Alle akten de vennootschap verbindende, alle machten en volmachten, bij gebrek aan afvaardiging gegeven, door eene bijzondere beraadslaging van den beheerraad, worden ondertekend door twee beheerders, dewelke, tegenover derden, van geen voorafgaandelijke beslissing van den raad bewijs te leveren hebben.

De akten betrekkelijk de uitvoering der beslitselen van den beheerraad, waaraan een openbaar ambtenaar of een ministerieel officier zijne medewerking verleent, inzonderheid de verkoop, aankoop en ruilingsakten van onroerende goederen, de stichtingsakten van burgerlijke of handelsvennootschappen, de processen-verbaal van vergadering dier vennootschappen, de handlichtingen met of zonder betaling, onder verzaking van alle zakelijke rechten, voorrechten en verbrekende acties en de machten en volmachten betrekkelijk die akten worden geldiglijk ondertekend door twee beheerders, dewelke tegenover derden, van geene voorafgaandelijke beslissing van den beheerraad bewijs te geven hebben.

In de hulphuizen en agentschappen, en behalve de gevallen waar de beheerraad uitdrukkelijk macht geeft aan een der bestuurders, agenten of machtdragers om alléén te teekenen, worden alle akten houdende ontlasting of schuldbekentenis ondertekend door eenen bestuurder en eenen machtdrager of door twee machtdragers.

De vennootschap is slechts verbonden en de in haren naam verwezenlijke akten zijn alléén geldig, mits de door het tegenwoordig artikel voorschreven handteekens.

ALGEMEENE VERGADERING.

ART. 23. — De regelmatig vereenigde algemeene vergadering vertegenwoordigt de algeheelheid der aandeelhouders. Zijne regelmatig genomen beslissingen zijn

verplichtend voor allen, zelfs voor de afwezigen, de onbekwamen en afgewekenen. Zij zal zich van rechtswege vereenigen den eersten April, en voor de eerste maal, in negentien honderd zes-en-twintig, om tien uur en half 's morgens, in eene der gemeenten der Brusselsche omgeving, op de plaats aangeduid in de bijeenroepingsberichten. Bijaldien de eerste April een wettigen feestdag is, zal de algemeene vergadering den daaropvolgenden werkdag plaats grijpen.

De buitengewone algemeene vergaderingen worden eveneens gehouden in eene der gemeenten der Brusselsche omgeving, ter plaats in de samenroepingsberichten aangeduid.

TOELATING TOT DE VERGADERINGEN.

ART. 24. — Om de algemeene vergaderingen bij te wonen, zijn de eigenaars van aandeelen op naam gehouden den beheerraad, vijf dagen op voorhand, over hun inzicht dienaangaande in te lichten. Zij worden er toegelaten mits bewijsoverlevering over hunne eenzelvigheid. De eigenaars van aandeelen aan toonder moeten vijf dagen vóór de vergadering hunne titels in een der in het samenroepingsbericht aangeduide inrichtingen neergelegd hebben. De overdragingen van titels op naam worden gedurende de veertien dagen die de vergadering voorafgaan, geschorst.

VERTEGENWOORDIGING TER VERGADERINGEN.

ART. 25. — Ieder aandeelhouder mag zich ter algemeene vergadering door een bijzonderen gevolmachtigde doen vertegenwoordigen mits deze zelf aandeelhouder zij en het recht hebbe de vergadering bij te wonen. Nochtans mogen de Belgische Staat, de minderjarigen, de onder verbod gestelden en de handelsmaatschappijen, door een machthebber, die geen deelgenoot is, vertegenwoordigd worden en mag de gehuwde vrouw door haren echtgenoot vertegenwoordigd worden.

VOLMACHTEN.

ART. 26. — De beheerraad mag het model der volmachten bepalen en eischen dat deze, vijf volle dagen ten minste vóór de vergadering, ter door hem aangeduide plaatse neergelegd worden.

De mede-eigenaars, de vruchtgebruikers en naakte-eigenaars, de schuldeischers, de pandschuldenaars moeten zich onderling door een en denzelfden persoon doen vertegenwoordigen.

BUREEL DER VERGADERINGEN.

ART. 27. — Elke algemeene vergadering van houders van aandeelen en obligatiën wordt voorgezeten door den voorzitter van den beheerraad, of bij dezès ontstentenis, door den ondervoorzitter of door een beheerder door zijne collegas daartoe afgevaardigd. De andere aanwezige leden van den beheerraad, volledigen het bureel.

Alle gewone of buitengewone algemeene vergadering mag op staanden voet voor

drie weken verdaagd worden, door het bureel, als hierboven gezegd samengesteld, zelfs indien er over de balans niet hoeft beslist te worden.

Deze verdaging vernietigt alle genomen besluit. Nieuwe neerlegging van titels mogen voor de tweede vergadering gedaan worden.

De Voorzitter duidt een secretaris aan, de vergadering verkiest twee stemopnemers onder hare leden.

STEMRECHT.

ART. 28. — Ieder bevoorrecht- of dividendaandeel geeft recht tot eene stem ter algemeene vergadering der aandeelhouders. Bij wijziging aan het tweede lid van artikel 74 der geordende wetten op de handelsvennootschappen, en zolang de Staat aandeelhouder zal zijn, zal ieder aandeelhouder aan de stemming mogen deelnemen in aanmerking der geheelheid der bevoorrechte en dividendaandeelen, van wier bezit hij bewijs zal leveren.

Welk het aantal der ter vergadering vertegenwoordigde aandeeleu weze, worden de besluiten genomen bij de volstrekte meerderheid der stemmen, voor dewelke er aan de stemming deel genomen wordt; behoudens bijzondere gevallen door de wet op de handelsvennootschappen voorzien. In geval van verdeeling, is de stem van dezen, die de vergadering voorziet, overwegend.

Men stemt met opgeheven hand of bij naamafroeping, ten ware de vergadering er anders over beslisse.

In geval van benoeming, indien geen enkel kandidaat de volstrekte meerderheid bekomt, wordt er tusschen de kandidaten die het grootste getal stemmen bekomen hebben, tot eene herstemming overgegaan. In geval van gelijkheid van stemmen bij deze herstemming, wordt de jongste der kandidaten verkozen.

PROCESSEN-VERBAAL.

ART. 29. — De bij het gerecht of elders over te leggen afschriften of uittreksels van processen-verbaal van algemeene vergaderingen, worden onderteekend door den voorzitter of door twee leden van den beheerraad.

BALANS.

ART. 30. — Het maatschappelijk dienstjaar begint den 1^{en} Januari, om te eindigen den 31^{en} December van ieder jaar. Echter zal het eerste maatschappelijk dienstjaar begripen, heel het tijdstip verstreken sedert den datum dezes tot den 31^{en} December 1925.

De beheerraad heeft de meest volkomene vrijheid voor de beraming in de balans der goetvindens en der andere roerende en onroerende waarden het maatschappelijk actief uitmakende. Hij bepaalt deze beramingen alsook de noodige uitdelgingen op de wijze, die hij het nuttigst acht, om de goede waarneming der zaken, de vastheid en de toekomst der vennootschap te verzekeren.

VERDEELING.

ART. 31. — Het overschot der balans, na aftrok der algemeene kosten, maat-

schappelijke lasten, begiftiging van een fonds van maatschappelijk vooruitzicht en de door den beheerraad noodige geachte uitdelingen, maakt de zuivere winst uit.

Op deze winst, wordt voorafgenomen :

a) vijf per honderd om de wettige reserve te vormen, tot wanneer deze laatste een tiende van het maatschappelijk kapitaal bereike ;

b) de noodige som tot de uitbetaling aan ieder gansch afgelost bevoorrecht aandeel van een eerste dividend van dertig frank en aan ieder gedeeltelijk afgelost bevoorrecht aandeel van hetzelfde dividend, verminderd in evenredigheid met het deel waarvan het afgelost is ; dit eerste dividend zal voorafneembaar zijn, 't is te zeggen dat in geval van ontoereikendheid der winsten van een dienstjaar om de toebedeeling ervan te verzekeren, de noodige som tot deze toebedeeling vóór alle andere bestemming dan tot de wettige reserve op de zuivere winsten der vorige dienstjaren zal voorafgenomen worden.

Het overige beschikbare wordt toebedeeld, te weten :

a) tien per honderd aan den beheerraad en aan het collège der commissarissen, te verdeelen onder hunne leden, volgens een door den algemeenen raad vastgesteld reglement ;

b) de noodige som om aan ieder volledig afgelost bevoorrecht aandeel een tweede dividend van tien frank en aan ieder gedeeltelijk afgelost bevoorrecht aandeel hetzelfde dividend verminderd in evenredigheid met het deel waarvan het afgelost is.

c) Zeven en half per honderd om ter beschikking gesteld te worden van den beheerraad die deze zal toekennen, volgens goëddunken, aan de leden van het personeel der maatschappij ten titel van gunstgeschenk, zonder dat deze bepaling afzonderlijk als titel kunne ingeroepen worden.

Het saldo wordt gelijkelijk onder al de dividendandeelen verdeeld.

Evenwel zal de beheerraad aan de algemeene vergadering der aandeelhouders mogen voorstellen de zuivere winsten geheel of ten deele te bestemmen, hetzij tot eene nieuwe overdracht, hetzij tot de vorming van bijzondere reserve-, vooruitzicht of uitdelingsfondsen en dit van den beheerraad uitgaande voorstel zal slechts mogen gewijzigd of verworpen worden door eene stemming der vergadering, de drie vierden vereenigende der stemmen voor dewelke er aan de stemming deelgenomen wordt.

DIVIDEND.

ART. 32. — De dividenden worden uitbetaald op de door den beheerraad vast te stellen plaatsen en tijdstippen.

VEREFFENING.

ART. 33. — De algemeene vergadering der aandeelhouders duidt den of de vereffenaars aan, bepaalt hun gezag, stelt hunne loonen en de wijze van vereffening vast, rekening houdende met paragraaf 5 der « Lasten, bedingen en voorwaarden » ingelascht in artikel 6, betreffende de inbrengsten van den Staat.

Na aanzuivering van al de schulden en lasten dient het zuiver actief eerst en

vooral tot de terugbetaling in speciën of in titels van het beloop der bevoorrechte aandeele.

Indien deze aandeele niet allen in eenzelfde mate afgelost zijn, moeten de vereffenaars vooraleer tot de door het bovenstaande lid voorziene verdeeling over te gaan, met dit verschil van toestand rekening houden en het evenwicht herstellen met al de aandeele op een voet van volkomene gelijkheid te stellen hetzij door een oproeping van bijvoegelijke gelden ten laste der te weinig afgeloste titels, hetzij bij middel van terugbetalingen in geldspeciën of in titels ten voordeele der in een hoogere mate afgeloste titels.

Het overige beschikbare wordt verdeeld te weten :

a) de gebeurlijk noodige som om aan de bevoorrechte aandeele het eerste dividend toe te bedeele, door artikel 31 uitkeerbaar bedongen ten beloope der aan deze aandeele schuldig geblevene sommen, *prorata temporis* tot den dag der ontbinding der vennootschap.

b) Vijf per honderd om ter beschikking gesteld te worden van den beheerraad die deze naar goeddunken, ten titel van gunstgeschenk, aan de leden der maatschappij, zal toebedeelen, zonder dat de tegenwoordige bepaling afzonderlijk als titel kunne ingeroepen worden.

Het saldo wordt gelijkelijk onder de dividendaandeele verdeeld.

WOONSTVERKIEZING.

ART. 34. — Voor de uitvoering der tegenwoordige standregelen, wordt door iederen aandeelhouder, beheerder of kommissaris, door de tegenwoordige akte, woonst verkozen ten maatschappelijken zetel, waar alle mededeelingen, aanmaningen, dagvaarding en betekeningen hem geldiglijk mogen gedaan worden.

OVERGANGSBEPALING.

ART. 35. — Eene algemeene vergadering, zonder samenroeping noch voorafgaande dagorde onmiddellijk na de stichting der vennootschap gehouden benoemt de beheerders en de kommissarissen voor de eerste maal, stelt hunne bezoldigingen vast, en mag, binnen de palen der standregelen, over alle andere punten beslissen.

NATIONALE MAATSCHAPPIJ VOOR DE KOELNIJVERHEID**STANDREGELLEN**

(aangehecht) der uitbatingsvennootschap der koel- en vriesinrichtingen van den Staat, aangeboden in bijlage aan de aanbieding door de ondergeteekenden « Armement Ostendais et C^o ».

Bijlage aan het proces-verbaal der opening der aanbiedingen van 11^{re} October 1924.

HOOFDSTUK I.**Benaming, zetel, maatschappelijk doel, duur der Maatschappij.**

ARTIKEL ÉÉN. — Bij deze wordt er tusschen de verschijners en de personen, die zij vertegenwoordigen een naamlooze maatschappij gevormd onder de benaming « NATIONALE MAATSCHAPPIJ VOOR DE KOELNIJVERHEID ».

ART. 2. — De maatschappelijke zetel wordt gevestigd te Brussel, straat, n^o .

ART. 3. — De maatschappij heeft voor doel de overname en de uitbating der onder artikel 6 hierna beschreven inrichtingen, alsook alle nijverheids- of handelsverrichtingen betreffende de voortbrenging of het gebruik van de koude, alsmede de behandeling, de opstapeling, het vervoer, de verzending of de uitdeeling van waren of materiaal welke de nijverheid van het koud betreft.

Nochtans ontzegt zich de Maatschappij : a) alle aankoop- of verkoopverrichtingen van koopwaren gewoonlijk door de koude bewaard ; b) deel te nemen, noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks, in andere ondernemingen, vereenigingen of maatschappijen, welke het aankopen of verkoopen van koopwaren gewoonlijk door de koude bewaard, zouden doen.

ART. 4. — De duur der Maatschappij is bepaald op dertig jaar, ingang nemende te rekenen van heden, onder voorbehoud der gevallen van verlenging of voorbarige ontbinding, voorzien door de tegenwoordige standregelen.

HOOFDSTUK II.

Kapitaal — Inbrengsten.

Art. 5. — Het maatschappelijk kapitaal is vastgesteld op de som van 25.000.000 frank, verdeeld in 22.000 kapitaalaandeelen van 1.000 frank ieder, reeks A, en 3.000 kapitaalaandeelen van 1.000 frank ieder, reeks B.

De Maatschappij is daarenboven veroorloofd 22.000 genotsaandeelen, reeks A, en 3.000 genotsaandeelen, reeks B te stichten om de kapitaalaandeelen te vervangen naarmate hunner terugbetaling, zooals gezegd wordt in het artikel 39 hierna.

BESCHRIJVING DER INBRENGSTEN VAN DEN STAAT.

Art. 6. — De Belgische Staat, vertegenwoordigd door den Heer Minister van Financiën en door den Heer Minister van Nijverheid en Arbeid, doet in de tegenwoordige Vennootschap totale inbrengst zonder eenig voorbehoud, van de koel- en vriesstapelhuizen door hem thans in België uitgebaat in de volgende steden en gemeenten :

Antwerpen, Aarlen, Oudenaarde, Bressoux, Brussel, Gent, Marcinelle, Namen, Péruwelz en Ieperen, in de bewoordingen en voorwaarden, waarin hij ze ten huidigen dage zelf bezit of gebruikt, de gebouwen met hunnen inhoud, zonder eenige uitzondering noch voorbehoud en zonder andere beperking dan deze der rechten van allen aard van den Staat zelve.

Aangaande die inbrengsten, doet de Belgische Staat, alzoo vertegenwoordigd, de volgende verklaringen en aanduidingen, gegeven alleenlijk ten titel van aanwijzing en zonder beperking :

I.**Koel- en vriesstapelhuis van Antwerpen.**

De inbreng bestaat in de volgende zaken, goederen en rechten :

Het stapelhuis is gelegen onder den hangar 81 van het kanaaldok en op den aanpalenden grond. Men heeft er toegang langs het kanaaldok (schepen), en langs de groote wegen (vracht-autos) en het is verbonden met de Staatsspoorwegen.

Het bevat namelijk :

Het eigentlijke stapelhuis, eene oppervlakte beslaande van 1.125 vierkante meters. Zeven onafhankelijke koude zalen, een overgangsas, eene verkoude ladingskaai, twee bevriesbakken bevoorraad door de waterverdeelingsdienst der stad Antwerpen.

Zaal der machienen, eene oppervlakte beslaande van 820 vierkante meters, verbonden in hooge spanning met de « Société d'Electricité de l'Escaut » : drie ammoniakpressers, welke werken bij middel van drie electricke motors, het water loopende in de koelvaten wordt genomen in het kanaaldok.

Bergplaats, onontploffbare inrichting voor naphta, toestel om de olie in te slaan.

Eetzaal en lokaal voor de ovens der middenverwarmingstoestellen.

Woonhuis en kantoren met verdiepen. — Twee kantoren, zeven woonplaatsen.

Er bestaan kontrakten en overeenkomsten voor de bezetting van een deel der lokalen het ingebrachte koel- en vriesstapelhuis uitmakende :

Eene overeenkomst van korten duur met het Ministerie van Landsverdediging voor het huren van 6.000 cubieke meters op voet van 10 frank den cubieken meter per maand.

Een lokaal dienende voor kantoor is verhuurd voor 75 frank per maand, te rekenen van 15^e Februari 1923 voor eenen duur van een jaar met stilzwijgende vernieuwing.

Een ander lokaal dienende voor kantoor verhuurd in dezelfde voorwaarden te rekenen van 1^o Mei 1923.

Een lokaal dienende voor bergplaats is verhuurd op voet van 250 frank per maand te rekenen van 1^o November 1923, voor eenen duur van drie maanden met stilzwijgende vernieuwing.

Twee kleine lokalen dienende voor kantoor zijn verhuurd voor een tijdvak van drie maanden, te rekenen van 1^o Juli 1924, op voet van 150 frank per maand, met stilzwijgende vernieuwing.

Een lokaal dienende voor kantoor is verhuurd in dezelfde voorwaarden, op voet van 125 frank te maande.

Een lokaal dienende voor kantoor is verhuurd in dezelfde voorwaarden, op voet van 75 frank te maande, te rekenen van 15 Juni 1924.

Een lokaal dienende voor kantoor is verhuurd op voet van 250 frank te maande sedert 22^e November 1922, voor een tijdvak van zes maanden met stilzwijgende vernieuwing.

En een lokaal dienende voor kantoor is verhuurd in dezelfde voorwaarden van termijn, te rekenen van 15^e Juli 1924, mits 150 frank te maande.

Het koel- en vriesstapelhuis met al zijne inrichtingen is opgebouwd door den Staat-inbrenger en te zijnen koste.

De eigendom van het grondvlak van den hangar in denwelken het stapelhuis met zijne afhankelijkheden is opgericht, alsmede van den grond welke ervan afhangt, samen met den eigendom van andere gronden begrepen in de werken van het kanaaldok en van de tweede en derde darsen, heeft tusschen den Staat en de Stad het voorwerp uitgemaakt van zekere ontwerpen van overeenkomsten vroeger gesloten.

Dienaangaande, alle rechten wederzijds voorbehouden, is er tusschen den Staat-inbrenger en de Stad Antwerpen, op 29^e Augustus 1924, eene overeenkomst tot stand gekomen, welke is geregistreerd geworden, waarvan de bewoordingen moeten aanzien worden als hier letterlijk neergeschreven, en luidens welke overeenkomst, namelijk :

De stad Antwerpen erkent aan den Staat-inbrenger het gebruiks- en uitbatingsrecht toe van het koel- en vriesstapelhuis hiervoren vermeld, voor een tijdperk dat zal eindigen op 31 December 1954, den Staat gemachtigd zijnde, ten zijnen uitsluitelijken koste, zulke veranderingen aan te brengen, die hij zou nuttig of noodig oordeelen tot den goeden gang der handelszaken, maar op voorwaarde, aan het eigendom zijne huidige bestemming van koel- en vriesstapelhuis

te behouden, dit eigendom in dien staat en met deze bestemming dienende teruggegeven te worden bij het verstrijken van het tijdperk.

Er moet in de kas der Stad Antwerpen eene jaarlijksche vergoeding van fr. 86.765,40, betaalbaar per trimester en bij voorbaat, gestort worden. Alle belastingen en taxen zijn ten laste van den Staat, alsook alle onderhoudswerken en groote herstellingswerken gedurende den ganschen duur der overeenkomst.

Er wordt bedongen, dat indien, bij het eindigen der overeenkomst, de Stad Antwerpen besloot het gebruik en de uitbating van het stapelhuis door eenen derde te laten voortduren, de Staat een voorkeurrecht zal hebben, bij gelijke voorwaarden, voor nieuwe opvolgentlijke tijdperken van dertig jaar, het bedrag der jaarlijksche vergoeding mogende nochtans herzien worden, behalve akkoord tusschen partijen en rekening houdende met de omstandigheden.

Bij het verstrijken der overeenkomst van 29^e Augustus 1924 of van de verlengde overeenkomst, zal de Stad Antwerpen bezit nemen van de gebouwen van het stapelhuis zooals zij zullen bestaan op dat oogenblik, niets uitgezonderd noch voorbehouden, de gebouwen met gansch hunnen inhoud; de Stad Antwerpen behoudt zich evenwel het vermogen vóór, van de geheele ontruiming te eischen der plaatsen en hunne herstelling in hunnen oorspronkelijken staat, ten koste, risico en perikel van den Staat.

De Belgische Staat-inbrenger is gemachtigd het voordeel van het kontrakt met zijne lasten en verplichtingen af te staan bij wege van inbreng of anderszins.

Alles samengenomen, bestaat de tegenwoordige inbreng dus in den eigendom der inrichtingen van het koel- en vriesstapelhuis, volgens de bewoordingen en voorwaarden hierboven uiteengezet, en in het voordeel der overeenkomst van 29^e Augustus 1924, wel verstaan zijnde dat de tegenwoordig gestichte vennootschap in de plaats is gekomen van den Staat-inbrenger zoowel tegenover de stad Antwerpen als tegenover alle anderen, in al de rechten, voordeelen, lasten en voorwaarden voortspuitende voor hem uit bovenbedoelde overeenkomst, zonder eenige uitzondering noch voorbehoud.

De tegenwoordig gestichte vennootschap is uitdrukkelijk in de plaats gesteld van den Staat-inbrenger betrekkelijk alle verhaal van dezen laatste, tegen alle bouwmeesters of andere personen die het zal behooren, uit hoofde van alle welkdanige gebreken, inzonderheid alle gebreken van bouwning aan de inrichtingen van het thans ingebrachte stapelhuis.

De vennootschap zal de uitoefening van die gebeurlijke verhalen tot hare eigene zaak maken, te haren koste, risico en perikel en te haren uitsluitelijken voordeele, het alles zonder eenige tusschenkomst van den Staat.

II.

Koel- en vriesstapelhuis van Aarlen.

De inbrengst bestaat uit de volgende zaken, goederen en rechten :

1^o De eigendom der gebouwen van het eigenlijke stapelhuis, gelegen in de afhankelijkheden van de Statie van den IJzeren weg van Aarlen; dit laatste is verbonden met den spoorweg van den Staat en men heeft er toegang langs den ingang van de goederenstatie.

Deze gebouwen bedekken eene oppervlakte van 180 vierkante meter; zij zijn opgericht geworden ten koste van den Staat, op eenen grond, welke deelgemaakt heeft van de perceelen destijds gekadastraerd sekte A, nummers 1545 en 1546; bedoelden grond werd tot die doeleinden aan den Staat-inbrenger overgegeven, door den Heer Minister van Financiën van België, Beheer der Domeinen, ingevolge proces-verbaal in dato 15ⁿ November 1921, ten tijdelijken titel, zonder vaststelling van termijn en onder het last van jaarlijks, ten vervalldage van 15ⁿ November, eene som te storten van 15 frank.

Deze grond was aangekocht geweest jegens M. Désiré-Joseph Marchal, te Brussel, volgens akte van den notaris Maréchal, te Rochefort, in dato van 17ⁿ November 1858, en naderhand overgegeven aan het Beheer der Domeinen op 21ⁿ Juni 1920.

2ⁿ Het genot eener zaal der machienen, met afhankelijkheden, dewelke ingericht is in den ondergrond van het gebouw der tolrechten, in drie der vijf kelders nitmakende het openbaar stapelhuis van Aarlen. Dit genot is aan den Staat-inbrenger toegestaan geweest ten kostellozen titel, door de stad Aarlen, bij brief in dato 28ⁿ April 1920, gevolgd door de goedkeuring van den Heer Minister van Financiën, gegeven bij zijnen brief van 1ⁿ Juli 1921.

De huidige gebouwen en inrichtingen zijn opgericht geweest door den inbrenger, op zijne kosten, en bevatten namelijk :

Het eigenlijke stapelhuis, gebouw met gelijkvloers en verdiep onder kappen.

Zaal voor machienen met drijfkracht, bergplaats, magazijn, werkhuis en kantoren.

Twee electricke motors, riemen, twee pressers Lebrun en een electrisch hijschtoestel.

Verbinding in lage spanning met de Centrale van de statie van Aarlen en met den sector « Seraing-Extension ».

Het koel- en vriesstapelhuis werd in huur gegeven aan de Naamlooze Vennootschap J. Lambert, hebbende haren maatschappelijken zetel te Libramont, in staat van volledig gereedschap en in marschorde, voor eenen termijn van negen achtereenvolgende jaren hebbende ingang genomen op 1ⁿ Mei 1923, om van rechtswege en zonder opzeg te eindigen den 1ⁿ Mei 1932 met het vermogen voor den pachter de huur te verbreken na het verstrijken van het derde of zesde jaar en mits de jaarlijksche huursom van :

5.000 frank voor het eerste jaar,

8.000 frank voor het tweede jaar,

en 12.000 frank voor de volgende jaren, betaalbaar per kwartaal en bij voorbaat boven alle welkdanige belastingen, grondlasten, taxen en lasten.

Eene som van 3.000 frank werd gestort in handen van den inbrenger ten titel van waarborg.

Deze waarborg zal aan de vennootschap overhandigd worden onder zulke verplichtingen als naar rechten.

Bovenstaande pacht is gemaakt geweest in den onderhandschen vorm en is geboekt geweest.

III.

Koel- en vriesstapelhuis van Oudenaarde.

De inbrengst bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het koel- en vriesstapelhuis, hetwelk gelegen is te Oudenaarde, Moerasstraat (nabij de statie van den IJzeren weg (met al zijne afhankelijkheden, het geheel eene oppervlakte beslaande van 878 vierkante meter, en deel der alhier ingebrachte goederen, zijnde gekadastreerd geweest sektie A, n° 138.

De Staat-inbrenger is eigenaar der ingebrachte onroerende goederen, te weten :

De grond was toegestaan geweest ten titel van cijnsacht door de Burgerlijke Godshuizen van Oudenaarde, aan den Heer Paul Devos, nijveraars te Oudenaarde, voor eenen termijn van zeven-en-twintig naeenvolgende jaren ingang genomen hebbende met 1^o Januari 1914, mits eene jaarlijksche vergoeding van fr. 148.54, zoo blijkt uit eene akte ontvangen door Mr Temmerman, notaris te Oudenaarde, den 27^o Maart 1915, overgeschreven ten kantore der grondpanden te Oudenaarde, den 28^o April 1915, boek 2076, n° 29.

Volgens akte verleden vóór M. De Temmerman, notaris voornoemd, den 10^o Maart 1920, overgeschreven ten kantore der grondpanden te Oudenaarde, op 13^o April 1920, boek 2382, n° 34, heeft de Heer Devos aan den Staat-inbrenger den eigendom der gebouwen afgestaan, welke hij op den voorgeschreven grond heeft opgericht, samen met al de rechten in den kwestieuzen cijnsacht.

En de eigendom van den grond is door den Staat-inbrenger aangebracht geweest jegens de Burgelijke Godshuizen van Oudenaarde, zooals het blijkt uit de brieven der Godshuizen, in dato 1^o Maart 1924 en 11^o Maart 1924 en uit de overeenkomst van den Minister van Nijverheid en Arbeid in dato 19^o Maart 1924. De authentieke akte van verkoop zal binnen kort verwezentlijkt worden zoodra aan de Godshuizen-verkoopters de toelating zal verleend geweest zijn door de Bestendige Afvaardiging der Provincie Oost-Vlaanderen.

De gebouwen welke bestonden tijdens den verkoop welke er door hem van gedaan werd, zijn door den Belgischen Staat in orde gebracht geweest met het oog op hunne huidige bestemming ; de Belgische Staat heeft nieuwe gebouwen doen oprichten alsook de thans bestaande inrichtingen.

Het hier ingebrachte stapelhuis bevat namelijk, boven de vries- en afkoelings-inrichtingen :

Zaal met drijfkrachtmachienen van twee motors met armgas, perszaal met twee pressers Fixary, bergplaats, werkhuis, kantoor, woning geschikt boven de zaal der motors, een batterij accumulateurs, twee groepen moto-pompen, een elektrische motor, twee doorziigende putten, welke het in het koelvat loopende water leveren.

Er bestaan, betreffende het hieringebracht koel- en vriesstapelhuis :

Vier huurovereenkomsten van ruimte-inhoud voor een totaal van 278 cubieke meters, van korten duur, met stilzwijgende vernieuwing.

Een lokaal gebruikt voor kantoor is bezet mits 75 frank per maand, met

vervaldag op den 15ⁿ, voor eenen termijn van zes maanden, met stilzwijgende vernieuwing.

En een ander lokaal dienende voor kantoor is bezet mits 75 frank per maand, met vervaldag op den 1ⁿ, voor eenen termijn van drie maanden, met stilzwijgende vernieuwing.

IV.

Koel- en vriesstapelhuis van Bressoux.

De inbrengst bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het koel- en vriesstapelhuis, hetwelk gelegen is te Bressoux, avenue de la Gare, nevens de statie, de toegang heeft plaats langs den openbaren weg, het stapelhuis is verbonden aan den ijzerenweg van den Staat, en het beslaat, in zijn geheel, eene oppervlakte van 3.529 vierkante meters.

De Staat is eigenaar van het koel- en vriesstapelhuis, om de thans bestaande gebouwen, lokalen en inrichtingen te doen hebben oprichten, in orde brengen en aanpassen: en van den grond met de gebouwen welke er alsdan bestonden, om er den aankoop van te hebben gedaan als volgt, te weten :

a) een eigendom wijk « Troulouette », woning en alle afhankelijkheden, fabriek, hof en tuin, met eene totale oppervlakte van 2.002m², 20, gekadastréerd sektion A, nummers 219 h3, i3, k3, l3, m3 en 293 m², jegens Pieter-Hendrik Debrus, te Bressoux, volgens akte ontvangen door den notaris Laurent, uit Luik, den 26ⁿ Februari 1920, overgeschreven ten kantore van grondpanden te Luik, den 8ⁿ Maart daarna, boek 259, n° 8;

b) een eigendom begrijpende huis en grond gelegen ter zelfde wijk, gekadastréerd sektion A, nummers 293k en 293 m² deel, inhoudende 1.223 m² 11, en een perceel grond gelegen op zelfde plaats, inhoudende in oppervlakte, 4 m² 47, gekadastréerd sektion A, n° 293 m² deel, jegens den Heer Servaix-Thone, uit Luik, luidens eene akte houdende ruiling en verkoop, verleden vóór den Notaris Nagant, te Bressoux, den 12ⁿ Augustus 1920, overgeschreven in het 2^e kantoor der grondpanden te Luik, den 17ⁿ Augustus daarna, deel 312, n° 24;

c) een streepje grond met eene oppervlakte van 20 vierkante meter uit het perceel gelegen, rue du Moulin, sektion A, n° 298d, jegens de Naamlooze Vennootschap « Ancienne Société Liégeoise pour l'achat et la construction de maisons d'ouvriers », luidens eene verkoopakte verleden vóór den Notaris Remy te Luik, den 24ⁿ Januari 1921, overgeschreven in het 2^e kantoor der grondpanden te Luik, den 8ⁿ Februari 1921, boek 371, nummer 20;

d) een huis met bijgebouw en tuin, place de la Gare, 18, sektion A, n° 219 q3, voor 185 vierkante meters jegens Albert-Jacques-Joseph Wayaffe, te Bressoux, volgens akte verleden vóór den Notaris Nagant, te Bressoux, den 16ⁿ Juni 1921, overgeschreven in het 2^e kantoor van grondpanden te Luik, den 20ⁿ Juni daarna, boek 415, n° 12;

e) en een huis gestaan rue Troulouette, sektion A, nummer 219 r3, van 75 vierkante meters — en eenen weg terzelfde plaats, sektion A, n° 219 g4, van 15 vierkante meters — jegens den heer Nicolas Dome, te Bressoux, volgens akte verleden vóór den Notaris Nagant, den 16ⁿ Juni 1921, overgeschreven in het

2^e kantoor van grondpanden te Luik, den 29^e Juni 1921, deel 415, nummer 13.

De gebouwen en inrichtingen van het stapelhuis bevatten namelijk :

Vrieszalen — ladingskaaien.

Machienzalen : lokalen voor afkoelingsmachienen en drijfkraftmachienen, magazijn.

Bergplaats, werkhuizen, lokaal voor beviezer, kantoor inhoudende vijf lokalen.

Drie woningen.

Drijfkraftmachienen : een motor Diesel-Winterthur, kabien met hooge spanning.

Afkoelingsmachienen : twee pressers Sulzer en een presser Lebrun.

Putten, welke het in het koelvat loopende water leveren, een beviezer.

Er bestaan, betreffelijk het koel-en vriesstapelhuis, de volgende huurovereenkomsten :

Acht huurovereenkomsten van ruimte-inhoud, voor een totaal van 1.128 cubieke meters van korten duur (drie en zes maanden), met stilzwijgende vernieuwing.

Huurovereenkomsten voor vier zoutbakken (10 cubieke meters voor het geheel), op voet van 25 frank per bak en per maand.

Eene woning is bezet mits een maandelijkschen huurprijs van 90 frank, betaalbaar den eersten, voor eenen termijn van één jaar.

Eene woning is bezet mits een maandelijkschen huurprijs van 75 frank per maand, betaalbaar den eersten, voor eenen termijn van één jaar.

Twee lokalen zijn bezet ieder mits 150 frank per maand vervallende den 1^o, voor eenen duur van zes maanden met stilzwijgende vernieuwing.

Een lokaal is gebruikt voor eenen duur van drie maanden, met stilzwijgende vernieuwing, mits 150 frank per maand.

Eene bergplaats met werkhuis wordt gebruikt mits 400 frank te maande, voor eenen duur van zes maanden met stilzwijgende vernieuwing.

V.

Koel- en Vriesstapelhuis van Brussel.

De inbrengst bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het koel- en vriesstapelhuis van Brussel, hetwelk gelegen is te Brussel (oud-grondgebied van Schaerbeek), Werkhuizenkaai, n^o 110 tot 121, langs het kanaal van Brussel naar den Rupel, hebbende toegang langs den openbaren weg en langs het kanaal van Willebroeck (met eene overzethrug).

Het stapelhuis is verbonden met den Staatsspoorweg en beslaat eene oppervlakte van omtrent 1 Ha, 32 aren; de grond is hiervoren gekadaastreerd geweest sektie F, n^o 613n, van de gemeente Schaerbeek; hij paalt of heeft bepaald : aan de kaai, aan de gasfabriek der stad Brussel, aan de Zenne en aan den Belgischen Staat.

De huidige gebouwen en inrichtingen zijn opgericht geweest door den Staat-inbrenger op eenen grond waarvan beslissende overgave heeft gedaan geweest in naam van den Minister van Financiën — Beheer der Domeinen — aan het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, den 6^e Januari 1923. Deze grond maakte

deel uit der voortaan beschikbare innemingen, aangekocht door de Naamlooze Vennootschap « Canal des Installations Maritimes de Bruxelles », voor de uitvoering der werken voorzien door de wet van 19^e Augustus 1897, en de Staat was er eigenaar van geworden zooals het blijkt uit eene akte verleden vóór den Gouverneur van Brabant, den 22^e Maart 1906.

Het tegenwoordig ingebrachte stapelhuis bevat namelijk :

Het eigenlijke stapelhuis, met ladings- en lossingskaaien, vier verdiepingen bestaande ieder uit vier zalen en vier verkoelers, ruime zolder, bevrieszaal in den ondergrond, vier hijschtoestellen voor de vrachten en een voor 't personeel.

Machienzaal in hooge spanning verbonden met de « Société Bruxelloise d'Electricité », twee pressers, twee motors, een groep omzetter, vier doorzijgende putten.

Twee bevriesbakken.

Bergplaats. Inrichting voor nafta en olie.

Kantoor.

Herstellingswerkhuis met draaibanken, schroefbank, zaag voor metalen, twee boren, twee paar maalstenen, schaaftbanken, smis.

Middenmagazijn. — Kantoor, vier schappen met twee honderd tien kassetten, een étagère, een ladingsvloer.

Gebouw dienende tot spekslagerij: twee kelders, vier plaatsen op het gelijkvloers, twee lokalen onder de kappen met de eringerichte machines en materiaal.

Er bestaan vijf huurovereenkomsten voor een totaal van 2,660 cubieke meter van korten duur (zes maanden), met stilzwijgende vernieuwing, en eene overeenkomst van 610 cubieke meter, welke evenwel verbroken is met den 15^e Oktober aanstaande.

VI.

Koel- en vriesstapelhuis van Gent.

De inbrengst bestaat in de volgende zaken, goederen en rechten :

A. — 1^o Het voordeel van de pacht toegestaan door de stad Gent ten profijte van den Belgischen Staat op een deel van den hangar n^o 26 gelegen, te Gent, aan de Voorhaven, met eene oppervlakte van 2,200 vierkante meter boven de vrije beschikking over den beschikbaren grond gelegen tusschen het uiteinde noord van dien hangar en de bijgelegene afsluiting, 't zij op benaderende wijze 13^m50 in lengte en 14 meter in breedte.

De prijs der huur, bepaald op voet van 3 frank den vierkanten meter, beloopt 6.660 frank 's jaars, hij is betaalbaar per kwartaal en bij voorbaat. De pacht is gesloten voor een termijn van dertig jaar, ingang nemende met 1^o Juni 1920.

Alle belastingen moeten door den huurder afgedragen worden.

De Belgische Staat heeft aan de Stad Gent eene jaarlijksche invoer gewaarborgd van 18.000 ton minimum (door zeeschepen Moorsom) een jaarlijksche ontvangst van 8.400 frank kaairechten verzekerende. Voor ieder 1000 ontbrekende tonnen moet de Staat een som van 450 frank bijleggen en de Stad behoudt het recht op de kaai te laten vastleggen, vóór het verhuurde deel, deze schepen welke ze zal geschikt oordeelen, in geval van niet bezetting door de schepen van den huurder.

De huurder is gemachtigd op de verhuurde plaatsen eene koel- en vriesinrichting op te richten en hij heeft het recht naderhand af te breken hetgeen hij zal opgericht hebben.

Bij het verstrijken van de pacht, mag de stad Gent, naar keuze, de overgave eischen van den hangar in zijnen vorigen toestand, of zonder vergelding al de wijzigingen gedaan aan de gebouwen behouden. In dit laatste geval heeft de stad Gent het recht weder te koopen van den huurder, volgens schatting van deskundigen, al de gereedschappen, het materiaal en den voorraad, die zich in den verhuurden hangar zouden bevinden.

De pacht hiervoren is gemaakt geweest in onderhandschen vorm, in twee oorspronkelijke schriften, gedagteekend uit Gent, den 31^e Maart 1921, en geboekt naar volgende relaas : « Enregistré par le Receveur soussigné, deux rôles, deux renvois, à St-Josse-ten-Noode, le 11 mai 1921, volume 373, folio 55, case 6. Gratis. Le Receveur (signé) Illisible. »

2^e De eigendom van al de gebouwen, koel- en vriesinrichtingen en andere, opgericht door den Staat op den grond hierboven beschreven en welke namelijk bevatten :

Koel- en vriesinrichtingen : vier koude zalen op het gelijkvloers en vier koude zalen op het verdiep : vijf luchtverkoelers.

Zaal der machienen : lokalen voor motors, voor gazvoortbrengers, voor pressers, voor bevroezers en voor de kolen, een werkhuis.

Bergplaats en afhankelijkheden.

Er bestaat eene verbinding met den Staatsspoorweg.

De toegang tot het stapelhuis geschiedt langs den openbaren weg en langs het kanaal van Gent naar Terneuzen.

Het stapelhuis beslaat eene oppervlakte van 1.910 vierkante meter.

B. — Den vollen en uitsluitelijken eigendom der kantoren, woonhuizen en afhankelijkheden, gelegen te Gent, Meulesteedschen steenweg, zijnde gekadastréerd geweest sekte A, n° 3447a en inhoudende eene oppervlakte van 545m²30 en namelijk bevattende :

In het gebouw Meulesteedschen steenweg :

Op het gelijkvloers : bergplaats, werkhuis en kantoor.

Op het verdiep : woning.

In het bij het stapelhuis bijgevoegd gebouw : letter A hierboven :

Op het gelijkvloers : kantoren.

Op het verdiep : drie kamers.

De nijverheidsinrichtingen opgericht in het stapelhuis letter A begripen namelijk :

Drijfkrachtmachienen : twee overlans aaneengesloten motors met arm gas Bollinckx ; een groep voortbrengende motors ; eene batterij accumulators, drie drievoudige motors,

Koel- en vriesmachienen : drie pressers Lebrun.

Hijschtoestellen : Twee electrische hijschtoestellen.

Bevriezer onderhouden door het stadswater.

Het in het koelvat loopende water is geleverd door eene waterafleiding in het kanaal.

De inbrengsten beschreven onder letter B (eigendom Meulesteedschen steenweg) behooren aan den Staat-inbrenger toe, om er de gebouwen en inrichtingen van te doen oprichten hebben op eenen grond door hem van de stad Gent afgekocht, luidens een akte verleden vóór den notaris Rombaut, te Gent, den 31ⁿ October 1921, overgeschreven ten kantore der grondpanden te Gent, 22ⁿ November daarna, deel 4200, nummer 16.

En de stad Gent was eigenares van dien grond krachtens artikel 3 der overeenkomst tot stand gekomen tusschen haar en den Belgischen Staat en goedgekeurd door de wet van 10ⁿ Januari 1881.

Een deel van het stapelhuis werd in huur toegestaan onder de volgende voorwaarden, te weten :

Er bestaan :

Elf huurovereenkomsten van ruimte-inhoud voor een totaal van 1,948 vierkante meter, overeenkomsten van korten duur met stilzwijgende vernieuwing.

Een huurkontrakt van een woonhuis mits 4,000 frank 's jaars, ingang genomen hebbende op 15ⁿ Januari 1923 voor een termijn van één jaar, met stilzwijgende vernieuwing.

Een huurkontrakt van een deel onroerend goed (bergplaats, werkhuis, magazijn, woning), mits 4.400 frank per jaar, hebbende zijn uitwerksel gekregen van af 1ⁿ September 1923, voor eenen termijn van zes maanden, met stilzwijgende vernieuwing.

Eene huurovereenkomst van een lokaal dienstig voor kantoor, mits 125 frank per maand, hebbende ingang genomen den 1ⁿ Februari 1924, voor eenen duur van zes maanden, met stilzwijgende vernieuwing.

Eene huurovereenkomst van een lokaal gebruikt als kantoor, mits 100 frank per maand, te rekenen van 1ⁿ Februari 1924, voor eenen duur van drie maanden, met stilzwijgende vernieuwing.

VII.

Koel- en vriesstapelhuis van Marcinelle.

De inbreng bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het koel- en vriesstapelhuis, hetwelk gelegen is te Marcinelle, rue de Marchienne, 115, toegang hebbende langs den openbaren weg en verbonden met de Staatsspoorwegen, met al zijne afhankelijkheden, niets uitgezonderd noch voorbehouden, het geheel beslaande eene oppervlakte van 2.748 m², 50 dm².

Toebehoorende aan den Staat, als volgt, te weten :

Een inhoud van 11 aren 80 centiaren grond, met de gebouwen welke toen bestonden, kelder, kantoren met kamers, groote uitstallingszaal, magazijn, stal en afdak, het alles gekadastraerd sectie A, n^o 38 n2, 38 o2 en 38 e2, om er den aankoop van gedaan te hebben jegens Mevr. Adolphine-Céline Desmijttre, Wwe Désiré Degand, te Merbes-le-Château, volgens akte verleden vóór den notaris Van Bastelaere, te Charleroi, den 4ⁿ Juni 1920, overgeschreven op het 1^e kantoor te Charleroi, den 23ⁿ Juni daarna, deel 282, n^o 10.

Mevr. Wwe Degand was eigenares van dit goed om haar toebedeeld geweest te zijn bij eene akte van verdeeling verleden vóór den notaris Van Bastelaere voornoemd, den 1ⁿ Juli 1913.

Een inhoud van 3 a., 29 ca. grond, met de gebouwen welke er toen op bestonden, zijnde een woonhuis met verdiep en afhankelijkheden, jegens Auguste-Désiré Degand, handelaar te Marcinelle, volgens akte verleden vóór den notaris Van Bastelaere, 4^e Juni 1920, overgeschreven in het eerste kantoor van grondpanden te Charleroi, den 23^e Juni daarna, deel 282, n° 11.

M. Degand bezat dien grond om er den aankoop van gedaan te hebben luidens eene akte verleden vóór zelfden notaris Van Bastelaere, den 20^e Juni 1901.

Bij de gebouwen welke bestonden tijdens de aankopen hiervoren, heeft de Staat de noodige veranderingen en opschikkingen gedaan met het oog op hunne huidige bestemming, en hij heeft er nieuwe gebouwen en de bestaande inrichtingen bijgevoegd.

Een perceel grond inhoudende 1.493 m²58, werd aangekocht door den Staat-inbrenger jegens het Departement van Spoorwegen, Zeewezen, Posten en Telegrafen, luidens eene verwisselingsakte opgesteld in den onderhandschen vorm, gedagteekend uit Charleroi, den 27^e Juli 1924, tot stand gekomen tusschen de vertegenwoordigers der Departementen van Spoorwegen, Zeewezen, Posten en Telegrafen, van Nijverheid en Arbeid, en van Financiën, Beheer der Domeinen.

Luidens zelfde akte, werd er afgestaan door den Staat-inbrenger, Departement van Nijverheid en Arbeid, aan het Departement van Spoorwegen, Zeewezen, Posten en Telegrafen eene oppervlakte grond van 283 m²4, deelsluitmakende der goederen aangekocht door den Staat-inbrenger luidens de hier boven vermelde akte ontvangen door den notaris Van Bastelaere te Charleroi, den 4 Juni 1920.

Het stapelhuis bevat namelijk : vier bevroesalen, overdekte ladingskaaien en ladingskaaien voor wagons.

Zaal der drijfkrachtmachienen, lokaal voor motors, lokaal voor gasvoortbrengers, zaal der koel- en vriesmachienen met werkhuis.

Bergplaats en onontplofbare instelling voor nafta.

Kantoren : op het gelijkvloers twee plaatsen; op het verdiep vier plaatsen.

Woonhuis met afhankelijkheden.

Drijfkrachtmachienen : twee motors arm gas Winterthur, twee elektrieke motors Becquart; voor de verlichting en de hulpdrijfkracht : kleine motor van den luchttrekker, van den gasvoortbrenger en de presser (verbonden in lage spanning met de « Société d'Électricité du Bassin de Charleroi, à Roux »).

Koel- en vriesmachienen : twee pressers Sulzer.

Het in het koelvat loopende water is geleverd door een doorzijgende put.

Een deel der lokalen van het stapelhuis is gebruikt en in huur gegeven.

Vijf huurovereenkomsten van ruimte-inhoud voor een totaal van 636 kubieke meters, van korten duur en met stilzwijgende vernieuwing.

Vier-en-twintig celletjes voor een totaal van 71 kubieke meters, bij overeenkomsten van korten duur, met stilzwijgende vernieuwing.

Twee plaatsen dienende voor kantoor mits 200 frank per maand, bij termijnen van zes maanden, met stilzwijgende vernieuwing hebbende aanvang genomen met 9^e Maart 1923.

Een lokaal dienende voor kantoor, bij termijnen van drie maanden, hebbende ingang genomen op 23^e April 1923, met stilzwijgende vernieuwing, mits 125 frank per maand.

Een lokaal dienende voor kantoor, bij termijnen van drie maanden, met stilzwijgende vernieuwing, hebbende ingang genomen den 1^o Augustus 1923, mits 75 frank per maand.

Twee kleine plaatsen dienende voor kantoren, bij termijnen van zes maanden, met stilzwijgende vernieuwing, mits 75 frank per maand ingang genomen hebbende met 1^o November 1923.

VIII.

Koel- en vriesstapelhuis van Namen.

De inbreng bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het stapelhuis opgericht rue Fond d'Arquet, hebbende uitweg aan den openbaren weg, beslaande eene oppervlakte grond van 1,065 m², 43 dm², met ontworpen verbinding met de buurtspoorweglijn komend langs de rue d'Arquet.

Het groot werk alleen is voltooid, en het stapelhuis is nog niet voorzien van de noodige toestellen.

De werken genaamd groot werk bevatten : het eigenlijke stapelhuis met twee verdiepen, zaal voor luchtverkoelers, zaal der machienen voor zelfstandige centrale of kabien van herleiding, zaal voor bevriesbak, kantoren, twee woonhuizen.

Toebehoorende aan den Staat-inbrenger om er op zijne kosten de gebouwen en inrichtingen te hebben doen oprichten op een perceel grond door hem aangekocht jegens de stad Namen, luidens bestuurlijke akten gedagteekend uit Namen respectievelijk den 13^o Augustus 1920 « enregistré, un rôle, sans renvoi, à Namur, le 17 août 1920, volume 705, folio 76, gratis, par le receveur Barthélemy » en overgeschreven in het kantoor der grondpanden te Namen, den 20^o Augustus daarna, deel 2761, nummer 38, -- en den 20^o Mei 1921, « enregistré, un rôle, deux renvois, à Namur, A. C., le 21 mai 1921, volume 715, folio 51, gratis », en overgeschreven ten kantore der grondpanden, te Namen, den 28^o Mei daarna, deel 2854, nummer 6.

De stad Namen was eigenares dier gronden als deelmakende van deze door haar aangekocht jegens de familie Artoiset, volgens akte verleden vóór den Burgemeester van Namen, den 14^o September 1898.

Naar luid der twee akten van 13^o Augustus 1920 en 20^o Mei 1921, heeft de Belgische Staat de verbintenis aangegaan op de verkochte goederen een gewestelijk koel- en vriesstapelhuis op te richten.

IX.

Koel- en vriesstapelhuis van Peruwelz.

De inbreng bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het koel- en vriesstapelhuis, hetwelk gelegen is aan den hoek der Bataille en Tombereaustraten, en waartoe men langs den openbaren weg toegang heeft.

Het stapelhuis is met den Staatspoorweg verbonden; het beslaat eene oppervlakte van 8 a. 80 ca.

De Staat is volgenderwijze eigenaar van het stapelhuis :

De grond met de gebouwen, welke zich alsdan erop bevonden, zijnde eene brouwerij met afhangen, koer en cantine, werd door hem aangekocht jegens : 1. M. Ursmar-Emile Vanderpotte; 2. Mevr. Adrienne-Marie-Ghislaine-Vanderpotte, echtgenoot van M. Maurice-Louis-Ildephonse-Ghislain-Marie-Joseph Mahy; 3. Juf. Alice-Félicie-Marie-Ghislaine Vanderpotte; 4. M. Léon-Jules-Joseph-Ghislain Jourdois; 5. M. Paul-Honoré-Antoine-Ghislain Jourdois; 6. Juf. Madeleine-Marie-Adèle-Ghislaine Jourdois, allen te Peruwelz, blijkens eene akte ontvangen door den notaris Simon, te Peruwelz, den 3^e Juni 1920, overgeschreven ten kantore der grondpanden te Doornijk, den 10^e Juli daaropvolgende, boek 4450, nummer 24.

Gemeld goed maakte deel uit van eenen meerderen eigendom in onverdeeldheid aangekocht door MM. Ursmar Vanderpotte en Jules Jourdois, jegens Victor-Robert, brouwer, te Peruwelz, volgens akte ontvangen door de notarissen Simon en Paternotre, te Peruwelz, den 17^e April 1902.

Mevr. Adèle Robert, echtgenoot Vanderpotte, is te Peruwelz overleden den 31^e Juli 1912, nalatende voor eenige kinderen en uitsluitelijke erfgenamen, hare twee dochters Adrienne en Alice Vanderpotte voornoemd.

En de echtgenooten Jourdois-Robert zijn overleden opvolgenlijk te Peruwelz, den 7^e Juni 1907, en te Wez-Velvain, den 11^e Januari 1911, nalatende voor eenige erfgenamen, hunne drie kinderen, zijnde de verkoopers hiervoren genoemd met name Jourdois.

De voornoemde akte ontvangen door den notaris Simon, te Peruwelz, den 3^e Juni 1920, bedingt namelijk dat de Staat in het onroerend goed zal mogen inrichten, noch brouwerij, noch zagerij, noch cementfabriek, noch hout-, kolen- of cementhandel, zoolang dat de verkoopers, of één van hen, eenen dergelijken handel of nijverheid zullen uitoefenen, en dat de Staat in de oude cantine geen drankverkoop zal mogen inrichten zonder den pachter te verplichten al de bieren noodig tot zijnen verkoop en tot zijn eigen gebruik te nemen in de brouwerij die hem door de verkoopers Jourdois en Vanderpotte zal aangewezen worden.

Bij zelfde akte, heeft de Staat zich verplicht aan de verkoopers met name Jourdois terug te koopen de gebouwen dienstig voor stalling en den grond grenzend aan de goederen aangekocht zooals gezegd, mits den prijs van 5.000 frank, gezegde verkoopers Jourdois mogende alzoo gemeld goed niet vervreemden zonder het voorgaandelijk aan den Staat aan te bieden, geene verandering of afbraak, die de waarde ervan zouden kunnen verminderen mogende eraan gebracht worden; de Belgische Staat niet gehouden zijnde de terugbetaling te doen der gebouwen, die erop zouden gesticht zijn.

De eigendom begrijpt namelijk :

Eigenlijk stapelhuis : twee vrieszalen en twee luchtverkoelers in den ondergrond, drie vrieszalen op 't gelijkvloers, drie koolzalen en een luchtverkoeler op het verdiep, een luchtverkoeler onder het dak.

Zaal der machienen, verbonden met hooge spanning aan de Compagnie Auxiliaire d'Electricité.

Drijfmachines : drie electrische motoren.

Koelmachines : drie rechtstaande samendrukkers « Fixary », electrische hijschtoestellen, bevríezer voorzien van putwater.

Het stroomwater der condensators is geleverd door een put.

Er bestaan acht huurcontracten van korten duur, met stilzwijgende vernieuwing, voor een gezamenlijk bedrag van 772 cubieke meters.

Een lokaal is verhuurd mits 100 frank in de maand te beginnen met 15^e Maart 1923, voor eenen duur van zes maand, met stilzwijgende vernieuwing.

Een lokaal is verhuurd per maand, met stilzwijgende vernieuwing, ingaande met 12^e Mei 1924, mits 75 frank in de maand.

X.

Koel- en vriesstapelhuis van Yper

De inbreng bestaat in den vollen en uitsluitelijken eigendom van het koel- en vriesstapelhuis, hetwelk gelegen is te Yper en bestaat in de gebouwen van de oude garnizoenbakkerij. Deze gebouwen bestaan in een onderaardsche gaanderij gekapt in de dikte der binnenvestingen en gevormd door vijf overwelfde kazematen van ieder 30 meters diepte ongeveer, met aarde overdekt en met afscheidingen verdeeld, hebbende samen eene ontwikkeling van ongeveer 30 meters breedte op eene hoogte van ongeveer 5 meters onder de gewelven.

De toegang tot deze plaatsen gebeurt langs den openbaren weg bij middel eener dubbele deur, behalve voor ééne der plaatsen, die een venster in den voor-gevel bezit.

De Staat-inbrenger is eigenaar van den grond en der plaatsen ingevolge den afstand die hem toegestaan werd door het Ministerie van Financiën, Beheer der Domeinen, zooals blijkt uit een proces-verbaal van overgave gedagteekend te Brussel, den 20^e Augustus 1924.

Dit proces-verbaal van overgave meldt dat, luidens eene overeenkomst gesloten den 8^e April 1884, tusschen den Staat en de Stad Yper, deze laatste aan den Staat den vollen en ganschen eigendom erkend heeft der gronden gelegen boven de Legerbakkerij, waarvan het ingebrachte stapelhuis deel uitmaakt.

De inrichtingen begrijpen namelijk :

Het eigenlijk stapelhuis : twee koude zalen, twee luchtverkoelers, twee ladings-kaaien.

Zaal der machines : Drijfmachines : twee motoren « Diesel », eene batterij van accumulators.

Koelmachines : twee samendrukkers « Fixary ».

Bevríezer.

Het stroomwater der condensators is in den gracht der vestingen opgezogen ; het water van den bevríezer wordt bezorgd door waterleiding der Stad.

Garage en onontplofbare inrichting voor vluchtige olie,

Lokaal voor bevríezer.

Een werkhuis ; een bureel.

Er bestaan vier huurcontracten voor een gezamenlijk bedrag van 236 kubieke meter, van korten duur (drie of zes maanden), met stilzwijgende vernieuwing.

XI.

Materiaal en verbruiksvoorraad — Allerlei.

1. Isotermische wagons :

36 wagons Amerikaansch type (25 T.)

23 wagons Belgische Staat type (15 T.)

20 wagons W. D. type (15 T.)

2. Twee vrachtautos Berna (5 T.).

3. Een tractor op sporen.

4. Verscheidene laboratoriumtoestellen.

5. De verbruiksvoorraden, machienen en verscheidene stukken van materiaal opgenomen in den inventaris van het centraal magazijn en der garage van het stapelhuis te Brussel.

6. In het algemeen, al hetgeen aan den Staat-inbrenger mag toebehooren zich bevindende in de ingebrachte stapelhuizen of deze betreffende, zooals namelijk, groote en kleine werktuigen en machineriën, vervangingstukken, verbruiksvoorraad in brandstoffen, smeerstoffen, verscheidene produkten, de meubelen welke de woningen, verscheidene plaatsen en bureelen stoffeeren, schrijfmachienen, brandkasten, enz.

Omstandige inventarissen van het roerend deel der hier gedane inbrengsten werden te dien einde opgemaakt, waarvan al de verschijners, voorgaandelijk aan deze, eene volle en grondige kennis gehad hebben en waarvan de dubbels in het archief der Maatschappij gerangschikt zijn, zooals verklaard en aanvaard is.

De inventarissen, waarvan gewag hierboven zijn opgemaakt en gesloten door de zorgen van den Staat-inbrenger, in datum 30^e Juni 1924, geven de toestanden der inbrengsten, zooals zij ten huidigen dage bestaan.

Wijzigingen hebben zich opgedrongen in het mobilair gedeelte van bedoelde inbrengsten, uit hoofde der uitbating voortgezet door den Staat-inbrenger sedert 30^e Juni 1924, tot op datum der ingenottreding.

Er wordt verstaan, dat de tegenwoordig gestichte vennootschap de bovengemelde inbrengsten zal moeten in bezit nemen en aanvaarden zooals zij in bovenbedoelde inventarissen beschreven en opgenomen zijn, maar in den staat en toestand waarin zij zich zullen bevinden op den datum der ingenottreding, met de wijzigingen en veranderingen tusschengekomen sedert den 30^e Juni 1924, door de normale voortzetting der uitbating tot op den datum der ingenottreding.

7. De winst en de gevolgen van alle overeenkomsten en contracten door den Staat-inbrenger gesloten, betreffende de inrichting en uitrusting der stapelhuizen, gezegde overeenkomsten en contracten dienende door den Staat-inbrenger ten ontlaste der hier gestichte Maatschappij uitgevoerd te worden.

8. De winst en de gevolgen van alle bestellingen van verbruik of onderhoudstoffen, waarvan de levering na de stichting der huidige Maatschappij zal plaats grijpen, op last, voor deze laatste, den prijs ervan te regelen.

9. De winst en de gevolgen van alle contracten en in loop zijnde overeenkomsten door den Staat-inbrenger gesloten betrekkelijk eene of andere afdeeling van het maatschappelijk doel, 't zij met particulieren, 't zij met Besturen, de clienteele, de klandizie,

10. Al de bescheiden, archiven, welke door de Maatschappij zouden geëischt worden als nuttig of noodzakelijk kunnende zijn voor het verwezenlijken van het maatschappelijk doel, en, voornamelijk, de origineelen, of bij gebrek aan origineelen, de eensluidend verklaarde afschriften der bescheiden vermeld in het hier aangehaald artikel der standregelen.

Lasten, bepalingen en voorwaarden.

De hierboven gedane inbrengsten werden gedaan onder de volgende lasten, bedingen en voorwaarden.

1. De ingebrachte goederen worden overgedragen aan de Maatschappij in den staat en ligging, waarin zij zich thans bevinden en gedragen, bijzonderlijk, wat aangaat de onroerende goederen, met al hunne werkende en lijdende, zichtbare en verborgene, onafgebroken en niet onafgebroken erfdienstbaarheden, waarmede zij bevoorrecht of belast zijn, de Maatschappij hebbende zich tegen de eene te verdedigen en de andere te doen gelden, op eigen verantwoording, zonder tusschenkomst van den Staat-inbrenger, maar zonder nochtans dat deze bepaling aan wie het ook zij meer rechten mocht geven dan hij zou bezitten ingevolge regelmatige en niet verjaarde titels of ingevolge de wet.

2. De onroerende goederen zijn gewaarborgd en belast, vrij en zuiver van alle grondpandrecht, voorrechten en gelijk welke inschrijvingen, toestand waarvan zal dienen bewijs geleverd te worden door middel van grondpandelijke getuig-schriften te lichten ter bevoegde hypotheekkantoren.

De oppervlakte der onroerende goederen is niet gewaarborgd. Welk ook het verschil met de wezenlijke oppervlakte weze, al overtrof dit verschil één twintigste, zal hetzelfde ten voordeele of ten nadeele der Maatschappij zijn.

3. De tegenwoordig gestichte Maatschappij zal moeten betalen alle belastingen, taxen en algemeenlijk de bijdragen hoegenaamd betrekkelijk de ingebrachte goederen, en dit te rekenen met hare ingenottreding.

Zij zal moeten voortzetten ter gausche en geheele ontlasting van den Staat-inbrenger, alle huureeelen en pacht- of bezetcontracten, abonnementen en gelijk welke overeenkomsten die betrekkelijk de ingebrachte goederen mochten bestaan, van verzekeringen tegen brand of alle andere gevaren, van abonnementen aan water, gas en electriciteit, van onderhoud met herstellingen, en alle andere, welke met alle Besturen en bijzonderen zouden getroffen geweest zijn.

De huurprijzen, premiën, taxen en bijdragen aangaande deze huureeelen, contracten, abonnementen en overeenkomsten, zullen moeten door de Maatschappij ontvangen, betaald of afgedragen worden, te rekenen van den datum van de ingenottreding en « prorata temporis ».

4. Op eene algemeene en volstrekte wijze, is de tegenwoordig gestichte Maatschappij actiefelijk en passiefelijk in de plaats gesteld van de rechten en verplichtingen van den Staat inbrenger, nopens de ingebrachte zaken, goederen en rechten, wel verstaan zijnde dat de Staat-inbrenger tegenover de Maatschappij borg is voor de voortzetting en de duurzaamheid der vergunningen voorgaandelijk door den Staat zelf afgestaan aan de koei- en vervriesdiensten van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

Inzonderheid wat aangaat de koel- en vriesstapelhuizen waarvan de Staat den vollen eigendom niet bezit of zou bezitten, zal de Maatschappij zich in de plaats van dezen moeten stellen, 't zij bij 't vervallen der toegestane termijnen, 't zij op gelijk welk ander oogenblik, om, zonder verhaal noch daging tot borgstelling tegen hem, noch hoegenaamde tusschenkomst van zijnen 't wege, de regeling en de vereffening te doen van alle kwesties van vergoeding, wegneming, inordeherstelling of alle andere hoe ook genaamd, welke zich alsdan zullen voordoen nopens deze stapelhuizen.

5. In geval van onthinding der Maatschappij, 't zij bij 't verstrijken van het hierboven bedongen termijn, 't zij op elk ander oogenblik, zal de Belgische Staat het vermogen hebben terug te nemen al de installaties, zoowel de vaste als de beweeglijke, er in begrepen al de eigenlijke of door bestemming onroerende goederen, al het materiaal en al de verbruiksvoorwaarden en dit mits eenen prijs die door schatters zal vastgesteld worden. Iedere partij zal haren schatter aanstellen; in geval van meningsverschil tusschen de schatters, zal de Voorzitter van de Koophandelsrechtbank te Brussel eenen derden schatter aanduiden. De Staat zal moeten van dit vermogen gebruik maken binnen een tijdperk van drie maand.

Deze inbrengst is daarenboven gedaan onder de nitdrukkelijke voorwaarde dat de koel- en vriesstapelhuizen, die erin begrepen zijn zullen mogen gebruikt worden, op eenen voet van gelijkheid, door alle personen die zich zullen gedragen naar de verordeningen en tarieven.

In vergelding dezer inbrengst, wordt er aan den Belgischen Staat toegekend : 1) 22.000 gansch afgeloste aandeelen. reeks A.; 2) eene jaarlijksche vergoeding van 50 frank per cubieken meter ingebrachte vries- en koelruimte.

De 5.000 aandeelen reeks B. zijn als volgt ondergeschreven :

MM.

en gansch afgelost door de inschrijvers, derwijze dat het bedrag dezer aandeelen, 't zij 5.000.000 frank, zich van nu af ter beschikking der Maatschappij bevindt.

ART. 7. — Het maatschappelijk kapitaal zal mogen vermeerderd of verminderd worden bij beslissing van de Algemeene Vergadering beraadslagende, in de voorwaarden vereischt voor de wijzigingen aan de standregelen.

ART. 8. — Ingeval van vermeerdering van het kapitaal, blijven de aandeelen op naam tot op hunne volkomene aflossing. Zij worden ingeschreven in een bijzonder register, gehouden gelijkvormig artikel 42 der wet op de handelsmaatschappijen; hunne overdracht zal geschieden op de wijzen aangeduid in paragraaf 3 van artikel 45 derzelfde wet: maar geene overdracht van niet gansch afgeloste aandeelen zal mogen geschieden zonder de aanneming van den afstandhouder door den Beheerraad.

De gansch afgeloste aandeelen en de genotsaandeelen zijn aan toonder.

De aandeelen aan toonder zijn uit een stamboek getrokken, dragende een

nummer, de stempel der Maatschappij en het handteeken van twee beheerders der Maatschappij.

ART. 9. — De vennoten zijn slechts gehouden tot beloop hunner aandeelen.

ART. 10. — Het bezit van een kapitaal- of genotsaandeel behelst toetreding tot de maatschappelijke standregelen en tot de besluiten van de algemeene vergadering.

ART. 11. — De Maatschappij erkent slechts eenen titularis voor ieder aandeel. De vertegenwoordigers, erfgenamen, rechthebbenden of schuldeischers van eenen aandeelhouders zullen onder geen voorwendsel de overlegging met verplaatsing der boeken mogen eischen, noch de zegellegging uitlokken op de goederen en waarden van de Maatschappij of den inventaris, de verdeeling of de licitatie ervan vragen. Zij zijn gehouden, voor het uitoefenen hunner rechten zich te gedragen naar den laatsten inventaris en naar de balans van de Maatschappij, alsook naar de beraadslagingen van de algemeene vergadering.

HOOFDSTUK III.

Beheer. — Bestuur.

ART. 12. — De Maatschappij wordt beheerd door eenen Raad, samengesteld uit minstens drie leden, benoemd door de algemeene vergadering en herkiesbaar.

Nochtans, buiten de beheerders benoemd door de algemeene vergadering, wordt een beheerder rechtstreeks door den Staat aangeduid. Deze beheerder, zal zoowel in den Beheerraad, als in den Algemeenen Raad en bij alle algemeene vergadering, een recht van veto hebben ten einde alle beslissing te schorsen die hem zou strijdig schijnen met de belangen van de Belgische gemeenschap.

De eerst benoemde beheerders zullen tot de algemeene vergadering van 1928 in functie blijven.

Te rekenen van dit tijdstip, zal minstens één beheerder telken jaire uit den Raad treden, derwijze dat het mandaat van geen enkel lid méér dan zes jaar zal duren. De uittredingsvolgorde zal voor de eerste maal bij loting vastgesteld worden.

ART. 13. — Iedere beheerder moet, tot zekerheid van zijn beheer, vijf-entwintig kapitaalaandeelen der Maatschappij verbinden. Deze aandeelen zullen op naam blijven en zij zullen slechts mogen teruggegeven worden na ontlasting door de algemeene vergadering verleend.

ART. 14. — De aan de beheerders toe te kennen bezoldigingen zijn onder artikel 59 hierna vastgesteld. Buiten dit zooveelste en de terugbetaling der verplaatsingskosten en verschotten mag de vergadering der aandeelhouders aan de leden van den Beheerraad en aan de Kommissarissen bezoldigingen of zitpenningen toekennen, op de algemeene kosten af te rekenen.

ART. 15. — De Beheerraad verkiest onder zijne leden eenen Voorzitter en eenen

Sekretaris De Sekretaris mag nochtans buiten den Beheerraad genomen worden, maar in dit geval, heeft hij slechts raadplegende stem.

ART. 16. — De Beheerraad heeft de uitgebreidste machten voor 't bestuur en het beheer van al de maatschappelijke zaken.

Al wat niet uitdrukkelijk door de standregelen of door de wet aan de algemeene vergadering voorbehouden wordt, is van de bevoegdheid van den Beheerraad. Hij mag namelijk alle overeenkomsten en koopen sluiten, aankopen, verkoopen, verruilen of vervreemden, in huur nemen of geven alle goederen roerende en onroerende noodig tot de verwezenlijking van het maatschappelijk doel; alle betalingen doen of ontvangen, er kwijting van eischen of geven, alle leeningen van langen of korten duur sluiten, alle zakelijke rechten op de maatschappelijke goederen, zoo roerende als onroerende toestaan, zooals privilegiën, hypotheken, panden en andere; de dadelijke uitwinning toestaan, alle waarborgen aanvaarden of eraan verzaken, handlichting van alle hypotheekaire of bevoorrechte inschrijvingen verleen, alsook van alle bevelen, overschrijvingen, inbeslagnemingen, verzetten of andere beletselen, met of zonder betaling; aan de verbrekende actie verzaken; alle bestuurders, agenten of bedienden benoemen of afzetten, hunne bevoegdheid, wedden en, zoo noodig, borgstelling vaststellen; in geval van moeilijkheden, vóór alle rechtbanken pleiten, als eischer of verweerder, alle beslissingen, uitspraken, vonnissen of arresten bekomen en uitvoeren, handelen, toestemmen, ontzien, transigeeren en vergelijken op alle maatschappelijke belangen.

De voorgaande opsomming haalt enkel voorbeelden aan en is niet beperkend. De rechterlijke vorderingen zijn vervolgd namens de maatschappij, vervolgingen en benaarstiging van den voorzitter of van eenen beheerder-afgevaardigde.

ART. 17. — De Beheerraad mag, onder zijne verantwoordelijkheid, zijne macht overdragen aan eenen of meer zijner leden of aan eenen of meer zijner bestuurders of machtdragers waarvan hij de bevoegdheid en de jaarwedde zal vaststellen.

ART. 18. — Alle akten waardoor de maatschappij zich verbindt moeten geteekend worden door twee beheerders of door eenen beheerder-afgevaardigde en eenen bestuurder-machtdrager. De postcheeks en berichten van overdracht van postcheeks zullen geteekend worden door eenen beheerder-afgevaardigde of door eenen of meer agenten te dien einde afgevaardigd door den Beheerraad.

De akten van dagelijksch beheer worden geteekend door eenen beheerder of door den bestuurder, machtdrager of agent te dien einde door den Beheerraad afgevaardigd.

ART. 19. — De Beheerraad vereenigt zich ten maatschappelijken zetel, telkenmale de belangen der Vennootschap het vereischen.

ART. 20. — De vergaderingen van den Beheerraad geschieden ter plaats aangeduid in de bijeenroepingen.

De bijeenroepingen, met de dagorde bekleed, zullen minstens drie dagen op voorhand gedaan worden, het geval van dringendheid uitgezonderd.

ART. 21. — De zittingen van den Beheerraad zijn voorgezeten door den voorzitter, of, in zijne afwezigheid, door den oudsten beheerder.

De Raad mag slechts geldig beraadslagen indien de meerderheid zijner leden aanwezig of vertegenwoordigd is en zijne beslissingen met meerderheid van stemmen genomen zijn.

Ingeval van verdeeling der stemmen, is deze van den voorzitter overwegend.

ART. 22. — De beslissingen van den Raad worden onmiddellijk in een proces-verbaal opgenomen en door de tegenwoordige leden geteekend.

Zij worden nadien overgeschreven in een bijzonder register gehouden ten zetel der Maatschappij en door de leden die aan de zitting deelnamen geteekend. Ingeval van beletsel of weigering te teekenen, wordt hiervan melding gemaakt in het proces-verbaal.

De afschriften van of extrakten uit de processen-verbaal, in alle omstandigheden voor te leggen, zijn geteekend door den Voorzitter of door den beheerder afgevaardigde of door twee beheerders.

HOOFDSTUK IV.

Toezicht. — Algemeene raad.

ART. 23. — De Maatschappij wordt onder toezicht gehouden door eenen of meer kommissarissen, waarvan het getal en de bezoldigingen door de algemeene vergadering vastgesteld worden.

ART. 24. — De kommissarissen zijn genoemd voor vier jaar en herkiesbaar. Bij uitzondering, zullen de kommissarissen genoemd door de algemeene vergadering, die zal gehouden worden onmiddellijk na de stichting, in functie blijven tot de algemeene vergadering van 1928.

Te rekenen van dit tijdstip, zal telken jare een kommissaris nittreden volgens de orde vastgesteld door eene lottrekking.

ART. 25. — Iedere kommissaris moet, tot zekerheid van zijn beheer, tien kapitaal-aandeelen der Maatschappij verbinden.

Deze aandeelen zullen op naam blijven en zij zullen slechts mogen teruggegeven worden na ontlasting door de algemeene vergadering verleend.

Het college der kommissarissen vereenigt zich ten maatschappelijken zetel minstens een maal alle zes maand. De wijze van bijeenroeping, de zittingen en de beraadslagingen van het college zijn geregeld zooals voor den Beheerraad.

ART. 26. — De vereenigde beheerders en kommissarissen vormen den algemeenen Raad der Maatschappij.

Deze is voorgezeten door den Voorzitter van den Beheerraad.

Ongeminderd zijne wettelijke en statutaire volmachten, beraadslaagt de Algemeene Raad ten buitengewonen titel over de zaken die hem door den Beheerraad voorgelegd worden.

De besluiten worden genomen en vastgesteld op dezelfde wijze als deze van den Beheerraad.

HOOFDSTUK V.

Algemeene vergaderingen.

ART. 27. — De algemeene vergadering is samengesteld uit al de aandeelhouders (houders van kapitaal- of genotsaandeelen), die de voorschriften van artikel 29 hierna gevolgd hebben.

ART. 28. — De algemeene vergadering der aandeelhouders wordt gehouden den tweeden Zaterdag van Maart van ieder jaar, om 3 uur namiddag, ter plaats aangeduid in de bijeenroepingen; de buitengewone vergaderingen mogen daarenboven uitgelokt worden op de wijze voorzien door de wet.

ART. 29. — De aandeelhouders op naam ingeschreven vijf dagen vóór den datum der vergadering worden aangenomen op vertoon van hun nominatief ontvangstbewijs.

De eigenaars van aandelen aan toonder zijn aangenomen op vertoon van een bewijs dat de nederlegging hunner titels vaststelt.

Deze nederlegging zal moeten geschieden vijf dagen vóór den datum der vergadering, ten maatschappelijken zetel of in de financieele inrichtingen, in het oproepingsadvies bepaald.

ART. 30. — Niemand kan een aandeelhouder aan de algemeene vergadering vervangen, tenzij hij zelf aandeelhouder weze.

ART. 31. — Het bureel is samengesteld uit de leden van den Beheerraad.

De algemeene vergadering is voorgezeten door een voorzitter van den Beheerraad, die den Sekretaris aanduidt en, in geval van stemming, twee der hoogste aandeelhouders, tegenwoordig en aanvaardende, als stemopnemers.

In afwezigheid van den Voorzitter van den Beheerraad of van een ander lid van den Beheerraad, afgevaardigd om de vergadering voor te zitten, duidt deze vergadering zelf den Voorzitter, den Sekretaris en de stemopnemers aan.

Eene tegenwoordigheidslijst wordt door de zorgen van den Beheerraad opgesteld, waarin de namen der aandeelhouders en het getal aandelen die zij vertegenwoordigen opgenomen worden; iedere aandeelhouder of machtdrager is gehouden deze lijst te teekenen bij zijne aankomst ter vergadering.

ART. 32. — Iedere aandeelhouder heeft zooveel stemmen als kapitaal- of genotsaandeelen die hij bezit.

ART. 33. — De algemeene vergadering beslist welk ook het bedrag van het vertegenwoordigd kapitaal weze en bij meerderheid van stemmen.

Ingeval van gelijkheid, is de stem van den Voorzitter overwegend.

Nochtans, als de vergadering moet beraadslagen over kwesties van wijziging der

standregelen, van versmelting met andere maatschappijen, van verlenging of voorbarige ontbinding der maatschappij, van vermeerdering of vermindering van het kapitaal, is de vergadering slechts geldig samengesteld wanneer de voorgestelde wijzigingen bijzonder aangeduid werden in de bijeenroepingen en wanneer deze die op de vergadering aanwezig zijn minstens de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Indien deze laatste voorwaarde niet vervuld is, moet eene nieuwe vergadering bijeengeroepen worden en deze nieuwe vergadering zal geldig beraadslagen welk ook het bedrag van het vertegenwoordigd kapitaal weze.

In beide gevallen, zal geen enkel voorstel aangenomen worden indien het niet de drie vierden der stemmen vereenigt.

Nochtans, in het geval voorzien door de laatste beschikking van artikel 102 der wet op de maatschappijen, 't is te zeggen in geval van verlies der drie vierden van het maatschappelijk kapitaal, kan de ontbinding der maatschappij uitgesproken worden door de aandeelhouders, welke een vierde der op de vergadering vertegenwoordigde aandeelen bezitten.

Indien de beraadslaging der algemeene vergadering van aard is om de onderlinge rechten van ieder soort aandeelen te wijzigen, moet de beraadslaging, om geldig te zijn, in ieder soort aandeelen de voorwaarden van tegenwoordigheid en van meerderheid vereischt door de bovenstaande schikkingen vervullen

ART. 34. — De stemmingen voor de benoemingen en de herroepingen moeten geheim geschieden.

Ingeval van benoeming, zoo de meerderheid niet verkregen is bij de eerste stemming, wordt er eene herkiezing gedaan onder de twee kandidaten die de meeste stemmen bekomen hebben. Ingeval van gelijkheid van stemmen bij de herkiezing, wordt de oudste verkozen verklaard.

ART. 35. — De algemeene vergadering beraadslaagt over al de voorstellen, die haar door den beheerraad of door het college der kommissarissen voorgelegd worden, op voorwaarde nochtans dat zij op de dagorde vermeld werden.

ART. 36. — De beslissingen genomen in algemeene vergadering zijn vermeld in de processen-verbaal geteekend door de leden van het bureel en door de aandeelhouders die zulks vragen.

Ingeval van beletsel of van weigering te teekenen, wordt hiervan melding gemaakt.

De afschriften van of uittreksels uit de beraadslagingen vóór het gerecht of elders in te dienen zijn geteekend door twee beheerders.

HOOFDSTUK VI.

Inventaris. — Balans. — Verdeeling.

ART. 37. — Het maatschappelijk jaar begint den 1^o Januari en eindigt den 31st December. Bij uitzondering, zal het eerste maatschappelijk dienstjaar het

tijdperk begrijpen loopende van den datum der stichting tot op 31ⁿ December 1925.

Den 31ⁿ December van ieder jaar, en voor de eerste maal den 31ⁿ December 1925, worden de maatschappelijke geschriften gesloten en de Beheerraad maakt den inventaris en de balans op, alsook de rekening van winsten en verliezen.

Buiten het wettig en standrechtelijk reservefonds, mag er een voorzienigheidsfonds gesticht worden, waarvan het gebruik ter beschikking zal blijven van den Beheerraad.

ART. 38. — Geene nog verworven winst, spruitende uit schatting of meerwaarde, mag in het onder de aandeelhouders te verdeelen batig saldo begrepen worden.

ART. 39. — Het batig saldo der balans, aftrek gedaan zijnde der algemeene lasten, kosten en uitdelingen, vertegenwoordigt de netto winst van de Maatschappij.

Op deze winst wordt er jaarlijks voorafgenomen :

1^o 5 per cent voor de vorming van het wettelijk reservefonds.

Deze voorafneming zal ophouden verplichtend te zijn wanneer de wettelijke reserve een tiende van het kapitaal zal bereiken.

2^o De som noodig om eenen intrest van 6 p. h. 's jaars uit te betalen aan de kapitaalaandeelen reeks A ;

3^o De som noodig om eenen intrest van 6 p. h. 's jaars uit te betalen aan de kapitaalaandeelen reeks B.

Op het overige wordt er voorafgenomen :

A) 10 p. h. ten voordeele van den Beheerraad ;

B) 20 p. h. voor de uitdelgng van het maatschappelijk kapitaal door de terugbetaling, aan pari en per lottrekking, der aandelen van beide soorten. Zooals gezegd wordt onder artikel 5, wordt ieder terugbetaald aandeel vervangen door een genotsaandeel van de overeenkomstige soorten.

Het saldo wordt verdeeld als volgt :

25 p. h. onder al de bestaande kapitaal- en genotsaandeelen der reeks A.

75 p. h. onder al de bestaande kapitaal- en genotsaandeelen der reeks B.

HOOFDSTUK VII.

Ontbinding. — Vereffening.

ART. 40. — Bij de ontbinding der Maatschappij, hetzij tijdens het verstrijken van haar termijn of voor welkdanige andere reden zal de algemeene vergadering de vereffenaars benoemen en hunne machten vaststellen.

Zij zal hun bijzonderlijk mogen de macht verleenen om, tegen aandelen of obligatiën, inbrengst van het aktief te doen in eene nieuwe maatschappij.

ART. 41. — Ingeval van vereffening, zal het maatschappelijk aktief dienen :

1. Om de lasten der Maatschappij en de kosten der vereffening te dekken ;

2. Om de sommen op de aandelen gestort terug te betalen ;

3. Het saldo zal verdeeld worden te weten :

25 p. h. aan de bestaande genotsaandeelen reeks A. ;

75 p. h. aan de bestaande genotsaandeelen reeks B.

Behoudens hetgeen gezegd wordt onder artikel 6 *in fine* hierboven, wat betreft het vermogen voor den Belgischen Staat terug te nemen al de installaties, onroerende goederen en materiaal waarvan hij inbrengst gedaan heeft, voor eenen prijs door schatters vastgesteld.

HOOFDSTUK VIII.

Woonstede.

ART. 42. — Ieder aandeelhouder is gehouden aan de Maatschappij de door hem in België gekozen woonstede te melden, alwaar alle beteekeningen en dagvaardingen hem geldig kunnen toegestuurd worden.

Bij gebrek zulks te doen, zal de woonstede van rechtswege gekozen worden ten maatschappelijken zetel.

HOOFDSTUK IX.

Overgangsbepalingen.

ART. 43. — Onmiddellijk na de stichting der maatschappij, zullen de aandeelhouders zich in algemeene vergadering vereenigen om het getal der eerste beheerders, kommissarissen vast te stellen, tot hunne benoeming over te gaan, hunne bezoldigingen te bepalen en, over 't algemeen, te beslissen over alle voorwerpen welke zij verlangen aan te vatten.

HOOFDSTUK X.

Kosten.

ART. 44. — De partijen verklaren dat het bedrag der kosten, vergeldingen of lasten aan de Maatschappij toekomende, hoofdens hare stichting, ongeveer de som van twee honderd zestig duizend frank bedragen.

28 October 1924.

VENNOOTSCHAP
TOT
UITBATING DER KOEL- EN VRIESSTAPELHUIZEN VAN DEN STAAT

VERSLAG
VAN DE
**Interministerieele Commissie belast met het Onderzoek
der Aanbiedingen.**

Het beroep op mededinging, waartoe de Regeering toevlucht heeft gehad voor de stichting, met medehulp van den Staat-inbrenger, en op grond van het hierbijgevoegd lastkohier (bijlage I) van eene Vennootschap tot uitbating der koel- en vriesstapelhuizen van den Staat, heeft aanleiding gegeven tot indiening van twee aanbiedingen, ondergeschreven, te weten :

De eerste, door een groep samengesteld uit :

1. Het Armement Ostendais, N. V., te Gent ;
2. De Banque belge du Travail, N. Vennootschap, te Gent ;
3. Het Verbond der Belgische Samenwerkende Vennootschappen, S. V., te Antwerpen ;
4. Het Comptoir du Centre, S. V., te Brussel ;
5. M. A. Malengret, ingenieur-frigorist, te Nimy ;
6. M. R. Vercammen, Volksvertegenwoordiger, te Gent ;
7. M. Leonce Verbrugghe, Provincieraadslid. te Oostende.

De tweede, door een groep samengesteld uit :

1. De Banque d'Outremer, te Brussel ;
2. M. A. Gomez, ingenieur, te Brussel ;
3. M. A. Marchal, ingenieur, te Brussel ;
4. M. H. Dustin, ingenieur, te Elsene ;
5. M. A. Bemelmans, beheerder van vennootschappen, te Brussel ;
6. M. G. Nélis, ingenieur, te Brussel.

* . *

De twee aanbiedingen werden aangeboden in de door het lastkohier vereischte tijdvakken en vorm (bijlage II, a en b).

Ieder dezer aanbiedingen stelt, als grondvorm van vereeniging, de naamlooze

vennootschap voor en is vergezeld van een ontwerp van standregelen, waarvan de tekst onder de bijlagen is weergegeven (bijlage III, a en b).

. . .

De Banque d'Outremer en C^{en} onderschikt de uitvoering der verbintenissen, welke zij aangaat aan de verwezenlijking der vier voorwaarden waarvan de opgave hierna beknopt volgt :

1° Al de uitgaven voorzien in de begrooting van 1924, tot eerste inrichting der koeldiensten, zijn of zullen betaalbaar gesteld worden vóór de stichting der Vennootschap ;

2° Door den Staat zal, ter gelegenheid van de stichting der Vennootschap, geen registratie-of overschrijvingsrecht geheven worden ;

3° De wet, waarbij de Vennootschap zal gesticht worden, zal aan deze laatste het vermogen toekennen te verkrijgen, dat de inrichtingen welke zij zal uitbaten, onder het regiem der wet van 4^{en} Maart 1846 op de stapelhuizen zouden geplaatst worden ;

4° Bijaldien de vennootschap vóór den 1^{en} Januari 1925 niet opgericht was zou teruggave gedaan worden aan de Vennootschap, der uitdelingen, berekend tegen 4 p. c. s' jaars, op de som van 18 millioen, waarde van den zakelijken inbreng van den Staat, voor het tijdvak begrepen tusschen den 1^{en} Januari 1925 en den datum van de oprichting der Vennootschap.

. . .

De eerste voorwaarde is feitelijk verwezenlijkt, in dien zin dat de credieten ingeschreven in de begrooting van 1924, voor eerste inrichting der koeldiensten, benuttigd zijn geweest.

Aan het Parlement zal het behooren te beslissen over de tweede voorwaarde.

De derde voorwaarde is zonder voorwerp ; al de stapelhuizen kunnen het regiem der wet van 4^{en} Maart 1846 genieten, op voorwaarde te voldoen aan de tamelijk eenvoudige regelen opgelegd door het Beheer der Douanen.

De vierde voorwaarde blijkt rechtmatig : indien de Vennootschap gesticht wordt na den 1^{en} Januari 1925, zullen de werktuigen en het materiaal, sedert den 31^{en} December 1924, ten uitsluitelijken voordeele van den Staat slijting ondergaan hebben. De Staat moet, billijkheidshalve, aan de Vennootschap de waarde der slijting teruggeven, — 't is te zeggen de uitdelingen, — vermits de bedingende partijen den zakelijken inbreng van den Staat op 1^{en} Januari 1925 geschat hebben.

De Commissie is de meening toegedaan, dat de opgave dezer voorwaarden, welke het kader van het lastkohier te buiten gaan, niet van aard is om de aanbieding van de groep der Banque d'Outremer te doen van de hand wijzen, als zijnde onregelmatig.

. . .

Om de voordeelen te beoordeelen, welke de twee mededingende groepen onderscheidenlijk aan den Staat aanbieden, hebben wij, in den hierbijgevoegden tabel

(bijlage V) de kenmerkende bestanddeelen der twee ontwerpen tegenover elkander geplaatst.

Het onderzoek van bedoelden tabel doet aanstonds belangrijke verschillen uitkomen tusschen de twee voorstellen waarvan sprake, ten opzichte van den toestand, welke deze voor den Staat ten gevolge hebben.

Men dient eenieder dezer verschillen te ontleiden en de financieele en andere gevolgen te doen uitschijnen, welke voor den Staat zullen volgen uit de aanneming van het eene of het andere ontwerp.

Gemakkelijkheidshalve, zullen wij, in het hiernavolgende, het ontwerp van het Armement Ostendais en Consoorten aanduiden door « het ontwerp A. O. » en datgene van de Banque d'Outremer en Consoorten door « het ontwerp B. O. ».

MAATSCHAPPELIJK KAPITAAL EN VERDEELING DER ACTIËN.

Het Maatschappelijk kapitaal voorzien in het ontwerp A. O. overtreft met 5 miljoen datgene vervat in het ontwerp B. O. Anderzijds, verleent het ontwerp A. O. aan de kapitaalaandeelen toe te kennen aan den Staat eene waarde van 4 miljoen meer dan het ontwerp B. O.

Van deze standpunten uit, blijkt het eerste dezer ontwerpen voordeliger voor den Staat.

In der waarheid, hebben deze gegevens door zich zelf geen allereerste belangrijkheid. De functie van het maatschappelijk kapitaal is, inderdaad, van eenvoudige juridische en rekenplichtige orde, en geenszins van economische orde. Wat eerst en vooral dient in aanmerking genomen te worden, is de betrekkelijke belangrijkheid van het aan den Staat toegekende aandeel in het maatschappelijk bezit en de voordeelen verbonden aan de aandeele, welke hem toegekend worden.

Wat het eerste punt betreft, wij stellen vast dat het aandeel van den Staat in het aanvankelijk maatschappelijk bezit bijna hetzelfde is in beide ontwerpen : 88/100 in het ontwerp A. O. en 90/100 in het ontwerp B. O.

Ongetwijfeld voorziet het ontwerp A. O. de terugbetaling — ten minste gedeeltelijk — van de waarde van het kapitaal, dat het toekent aan de inbrengsten van den Staat. Er valt edoch te bemerken, dat deze terugbetaling moet geschieden met gelden welke, op normale wijze, voor het meerendeel aan den Staat zouden moeten toekomen onder den vorm van winsten. Van een anderen kant, is het voordeel, dat er voor den Staat zou kunnen uit voortvloeien, te niet gedaan door de wijze van verdeling van het maatschappelijk bezit tijdens de vereffening, zooals het verder vermeld is.

Eindelijk, dient insgelijks het voordeel uit het oog niet te worden verloor spruitende, voor den Staat, uit het bestaan van dividendaandeelen in het ontwerp B. O. De Staat heeft het recht zijne dividendaandeelen te vervreemden, alhoewel zijne bevoorrechte aandeele behoudende, derwijze in geval van voorspoed der zaak, het verschil op te strijken tusschen de aanvankelijke onkosten der inrichtingen en de som voor dewelke ze ter Vennootschap zouden ingebracht worden.

DEELNEMING IN DE WINSTEN.

Volgens den tegenwoordigen gang der uitbating, mogen de winsten der koel- en vriesstapelhuizen van den Staat beraamd worden op ongeveer 5 miljoen frank 's jaars. De verdeeling der som volgens de regelen bepaald in ieder der ontwerpen zou de volgende uitkomsten hebben, in 't begin.

<i>Ontwerp B. O.</i>	<i>Ontwerp A. O.</i>
Na uitdelgingen (800.000 frank), uitkeering aan de reserve, aan den Beheerraad en aan het personeel, zou de Staat ontvangen :	Na uitdelgingen (800.000 frank), uitkeering aan de reserve, aan den Beheerraad en aan het personeel, zou de Staat ontvangen :
3.104.032 frank	3.286.545 frank
hetzij 10,3 t. h. der aanvankelijke waarde van zijnen inbreng (30 miljoen rond cijfer) terwijl de groep zou ontvangen :	hetzij 10,9 t. h. der aanvankelijke waarde van zijnen inbreng (30 miljoen rond cijfer) terwijl de groep zou ontvangen :
397.718 frank.	571.545 frank
	en dat, uit de terugbetaling van het kapitaal, de Staat zou opstrijken :
	131.000 frank,
	de groep :
	18.000 frank.

De aan den Staat toegekende voordeelen door het ontwerp B. O. zullen, van jaar tot jaar, toenemen daar, zoodra de wettige reserve het tiende van het kapitaal zal bereikt hebben, hetzij na negen of tien dienstjaren gevende dezelfde winst, het superdividend, waarvan de Staat het grootste bedrag opstrijkt, vermeerderd zal worden met het grootste deel der 5 t. h. van de winst, welk moet overgaan naar de reserve in 't begin.

In het ontwerp A. O., integendeel, nemen de voordeelen van den Staat af, van jaar tot jaar, omdat de jaarlijksche terugbetaling der kapitaalaandeelen voor gevolg zal hebben de door den Staat op te strijken som, ten titel van vast dividend van 6 t. h. te verminderen, terwijl de bijvoeglijke som, onder het superdividend opgenomen, slechts voor 1/4 aan den Staat zal toekomen.

Alzoo zal het ook gaan met de sommen, welke tot de reserve niet meer zullen bestemd worden, wanneer het wettig tiende zal bereikt zijn geweest (hetzij ongeveer na twintig jaar voorspoedige dienstjaren).

Dus, op de basis der huidige winsten, worden door beide ontwerpen voor den Staat nagenoeg gelijkwaardige toestanden in 't begin in 't leven geroepen ; doch in den loop der volgende jaren, zal het ontwerp B. O. voordeeliger voor den Staat worden, terwijl het ontwerp A. O. minder voordeelig zal worden.

* *

Laat ons thans de twee onderstellingen beoogen; deze van eene winst 5 miljoen overtreffende, en deze van eene mindere winst.

Indien, zooals men zulks mag te gemoet zien, in de toekomst de winsten eene som bereiken 5 millioen frank overtreffende, vertoont het ontwerp B. O. zich des te voordeelijker voor den Staat dat de winsten voortdurend stijgen, terwijl het ontwerp A. O. den Staat schaadt, ten profijte van de inbrengende groep, in eene mate welke door den vooruitgang der winsten toeneemt.

Deze toestand is te wijten aan het feit, dat het ontwerp B. O., daaromtrent een regiem van gelijkheid instelt tusschen de aandelen van den Staat en degene van den groep, terwijl het ontwerp A. O. voor de twee reeksen aandelen welke het voorziet, een zeer ongelijk stelsel van vergelding aanneemt, stelsel waaruit eene echte breuk van evenwicht in de verdeeling van het superdividend spruit : inderdaad, van het saldo der winst te bestemmen tot bedoeld superdividend, wordt slechts 25 t. h. toegekend aan de aandelen van den Staat, het overige, hetzij 75 t. h., gaande naar de aandelen der groep.

Welnu, er dient opgemerkt te worden, dat de belangrijkheid van het superdividend zal stijgen, niet alleen met den voorspoed der uitbating, doch ook om reden van de jaarlijksche uitdelging der kapitaalaandelen, waarvan genotsaandelen worden in de plaats gesteld, welke niet deelachtig zijn in het eerste dividend.

Bovendien, zooals zulks hooger gezegd wordt, is de post « superdividend » vatbaar om, in de toekomst nog te verhoogen met het bedrag der voorafneming van 5 t. h. bestemd om de wettige reserve uit te maken.

Indien, anderzijds, de winst beneden 5 millioen frank was, zou het ontwerp A. O. aan den Staat een beter aandeel verzekeren, betrekkelijk met datgene van groep B. O.

En indien de winst onder 4 millioen of minder daalde, dan zou de Staat nog een voldoende per cent hebben, maar zou de groep niet meer bezoldigd worden, evenmin als den Beheerraad.

Is het mogelijk zich in te beelden dat de Vennootschap kan voortbestaan zonder een voldoende inkomen om het kapitaal en de werkzaamheid der inbrengende groep, geroepen om de uitbating te besturen, naar behooren te bezoldigen? In zulke omstandigheden, zou de Staat, aanzoekt om eene vermindering van het bedrag van de vaste vergoeding, waarschijnlijk ertoe gebracht worden, te dien einde, de standregelen der Vennootschap te wijzigen.

*
* *

Dit is overigens het eenige gebrek niet, dat het bedingen eener vaste vergoeding, voorzien in het ontwerp A. O., oplevert.

Soortgelijke vergoeding vertoont, in dit tijdvak van onvastheid der wisselkoersen, het gebrek, sedert lang bekendgemaakt op het gebied der hypothecaire gelduitleningen, van met zich eene ware precariteit te voeren. Zoowel voor de Vennootschap als voor den Staat is zij gevaarlijk. Naarmate de drukking der wisselkoersen zal toe- of afnemen, zal de vergoeding een onvoldoend voordeel voor den Staat uitmaken ofwel eene onduidbare last voor de Vennootschap.

De uitkomsten der zaak hangen af van de uitbatingsontvangsten en uitgaven; indien de bestendigheid van een overschot der ontvangsten op de uitgaven mag aangenomen worden, zou het misschien stoutmoedig wezen te verwachten, dat

het bruto boni immer zal toereikend zijn om de vaste last der in het ontwerp A. O. voorziene vergoeding te dekken (1.836.000 frank).

In dezen toestand, zou het voor de Vennootschap onmogelijk zijn de noodzakelijke uitdelingen te doen en zou ze kunnen verplicht zijn op haar maatschappelijk bezit voorafnemingen te doen, om de vaste vergoeding te betalen.

Volkomen aanneembaar ware het voorstel om aan den Staat, als voor-aandeel, eene jaarlijksche vergoeding uit te keeren gelijk aan een zeker percent der netto-ontvangsten. En volkomen logisch is de wijze van bezoldiging vooruitgezet in het ontwerp B. O. : de aandelen der aandeelhouders hangen enkel af van de ontvangsten, uitgaven en onderlinge deelnemingen : geen enkel vast gegeven belast de Vennootschap, en brengt in opspraak noch de vastheid van het voordeel van eene der bedingende partijen, noch de normale werking der Vennootschap.

De bovenstaande beschouwingen doen het ontwerp B. O. uitschijnen als meer overeenstemmend met den geest, welke in het contract moet heerschen.

*
* * *

Om het vergelijkend onderzoek van den tabel der verdeelingen in de twee ontwerpen te voleindigen, is het niet van belang onthoofd te doen opmerken dat :

1° Het ontwerp B. O. aan het personeel der Vennootschap jaarlijksche gunstgeschenken toekent bereikende 7 1/2 t. h. van het eerste restat en onder artikel 31, de dotatie voorziet van een fonds voor maatschappelijke voorzienigheid, vóór alle verdeeling.

2° Dat, volgens datzelfde ontwerp, de voorafneming van 10 t. h. van het eerste restat gedaan wordt ten voordeele van den Beheerraad en van het College der Commissarissen, als wanneer, volgens het ontwerp A. O. diezelfde voorafneming gedaan wordt enkel ten voordeele van den Beheerraad.

TOESTAND VAN DEN STAAT TIJDENS DE VEREFFENING.

In het ontwerp A. O., hoe meer de voorspoed der zaak aanzienlijk en snel zal geweest zijn, hoe meer het getal der bij de vereffening uit te delgen kapitaal-aandelen zal gering zijn en hoe meer het tusschen de genotsaandelen reeks A (Staat) en de genotsaandelen, reeks B (Groep) te verdeelen saldo zal aanzienlijk wezen; welnu, uit dit saldo verkrijgt de Staat slechts het vierde.

Men merke hier, dat het ontwerp A. O. in zijn artikel 41, 2° voert : « De sommen gestort op de aandelen terugbetalen » en dat, zoo men den tekst letterlijk opneemt, de Staat, daar hij geenerlei som gestort heeft om de 22,000 kapitaal-aandelen hem afgegeven volkomen afgelost te verkrijgen, geene aanspraak zou hebben tot de terugbetaling der aandelen.

Het ontwerp B. O., zooals wij het hooger gezegd hebben, stelt daaromtrent een regiem van gelijkheid in tusschen den Staat-aandeelhouder en zijne mededeelgenooten, voor de verdeeling van het maatschappelijk bezit tijdens de vereffening, zooals hetzelfde het overigens doet voor de verdeeling der winsten.

Een punt moet evenwel nog de aandacht trekken in het ontwerp B. O., betrekkelijk de aanbedeeling der dividendaandelen. Deze laatste worden er niet ver-

deeld in dezelfde verhouding — 9 tegen 1 — dan de bevoorrechte aandeelen ; de inbrengende groep stelt voor ze toe te bedeeien op voet van 35.000 aan den Staat en 5.000 aan de groep — hetzij in de verhouding van 7 tegen 1 —, wat, ten behoeve der groep, een voordeel oplevert van $\frac{1}{40}$ in de aanbedeeling van het superdividend en de verdeeling van het maatschappelijk bezit op het oogenblik der vereffening.

Dit voordeel blijkt zeer gering, ten aanzien van de verschillen van behandeling vervat in het ontwerp A. O.

Voegen wij, anderzijds, daaraan toe, dat de twee ontwerpen in geval van vereffening, het voorrecht van overname door den Staat verzekeren, waarvan gewag in het lastkohier (inbreng van den Staat, § 5 der lasten, bedingen en voorwaarden).

BEHEERRAAD.

Dit ontwerp A. O. beperkt meer het aandeel van den Staat in den schoot van den Beheerraad : de verdediging van de belangen der gemeenschap hangt er af van den kens en van de bevoegdheid van een enkel persoon. Men mag beweren, dat deze belangen beter zullen begrepen, beter zullen bestudeerd en verdedigd worden door vier mandatarissen dan door een enkelen.

VETORECHT DER VERTEGENWOORDIGERS VAN DEN STAAT.

De opgave van deze actie komt, in de twee ontwerpen, overeen met het lastkohier. Maar het ontwerp B. O. richt op eene omstandige wijze, de uitoefening en de kracht van het vetorecht in.

Het ontwerp A. O. mist nauwgezetheid over dit belangrijk punt en het waarbo gt zelfs de mogelijkheid niet van de uitoefening van het vetorecht vermits de Beheerraad geld glijk mag beraadslagen en beslissen zonder het bijwezen van den Vertegenwoordiger van den Staat.

MACHTEN VAN DEN RAAD.

De afbakening der machten van den Beheerraad is meer een zaak van standregelenorde dan van wettelijke orde. Geen kritiek kan gedaan worden nopens de « verklarende en geenszins beperkende » opsomming der bedoelde machten in beide ontwerpen.

Onder dit opzicht, gaan beiden zoo ver als mogelijk is, maar zulks is niet onverenigbaar met artikel 3, f van het lastkohier, hetwelk bevestigt, dat de Staat niet verlangt « zich in te mengen in het dagelijksch beheer der onderneming, hetwelk hij aan zaaklieden wil overlaten », dus praktischer wijze, aan de aan hem zelf vreemde beheerders. De Staat is overigens voldoende gewaarborgd door zijne meerderheid op de algemeene vergadering der aandeelhouders, meerderheid die hem toelaat te allen tijde de Beheerraad af te zetten.

ALGEMEENE VERGADERING DER AANDEELHOUDERS.

Een bijkomend punt moet hier de aandacht trekken : dat is, dat in den schoot der algemeene vergadering iedere aandeelhouder zooveel stemmen heeft als « kapi-

taal of genotsaandeelen, welke hij bezit » (art. 32 van het ontwerp A. O. of « zoolang de Staat aandeelhouder zal zijn, iedere aandeelhouder aan de stemming zal deelnemen op voet van de algeheelheid der bevoorrechte en dividendaandeelen, van wier bezit hij bewijs zal leveren » (art. 28 van het ontwerp B. O.).

Beide ontwerpen breiden dus het overwicht van den Staat, in den schoot der Algemeene Vergadering uit, bij afwijking van artikel 74 der wet op de handelsvennootschappen.

COLLEGE DER COMMISSARISSEN.

Voor den Staat is het noodzakelijk vertegenwoordigd te zijn, in den schoot van dit College, waarvan de machten tot toezicht onbeperkt zijn : « De commissarissen bezitten een onbeperkt recht van toezicht en controle over al de verrichtingen der Vennootschap » (art. 65 der wet op de handelsvennootschappen).

Welnu :

Het ontwerp B. O. (art. 19) geeft aan den Staat twee commissarissen op vier ;

Het ontwerp A. O. (art. 45) geeft er geene aan den Staat, ten minste uitdrukkelijk.

BESLUITSELEN.

In overweging nemende :

dat het ontwerp B. O. :

- a) voldoet aan de door het lastkohier opgelegde verplichtingen ;
- b) aan den Staat den eigendom der 9/10 van het aanvankelijk maatschappelijk kapitaal toekent, alhoewel een licht voordeel voorbehoudende aan de inbrengende groep, wat de verdeling betreft der dividendaandeelen ;
- c) Aan de bedingende partijen eene rechtmatige verdeling der winsten waarborgt, dewelke aan den Staat eene voordeliger bezoldiging zijner inbrengsten verzekert voor het geval van voorspoed der uitbating ;
- d) Het belang van den Staat vrijwaart in geval van vereffening der vennootschap ;

Dat, van eenen anderen kant, het ontwerp A. O. :

- a) Alhoewel voldoende aan de door het lastkohier opgelegde verplichtingen ;
- b) Slechts aan den Staat den eigendom van 88/100 van het aanvankelijk maatschappelijk kapitaal verzekert ;
- c) Zich niet kan beroepen, tegenover het ontwerp B. O., op de meerderheid, schijnbaar en niet werkelijk, van de inbrengst van den Staat te aanvaarden voor 22 millioen in plaats van 18 millioen, daar deze cijfers slechts moeten in aanmerking genomen worden voor het aandeel dat ze verzekeren aan den Staat uit de gemeenschappelijke winsten en uit het maatschappelijk bezit ;
- d) De uitbating, binst gansch haren duur, met eenen belangrijken vasten last bezwaard, waarvan de vereffening ofwel het belang van den verkrijger ofwel het bestaan zelf der Vennootschap zou kunnen in opspraak brengen ;
- e) De Staat, van jaar tot jaar, buiten bezit stelt van de aanvankelijke meerderheid van zijn aandeel in de opbrengsten door de uitdelging van zijne kapitaalaandeelen en hare vervanging door genotsaandeelen, waarvan de uitwerksels driemaal min voordelig zijn voor de Openbare Schatkist bij de verdeling van de winsten en van het saldo van eene gebeurlijke vereffening ;

f) In de toekomst, aan de groep, door deze evenwichtschendende verdeeling, eene jaarlijksche bezoldiging zijner kapitalen verzekert en een voordeel in de gebeurlijke verdeeling van het maatschappelijk bezit, des te overdrevener dat de uitbating meer winstgevend zal wezen ;

g) De deelneming van den Staat in de machten, lasten en verantwoordingen van den Beheerraad beperkt tot de handeling van een persoon.

* * *

Om de hierboven opgesomde redenen, is de Commissie bij eenparigheid, van oordeel :

dat het ontwerp B. O., van beiden, het voordeeligste voor den Staat is en dat het alle waarborgen voor eene goede uitbating oplevert.

Volgen de handteekeningen der leden van de Commissie :

H. H. DELMER, Hoofdingenieur, Bestuurder bij het Beheer der Mijnen ;
RIGAUX, Algemeen Bestuurder bij het Beheer der Thesaurie ;
LANCELOT, d.d. Algemeen Bestuurder der Koel- en Vriesdiensten ;
SEULEN, Bestuurder bij het Beheer der Registratie en Domeinen ;
BOLLE, Onder-Bestuurder bij de Algemeene Rekenplichtigheid van het
Departement van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg.

Kortbondige uiteenzetting der kenteekens der twee ontwerpen.

1. KAPITAAL.

Banque d'Outremer en deelgenooten.

Het kapitaal wordt vastgesteld op de som van 20 miljoen frank vertegenwoordigd door :

40.000 bevoorrechte aandelen van 500 frank ieder.

Daarenboven worden gesticht, veertig duizend dividendaandelen, zonder aanduiding van waarde.

De bevoorrechte aandelen zullen slechts terugbetaalbaar zijn in geval van ontbinding der vennootschap.

Armement Ostendais en deelgenooten.

Het maatschappelijk kapitaal wordt vastgesteld op de som van 25 miljoen frank verdeeld in :

22.000 kapitaalaandelen van duizend frank ieder, reeks A.

3.000 kapitaalaandelen van duizend frank ieder, reeks B.

De vennootschap is daarenboven gemachtigd te stichten :

22.000 genotsaandelen, reeks A.

3.000 id. id. B.

om de kapitaalaandelen te vervangen naarmate hunner terugbetaling. Deze zal aan pari en bij lottrekking geschieden door eene voorafneming te doen op een overschot der winsten (zie artikel 39) in evenredigheid van het aantal titels van elke afdeeling.

2. AANBEDEELING DER AANDEELEN.

Staat :

36.000 bevoorrechte aandelen gansch afgelost.

33.000 dividendaandelen.

Groep :

4.000 bevoorrechte aandelen gansch afgelost door een storting van 2 miljoen frank.

5.000 dividendaandelen.

Staat :

22.000 kapitaalaandelen, reeks A, gansch afgelost.

Groep :

3.000 kapitaalaandelen, reeks B, gansch afgelost door een storting van 3 miljoen frank.

3. OBLIGATIËN.

De vennootschap mag te allen tijde bij beslissing van den beheerraad, hypothecaire of andere obligatiën uitgeven.

Zoolang dat de Staat het bezit van minstens de helft der bevoorrechte aandelen genummerd van 1 tot 36.000

De Beheerraad mag namelijk, ... alle ontheeningen aangaan voor korten en langen duur, alle zakelijke rechten toestaan op de maatschappelijke goederen, zoowel roerende als onroerende, zooals voorrechten, hypotheken, panden of andere.

en der dividendaandeelen genummerd van 1 tot 35.000 kan bewijzen zal de uitgave van hypothecaire obligatiën onderworpen zijn aan de voorafgaandelijke toelating van den heer Minister van Financiën.

4. — BEZOLDIGING VAN DE INBRENGST VAN DEN STAAT.

36.000 bevoorrechte aandelen gansch afgelost van 500 frank ieder.

55.000 dividendaandeelen, zonder aanduiding van waarde.

22.000 kapitaalaandeelen, reeks A van duizend frank ieder.

Een jaarlijksche vergoeding van 50 frank per cubieke meter ingebrachte frigo, (36.720 cubieke meters ingbracht, hetzij eene vergoeding van 1.836.000 frank).

5. — DEELNEMING VAN DEN STAAT IN HET TOEZICHT EN IN HET BESTUUR DER MAATSCHAPPIJ.

ONTWERP B. O.

Beheerraad. — Tien leden, deelgenooten of niet, van Belgische nationaliteit, benoemd door de vergadering en herkiesbaar, waarvan :

Vier op voorstel der Regeering,

Zes op voorstel der andere aandeelhouders van den Staat.

De beslissingen worden genomen met de meerderheid der stemmers.

De Beheerders, den Staat vertegenwoordigende, zullen slechts hun veto mogen opleggen, gezamenlijk en gemeenschappelijk, als wanneer de beslissingen hun tegenstrijdig schijnen met de belangen der Belgische gemeenschap of met de landsverdediging. De Minister van Nijverheid en Arbeid zal alleen het veto mogen lichten.

De Raad vergadert telkenmale het belang der Maatschappij zulks vereischt en telkenmale ten minste drie Beheerders zulks aanvragen.

De Raad zal slechts geldiglijk mogen

ONTWERP A. O.

Beheerraad. — Drie leden ten minste, benoemd door de Algemeene Vergadering en herkiesbaar.

Een beheerder, buiten de drie eerste, rechtstreeks door den Staat benoemd.

De beslissingen worden genomen met de volstreekte meerderheid der stemmers.

De Beheerder van den Staat zal, in den schoot van den Beheerraad, den Algemeenen Raad en de Algemeene Vergadering, een schorsend veto recht bezitten tegen alle beslissing die hem tegenstrijdig zou schijnen met de belangen der Belgische gemeenschap.

De Raad vergadert telkenmale het belang der Maatschappij zulks vereischt.

De Raad zal slechts geldiglijk mo-

beraadslagen en besluiten als wanneer ten minste een der Beheerders van den Staat en ten minste twee der andere Beheerders aanwezig zijn.

Toezicht. — De verrichtingen der Vennootschap worden onder toezicht gehouden door vier kommissarissen van Belgische Nationaliteit, deelgenooten of niet.

Zoolang de Belgische Staat het bezit zal bewijzen van ten minste de helft der bevoorrechte aandeelel genummerd van 1 tot 36.000 en der dividend-aandeelel genummerd van 1 tot 35.000 zullen twee der kommissarissen op voorstel van den Staat door de algemeene vergadering benoemd worden; de andere twee op voorstel der andere aandeelhouders dan de Staat.

gen beraadslagen wanneer de meederheid zijner leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

Toezicht. — De Vennootschap wordt onder toezicht gehouden door een of meer kommissarissen waarvan de vergadering het aantal en de bezoldiging vaststelt.

Algemeene Raad. — De vereenigde Beheerders en de kommissarissen maken den algemeenen Raad uit. Deze is voorgezeten door den Voorzitter van den Beheerraad. Ongeminderd zijne op de wet en de standregelen gegronde machten, beraadslaagt uitzonderlijk de Raad over de zaken die hem door den Beheerraad werden voorgelegd.

De besluiten zijn genomen en vastgesteld op dezelfde wijze als deze van den Beheerraad.

6. ALGEMEENE VERGADERING. — STEMRECHT.

ONTWERP B. O.

Ieder bevoorrecht of dividend-aandeel geeft recht aan eene stem ter algemeene vergadering.

ONTWERP B. O.

Ieder aandeelhouder heeft zooveel stemmen als hij bevoorrechte en dividend-aandeelel bezit.

Bij afwijking aan het 2^{de} lid van artikel 74 der geordende wetten op de handelsvennootschappen, en zoolang de Staat aandeelhouder zal zijn, zal ieder aandeelhouder aan de stemming mogen deelnemen in aanmerking van de geheelheid der bevoorrechte en der

dividend aandeelen van wier bezit hij bewijs kan leveren.

7. — VERDEELING DER WINSTEN.

Op de zuivere winsten, 't is te zeggen op het overschot der balans, na aftrok der algemeene kosten en noodig geachte uitdelingen wordt er voorafgenomen :

a) 5 t. h. om de wettige reserve te vormen tot wanneer deze laatste het 1/10 van het kapitaal bereike.

b) een eerst dividend van 6 t. h. aan ieder bevoorrechte aandeel.

Dit eerste dividend is voorafneembaar, 't is te zeggen dat het in geval van ontoereikendheid der winsten van een dienstjaar voor alle andere bestemming dan tot de wettige reserve, op de zuivere winsten der vorige dienstjaren, zal voorafgenomen worden.

Het overige beschikbare wordt toebedeeld te weten :

a) 10 t. h. aan den Beheerraad en het College van Kommissarissen ;

b) Een tweede dividend van 2 t. h. aan ieder bevoorrecht aandeel, volledig afgelost ;

c) 7 1/2 t. h. aan het personeel ten titel van gunstgeschenk.

Het saldo wordt gelijkelyk onder al de dividendtaandeelen verdeeld.

Op de zuivere winsten 't is te zeggen op het batig overschot der balans, na aftrok der algemeene kosten, lasten en noodige uitdelingen wordt er voorafgenomen :

1° 5 t. h. om de wettige reserve tot wanneer deze laatste het 1/10 van het kapitaal bereike.

2° De noodige som om aan de kapitaal-aandeelen reeks A een intrest van 6 t. h. uit te betalen.

3° De noodige som om aan de kapitaal-aandeelen, reeks B, een intrest van 6 t. h. te betalen.

Op het overige, wordt er voorafgenomen :

a) 10 t. h. ten bate van den Beheerraad.

b) 20 t. h. voor de uitdeling van het maatschappelyk kapitaal door de terugbetaling aan pari en bij lottrekking, der aandeelen der twee categoriën, in evenredigheid met het aantal titels van iedere categorie.

Ieder terugbetaald aandeelbewijs wordt vervangen door een genotsaandeel der overeenstemmende reeks.

Het saldo wordt verdeeld : 25 t. h. onder al de kapitaal- en genotsaandeelen, reeks A ; 75 p. c. onder al de kapitaal- en genotsaandeelen, reeks B.

8. — ONTBINDING.

Na aanzuivering der schulden en lasten dient het zuiver actief eerst en vooral om in geldspeciën of in titels, het afgeloste bedrag der bevoorrechte aandeelen terug te betalen.

Het overige beschikbare wordt toebedeeld, te weten :

a) De gebeurlyk noodige som om

Het maatschappelyk kapitaal zal dienen om :

1° De lasten der Vennootschap en de kosten der vereffening te dekken ;

2° De op de aandeelen gestorte sommen terug te betalen.

Het saldo zal verdeeld worden op voet van 25 t. h. aan de genotsaan-

aan de bevoorrechte aandeelen het eerste voorafneembaar dividend *pro-rata temporis* uit te betalen;

b) 5 t. h. voor het personeel. Het saldo wordt gelijkelyk onder al de dividend aandeelen verdeeld.

deelen reeks A en 75 t. h. aan de genotsaande len reeks B.



(94)

ANNEXE AU N° 6.

BIJLAGE BIJ N° 6

PROJET DE LOI

relatif aux statuts de la Société Anonyme Belge des Entrepôts frigorifiques.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et de notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances et notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale sont chargés de présenter en Notre Nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à participer, conformément aux termes statutaires énoncés dans le texte constitutif ci-annexé, à la formation de la Société Anonyme Belge des Entrepôts frigorifiques.

ART. 2.

Il ne sera perçu aucun droit d'enre-

ONTWERP VAN WET

betreffende de statuten van de Naamlooze Vennootschap der Koel- en Vriespakhuisen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de gemeenschappelijke voordracht van Onzen Eerste-Minister, Minister van Financiën en Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg;

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste-Minister, Minister van Financiën en Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg worden er mede belast in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, in te dienen :

ARTIKEL EÉN.

De Regeering wordt er toe gemachtigd, overeenkomstig de in bijgaande statuten vermelde bepalingen, deel te nemen aan de oprichting van de Naamlooze Belgische Vennootschap der Koel- en Vriespakhuisen.

ART. 2

Er zal geen registratie- of over-

gistrement ou de transcription à raison de la constitution de la Société.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 1924.

schrijvingrecht worden geheven uit hoofde van het inrichten der Vennootschap.

Gegeven te Brussel, den 10^e November 1924.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

Van 's Koningswege :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale.*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg.*

P. TSCHOFFEN.

